

Capitaine Barril



Missions très spéciales

Presses de la Cité

PREMIERE PARTIE

LA VOCATION

CHAPITRE PREMIER

LES JEUNES ANNÉES

J'ai toujours voulu imiter la carrière militaire de mon père et, enfant, mon plus grand désir était de devenir — comme lui — chef de gendarmerie à Névache. Cela faisait rire mes parents, c'était devenu un sujet de plaisanterie dans la famille.

Névache était, pour un enfant, un endroit merveilleux. Un village en cul-de-sac, qui s'accroche tout au long d'une route de montagne. La route finissait chez nous.

Je suis né le 13 avril 1946 à la brigade de Vinay, dans la banlieue de Grenoble. A l'époque, mon père passait son examen d'officier de police judiciaire afin de pouvoir être habilité pour les enquêtes judiciaires. Mais ce n'était pour lui qu'une formalité. Ce qui lui plaisait, c'était la nature, la chasse, la pêche, le grand air, la vie à la montagne. Après un passage à la brigade de Voreppe, dans l'Isère, une commune de 5 000 habitants, il s'est porté volontaire pour la brigade du bout du monde, désertée par tous, Névache, dans les Hautes-Alpes. Le village, frontalier avec l'Italie, est perché à 1 850 mètres d'altitude. Avec ses 23 000 hectares, c'est l'une des communes les plus étendues de France.

La vie du village s'organisait autour de trois pôles : l'école, l'église et la gendarmerie. J'étais l'un des fils du chef de la brigade de gendarmerie, héritier de toute une tradition. Chez les Barril, on épouse la gendarmerie comme d'autres lignées se vouent à la magistrature ou à l'Ecole nationale d'administration. Mon grand-père avait été gendarme à une époque où cela était plus un titre qu'une fonction. Il avait eu une jambe arrachée à Verdun pendant la Première Guerre mondiale, au cours d'un assaut. C'était un grand militaire, bardé de décorations... Légion d'honneur, médaille militaire avec de nombreuses citations. La Légion d'honneur de mon grand-père a toujours eu la meilleure place dans mon bureau... C'était mon exemple à suivre, en quelque sorte.

J'appartiens à cette tradition : la gendarmerie service public au service du public, à la disposition permanente de la population. Le gendarme est l'homme à tout faire. Il doit secourir, rendre service. Il est toujours disponible au téléphone, il est aussi juge de paix, tout ce que j'ai connu avec mon père.

Celui-ci a toujours servi en montagne. Dans les brigades rurales, le gendarme faisait tout. Il s'occupait des chiens de la brigade mais devait aussi savoir rédiger une procédure, taper, même si c'était laborieusement, à la machine à écrire. Il était toujours là pour donner le coup de main, participant aux secours en haute montagne avec le Club alpin français, allant chercher les touristes en perdition. Les hommes mettaient huit à dix heures pour rejoindre les cordées en difficulté. Face aux intempéries, ils savaient doser leurs efforts. Cette formation de base, que j'ai connue à côté de mon père, me servira beaucoup pendant ma carrière et en particulier au GIGN.

J'ai souvent cité cet exemple : vous prenez un tireur d'élite, un super-tireur; s'il doit participer à une battue de deux jours, s'il doit marcher avec un sac de vingt kilos sur le dos, en fin de

course, notre tireur n'existe plus. Ce n'est qu'une lavette. Il sera encore plus mauvais tireur qu'un tireur moyen mais qui a supporté l'effort de plusieurs dizaines de kilomètres à pied sans trop de difficulté.

Mon père, homme de ta montagne, savait cela d'instinct. Pendant la dernière guerre il avait vécu les événements de la Résistance dans le Vercors, dans la petite brigade de Vinay. Son supérieur, le lieutenant Morel, aujourd'hui général, avait été le premier officier de la gendarmerie à prendre le maquis, avec ses hommes. Le rôle de mon père consistait à sauver les apparences vis-à-vis des Allemands et des autorités de la collaboration. Un double jeu, en quelque sorte, un travail difficile, très dangereux, parce que mon père devait faire semblant de traquer la Résistance.

Il était resté, sur ordre, à la brigade, pendant que ses camarades prenaient le maquis. Il passait son temps à tromper l'ennemi, en particulier lorsque les Allemands exigeaient des répressions. Avec ses hommes, il montait de fausses attaques au pistolet mitrailleur.

A la même époque, ma mère, d'origine suisse, avait été arrêtée puis relâchée par les Allemands. Sa famille a perdu beaucoup de ses membres pendant la guerre. Mon oncle, Pierre Sudan, pilote de chasse, a été abattu le jour du débarquement, le 6 juin 1944.

La vie à la brigade de gendarmerie, à Névache, était assez extraordinaire. Les familles de gendarmes avaient un champ de pommes de terre et se partageaient la récolte. La brigade achetait aussi ses cochons aux paysans du coin. Ils étaient débités en pièces par mon père et ses adjoints, et tous les morceaux de viande étaient répartis entre chaque famille. C'était une vie communautaire. Il y avait aussi un lot de bois donné par la municipalité; il fallait aller le couper assez loin, le ramener. L'époque n'était pas encore aux tronçonneuses : on débitait le bois sur place. Mon père me faisait des mots d'excuse pour l'instituteur et j'allais couper le bois avec lui à la hache. C'était un grand honneur pour l'enfant que j'étais.

Nous vivions au rythme des saisons. L'hiver était très froid. La température descendait fréquemment autour de - 25 °C et personne n'avait le chauffage central. J'ai toujours en tête l'image de ma mère, se levant tôt le matin, pour balayer la neige devant la fenêtre de ma chambre. Celle-ci était au premier étage, mais au bout d'un mois de chute de neige, je sortais directement par le balcon. Six mois par an, j'allais ainsi à l'école à ski.

A l'âge de cinq ans, j'ai eu ma première paire de skis, un cadeau de Noël. Le dessous de mes skis était en bois blanc. Ils n'avaient pas de carres. Des cannes en bambou faisaient office de bâtons. J'ai gardé ces premiers skis pendant deux ans. M. Roux, le maire du village, m'a alors offert des skis neufs sur les crédits de la municipalité. C'était le résultat de six mois de pourparlers...

J'ai toujours fait du ski. Nous ne connaissions pas les sports d'hiver modernes, les tire-fesses, les remontées mécaniques ni les stations luxueuses. En revanche, même en hiver, j'accompagnais les gendarmes dans leurs tournées dans les bois et au bord des lacs, au milieu de cette montagne délirante de beauté. Les sommets environnants dominant à près de 3 500 mètres d'altitude.

L'hiver, les gens se calfeutraient chez eux. Dans les fermes et les maisons du village, ils vivaient dans des pièces voûtées en compagnie des animaux, pour se tenir chaud. A la gendarmerie, nous n'avions pas d'animaux et nous avions moins chaud. Alors, il fallait mettre beaucoup de bois dans les poêles.

Pour tous les gros travaux, la gendarmerie faisait équipe avec les deux gardes des eaux et forêts et l'unique douanier. Dans les années 50, il y avait, en tout et pour tout, deux voitures à Névache. Mon père avait une vieille Ford; bien plus tard, il a acheté une 4 CV. qui faisait beaucoup d'effet dans la rue. L'institutrice était mariée avec le garde des eaux et forêts, qui avait, lui aussi, une 4 CV, Pour la brigade, le seul moyen de déplacement était une moto avec un side-car. Mon père a souvent fait des chutes avec cette moto. Il s'est fracturé la jambe parce qu'un jour la moto était surchargée de bois...

Aujourd'hui on peut penser que j'ai été « élevé à la dure », en particulier à cause des conditions climatiques. Mais chez moi, dans ma famille, si ma mère distribuait de temps en temps des taloches, je ne peux pas dire que l'éducation était rigoureuse. Nous étions libres de nos mouvements, comme le sont les gosses de la campagne.

Ma mère est une personne très pratiquante, catholique, comme tous les gens du village. Les fêtes religieuses, Noël, Pâques, berçaient notre rythme de vie. Tradition oblige, nous ne pouvions échapper à une éducation religieuse sérieuse. Enfants, nous avons suivi un catéchisme actif, essentiellement grâce au curé. Un homme remarquable, l'abbé Romagne. Il m'a marié et il a baptisé mon fils Patrick. Aujourd'hui il fait partie de la famille. Il était formidable avec les enfants, mais évidemment il ne fallait manquer ni la messe ni les vêpres. L'église de Névache est magnifique, elle date du XIII^{ème} siècle, renferme des statues décorées à la feuille d'or. Elle a été construite pour le seigneur de Névache, dont le château, aujourd'hui rasé, se trouvait près du village. La nef est impressionnante, mais, à l'intérieur, sur le côté droit, une prison, avec sa clé qui pèse plusieurs kilos et ses barreaux énormes, retenait beaucoup plus l'attention des enfants. Dans cette cage, il y a bien longtemps, à côté du seigneur de Névache, les prisonniers assistaient à la messe !

Celui-ci a toujours servi en montagne. Dans les brigades rurales, le gendarme faisait tout. Il s'occupait des chiens de la brigade mais devait aussi savoir rédiger une procédure, taper, même si c'était laborieusement, à la machine à écrire. Il était toujours là pour donner le coup de main, participant aux secours en haute montagne avec le Club alpin français, allant chercher les touristes en perdition. Les hommes mettaient huit à dix heures pour rejoindre les cordées en difficulté. Face aux intempéries, ils savaient doser leurs efforts. Cette formation de base, que j'ai connue à côté de mon père, me servira beaucoup pendant ma carrière et en particulier au GIGN.

J'ai souvent cité cet exemple : vous prenez un tireur d'élite, un super tireur ; s'il doit participer à une battue de deux jours, s'il doit marcher avec un sac de vingt kilos sur le dos, en fin de course, notre tireur n'existe plus. Ce n'est qu'une lavette. Il sera encore plus mauvais tireur qu'un tireur moyen mais qui a supporté l'effort de plusieurs dizaines de kilomètres à pied sans trop de difficulté.

Mon père, homme de la montagne, savait cela d'instinct. Pendant la dernière guerre il avait vécu les événements de la Résistance dans le Vercors, dans la petite brigade de Vinay. Son supérieur, le lieutenant Morel, aujourd'hui général, avait été le premier officier de la gendarmerie à prendre Je maquis, avec ses hommes. Le rôle de mon père consistait à sauver les apparences vis-à-vis des Allemands et des autorités de la collaboration. Un double jeu, en quelque sorte, un travail difficile, très dangereux, parce que mon père devait faire semblant de traquer la Résistance.

Il était resté, sur ordre, à la brigade, pendant que ses camarades prenaient le maquis. Il passait son temps à tromper l'ennemi, en particulier lorsque les Allemands exigeaient des répressions. Avec ses hommes, il montait de fausses attaques au pistolet mitrailleur.

A la même époque, ma mère, d'origine suisse, avait été arrêtée puis relâchée par les Allemands. Sa famille a perdu beaucoup de ses membres pendant la guerre. Mon oncle, Pierre Sudan, pilote de chasse, a été abattu le jour du débarquement, le 6 juin 1944.

La vie à la brigade de gendarmerie, à Névache, était assez extraordinaire. Les familles de gendarmes avaient un champ de pommes de terre et se partageaient la récolte. La brigade achetait aussi ses cochons aux paysans du coin. Ils étaient débités en pièces par mon père et ses adjoints, et tous les morceaux de viande étaient répartis entre chaque famille. C'était une vie communautaire. Il y avait aussi un lot de bois donné par la municipalité ; il fallait aller le couper assez loin, le ramener. L'époque n'était pas encore aux tronçonneuses : on débitait le

bois sur place. Mon père me faisait des mots d'excuse pour l'instituteur et j'allais couper le bois avec lui à la hache. C'était un grand honneur pour l'enfant que j'étais.

Nous vivions au rythme des saisons. L'hiver était très froid. La température descendait fréquemment autour de - 25 °C et personne n'avait le chauffage central. J'ai toujours en tête l'image de ma mère, se levant tôt le matin, pour balayer la neige devant la fenêtre de ma chambre. Celle-ci était au premier étage, mais au bout d'un mois de chute de neige, je sortais directement par le balcon. Six mois par an, j'allais ainsi à l'école à ski.

A l'âge de cinq ans, j'ai eu ma première paire de skis, un cadeau de Noël. Le dessous de mes skis était en bois blanc. Ils n'avaient pas de carres. Des cannes en bambou faisaient office de bâtons. J'ai gardé ces premiers skis pendant deux ans. M. Roux, le maire du village, m'a alors offert des skis neufs sur les crédits de la municipalité. C'était le résultat de six mois de pourparlers...

J'ai toujours fait du ski. Nous ne connaissions pas les sports d'hiver modernes, les tire-fesses, les remontées mécaniques ni les stations luxueuses. En revanche, même en hiver, j'accompagnais les gendarmes dans leurs tournées dans les bois et au bord des lacs, au milieu de cette montagne délirante de beauté. Les sommets environnants dominant à près de 3 500 mètres d'altitude.

L'hiver, les gens se calfeutraient chez eux. Dans les fermes et les maisons du village, ils vivaient dans des pièces voûtées en compagnie des animaux, pour se tenir chaud. A la gendarmerie, nous n'avions pas d'animaux et nous avions moins chaud. Alors, il fallait mettre beaucoup de bois dans les poêles.

Pour tous les gros travaux, la gendarmerie faisait équipe avec les deux gardes des eaux et forêts et l'unique douanier. Dans les années 50, il y avait, en tout et pour tout, deux voitures à Névache. Mon père avait une vieille Ford ; bien plus tard, il a acheté une 4 CV, qui faisait beaucoup d'effet dans la rue. L'institutrice était mariée avec le garde des eaux et forêts, qui avait, lui aussi, une 4 CV. Pour la brigade, le seul moyen de déplacement était une moto avec un side-car. Mon père a souvent fait des chutes avec cette moto. Il s'est fracturé la jambe parce qu'un jour la moto était surchargée de bois...

Aujourd'hui on peut penser que j'ai été « élevé à la dure », en particulier à cause des conditions climatiques. Mais chez moi, dans ma famille, si ma mère distribuait de temps en temps des taloches, je ne peux pas dire que l'éducation était rigoureuse. Nous étions libres de nos mouvements, comme le sont les gosses de la campagne.

Ma mère est une personne très pratiquante, catholique, comme tous les gens du village. Les fêtes religieuses, Noël, Pâques, berçaient notre rythme de vie. Tradition oblige, nous ne pouvions échapper à une éducation religieuse sérieuse. Enfants, nous avons suivi un catéchisme actif, essentiellement grâce au curé. Un homme remarquable, l'abbé Romagne. Il m'a marié et il a baptisé mon fils Patrick. Aujourd'hui il fait partie de la famille. Il était formidable avec les enfants, mais évidemment il ne fallait manquer ni la messe ni les vêpres. L'église de Névache est magnifique, elle date du XIII^e siècle, renferme des statues décorées à la feuille d'or. Elle a été construite pour le seigneur de Névache, dont le château, aujourd'hui rasé, se trouvait près du village. La nef est impressionnante, mais, à l'intérieur, sur le côté droit, une prison, avec sa clé qui pèse plusieurs kilos et ses barreaux énormes, retenait beaucoup plus l'attention des enfants. Dans cette cage, il y a bien longtemps, à côté du seigneur de Névache, les prisonniers assistaient à la messe !

Les seigneurs de Névache ont été enterrés dans l'église sous de grandes stèles, et je me souviens qu'avec d'autres enfants nous jouions dans la prison. L'abbé m'a enfermé à plusieurs reprises avec un de mes camarades qui a beaucoup compté dans ma jeunesse et qui est aujourd'hui gendarme comme moi, Henri-Pierre Roux.

L'abbé Romagne était très proche des enfants. Une fois il m'avait tiré d'un fort mauvais pas. C'était l'hiver et ma mère m'interdisait formellement d'aller pêcher des truites à la main dans la

clairée. Il y avait de la neige et beaucoup de glace au bord de la rivière. Mais je n'ai pas pu m'en empêcher : sur le chemin de l'école, j'ai pensé que c'était le moment du frai et que les truites devaient être belles. Je me suis penché, la glace s'est rompue et je me suis retrouvé dans l'eau, par - 10 ou 15 °C. Je suis sorti en grelottant, j'ai couru jusque chez l'abbé, à deux kilomètres de là, où je suis arrivé en sanglotant. J'avais peur que mon père apprenne mon aventure. L'abbé Romagne a fort bien pris les choses en main. Il m'a déshabillé, a étalé mes vêtements devant le poêle. Puis il a prévenu l'institutrice et m'a changé. Quand je suis parti, les habits étaient presque secs. Mes parents n'ont longtemps rien su. Quinze ans plus tard, l'abbé et moi leur avons raconté cette mésaventure.

Le curé de Névache avait aussi construit un petit stand de tir qui nous amusait beaucoup. Il possédait une carabine à air comprimé. Sur un poteau, à une vingtaine de mètres, il avait placé une boîte métallique. Lorsque l'on avait bien travaillé au catéchisme, bien appris la leçon, on avait droit chacun à cinq plombs, donc à cinq tirs sur la boîte. L'été nous faisions avec lui des promenades, visitions les chapelles de haute montagne.

Le dimanche, la seule distraction du village consistait, pour les enfants, à suivre les hommes, le douanier, mon père et les gens de la commune, pour l'exercice de tir. Les enfants avaient l'immense honneur de porter les armes, et les bouteilles vides à casser. Je me souviens que mon père faisait, devant un large public de curieux enthousiastes, l'entraînement au fusil mitrailleur 24/29. La vallée n'avait, pour se défendre, que cette arme de guerre détenue par les gendarmes de la brigade, aussi tous les gens du village venaient-ils assister à l'entraînement. C'était un spectacle. Au loin, à quatre cents mètres, nous voyions les pierres voler sous les balles. J'étais fier de mon père.

Je pense que, sans même le savoir, mes parents surtout et mon milieu naturel m'ont donné, très tôt, le goût et la connaissance des armes. J'ai toujours vécu au milieu de chasseurs, j'ai toujours vu mon père armé, même quand il ne travaillait pas. Un gendarme doit porter en permanence son arme, même en permission. Et, grâce à mon père, il me semble, j'ai acquis, dans le domaine des armes à feu, une formation très jeune, je dirais à l'américaine. Pour moi, étant gosse, l'arme n'était déjà plus un objet tabou. J'avais appris à me servir d'armes adaptées à mon âge. J'ai eu des carabines à plomb, avec lesquelles j'allais tirer sur des boîtes de conserves vides vers sept-huit ans, mais mon père était très strict sur la discipline et l'emploi de cette arme. Cette éducation m'a beaucoup servi.

Il m'a très vite enseigné les règles de sécurité, qu'on ne vous explique que vaguement pendant votre service militaire. Je crois qu'en ce qui concerne les armes j'étais mieux protégé que beaucoup d'autres, que ces garçons de vingt ans qui, sans avoir jamais manipulé une arme, se mettent vis-à-vis d'elle en situation d'infériorité. Ils découvrent subitement la fascination exercée par l'arme, le pouvoir de tuer, la force que confère ce droit de vie ou de mort sur les autres.

Maintenant plus que jamais je peux voir une arme, l'apprécier, mais mon cœur ne bat pas plus vite pour cela, car je sais m'en servir. Je connais la force et la faiblesse d'une arme, parce que j'ai vécu avec et que j'ai appris très jeune à neutraliser le pouvoir psychologique d'une arme. Je suis dans la même situation que certains jeunes issus de régions françaises où la pratique des armes est ancestrale : la Corse, par exemple. Tous les jeunes Corses savent manipuler une arme. Je ne dis pas qu'ils savent tirer, seulement qu'ils savent s'en servir.

Au cours de nombreuses arrestations, tout au long de ma carrière, dans de multiples circonstances, j'ai pu constater qu'un très grand nombre de garçons, des voyous de dix-neuf, vingt ans, ne savaient pas maîtriser leur arme. Pour eux, celle-ci représentait un objet de force, un sexe, une puissance. Ils ne se servaient d'une arme que pour faciliter la réussite d'un hold-up ou d'un cambriolage. Et, dès que cela se passait mal, s'ils tombaient nez à nez avec des policiers ou des gendarmes, ils réagissaient très violemment, en s'affolant. Le seul moyen

qu'ils trouvaient pour protéger leur fuite était de tirer. Ils ne tiraient pas pour tuer, ils tiraient pour s'échapper, par réaction, parce qu'ils avaient peur.

J'ai souvent essayé de l'expliquer à des juges ou à des policiers. Il est parfois difficile de savoir si un type a tué par peur ou par volonté de tuer. Ce n'est pas la même chose. Il y a une émotivité, une panique qui passe dans l'arme. Les vrais tireurs, eux, apprennent à maîtriser leur émotivité. S'ils sont paniques ils trouvent en eux cette énergie qui s'échappe, avant le passage à l'acte, avant peut-être que le doigt n'appuie par réflexe sur la détente.

Je vous assure que si les truands avaient une réelle formation dans le domaine des armes, ils tireraient beaucoup moins. Très peu de truands ont le réflexe de tirer dans les jambes ou dans les bras. Je suis certain que beaucoup d'entre eux, en prison, regrettent avec un minimum de sincérité d'avoir tué un policier ou un gendarme, ou des passants dans la rue. Ce n'était pas le but de leur opération. Ce qu'ils voulaient, c'était avoir de l'argent, cambrioler et s'enfuir... Ils n'ont tué que pour tenter de s'échapper. Je ne parle évidemment pas des sauvages, des truands fous furieux, de ceux qui tireront toujours. Ceux-là sont vraiment dangereux. Il faut les neutraliser définitivement.

Issue de mon enfance, ma passion de la vie à la montagne a toujours été une chasse très particulière : la chasse au chamois. Un animal extraordinaire, doté d'une rare perception, capable de vous sentir à quatre cents mètres de distance, capable aussi d'un déplacement étonnant et de réactions très imprévisibles. Un gibier formidable, un des seuls animaux qui ne se reproduit jamais en captivité. Un animal libre comme je les aime. La chasse au chamois, c'est la chasse royale, la seule vraie chasse, l'animal vous emmène sur des kilomètres. Vous avez une arme mais vous êtes faible, parce qu'il faut que vous le suiviez dans des endroits impossibles, et très souvent en haute montagne il vous tend des pièges. Vous pouvez marcher, vous approcher de lui, et vous vous apercevez subitement que vous êtes prisonnier de la montagne, que vous ne pouvez plus monter ni redescendre. Il a gagné sur vous, il a été le plus fort... C'est encore beau s'il ne fait pas partir une avalanche de pierres sur l'emplacement où vous vous trouvez.

A l'inverse, la chasse en plaine avec des armes très sophistiquées est vraiment une boucherie. C'est presque trop facile, les animaux ne bougent pas assez, ce n'est plus qu'affaire de patience, de simple technicité. C'est pour ça que, lorsque je ne suis pas en montagne, je préfère chasser à l'arc... comme nos ancêtres !

Cette année j'ai tué un sanglier et quelques canards, avec mes flèches. Là je crois que la lutte redevient égale entre l'animal et le chasseur. Il faut tirer à coup sûr, car vous ne pouvez pas gâcher vos flèches. Et puis on retrouve le silence, la beauté de la nature...

A Névache, j'ai appris tout ce qui était déterminant dans ma vie, le goût de l'effort, le goût du risque, l'escalade, la chasse en montagne avec mon père, suivre le chamois au petit jour...

Parfois mon copain Pierre Conti nous accompagnait.

Le destin a voulu que celui qui deviendra aux yeux de tous le « tueur de l'Ardèche », qui aura toutes les polices de France à ses trousses, y compris le GIGN, a suivi le catéchisme, a appris à connaître la nature avec moi.

Ce même destin a fait que le gendarme de vingt et un ans, Jean-Yves Giraud, qui a été tué à Aléria en 1976, au cours de sa première opération, ait encore été un enfant de Névache. J'étais enfant de chœur à son baptême. Son père, Jeannot, maréchal des logis-chef, était l'adjoint du mien à la tête de la brigade de Névache, le village du bout du monde.

CHAPITRE II

L'ENTRÉE EN GENDARMERIE

Plus tard, mon père a été affecté à la brigade de L'Argentière, toujours dans les Hautes-Alpes, une station climatique et de sport d'hiver, alors que j'avais quatorze ans. Là, j'ai connu un nouvel élément, l'eau. Je devais être saturé de montagne, de ski, d'alpinisme. J'aimais la varappe, la conquête des sommets, mais, peut-être par réaction, je me suis orienté vers des sports nouveaux. Je pense que je voulais connaître d'autres dépenses physiques et je me suis inscrit au club de natation. Les éléments aquatiques, c'était sans doute l'un des rares domaines d'exercice que l'on connaissait mal à Névache.

Plus question pour moi d'être moniteur de ski ou guide de haute montagne. Ma grande idée, dès lors, a été de devenir plongeur. Je me suis dit : « Je serai guide de la mer. » Dès cette époque, j'ai beaucoup nagé, fait de nombreuses compétitions. Mon père, devenu officier, a décidé de quitter la gendarmerie. Il voulait retrouver le contact de la nature ; il a été nommé directeur des gardes fédéraux de chasse pour les Hautes-Alpes. Nous nous sommes installés à Gap.

De mon côté, je poursuivais mes études, tout en nageant tous les matins, m'entraînant pour les différentes compétitions. Dès que j'avais du temps libre, j'allais à la chasse et à la pêche en montagne.

Ainsi j'ai passé mon bac philo — j'avais dix-huit ans — et je me suis engagé dans l'armée, avec la volonté de devenir maître nageur, nageur de combat et moniteur national de plongée, autant de qualifications que j'ai décrochées avec beaucoup de travail et de patience. J'ai été affecté au 1^{er} régiment de chasseurs de chars à Berlin-Ouest, une ville que j'aime beaucoup. Six mois plus tard j'étais sous-officier, commandant d'un char AMX 13 équipé d'un canon de 75. Avec mon seul ami de régiment, Philippe Léonard, que l'on retrouvera plus tard, nous étions sous les ordres du général Binoche, un homme extraordinaire, Compagnon de la Libération, avec qui nous avons gardé des liens étroits. Pendant deux ans, j'ai essentiellement fait du sport entre deux manœuvres militaires interalliées. J'ai été intégré à l'équipe régimentaire de natation et de pentathlon. En 1965, je participais aux championnats de France dans ces deux disciplines.

De cette époque datent aussi mes premiers contacts avec les services spéciaux. Comme tous les militaires en poste à Berlin, j'étais très attiré par le Mur. L'atmosphère générale était empreinte d'espionnage. Le soupçon nous touchait tous. Berlin était le carrefour de la guerre froide, avec ses obsessions et ses coups tordus. Pour l'Ouest comme pour l'Est, la ville était un symbole de conquête : le partage territorial était un enjeu permanent auquel chaque pays portait une attention particulière, plus déterminante que dans n'importe quelle autre ville du monde.

Je n'avais pas été spécialement préparé à cette situation. Nous étions constamment rappelés à l'ordre, des panneaux dans les casernes du secteur français égrenaient les « dangers de Berlin » : « Tu dors, l'espion veille » ou bien « Ne parle pas au téléphone ». Nos chefs avaient surtout peur que nous soyons « retournés » par des filles venues d'Allemagne de l'Est. A Berlin je n'ai pas, à proprement parler, fait du renseignement mais comme je ne me débrouillais pas mal en allemand je faisais chaque semaine des missions de repérage dans le secteur Est. Chaque allié de l'Ouest recevait ainsi des laissez-passer délivrés, pour nous, par le Gouvernement militaire français (GMF) et des missions militaires françaises de liaison (MMFL).

Ces missions consistaient surtout à regarder autour de soi, à approcher sans trop d'incidents les zones qui nous étaient vraiment interdites. Ainsi je faisais de l'observation dans des quartiers où des concentrations de blindés est-allemands étaient signalées. Nous prenions aussi de nombreuses photographies.

Cela m'a permis de m'intégrer à la population de l'Allemagne de l'Ouest, de connaître Angélique qui est devenue ma femme. A vingt ans, je suis revenu en France. J'avais posé ma candidature d'élève gendarme. A l'époque il fallait être majeur — c'est-à-dire avoir vingt et un ans — pour devenir gendarme et prêter serment. Il fallait avoir vingt-six ans pour être élève officier. Ainsi, alors que nous ne nous connaissions pas encore, Christian Prouteau et moi suivions deux voies différentes pour arriver à un même but. Christian Prouteau, qui était sous-officier comme moi, avait décidé de rester dans l'armée pour faire le concours d'élève officier à l'école militaire de Strasbourg. Moi j'ai opté pour être d'abord sous-officier de gendarmerie puis progresser jusqu'au grade d'officier par concours internes.

Le 2 décembre 1966 je suis élève gendarme. Comme je n'avais pas vingt et un ans, je n'avais pas le droit de posséder un CCP. Une fois par mois, avec une autorisation spéciale du colonel commandant de l'école, j'allais à la banque retirer mon salaire de 700 francs pour payer le mess.

J'ai ainsi reçu une formation très militaire, et aussi très complète. Il s'agit du moule par où passent tous les jeunes gendarmes. A vingt et un ans, je suis sorti major de ma promotion. J'ai prêté serment, juré d'obéir à mes chefs, devant le tribunal correctionnel de Poitiers. Nous étions tous réunis pour cette cérémonie impressionnante où les jeunes gendarmes sont en uniforme flambant neuf, chemise blanche, cravate noire, gants blancs, képi... Nous croyons tous profondément et sincèrement à la gendarmerie empreinte d'une image très nette de service public, au service du public, au service de la nation. On entre en gendarmerie avec abnégation, beaucoup plus par vocation que par intérêt.

Major de promotion, j'étais le premier à choisir mon affectation. Il y avait une place au détachement de gendarmerie de Berlin. Ayant une petite amie dans cette ville, et connaissant les énormes possibilités de Berlin, je n'ai pas hésité.

Dès le début de ma carrière militaire, j'ai senti qu'il se passait quelque chose là-bas. La guerre d'Algérie était finie et j'avais besoin d'un lieu riche en action. Berlin, le Mur, l'Allemagne de l'Est de l'autre côté, la guerre froide, l'espionnage, tout cela me fascinait, m'attirait.

L'escadron de gendarmerie était commandé par le capitaine André Guyon, un officier extraordinaire. Il m'a pris sous sa coupe et m'a dessiné un programme de carrière musclé et sympathique. J'avais déjà pratiqué les arts martiaux, judo et karaté, fait des stages de plongée des entraînements commandos^ J'étais interprète militaire d'allemand et d'italien. Il m'a mis d'office dans les équipes de sport de l'escadron de Berlin pour le tir au fusil et au revolver, la natation, le cross et le pentathlon. Je passais tout mon temps à m'entraîner et à préparer mes examens d'officier.

J'ai aussi été détaché dans des régiments étrangers, sillonnant l'Europe avec le 242e régiment d'Edimbourg, régiment d'élite attaché à la reine d'Angleterre. Je m'affûtais au tir avec les Américains, apprenant leurs techniques. C'était l'époque de la guerre du Vietnam. J'étais moniteur national des techniques commandos, diplômé de Collioure-Mont-louis, le stage le plus performant de l'armée française. Au cours des entraînements, j'ai même appris à tirer au lance-flammes.

L'entraînement était incroyablement dur. Le colonel commandant le centre nous avait annoncé en nous accueillant : « Je vous montrerai quelles sont les limites de la résistance humaine », et il a tenu parole ! Je me suis retrouvé instructeur dans le petit centre de commando interallié de Berlin. On formait des Américains, des Anglais et quelques policiers ouest-allemands. Là, j'ai été très surpris de voir des Américains qui, après deux séjours au Vietnam, tombaient des nues lorsqu'on leur demandait de traverser le Flitz, un fleuve de cent mètres de large, avec une toile de tente bourrée de paille à l'intérieur. Le fusil sur le dos, accroché à ce fragile radeau, il fallait se laisser porter par le courant. Sans canot auto gonflable, les soi-disant grands guerriers du Vietnam étaient tous apeurés et refusaient de traverser les cent mètres de rivière dans ces conditions précaires.

A Berlin, nous avions aussi une mission très particulière, la garde du plus vieux — et du plus coûteux — prisonnier du monde, Rudolf Hess, né le 26 avril 1894, détenu à la prison de Spandau.

Ce compagnon d'Hitler — dont on suppose toujours qu'il avait voulu proposer une paix séparée aux Anglais pendant la guerre, en 1941 — est incarcéré dans cette sinistre citadelle depuis le procès de Nuremberg. Les quatre Alliés se répartissant sa surveillance. Des kilomètres de couloirs, de hauts murs, des barbelés, six cents cellules, une fortune dépensée en hommes et en matériel — tout cela pour garder une seule personne. Tous les quatre mois revenait pour un mois notre tour de garde. Il y avait un grand cérémonial de passation de commandement, surtout lorsque les gendarmes français relevaient l'Armée rouge. Les officiers déjeunaient ensemble et nous, à la base, nous parlions de nos miradors respectifs équipés de gros projecteurs. La relève avait lieu devant les caméras de la télévision berlinoise, les gens venaient voir ce spectacle assez ahurissant. Chaque armée tenait à faire bonne figure. Les chaussures et les boutons de vareuse brillaient, chaque contingent arrivait en grande cérémonie avec son médecin, son dentiste, son cuisinier, toute la vie de la prison multipliée par quatre à longueur d'années.

Nous passions quatre heures à tour de rôle sur nos miradors hauts de quatre mètres à scruter les murs de ce vieux château. Les miradors les plus intéressants étaient les numéros 2 et 4, parce qu'ils donnaient sur l'intérieur de la prison, sur les jardins. On pouvait voir Rudolf Hess se promener l'après-midi en manteau, col relevé. J'ai regardé pendant des heures, mois après mois, ce personnage au regard étrange, aux cheveux très blancs, aux épais sourcils. J'ai mis très longtemps à l'apprivoiser, à capter son attention du haut de mon mirador, et tous les quatre mois je parvenais à lui dire quelques mots, un bonjour, un sourire. Pendant les rondes les gendarmes essayaient de ramasser des noix, et Rudolf Hess, lorsqu'il me reconnaissait, en déposait un petit tas au pied de mon mirador, qu'il cachait sous des feuilles. Pendant toutes ces années, je m'efforçais d'obtenir à chaque fois la garde du même mirador, celui où j'étais sûr de pouvoir lui parler, mais il ne me serait jamais venu à l'idée de faire une photo de Rudolf Hess pendant sa promenade ou de lui proposer une interview.

J'avais vingt et un ans et j'étais seulement un gosse affectueux, désolé de voir cet homme errer dans cette immense et sinistre prison sans même quelqu'un à qui parler. Jusqu'en 1966, Hess avait eu deux compagnons de détention, mais même à cette époque les deux autres ne lui adressaient pas la parole. Ils bricolaient, faisaient du jardinage, et lui marchait dans son coin, derrière eux, comme s'ils n'existaient pas. Je pensais surtout à Hess la nuit, lorsque la citadelle grinçait de mille bruits hostiles quand les corbeaux venaient se poser sur les murs de pierre rouge. Sur mon mirador, moi, j'avais encore le loisir de regarder le ciel ou la ville avec mes jumelles. J'entrais chez les gens, je pouvais même suivre la télévision, mais lui, entouré par le vide, muré dans son silence...

A l'époque, nos consignes étaient stupides : les ordres voulaient qu'en cas d'attaque ou d'invasion nous tirions seulement pour blesser mais jamais pour tuer. Or nous ne tirions qu'une fois par mois au pistolet mitrailleur et, à quatre mètres de haut viser dans le noir pour blesser quelqu'un qui se serait tenu à une centaine de mètres aurait constitué un authentique exploit.

Faire évader Hess serait assez facile. Il suffirait de revêtir un uniforme d'officier supérieur français quand la France est de garde à Spandau et d'arriver à la prison à bord d'une Mercedes battant pavillon français, de frapper à la porte et de dire qu'il s'agit d'une mission d'inspection générale. Le vieux gardien français ouvrirait sans doute, il faudrait alors neutraliser avec des gaz les gendarmes endormis dans une pièce voisine, et prendre les clés pour libérer le prisonnier. Les gendarmes des miradors ne peuvent rien voir ou presque : ils y sont enfermés. De temps en temps, il y a eu des alertes. Des gendarmes ont tiré un samedi soir parce que des

soldats allemands un peu ivres arrosaient le quartier au pistolet mitrailleur. Mais personne n'a songé à attaquer la citadelle maudite pour en extraire son prisonnier.

Ces quatre nations qui se relayèrent pour surveiller un mort-vivant maintiennent un principe de châtement dérisoire. Les Alliés occidentaux voudraient rendre à Rudolf Hess une liberté que souhaite le gouvernement allemand, mais les Soviétiques s'y sont toujours opposés. Leur mois de garde à Spandau leur permet en effet de venir à Berlin-Ouest et d'y sentir un peu ce qui s'y passe. Et puis, ne dit-on pas que Rudolf Hess est détenteur de secrets qui pourraient éclairer l'attitude des grandes puissances pendant la Seconde Guerre mondiale ?

A tour de rôle, comme pour la garde de la citadelle de Spandau, nous étions de permanence à la kommandantur, un grand bâtiment interallié situé en zone américaine. Il arrivait souvent que nous soyons en service au Checkpoint Charlie, le lieu de passage le plus connu entre Berlin-Ouest et Est. Nous partagions un poste près du Mur avec les MP américains et les soldats anglais. A cinquante mètres nous regardions les Allemands de l'Est, les vopos. Notre travail consistait moins à contrôler les Français qui se rendaient à l'Est qu'à les « pointer » et à déclencher l'alerte s'ils n'étaient pas ressortis du secteur à l'heure prévue. Il a souvent fallu que j'intervienne et que j'aie parlementer avec les Allemands de l'Est. Je laissais alors mon arme au poste et allais discuter avec les vopos sur le territoire est-allemand.

C'est à cet endroit que j'ai connu la première prise d'otages de ma carrière. Un Allemand de l'Ouest voulait passer à l'Est avec un enfant. Une histoire de famille. Il avait pris l'enfant et, dans son désespoir, pensait pouvoir être tranquille de l'autre côté du Mur. Il a saisi l'arme d'un douanier et a braqué celui-ci. Nous sommes sortis avec les MP, tous en cercle autour de lui. J'avais mon pistolet Mac 50, les Américains leurs M 16. Si quelqu'un avait éternué, nous nous serions « flingues » mutuellement. Au bout d'une demi-heure, les nerfs de l'Allemand ont flanché et nous avons pu détourner l'arme.

Le long du Mur, l'une de nos missions consistait à effectuer des patrouilles à bord d'une jeep, équipés de casques lourds, mitrailleuse en batterie. Nous aidions les transfuges qui s'évadaient et qui tentaient de passer le Mur. A chaque fois que nous avons recueilli et protégé des fuyards, nous les avons remis entre les mains du SDECE, notre service français de contre-espionnage ; la plupart du temps nos transfuges étaient des faux, des agents que les Soviétiques tentaient d'infiltrer à l'Ouest. Le chef de l'antenne du SDECE était le futur commandant Beau, aux côtés duquel on me retrouvera dans l'affaire des Irlandais.

C'est encore à Berlin que j'ai eu mes premiers contacts avec l'extrême gauche. D'abord et surtout à travers les manifestations gauchistes de l'année 1968, notamment en mai.

L'escadron de gendarmerie était chargé à l'époque de la protection de l'ambassade de France, celle que l'ASALA a fait sauter pendant l'été 1983. J'étais un soir planton à l'escadron de sécurité. Le téléphone sonne, le colonel commandant de la gendarmerie est au bout du fil et me dit : « Réveillez vos camarades, l'ambassade de France est attaquée, allez voir sur place, prenez vos casques et vos fusils. » J'ai répercuté les consignes et nous sommes partis en tenue d'été dans une Volkswagen modèle deux portes gris métallisé. Nous avons mis les fusils MAS 49/56 dans le coffre et nous sommes arrivés en bas du Kurfürsten Damm, à près de trois kilomètres de l'ambassade. Il y avait des barrages de police partout. Nous avons été stoppés, nos collègues allemands étant assez contents de voir arriver les gendarmes français. Ils croyaient que nous ouvrons la route à un détachement important. Mais nous étions seuls !

Contrairement à leur conseil, nous avons voulu exécuter les ordres et nous rendre à l'ambassade. Nous avons été entourés par la foule des manifestants gauchistes allemands. Cette foule, qui n'était pas très hostile, s'est beaucoup moquée de nous. Ils nous ont portés à bout de bras sur au moins cinquante mètres. Les armes étaient restées enfermées dans le coffre de la voiture. N'importe qui aurait pu les voler, mais le sort n'en a pas voulu ainsi. Finalement, à force de discussions avec les étudiants, nous avons pu gagner l'ambassade de France. J'ai récupéré des pompes à eau, nous avons organisé la résistance de l'ambassade.

Nous avons arrosé les manifestants et finalement, au petit matin, les choses se sont calmées. Nous n'osions pas dire à nos supérieurs que nous avions abandonné la voiture à quelques kilomètres de là, avec des armes à l'intérieur. Nous sommes allés les récupérer discrètement. Et puis, comme tout le monde à Berlin, j'ai suivi l'irrésistible ascension de la bande à Baader autour des années 70. Je me souviens notamment de l'enlèvement du député Peter Lorenz, des hold-up, des polémiques dans la presse.

Plus tard, en 1977-78, il y a eu le grand procès des auteurs de l'enlèvement de Peter Lorenz. Et comme la police fédérale, notamment le GSG 9, le service antiterroriste allemand, n'a pas le droit d'intervenir à Berlin, le gouvernement allemand a demandé au président français Valéry Giscard d'Estaing de s'occuper de la protection du procès. C'est ainsi qu'avec le GIGN je me suis installé pendant quatre mois, avant et pendant les audiences, à Berlin. J'ai momentanément repris en grand secret mes anciens quartiers. Pendant des semaines, nous avons fait le relevé de tous les aéroports, des voies d'accès, des lieux publics, mais le procès s'est déroulé dans des conditions normales. Nous redoutions surtout une nouvelle prise d'otages et dans cette éventualité nous avons laissé quelques hommes en permanence à Berlin tandis que des Mystère 20 se tenaient prêts à décoller à Villacoublay. Le GIGN serait intervenu à Berlin, s'il y avait eu une prise d'otages, mais tout s'est bien passé. C'est quelques mois plus tard qu'un groupe de trois terroristes femmes, les plus redoutables et les plus déterminées, a attaqué la prison principale pour libérer deux membres de leur organisation. Leur coup, très audacieux, a parfaitement réussi... en blessant seulement un gardien à la jambe par balle.

CHAPITRE III

LA CRÉATION DU GIGN

Munich, 5 septembre 1972 : la plus célèbre des prises d'otages, qui marque le début d'une nouvelle ère de violence, secoue le monde entier. Pour rappeler la violence qui habite le monde, les Palestiniens font irruption dans la fête internationale de la paix, les Jeux Olympiques. A la suite de ce bain de sang, les gouvernements réalisent soudain qu'ils ne sont pas préparés pour faire face à de telles opérations suicides, qu'ils ne disposent pas de groupes capables de limiter la casse en cas de prise d'otages. Ce jour-là, les pays occidentaux comprennent qu'ils vont souffrir d'un mal jusque-là quasiment inconnu : le terrorisme. Qu'ils vont devoir payer, sur leur sol, la guerre entre Israéliens, Palestiniens et Arabes, et devenir une sorte de chambre d'écho des drames du Moyen-Orient. A 4 h 15 du matin, les Palestiniens du FPLP (Front populaire de libération de la Palestine) ont pris d'assaut le pavillon 31 du village olympique où étaient logés les athlètes israéliens. Plusieurs de ces athlètes ont tout de suite été abattus, mais quelques-uns ont réussi à s'échapper. Neuf ont été capturés. Le commando, composé de membres de l'organisation « Septembre noir », a alors exigé, contre la remise en liberté des otages, la libération de deux cents de leurs frères, détenus dans les prisons israéliennes.

L'opération avait été préparée par le grand responsable des services spéciaux palestiniens, Wadi Haddad, Abou Daoud étant chargé de sa réalisation sur place. Le même Abou Daoud allait être arrêté par la DST à Paris, quelques années plus tard, je dirais par erreur, car la France, en l'incarcérant, risquait trop d'ennuis avec les Palestiniens. Abou Daoud, je le rencontrerai plus tard et je participerai sur ordre à sa protection et à son expulsion de France.

A Munich, les Allemands ont été pris de court, totalement dépassés par la prise d'otages, une situation que personne ne maîtrisait alors, en Europe. Les Israéliens, déjà en butte aux coups des Palestiniens, refusaient — c'était un principe — de négocier. Ils refusaient même l'idée d'un échange des athlètes israéliens contre des officiers allemands. La situation était bloquée. Les Palestiniens, eux, rejetaient toute idée de rançon. Les Allemands ont tout de même voulu tenter quelque chose. Hans Dietrich Genscher, le ministre fédéral de l'Intérieur, avec l'aide de son conseiller le colonel Ulrich Wegener, qui allait créer quelques semaines plus tard le GSG9, a choisi de faire croire aux terroristes que leurs exigences allaient être satisfaites. Deux hélicoptères Bell ont été mis à leur disposition dans la soirée, et sur l'aéroport militaire de Fursten attendait un Boeing, mais aussi des tireurs embusqués sur les toits, dans les bâtiments et sur les pistes. Ils ont ouvert le feu en catastrophe, en désordre. Résultat : les terroristes ont eu le temps d'abattre leurs otages, certains de fuir sur la piste avant d'être atteints à leur tour. La confusion était totale. Les liaisons radio fonctionnaient mal et les tireurs d'élite de la Bundesgrenzschutz — la police des frontières allemande — ont raté leurs cibles à soixante-dix mètres ! Un des hélicoptères a pris feu pendant la fusillade qui a duré plus d'une heure. C'est incroyable.

Il n'aurait jamais fallu intervenir avant de connaître le nombre exact des terroristes. Ensuite, c'était une folie de faire tirer un policier après l'autre, car il tombait sous le sens que le dernier Palestinien vivant allait tuer les otages. On a donc compris ce jour-là qu'il ne fallait rien tenter ayant de connaître le nombre des preneurs d'otages et d'être certain de pouvoir les abattre tous ensemble. Il fallait n'entendre plus qu'un seul coup de feu. Pour cela il fallait prévoir des relais radio, des casques aux oreilles de chaque tireur afin qu'ils appuient tous en même temps sur la détente de leur arme. De plus, il fallait répartir les tireurs et ne déclencher les tirs que lorsque tous les terroristes seraient bien visibles. Aucune erreur technique n'est pardonnable dans ces actions.

Autre leçon : les tireurs d'élite, tous des champions confirmés, ont manqué leurs cibles parce qu'ils n'étaient pas préparés à agir de nuit et dans cet état de tension. Ce n'était plus du tir à la cible, mais du tir opérationnel, dans des conditions de guerre.

Enfin, aucune équipe d'intervention n'a donné l'assaut après les premiers tirs. On a laissé au commando terroriste le temps de se ressaisir et de répliquer, alors qu'il fallait foncer très vite dans le tas, en exploitant l'effet de surprise.

C'est en tâtonnant que tous les pays européens, et la France en particulier, ont trouvé la juste mesure. Mais il est très vite apparu évident que les structures existantes, l'armée, la police, les champions de tir, les commandos de choc étaient inopérants en de telles circonstances.

L'Allemagne a été traumatisée dix ans durant par cet échec, et tous les pays européens ont retenu la leçon ; il était nécessaire de réagir, sinon tous les ministres de l'Intérieur pouvaient « préparer leurs valises ».

En France, en 1972, nous avions l'armée, avec des méthodes des unités de commandos largement héritées de la guerre d'Algérie, davantage faites pour des coups de main du type Kolwezi que pour un travail en finesse, à bord d'un avion de ligne, dans un car ou dans une ambassade. Il existait aussi des unités spéciales au sein du SDECE, notre excellent service de contre-espionnage, mais comme généralement les prises d'otages se déroulent en public, devant les caméras de télévision et la presse, il était hors de question de montrer les visages de nos agents secrets... et de les « brûler » ainsi pour les missions extérieures.

Dans la police, il existait déjà des unités spéciales, mais seulement pour Paris. Dans la lutte antiterroriste, la police a, de plus, toujours présenté le désavantage de ne pouvoir maintenir une équipe en alerte permanente.

Les policiers de l'antigang, par exemple, qu'on a souvent présentés comme nos rivaux, participent à des enquêtes, à des filatures, et ils sont dispersés quand débute une action. Il faut

trop de temps pour les rassembler, ils n'ont pas l'obligation comme les gendarmes de vivre en caserne.

La gendarmerie a rapidement été retenue par le gouvernement de l'époque pour créer une unité spéciale d'intervention, surtout en raison de sa couverture rurale et semi-urbaine du territoire, de sa discipline et de son caractère militaire.

La gendarmerie est une très vieille dame qui avance et pense fort lentement. Elle a procédé par tâtonnements, par tests successifs, notamment en observant ce que faisaient les autres pays. Aussi, je crois utile, pour comprendre la genèse du GIGN, de faire un tour rapide des autres services progressivement mis en place après 1972.

Le 13 septembre 1972, soit quelques jours après son échec cuisant, le gouvernement allemand a décidé de constituer une unité spécialement entraînée pour parer à de telles prises d'otages. Et, le 26 septembre, a été créé un neuvième groupe de police frontalier, le GSG9, dont le commandement a été confié au colonel Wegener avec qui j'entretiens encore des relations très amicales. Aujourd'hui composé de deux cent dix hommes, le GSG9 est une machine relativement lourde dont l'entraînement demeure assez artificiel. Il est en effet interdit à cette unité, pourtant d'élite, d'opérer en Allemagne, sauf en cas d'extrême urgence ou d'extrême gravité, car chaque Land est soucieux de son autonomie en matière de police et dispose d'un petit groupe spécial pour lutter contre des actions « dures ». Le GSG9 doit donc se limiter, le plus souvent, à des opérations extérieures, d'où son manque d'expérience réelle. Sa plus belle action, la seule, en fait, remonte à l'attaque d'un avion sur l'aéroport de Mogadiscio en 1977. Le GSG9 est une superbe unité, celle qui dispose du matériel le plus important, mais elle est certainement en baisse aujourd'hui. A Mogadiscio, ce grand fait d'armes, les Allemands avaient reçu le renfort secret de conseillers britanniques, un commandant et un sergent des SAS. Comme il est humainement impossible de faire partie d'un tel groupe pendant des années sans s'engager dans des actions véritables, le GSG9 perd régulièrement certains de ses hommes, qui demandent leur mutation après un court séjour.

Les Anglais possèdent les fameux SAS, le « Spécial Air Service » C'est en fait un régiment de commandos créé en 1941, à l'initiative du lieutenant David Stirling, qui s'était spécialisé pendant la dernière guerre dans les opérations de sabotage derrière les lignes allemandes. Il s'agit là sans doute de la plus vieille unité antiterroriste existante.

Elle a opéré partout, de la Malaisie à Bornéo, du sultanat d'Oman à l'Arabie Saoudite, dans tous les points où les pays du Commonwealth ou leurs alliés ont eu à faire face à des troubles, à des révoltes. Leur véritable formation moderne, les SAS l'ont toutefois acquise face aux Irlandais de l'IRA grâce au colonel Airey Naevie abattu par l'INLA. Depuis 1972, les quatre escadrons du régiment (soixante-douze hommes et six officiers) sont à tour de rôle placés en alerte permanente pour une durée de six mois. Pendant cette période, l'unité antiterroriste prend le nom de code de Pagoda. Elle est opérationnelle en trois minutes. Les interventions des SAS restent cependant assez musclées et de conception très militaire. On peut les comparer à notre 2e REP (régiment étranger parachutiste) qui s'est illustré en sautant sur Kolwezi. Pour le régiment anglais, une intervention s'apparente encore trop à un assaut militaire. On l'a vu lors de l'attaque de l'ambassade d'Iran à Londres, en 1980. Beaucoup de tirs, et l'incendie spectaculaire de l'ambassade. Mais les SAS sont connus depuis cette date pour la peur qu'ils inspirent aux terroristes, même irlandais. En opération, ils portent tous des cagoules pour ne pas être reconnus.

Le cas d'Israël est très différent. Tout son peuple se considère en état de guerre permanent et se mobilise pour la lutte, à commencer par son armée, la plus jeune et la plus volontaire qui puisse se trouver au monde. Ainsi, en cas de prise d'otages, c'est le régiment de commandos le plus proche géographiquement qui interviendra. Le problème est assez simplement résolu en Israël. Sur dix jeunes gens pris au hasard dans la rue ou dans une fac, vous pouvez être sûr de composer un commando efficace avec cinq d'entre eux. L'originalité d'Israël est surtout

d'avoir prêché la fermeté aux pays européens, d'avoir toujours refusé de transiger avec les preneurs d'otages. Il est vrai que les otages israéliens se considèrent comme des soldats. Il est difficile à la France ou à la Belgique de demander un comportement identique à ses ressortissants faits prisonniers.

Les Etats-Unis regorgent de groupes spéciaux. Un par État, en général, qu'on appelle les Swat. Ce sont de jeunes policiers bien entraînés. Ils traitent toutes les affaires importantes, depuis la prise d'otages politique jusqu'au Fort-Chabrol d'un désespère. Toutefois le recours permanent au Swat prive, du même coup, l'unité fédérale, les commandos Delta, d'une expérience sérieuse. C'est ce qui explique en partie que ces « bérets verts », célèbres pendant la guerre du Vietnam et basés à Fort Bragg, en Caroline du Nord, aient si manifestement échoué en Iran, dans leur tentative de libération des diplomates américains. Très entraînées, ces unités ne connaissent pas la guerre, à part quelques vétérans du Vietnam.

Confrontée aux prises d'otages de toute nature, la gendarmerie a finalement opté pour la création de deux unités qui chacune a pris le nom de GIGN : le GIGN 4, au sein de l'escadron de parachutistes de la gendarmerie, à Mont-de-Marsan, et le GIGN 1, basé à Paris et placé sous les ordres du capitaine Gervais, qui a été temporairement officier de renseignements du Premier ministre, Pierre Mauroy, et chargé des écoutes téléphoniques du GIT (Groupement interministériel de contrôle) pendant le septennat de François Mitterrand.

Au GIGN 1, sous les ordres du capitaine Gervais, après 1973, s'illustre un jeune lieutenant, Christian Prouteau. Le but de la gendarmerie, alors, est de constituer un GIGN par région militaire ; cette unité serait chargée de résoudre tous les problèmes de prises d'otages civiles ou politiques, mais cela n'a pas marché. Le GIGN 4 a échoué dans l'une des opérations qui lui a été confiée, l'affaire Portai, au domaine de la Fumade. Cette famille refusait de quitter une terre qui ne lui appartenait plus. Dans des conditions particulièrement difficiles la nuit, le GIGN a reçu l'ordre de donner l'assaut. Le fils Portai a ouvert le feu, blessant le gendarme Ballenger. L'équipe de couverture a tiré et le fils Portai a été tué, ce qui a provoqué un véritable scandale dans la presse.

En 1975, l'idée d'une multiplicité de petits GIGN a été abandonnée. La gendarmerie a compris que sept GIGN, soit un par région militaire, cela voulait dire des moyens d'entraînement divisés par sept, un recrutement trop élargi, des rivalités de compétences et de spécialités.

La police, elle, n'a pas retenu la leçon. Par excès de rivalité, elle a voulu, ces dernières années, se doter de groupes appelés les GIPN (groupes d'intervention de la Police nationale). Elle en a créé dans douze grandes villes, alors qu'un groupe national interviendrait partout et se roderait d'une opération à l'autre. Les douze GIPN restent la plupart du temps sans rien faire, sauf peut-être à Marseille, cette ville au sang chaud.

Le GIGN, dans sa version définitive, n'aurait sans doute jamais vu le jour si Prouteau, à la tête du GIGN 1, n'avait pas réussi l'opération de Djibouti. Le retentissement de cette intervention a sans doute sauvé l'avenir du groupe. C'est un magnifique fait d'armes qui restera dans les annales.

Des terroristes avaient enlevé des enfants français dans un car de ramassage scolaire, en plein Djibouti. Le car avait franchi tous les barrages et s'était arrêté à cinquante mètres du poste frontière somalien de Loyoda, près de Djibouti. Il n'y avait, pour intervenir, que la Légion étrangère. Aussi, le gouvernement, alors que les heures passaient, a-t-il finalement décidé de faire appel à une petite équipe du GIGN dirigée par Prouteau.

Tout s'est très vite compliqué quand il est apparu évident que les Somaliens avaient partie liée avec le groupe du car. L'équipe de Prouteau devait abattre cinq ravisseurs d'un coup, sans toucher les enfants, et cela avec huit tireurs. Elle n'a pas pu empêcher, dans le déchaînement des tirs adverses, qu'un terroriste tue deux enfants avant d'être lui-même abattu par Jacques Dufour, l'un de nos hommes, qui avait déjà héroïquement pénétré dans le car. Ralentie par des problèmes de liaison radio, la Légion s'est rattrapée en poursuivant les Somaliens sur environ

cinquante kilomètres. Ce jour-là, les Français ont dû tuer plus de quarante personnes pour sauver les enfants. Dans l'embuscade, les Somaliens avaient tiré plus de deux mille cartouches à la mitrailleuse.

De mon côté, en 1972, je passais le concours pour entrer à l'école préparatoire de l'école d'officiers, au fort de Charenton, à Maisons-Alfort. Une fois encore j'étais le plus jeune et, à ma grande surprise, j'ai été reçu major de la promotion des bacheliers. En 1975, je sortais encore une fois major de l'école d'officiers de Melun où, aspirant, j'avais pratiqué tous les sports possibles, du tennis au karaté en passant par l'escrime.

Major de ma promotion, j'avais une fois de plus le choix de mon affectation. Pour l'avancement, j'étais sur la plus haute marche, en haut de l'escalier, et j'aurais dû faire une excellente carrière, sans problème... Mais, bien sûr, je ne rêvais que de la meilleure unité, la plus active : l'escadron parachutiste de la gendarmerie 9 11 de Mont-de-Marsan où j'aurais rejoint l'un de mes amis, le chef Michel Fortemps, devenu l'un des officiers du prestigieux groupe de sécurité du président de la République et « chouchou » de François Mitterrand. Mais il n'y avait pas alors de place d'officier. Comme « j'en voulais », que j'étais « hyperactif » et volontaire pour toutes les missions éprouvantes, un colonel m'a repère et m'a affecté à l'escadron 3 11 de Biscarrosse dans les Landes, en attendant une affectation à Mont-de-Marsan.

Ce poste présentait plusieurs avantages pour moi. Je restais à moins de cent kilomètres de Mont-de-Marsan et devenais ainsi responsable de l'entraînement karaté et nautique du GIGN 4. Je pouvais ainsi participer à la mise en place de cette formation.

Ensuite, je me retrouvais responsable du peloton de sécurité du centre d'essai des Landes. Formidable expérience ! J'avais quatre-vingt-cinq gendarmes sous mes ordres, alors que je n'étais que sous-lieutenant, ainsi que des moyens fabuleux pour surveiller un domaine de trente mille hectares.

Le plus intéressant de mon travail consistait cependant à animer, à Biscarrosse, tout le secteur nautique de la région de gendarmerie. En sortant de l'école de gendarmerie de Melun, j'étais officier nautique régional, dépendant du capitaine Mazoin, un homme d'une grande bonté que je considérais un peu comme mon père et qui lui-même m'estimait comme son fils. Moniteur de plongée sous-marine, et maître nageur sauveteur, on m'a confié la sécurité de toutes les plages, de La Rochelle à la frontière espagnole. Avec mes hommes, nous avons participé à des dizaines de sauvetages très périlleux en mer, recherché de nombreux cadavres, même dans des puits de fermes.

Petit à petit, j'ai entraîné, sans ordre de quiconque, mon équipe pour qu'elle devienne très performante dans le domaine de la plongée sous-marine. Notre spécialité — je le rappelle — n'existait guère en France, sinon dans la marine nationale. Nous étions des paras-plongeurs-nageurs de combat. Dès ce moment j'avais pris conscience qu'au-delà du sport il fallait que je trouve une solution pour que cela bouge ! Il fallait qu'il se passe quelque chose dans ma vie ! Je ne voyais pas très bien ce que l'avenir me réservait.

J'étais sûr que j'allais être très vite confronté au terrorisme. Je gambergeais dans mon coin, je lisais tous les livres traitant de la violence. J'enquêtais pour mon compte personnel sur les séparatistes basques de l'ETA et je préparais déjà mon petit matériel. Tout naturellement, lorsque les deux GIGN ont été dissous, je me suis retrouvé à Maisons-Alfort avec Christian Prouteau, dans l'unique formation nationale. Lorsque nous nous sommes retrouvés à Paris, nous étions tous les deux lieutenant. Christian Prouteau commandait le groupe. J'étais son adjoint.

Ainsi, début 1976, quand je suis enfin affecté au GIGN national, j'arrive avec mon équipe de paras-plongeurs, Raymond Pasquier et Jacques Henri, qui trouveront tous les deux la mort à l'entraînement, Gérard Galin, aujourd'hui instructeur à Abou Dhabi, Jean-Pierre Gouriten,

responsable de formation à l'île Maurice, et Gérard Bollet, qui commande désormais le groupe d'intervention de la Côte-d'Ivoire.

CHAPITRE IV

LE TEMPS DE L'ENTHOUSIASME

A Maisons-Alfort, nous étions une petite équipe. Une trentaine de gendarmes dans de vieux locaux, avec un matériel dérisoire. Mais l'ambiance était extraordinaire.

J'arrivai avec mes deux spécialités, les sports de combat et la plongée sous-marine. L'armée ne connaissait alors que le vieux close-combat, largement hérité de la guerre d'Algérie, et la formation de para-commando. Ces techniques ancestrales étaient tout juste bonnes à neutraliser des sentinelles. Elles n'étaient absolument pas adaptées pour lutter, à mains nues, avec un gangster ou un terroriste qui tient des otages en respect. J'ai mis au point des méthodes de lutte plus souples qui ont vite été utilisées au GIGN et reprises dans l'ensemble de la gendarmerie. Progressivement, mon enseignement a gagné les groupes étrangers. Immédiatement j'ai été l'animateur sportif de l'équipe, j'ai dirigé l'entraînement des hommes, pour ma plus grande joie.

La gendarmerie n'était pas chiche à notre égard, mais la technologie militaire, guerrière en général, n'était pas du tout adaptée aux situations que nous devions rencontrer. A Djibouti, par exemple, Prouteau et ses hommes ne disposaient pas d'un bon matériel radio, et les lunettes de tir des fusils ne permettaient qu'un grossissement de 4. Aujourd'hui, le grossissement d'une bonne lunette est de 10, ce qui veut dire qu'une cible à mille mètres est vue comme étant à cent mètres. A deux cents mètres, je me demande bien comment, auparavant, on pouvait identifier l'adversaire sur lequel on devait tirer, comment on pouvait être sûr de le toucher au bras ou à la tête.

Il nous a fallu plusieurs mois d'entraînement intensif pour parer au plus pressé. Nous avons étudié les opérations déjà réalisées, les prises d'otages qu'avaient subies les Allemands ou les Anglais. Nous tâtonnions. Ainsi, le 11 septembre 1976, un avion en provenance des USA a été détourné par des Croates. La brigade antigang et le GIGN se sont retrouvés à l'aéroport de Roissy. Nous avons décidé, pour immobiliser l'appareil, de tirer à la nuit tombée dans les pneus. Or, il ne s'est rien passé. La gomme, avec ses trente kilos de pression, n'avait pas l'air d'être touchée. Nous nous sommes alors aperçus que pour mettre un pneu d'avion à plat, il fallait une bonne demi-heure.

Voilà comment nous avons appris. En nous trompant. En progressant à chaque nouvelle intervention. Nous étions sûrs de la valeur individuelle de nos hommes mais il nous manquait la technicité, la sophistication des armes, des appareils et l'expérience...

Nous entretenions déjà à cette époque d'excellentes relations avec nos homologues allemands du GSG9, qui disposaient de chiens spécialement dressés. Ils avaient compris qu'ils mettaient trop souvent la vie d'un homme en danger dans une opération, par exemple de détection ou de pénétration, et qu'il était possible de dresser des chiens pour effectuer ce travail à sa place. De plus, le chien fait peur, même à un terroriste palestinien aguerri par des années de lutte.

Le dressage des chiens nous a pris plusieurs mois. Je suis souvent allé en Allemagne participer à des congrès policiers cynophiles. En France, le commandant Thomas, du Centre des maîtres chiens de la gendarmerie, à Gramat, avait acquis une grande compétence dans la détection d'enfants perdus. Dans l'armée, certaines unités avaient appris aux chiens à attaquer un homme porteur d'une arme. Au GIGN, nous avons recruté des maîtres chiens qui ont

d'abord appris cela aux bêtes. Mais, l'un de nos meilleurs chiens, pesait cinquante kilos et il arrivait à percuter un homme de dos à soixante km/h. L'homme faisait un vol plané de quatre mètres, ce qui nous laissait le temps d'intervenir. A la fin, nous étions capables de lancer deux chiens simultanément sur deux hommes braquant leurs armes sur des otages.

Mais il fallait faire encore mieux : nous avons dressé petit à petit certains chiens à détecter des explosifs ou des armes. Cela existait déjà pour la recherche de la drogue ou de cadavres...

Tous les explosifs nitrés ou chlorates dégagent une odeur. Il suffit de promettre une récompense au chien à chaque fois qu'il retrouve, dans une valise ou dans un paquet, cette même odeur. Une arme bien entretenue a aussi une odeur, d'huile et de résidus de poudre. Ces chiens dressés nous ont été bien utiles, et nous arrivions à présenter cinquante personnes dont une seule portait une arme. Le chien la trouvait à coup sûr. Nous en avons fait la démonstration à M. Charles Hernu, le ministre de la Défense. De même, lorsque l'on plaçait un paquet contenant un pistolet au milieu d'un tas d'autres, le chien ne se trompait jamais.

Dans la caserne de Maisons-Alfort, un vieux fort de la ceinture parisienne, appartenant à la gendarmerie, nous occupions de petits locaux, trois petits bureaux. Nous devions être très vite opérationnels, sans vraiment disposer de gros moyens. Ainsi notre footing quotidien se faisait-il sur des buttes de terre recouvrant d'anciens souterrains et des fortifications tout autour de la caserne. Nous avons dû aménager un petit circuit, tout comme il a fallu installer nous-mêmes notre stand de tir avec des sacs de sable que nous allions chercher dans la forêt de Fontainebleau.

L'entraînement commençait tous les jours à 8 h 05, sous la tour, le bâtiment le plus élevé de Maisons-Alfort, cinquante mètres environ, soit l'équivalent de quatorze étages. Ce bâtiment nous a servi pour effectuer la plupart de nos entraînements d'escalade ou aériens. On commençait par un footing de huit à dix kilomètres. C'est le minimum que nous courions chaque matin, par tous les temps, qu'il pleuve ou qu'il neige. Notre but n'était pas tant de réaliser des performances que d'acquérir un rythme cardio-vasculaire très bien équilibré. Nous faisions de l'endurance et non de la course. Vers 9 heures, douche, chacun regagnait son appartement. La proximité des appartements et de la vie de famille du lieu de travail était très pratique. C'est un avantage des gendarmes, et du GIGN en particulier, sur les policiers qui sont tous très dispersés. De ce fait, ceux-ci prennent un risque de prise d'otages dans leur famille. Imaginez par exemple qu'un truand obtienne l'adresse du commissaire Broussard ou de Pellegrini. Il peut penser à neutraliser son action ou à se venger ultérieurement sur les enfants ou les familles de policiers. Avec le GIGN et dans l'ensemble de la gendarmerie, c'est impossible.

Après la douche, Prouteau et moi repassions par le bureau pour voir s'il n'y avait rien de spécial. Vers 9 h 30, séance au gymnase, entraînement aux arts martiaux et musculation, tout cela jusqu'à 11 h 30, soit, chaque jour, deux heures d'entraînement aux sports de combat : karaté traditionnel, boxe thaïlandaise et exercices spéciaux que j'avais mis au point. En plus du travail individuel, de la technicité à acquérir par chacun de mes hommes, nous tenions beaucoup aux exercices collectifs. Cela nous permettait de développer une agressivité contrôlée et de bien coordonner nos actions. Au cours de ces exercices collectifs, nous recherchions la synchronisation parfaite, le contraire du « bordel », qui nous permettrait par la suite, en opération, de neutraliser deux ou trois preneurs d'otages en même temps et à mains nues.

Dans notre gymnase, nous faisions aussi beaucoup de travail de contrôle physique, de grimps de corde, de tractions à la barre fixe et d'élongations.

Pendant le déjeuner, Prouteau et moi étions reliés à l'aide de nos postes radio Motorola, ou grâce à nos Eurosignal. Nous avons ainsi passé une partie de notre vie à être reliés l'un à l'autre, directement ou par l'intermédiaire du secrétariat. Pendant huit ans, même en période de vacances nous étions immédiatement récupérables, toujours volontaires. A chaque fois que

nous allions dîner chez des amis, c'était la plaisanterie. Je risquais d'être alerté pour un départ immédiat, une mission. Cela se produisait en moyenne une quinzaine de fois par an.

En fin de matinée, le GIGN tenait un petit briefing. S'il n'y avait rien de précis, aucune opération en cours, l'après-midi était consacré au tir. Notre stand de tir de vingt-cinq mètres, au milieu de nos buttes de sable, était très pratique. Seul le GIGN en avait l'usage. Ce stand est d'ailleurs à la source de la « caisse noire » du GIGN.

La gendarmerie fait un effort considérable pour avoir les meilleurs tireurs d'élite permanents. Chaque homme du GIGN tire en moyenne entre cinquante et cent cartouches de 357 Magnum par jour. Au total le GIGN tire donc, chaque année, entre trois cent mille et quatre cent mille cartouches. Chaque balle pèse environ dix grammes. Une fois par mois, une équipe du GIGN tamisait la butte. Nous récupérions les bouts de plomb et de laiton, et nous fondions le tout — une des équipes du GIGN était spécialisée dans cet exercice de fonderie. Nous avions ainsi des lingots de dix kilos de plomb, que nous allions vendre aux récupérateurs de métaux à cinq francs le kilo. Voilà la caisse noire du GIGN. Le côté familial, sympathique, bon garçon.

Dès le début j'ai voulu être le meilleur tireur, le plus rapide. Je tirais chaque jour entre deux cents et quatre cents cartouches en 357 Magnum et 44 Magnum. Personne ne m'avait jamais appris à tirer, sauf mon père. Je n'ai fait aucune école de tir FBI ou autre. Je me suis fait tout seul. J'ai beaucoup observé, lu, imaginé... J'ai fait des exercices en cachette, m'entraînant secrètement. J'ai mis au point des exercices opérationnels et par la suite j'ai acquis une grande dextérité. Je garde encore une réelle précision au très gros calibre : à vingt-cinq mètres sur six cibles différentes en moins de cinq secondes je tirais, l'arme à l'étui, dos à la cible et j'arrivais à crever les six ballons, et cela avec un calibre énorme. Après plusieurs années d'entraînement, lorsque j'ai bien maîtrisé le 357, je suis passé au 44 Magnum. L'obusier, la plus grosse arme de poing, en volume et surtout en puissance. Là, dans une fusillade, j'étais sûr de reconnaître mes balles. En plus, je dois le dire, ce 44 Magnum dans la ceinture, c'était un peu le prestige du chef.

Il y a toujours eu de très bons tireurs au groupe, surtout dans l'équipe qui accompagnait initialement Prouteau au GIGN 1. Prouteau était d'ailleurs de loin le meilleur tireur en ce qui concernait la précision. Je suis aussi un tireur de précision mais je n'ai jamais été très motivé par cet exercice. Je préfère le tir de combat. Moi, je suis un chasseur, il faut que ça bouge. Après deux, trois années de travail je suis devenu le plus rapide pour dégainer et pour tirer sur plusieurs cibles en mouvement. Dans ce domaine-là, je suis imbattable. Mais rendons à César ce qui est à César, dans le domaine de la précision Prouteau est notre chef à tous, il a le calme pour cela.

Notre déontologie nous a toujours dicté de ne pas tirer dans le tas, en cas de prise d'otages, mais de ne tirer qu'à coup sûr, et la plupart du temps pour blesser simplement, pour neutraliser.

Nous avons peaufiné nos techniques de tir. Même en tir de défense, nous avons pris l'habitude de tirer à l'épaule droite ou à l'épaule gauche et nos exercices devenaient de plus en plus compliqués. Par la suite, dans des opérations, certains hommes du GIGN sont parvenus à tirer au revolver une balle à vingt-cinq mètres dans la main droite d'un forcené, ou même dans le gras de l'épaule. Nous, on blesse, on ne tue pas, nous n'avons jamais enseigné le tir instinctif, qui tue.

Nous voulions absolument que le GIGN maîtrise ses nerfs, et pour cela nous avons multiplié pendant des années des exercices qui devaient prendre des heures et des heures. Nous tirions sur des cibles en mouvement, de nuit avec des masques à gaz, dans une ambiance de gaz lacrymogène, sous la pluie. Dans la plupart des stands de tir, la lumière et la température sont constantes. Nous avons inventé, Christian Prouteau et moi, une véritable méthode de tir, différente de celle de Raymond Sassia. Sassia est un homme dont l'histoire est assez extraordinaire. Il était devenu garde du corps du général de Gaulle — Ton de ceux qu'on

appelait les gorilles, en raison de la largeur de leurs épaules — parce qu'à l'époque il était l'un des rares à être ceinture 3e dan de judo. De Gaulle l'avait envoyé faire un stage de tir au FBI. Il était le premier Français à suivre cet entraînement. Sa réputation était telle, dans le milieu du tir, qu'il a créé sa propre méthode.

En remerciement des services rendus, de Gaulle l'avait nommé commissaire alors que Sassia n'était que contractuel, et les commissaires avaient déposé un recours devant le Conseil d'État. Le général l'avait aussi « prêté » au roi du Maroc, Hassan II, comme garde du corps. Sassia a été blessé à l'épaule dans l'avion du roi du Maroc quand celui-ci a été attaqué par certains de ses officiers. Depuis, Hassan II voue une grande affection à Sassia, qui est reçu au Maroc comme un hôte de marque. Actuellement il sert souvent d'intermédiaire entre Hassan II et François Mitterrand. Lorsque Sassia, nommé contrôleur général, a, une nouvelle fois, été attaqué par l'ensemble des policiers qui l'accusaient d'entretenir des liens trop étroits avec le SAC (Service d'action civique), Hassan II est intervenu personnellement pour qu'il échappe à une quelconque purge. Ce n'était que justice pour ce fidèle serviteur de l'État.

Autres temps, autres méthodes, notre entraînement nécessitait l'utilisation intensive du fusil. Nous avons mis au point les premiers tirs simultanés. On a même fait des exercices assez périlleux. Je me mettais dans une voiture et je jouais le rôle de l'otage. Au milieu de quatre ballons gonflés, je faisais tirer simultanément quatre gendarmes situés à deux cents mètres et qui visaient les quatre ballons à côté de ma tête. Nous simulions toutes les situations possibles : il fallait être capable de tirer au fusil, n'importe où, très vite et surtout en tir simultané. Nous avons retenu la leçon de Munich, c'est-à-dire que s'il y avait quatre preneurs d'otages et un otage dans une voiture il ne fallait entendre qu'un seul coup de feu et les quatre terroristes devaient être abattus en même temps. C'est ce qui s'est d'ailleurs passé à la prison de Clairvaux. Nous avons abattu deux détenus qui avaient pris deux gardiens et le directeur en otages. Nous avons tiré en même temps à travers du verre blindé.

De l'autre côté du mur de notre stand de tir, à Maisons-Alfort, il y a un immeuble d'assez grand standing. Nous avons reçu au moins cinquante pétitions pour le bruit que nous faisons. Nous avons accepté de ne pas tirer le samedi et le dimanche. Le maire de Maisons-Alfort essayait à chaque fois d'arranger nos affaires. Il faut dire qu'à cet endroit, même derrière le mur, nous faisons sauter des voitures avec cinq cents grammes d'explosif et j'essayais sans arrêt de nouvelles cartouches, de nouvelles armes. C'était à deux cents mètres de mon bureau et, chaque fois que j'avais cinq minutes, je courais m'entraîner, bricoler, adapter, améliorer... En juillet 1984, mes successeurs au GIGN ont inauguré à Satory une superbe caserne qui aura coûté trois milliards de centimes. Elle comprend une tour d'escalade permettant tous les exercices de pénétration en rappel (la conception de cette construction très spéciale m'appartient totalement) et un stand de tir souterrain équipé d'un matériel sophistiqué. Je critique la conception de ce stand de tir dont la lumière est artificielle. Les gendarmes tireront toujours au même degré d'hygrométrie ! Que voulez-vous, le GIGN s'est embourgeoisé, et je ne pense pas que les résultats seront supérieurs. C'est vrai, ce stand sera plus pratique. Il fera cinquante mètres au lieu de nos pauvres vingt-cinq mètres, et les gendarmes pourront tirer toute la nuit s'ils le veulent. Mais ce qui a fait le succès du GIGN, à notre époque, c'est que l'on avait peu de matériel, qu'il fallait cogiter, avoir un esprit d'économie, se débrouiller. Tout ne nous était pas donné. Maintenant, nos successeurs au GIGN ne se déplacent plus sans un monceau d'équipement, pour les grands froids, les grands chauds. Ils ont les meilleurs gilets pare-balles, ceux que j'ai dessinés, le meilleur masque à gaz, le luxe, quoi !

Vous n'imaginez pas notre joie quand nous avons touché nos premières voitures banalisées, nos premières R 5 turbo Alpine, nos premières 504, nos premières CX break. Il fallait sans arrêt se battre avec la hiérarchie pour obtenir de nouveaux crédits. Nous sommes revenus plusieurs fois à la charge pour obtenir des stages de ski. Maintenant, c'est acquis... Mon bureau n'était pas un vrai bureau, c'était une sorte de bric-à-brac, de banc d'essai, tous mes

tiroirs étaient pleins d'armes, de détonateurs, de fils, de grenades, je faisais des essais sur tout. J'améliorerais ainsi peu à peu de nombreux matériels.

En quelques années, je suis devenu un inventeur d'armes, un metteur au point ; je crois que j'ai acquis une très grande réputation dans ce domaine et je suis régulièrement appelé par des firmes françaises ou étrangères pour participer à la mise au point d'armes, d'explosifs, de gaz ou de gadgets électroniques de sécurité...

Je me contenterai d'évoquer deux domaines dans lesquels le GIGN a fait progresser la technique.

J'ai d'abord mis au point avec Jean-Pierre Humbert, des établissements Beretta de Saint-Etienne, le plus gros fournisseur du ministère de l'Intérieur, un prototype de fusil. Nous avons fixé notre choix sur trois calibres différents, 308 Militaire, 300 Winchester et 8 x 68 S civil modèle chasse, une arme en vente libre, mais dont nous avons amélioré la puissance. Nous y avons adapté un bipied et un système de visée démontable. Cette arme peut être équipée de lunettes Zeiss 2 1/2 à 10, la meilleure du monde, ou d'un intensificateur de lumière pour les tirs de nuit. Au GIGN, chaque homme avait besoin de deux fusils équipés l'un pour le jour et l'autre pour la nuit. De plus, nous avons incorporé dans la crosse un poste de radio, ce qui permet au tireur de ne plus avoir le fil de l'émetteur dans l'oreille. Chaque arme dispose d'un silencieux intégral et d'une mallette spéciale pour le transport et le tir, le tout au prix le plus compétitif du monde. Avec cette arme, il est possible de perforer une pièce de 5 F à plus de trois cents mètres.

Nous avons aussi beaucoup travaillé sur les gilets pare-balles. A notre arrivée à Maisons-Alfort, chaque compagnie de gendarmerie disposait d'un lot de gilets qu'on appelait Azincourt, en souvenir de la bataille.

Les boucliers métalliques, avec leurs plaquettes d'acier, donnaient à ceux qui les portaient l'aspect de chevaliers en armure. Cet attirail pesait vingt kilos. Un autre modèle, plus adapté, a été élaboré à l'aide d'une fibre synthétique, un polyamide dérivé du pétrole. Avec le commandant Morteaux, nous avons lancé des recherches en vue de créer notre propre gilet pare-balles. Le Kevlar se présente en couches qu'on colle les unes sur les autres (quinze couches sont nécessaires pour arrêter une balle de 357 Magnum). Les premiers gilets réalisés pesaient cinq à six kilos ; nous étions assez satisfaits, jusqu'au jour où l'un de nos hommes, au cours d'une opération contre un forcené, a été atteint par un coup de fusil de chasse. Pas blessé mais bousculé, projeté en arrière par l'impact. Le choc causé était si violent qu'il s'est retrouvé les quatre 1^{er} en l'air, juste bon pour se prendre le second coup de feu dans la tête.

Je me suis alors rendu compte qu'un tir en opération sur nos gilets pare-balles provoquait en nous un traumatisme. Nous nous pensions couchés et cela seul suffisait à nous mettre hors du combat psychologiquement. Il nous fallait apprendre à encaisser l'onde de choc. J'ai eu alors l'idée, à l'entraînement, pour créer un phénomène d'accoutumance, de faire tirer contre des hommes du GIGN qui avaient revêtu leur gilet pare-balles.

J'ai d'abord demandé à l'un de mes hommes, Bartélémy, de tirer au 7 Magnum dans un gilet pare-balles que j'avais posé sur un piquet. Ensuite j'ai placé ma main à l'intérieur, derrière les plaques de Kevlar. Sous l'impact, ma main a reculé, mais je n'ai pas trouvé que le choc avait été si terrible que ça. J'ai endossé le gilet et demandé à Bartélémy de me tirer dessus. Au début il n'a pas voulu. Il est revenu vers moi, il a tenté de me dissuader de lui demander ça. Mais je lui ai ordonné de tirer. Il a tiré en plein milieu, et il n'y a pas eu de dégâts. J'ai ressenti une forte secousse, mais elle était tout à fait supportable. J'ai alors eu l'idée d'imposer comme entraînement à tous les hommes du GIGN d'endosser, à leur tour, le gilet pare-balles et de se faire tirer dessus à tour de rôle. Comme il y avait, quand même, une grosse responsabilité à engager en cas d'erreur, c'est moi qui tirais. J'ai ainsi tiré sur tous les hommes du GIGN.

Certains ont trouvé que c'était une démonstration vraiment très impressionnante. Notre public, d'abord les gendarmes, puis nos supérieurs, regardaient cela fascinés. C'est pourquoi nous

avons décidé d'en faire un des « trucs » du GIGN, une image de marque, une carte de visite, et nous avons tiré comme ça sur des hommes en gilet pare-balles devant des ministres de la Défense, des personnalités étrangères. Cet exercice demeure assez dangereux, si l'on sait qu'à l'impact une balle de 357 Magnum exerce une poussée de plus de cent kilos au centimètre carré.

Il a fallu faire énormément de recherches et de mises au point pour créer nos propres gilets pare-balles. Par exemple, après l'opération de La Mecque, à la fin de l'année 1979, je m'étais aperçu que nos gilets pare-balles résistaient mal au choc des 308 et des 5,56 ainsi qu'aux kalachnikov. Ils étaient percés de toute part. Il a fallu retravailler nos plaques de Kevlar, placer une fente en bas du gilet, en bande velcro. En fonction des gens et des armes que l'on avait en face de nous, on a ainsi rajouté des plaques de céramique ou de tungstène, ou encore des plaques d'un nouveau métal de Creusot-Loire, qui est capable de déformer la balle, de la freiner et de la stopper. Peu à peu, au fil des entraînements, j'ai trouvé la solution du gilet pare-balles du GIGN. Sur la fin nous avions trois gilets pare-balles par homme. Le plus gros, appelé gilet d'assaut, était renforcé d'une ou deux plaques. On le portait avec le casque métallique. Le plus petit est un maillot de corps, qui renferme juste une plaque de Kevlar. Entre les deux, il y a le gilet d'officier, qui nous était réservé, et qui se met avec une « tenue civile ». Il résiste au 357 Magnum, est invisible et ne gêne pas les mouvements.

Aujourd'hui les chefs d'État voyagent et se montrent en public avec des costumes qui sont constitués de fibres spéciales à base de Kevlar. Le président Mitterrand possède ainsi des costumes pare-balles. Il dispose aussi d'une voiture blindée et ses gardes du corps — vous le voyez sur certaines photos — disposent d'une serviette, une sorte de petit attaché-case que j'ai moi-même inventé. Il est constitué de plaques de Kevlar et se déplie en trois parties. Dans les exercices de protection, on voit ainsi deux gardes du corps du président capables de se précipiter sur le chef de l'État, et de le protéger avec ces serviettes dépliées, une devant, une derrière. François Mitterrand pourrait aussi mettre un petit « maillot de corps », mais, comme beaucoup de hautes personnalités, il est très réticent au port du gilet pare-balles. Il est toujours très difficile d'imposer cette protection à un président de la République. C'est attirer son attention sur l'éventualité d'un attentat, le plonger dans la peur. François Mitterrand, plus qu'un autre peut-être, refuse toute cette philosophie de la protection au dernier degré. Il fait confiance à ses gendarmes. Il a bien raison...

J'ai également mis au point une couverture anti grenade. Jacques Robert, qui avait détourné en 1977 l'avion d'Air Inter Paris-Lyon, avait jeté une grenade défensive et la coque de la Caravelle avait été percée de trous de part en part. Il y avait eu un mort. Je me suis dit qu'il fallait trouver quelque chose contre les jets de grenade, contre les explosions dans les habitacles assez restreints. Dans un avion, les sièges sont tous rabattables. Donc, en théorie, si quelqu'un jette une grenade, il suffit de mettre la grenade, avant qu'elle n'explose, entre les parois d'un siège rabattable. C'est très théorique. Ça n'a jamais marché, la protection du tissu étant nettement insuffisante. On a aussi pensé à se « trimbaler » dans les prises d'otages avec des boîtes métalliques, une espèce de seau dans lequel on aurait, avec une certaine rapidité, « noyé » la grenade. Là encore, le système n'a jamais marché.

Personnellement j'ai tout de suite commencé mes recherches à partir du Kevlar. Je me disais que si cette matière protégeait bien les hommes des balles, pourquoi ne protégerait-elle pas des éclats de grenade ? Avec le commandant Mort eaux, j'ai alors eu une idée. Nous avons fait un rond d'un mètre de diamètre en Kevlar, plusieurs couches superposées. Ce morceau de tissu était pliable. Je pensais qu'on pouvait le jeter, par exemple, comme un épervier sur une grenade, avant que celle-ci n'explose. Si l'un des hommes se tenait toujours avec une couverture prête, on pourrait peut-être parer au lancer d'une grenade. J'ai fait un schéma, et j'ai appris que mon « filet » coûtait environ huit mille francs. Je l'ai tout de même fait faire. Au bout de quelques semaines DUS l'avons reçu, et j'ai décidé de l'expérimenter. On a préparé

une grenade qu'on a placée sous la couverture. Il y avait de grands arbres près du stand de tir. La grenade a explosé, et là, à l'hilarité générale, nous avons retrouvé ce qui restait de la couverture de huit mille francs : un petit mouchoir, un carré de quelques centimètres de côté accroché à un arbre, vingt mètres plus haut. Tout le reste s'était actilisé. Pendant une semaine, c'a été la grosse plaisanterie au GIGN. is réussi en quelques secondes à faire disparaître pour huit mille francs de matériel. J'étais très vexé.

Je me suis remis à réfléchir à l'expérience, j'ai fait le tour des spécialistes. Et un jour l'un d'eux m'a dit : « Ton idée n'est pas si bête que ça, mais comme ta grenade est en contact avec le tissu, la poussée est trop forte et tout est déchiqueté. Il faut donc prévoir une ouverture centrale pour permettre l'échappement des gaz au moment de l'explosion. »

J'ai redessiné mon rond, et j'ai décidé de tenter ma chance auprès des bureaux de matériel de la direction de la gendarmerie. Le responsable du matériel a rechigné, mais finalement j'ai pu à nouveau tenter mon expérience. Nous avons découpé un trou au centre de la couverture, afin que les gaz s'échappent. Pour corser l'opération, nous avons procédé à la nouvelle expérimentation dans une base d'entraînement de la gendarmerie, à Etampes-Mont-désir. Il y a là de vieux bâtiments, à l'intérieur desquels on peut tirer à balles réelles. Nous avons tapissé de petits papiers blancs une pièce de quatre mètres sur quatre et sur deux mètres de hauteur. Nous voulions voir où partaient les éclats, ce que devenait la grenade que nous avions placée au milieu de la pièce, avec la couverture par-dessus. De retour dans la chambre après l'explosion, nous avons constaté qu'il n'y avait aucun éclat, ni sur les murs ni sur le plafond. Tous les éclats se trouvaient dans la couverture. Seul le plafond était troué. La couverture avait fait parachute. Une partie des gaz s'était échappée vers le haut. La couverture était fichée dans le plafond ; lorsque nous avons tiré dessus, la couverture est retombée parfaitement intacte. Le GIGN a applaudi à l'expérience. J'étais lavé d'un affront. Nous nous sommes ensuite entraînés avec cette couverture anti grenade et nous avons appris à tour de rôle à la lancer à dix mètres sur une grenade qui roule.

Toutes ces expériences n'étaient pas sans risques. Il m'est arrivé, accidentellement, de provoquer des explosions qui ont conduit plusieurs hommes à l'hôpital. Moi-même, à deux ou trois reprises, j'ai vu la mort d'assez près, et Prouteau m'a conduit souvent au service des urgences...

Je me souviens de nos premières descentes en rappel d'hélicoptère sur un bateau. Je m'étais dit qu'il fallait trouver le moyen de mener un assaut contre un bateau lors d'une prise d'otages. Nous avons déjà mis au point un système pour permettre à des plongeurs de se hisser sur un bateau en mouvement. Nous tendions une corde à la proue du bateau et alors qu'il avançait, chaque plongeur, un à gauche, un à droite, pouvait le suivre et l'aborder. Il fallait aussi pouvoir attaquer le bateau par le haut, par le ciel, en hélicoptère. Nous avons donc tenté l'expérience. L'hélicoptère s'est mis en translation avant, à environ quatre-vingts mètres de hauteur, et j'ai commencé à descendre en rappel. Tout avait été prévu, car nous avions l'habitude de ce genre d'opération. Nous avons seulement oublié le radar du bateau, un radar qui tournait sur un axe. La corde s'est prise dans le radar. Le pilote de l'hélicoptère a fait une translation à droite, et la corde s'est tendue. Pris au piège, l'hélicoptère était en train de tomber. Il n'y avait que deux solutions : ou l'hélicoptère treuillait une vedette de cinquante tonnes, ce qui était évidemment impossible, ou bien un homme, là-haut, dans l'hélicoptère, coupait la corde, et j'étais précipité dans le vide. Heureusement, j'ai réussi à détacher la corde sous moi. L'hélicoptère et le bateau ont pu reprendre leur route : nous étions tous passés bien près de la catastrophe.

Le GIGN n'a jamais eu ses propres hélicoptères. Nous nous servions à la section aérienne de Villacoublay, avec des Alouette II ou des Alouette III de la gendarmerie, ou des hélicoptères Puma de Compiègne. Prouteau et moi avons pris des cours sommaires de pilotage, et nous

sommes capables de décoller et de nous poser. Aujourd'hui je prépare mon brevet de pilote. Il faut bien se recycler !

Nous avons toujours travaillé avec les mêmes pilotes, les mêmes équipages ; c'était d'ailleurs très intéressant parce que nous avons ainsi formé quelques pilotes au vol de combat. Nous avons toujours des discussions, car la logique d'une équipe aérienne et celle du GIGN différent complètement. Un hélicoptère, pour la hiérarchie militaire, y compris celle de la gendarmerie, coûte beaucoup plus cher que la vie d'un homme. Chaque hélicoptère que nous utilisions était muni d'un treuil. Au cas où la corde se serait prise dans un objet au sol, se serait accrochée, le pilote aurait ressenti une perte de puissance de la turbine de son appareil ; il aurait été contraint, par le règlement, de mettre en marche un dispositif pyrotechnique qui est toujours prêt à fonctionner. Il aurait appuyé sur un bouton, une décharge électrique se serait produite, qui aurait mis le feu à de la poudre noire. Cela aurait enfoncé un coin, sectionnant le câble. Ainsi, depuis que nous faisons du rappel d'hélicoptère, lors des prises d'otages, nous savons très bien que si une erreur de manipulation se produit, le pilote, par devoir, par obligation, coupera la corde. L'homme du GIGN tombera dans le vide. Aucune sécurité n'est possible en rappel, dans ces conditions. C'est comme ça que le GSG9, le service allemand, a eu un mort, et Prouteau, chez nous, a failli se tuer dans un rappel. C'était l'exercice le plus difficile, nous n'arrivions jamais à faire ce que nous voulions exactement avec un hélicoptère. Nous avons eu une dizaine d'accidents graves au cours de ces entraînements en rappel.

Le pionnier des actions combinées hélicoptère-GIGN est le capitaine Delaunay, le meilleur pilote de la gendarmerie, actuellement commandant le secteur aérien de Hyères. Que de frayeurs rétrospectives au airs d'interventions réelles ou d'entraînements très réalistes, afin de créer de véritables tandems entre le pilote et le gendarme accroché à la corde de rappel !

CHAPITRE V

LES DIFFICULTÉS DE L'UNITÉ

La qualité de nos recherches, les résultats obtenus étaient bien connus, entre autres, dans les milieux policiers. Même au pire moment de la guerre des polices, Robert Broussard, confronté à un problème très particulier, n'a pas hésité à frapper à la porte du GIGN. Le 30 juin 1981, le pape était à Paris.

Je venais de rentrer, en fin de matinée, de la prison de Fleury-Mérogis où deux gardiens avaient été pris en otages par des détenus corses non armés. Il était à peu près 12 h 30 quand Robert Broussard m'a appelé au téléphone. Il m'a expliqué qu'il avait sur les bras un problème assez particulier. Le pape devait célébrer le soir même une grande messe à Notre-Dame et, selon ses renseignements, un groupe de carabins projetaient de lâcher, au moment de l'élévation, une poupée gonflable.

Broussard, aimable, me donnait des détails. La poupée serait gonflée à l'hélium et, horreur, toute l'assistance allait la voir au-dessus de l'autel avec un énorme sexe d'homme dans la bouche. J'ai bien sûr éclaté de rire. Je pensais que Broussard se fichait de moi et j'imaginais Léon Zitronne faisant son commentaire en direct à la télévision et décrivant l'élévation de cette poupée suivie par les caméras. Mais le « Barbu » avait l'air d'être sérieux. Je lui ai répondu que, personnellement, je placerais une équipe d'hommes en civil près de l'autel pour essayer de neutraliser l'étudiant avant qu'il ne gonfle la poupée, et, pour plus de sécurité, je placerais dans la cathédrale plusieurs tireurs avec des carabines munies de lunettes de visée et de

silencieux pour crever discrètement la poupée si celle-ci apparaissait. Broussard m'a alors demandé si je pouvais entraîner deux de ses hommes à ce tir un peu particulier.

Les deux policiers sont arrivés en début d'après-midi ; je leur ai prêté mon pistolet de calibre 22 avec un silencieux que j'avais modifié moi-même. Avec cette arme, je pouvais toucher une pièce d'un franc à cent mètres sans aucun bruit. Je leur ai aussi confié une autre carabine de calibre 22, et le chef Lambert a accepté de se défaire, à regret, pendant quelques heures d'une arme du même calibre. Nous avons passé l'après-midi à régler les lunettes et à coordonner les tirs des hommes de Broussard.

A ce moment-là est arrivé Jean-Claude Bourret, le présentateur de 91, grand ami du GIGN et de la gendarmerie. Il venait me rendre une visite. Je l'ai discrètement mis dans la confidence. Il a pris les deux tireurs de l'antigang en photo, en leur disant que leur histoire était déjà tombée sur les télécopieurs de l'AFP. « Maladroits comme vous êtes, leur a-t-il expliqué, cela va encore provoquer un accident. Toute la France va vous voir commettre une bavure et abattre le pape en direct. » Il plaisantait, bien sûr, mais les deux policiers ne savaient plus

ou se mettre.

Il n'a pas été utile de tirer. Les policiers avaient repéré les étudiants dans la foule et sont intervenus avant qu'ils ne gonflent la poupée à l'hélium. La France a échappé ce soir-là à une drôle d'élévation.

Cette absence d'entraînement dans des conditions réelles a sauvé la vie d'Eric Moreau, membre présumé du groupe Action directe. Alors qu'il sortait de chez son père, non armé, il a été débusqué et poursuivi à Paris par une quinzaine de policiers de l'antigang et des Renseignements généraux. Ils ont tiré et l'ont raté. C'est fou le nombre d'impacts qu'on a retrouvés. Ils ont tiré n'importe comment, à cause de l'émotivité, de la nuit, de l'obscurité, je ne sais pas, mais ça été un véritable gâchis. Le seul blessé a été un policier qui a eu le tympan crevé par la détonation de l'arme de son voisin.

D'une façon plus générale, je trouve que dans la police française, pourtant relativement bien entraînée, les bavures de tir sont encore beaucoup trop nombreuses. Je suis personnellement favorable au retrait maximum des armes aux gendarmes et aux policiers. Il serait possible de leur donner des bombes à gaz, un matériel important, mais non mortel. Il faut limiter cette sorte de droit de vie ou de mort qu'ont tous les gendarmes et les policiers de France.

Il existe un permis de conduire, un examen de chasse, pourquoi n'est-il pas imposé à un policier ou à un gendarme de savoir tirer correctement et surtout dans d'excellentes conditions de sang-froid ?

A l'école des officiers de gendarmerie de Melun, j'ai bien vu que les armes ne « correspondaient » pas à tous les hommes. Certains ont toujours peur de leur arme, toute leur vie, d'autres auront un comportement bizarre, maladroit vis-à-vis d'elle, ou encore ils l'utiliseront pour compenser des faiblesses psychologiques ou physiques. Sur notre promotion de cinquante élèves officiers, une bonne moitié était composée de gendarmes qui resteront toujours de mauvais tireurs, des tireurs dangereux. C'est comme ça !

Manque de formation, non de formation au tir mais de formation psychologique, c'est l'entraînement près de la réalité qui forme les vrais tireurs. Ainsi, je trouve que les policiers, même excellents tireurs, vont trop souvent au stand. Je m'explique : ils tirent sur des cibles immobiles, toujours à vingt-cinq mètres, toujours à plat et dans de bonnes conditions d'éclairage. De plus, ils portent des casques antibruit. Moi, au GIGN, j'imposais à mes hommes de tirer en enlevant leur casque, pour avoir l'habitude des coups de feu que l'on peut entendre brusquement à droite ou à gauche de soi. Je crois que la formation d'un tireur d'élite vraiment combatif est d'abord mentale. Il faut s'entraîner à tirer dans toutes les conditions et sur des cibles qui se déplacent. C'est très différent. A l'entraînement, j'imposais de tirer à partir d'une voiture, sur une autre voiture. Tirer à la rencontre de deux véhicules. C'est très difficile à faire, peu de gens le savent. Nous placions aussi une cible dans un pneu ; le pneu

bougeait, il courait, il sautait, il se retournait. Le tireur se retrouve dans la situation d'un chasseur qui est obligé de tirer sur un gibier très bondissant.

Les forces de l'ordre connaissent aussi, en France, un problème que je dirais budgétaire, pour l'entraînement au tir. La cartouche de 357 Magnum coûte deux francs cinquante. Pour être un tireur confirmé, il faut tirer une centaine de cartouches par jour. Multipliez cela par le nombre de policiers, et vous voyez ce que cela coûte au pays. Comme nous sommes influencés par le cinéma, la télévision (et surtout l'exemple américain), tout le monde s'est mis à vouloir tirer au 357 Magnum. Dans les stands couverts à Paris, on ne peut utiliser que du 38 Spécial.

L'antigang ne dispose que des machines 38 Camdex pour recharger les étuis vides. Il est impossible de faire recharger des cartouches de 357 Magnum économiquement.

C'est à peu près comme si des gens que l'on envoyait au combat étaient entraînés trois cent soixante-cinq jours par an à tirer au fusil à air comprimé. Subitement, le soir de l'assaut, dans des conditions psychologiques et réelles difficiles, ils seraient équipés d'un calibre 12 Magnum, arme qu'ils ne connaissent pas.

Autre exemple : la Police nationale a institué des GIPN — groupes d'intervention de la Police nationale. Certains, comme celui de Marseille, comptent d'excellents tireurs d'élite. Mais, faute de moyens financiers, il arrive souvent que deux ou trois policiers se servent du même fusil à lunette. C'est inconcevable. Une arme est très personnelle, chaque tireur doit bien connaître la sienne et être responsable de ses résultats.

La Police nationale a ses problèmes. Au GIGN j'avais les miens, en particulier avec la hiérarchie.

Ma hiérarchie m'a soupçonné d'avoir détourné de l'argent. Une commission d'enquête, dirigée par un général, a cherché à savoir si je n'avais pas détourné à mon profit les bénéfices réalisés sur des modèles de cibles de tir que j'avais créés avec Jacques Henri.

Pendant des années, nous avons utilisé des cibles mises au point par Raymond Sassia, pour le ministère de l'Intérieur, cibles qu'il avait améliorées à partir du modèle du FBI. Sassia avait notamment proposé une cible dite à tir rapide, qui réduisait le gabarit de la silhouette humaine à celui d'un enfant. Ainsi, lorsque le tireur était placé à sept mètres, cela équivalait à une distance de dix-huit mètres.

L'inconvénient, avec cette cible, est que l'échelle présentée est artificielle. Placé à dix-huit mètres, le tireur ne pouvait avoir la même vision de son adversaire. J'ai alors pensé qu'un tir réaliste ne pouvait se faire que sur un gabarit d'homme moyen, mais toujours placé à une faible distance. Il s'agissait surtout d'habituer le tireur à bien apprécier les distances. Avec Jacques Henri, j'ai affiné cette cible en plaçant des zones adaptées à notre tir, de neutralisation aux épaules, à surface vitale — le tronc et l'abdomen — de l'individu. Ces cibles nous permettaient de tirer de plusieurs distances simultanément, à quatre cents mètres au fusil, à cent mètres au tir simultané, épaule à épaule gauche, puis à cinquante mètres au revolver. Sur cette plaque, j'avais fait imprimer : « Cible réalisée par le capitaine Barril et Jacques Henri, reproduction interdite, tous droits réservés. » Nous les avons encore améliorées, après un voyage que j'avais effectué aux Etats-Unis. J'avais vu là-bas des cibles représentant des personnages, des Noir tenant une femme en otage, un ayatollah, une jolie terroriste, et j'avais adapté ce principe à nos cibles. Nous avons finalement mis au point une série de huit cibles, et je crois me souvenir que chacune valait deux francs vingt, payés à la société Cibles de France et nous avons demandé de prélever dix centimes sur chaque cible, pour aider la veuve de Jacques Henri.

La commission d'enquête a été nommée et je pense qu'on voulait faire la preuve que j'avais détourné de l'argent à mon profit. C'était minable. Je n'avais pensé qu'à aider la veuve d'un ami du GIGN, qui était mort en service.

Ces cibles étaient vraiment intéressantes et elles nous ont permis d'affiner nos entraînements. Ainsi nous placions des hommes du GIGN dans une pièce, au milieu de

plusieurs cibles. L'entraînement consistait à exploser la porte avec une charge d'explosif, puis à pénétrer ensemble dans la pièce et à tirer au 357 sur les terroristes — cibles à balles réelles au milieu de nos hommes otages... Voilà de l'entraînement réaliste.

Les tracasseries administratives ont été nombreuses. Par exemple, pour le dixième anniversaire du GIGN (1973-1983), la société Manurhin avait pensé à offrir un revolver commémoratif, un 357 Magnum, à son chef Christian Prouteau. Sur la crosse figuraient à gauche un portrait de Prouteau et à droite un portrait de moi. J'avais même signé le revolver, en souvenir. Prouteau a prêté ce revolver au rédacteur en chef d'un journal spécialisé dans les armes, qui a passé une photo de cette arme de collection dans sa revue ; eh bien ! nous avons eu à nouveau une commission d'enquête sur le dos...

Christian Prouteau a préféré laisser tomber. C'était tellement dérisoire. Il supportait mieux que moi ces brimades. Beaucoup plus diplomate que moi, il pensait la même chose mais il l'exprimait d'une autre façon. Nous avons, au GIGN, toujours eu nos adversaires et nos défenseurs. Nos défenseurs, par exemple, c'étaient quelques officiers supérieurs, des généraux qui soutenaient à fond le GIGN et répétaient sans arrêt : « Laissez-les, ils ont fait leurs preuves. Nous avons besoin d'eux et ils sont là quand il le faut. » Ces officiers reconnaissaient que le GIGN avait fait progresser la gendarmerie de façon assez considérable en dix ans, notamment dans son image de marque, au niveau des médias. La gendarmerie a toujours eu une peur viscérale de la presse, et maintenant avec la télévision c'est devenu une véritable psychose.

Parmi nos défenseurs, nous avons aussi des hommes comme les commandants des groupes à Maisons-Alfort, entre autres le colonel Bedonnet, qui est aujourd'hui général. Il était l'officier responsable du GIGN. C'était lui, mais nous ne lui en voulons pas, qui nous appelait pour nous signifier nos punitions ; de ces sanctions, nous en avons eu pour des raisons absurdes. Le général Bedonnet est l'homme le plus décoré de la gendarmerie. Un jour il m'a dit, au moment de mon inculpation dans l'affaire du trafic d'armes : « Barril, votre billet d'écrou et votre inculpation rejoindront dans les égouts les cadavres qu'on m'a reprochés à Alger — le temps efface tout. »

Pauvre général, lui aussi avait été barré. Il a fini général quart de place, c'est-à-dire cadre de réserve. Il méritait bien mieux que cela, car c'était un officier, un vrai, avec beaucoup d'honneur et de dignité, et de fidélité aux institutions.

Avec Prouteau, nous avons toujours cherché à recruter des gendarmes ouverts, intelligents, dont les yeux pétillaient de malice. Pas des gendarmes dans le sens le plus banal du terme, avec le doigt sur la couture du pantalon. Ce qui nous intéressait, c'était l'humour, faire son travail sérieusement sans se prendre au sérieux. Tout cela allait à l'inverse d'une tradition hiérarchique. Pour nous, le principe de base était que plus un garçon obéissait, plus il était soumis à la hiérarchie et moins il était capable d'initiative sur le terrain, d'intelligence de la situation. Dans les années 1976-1981, dans ces grandes années, le GIGN a toujours été un groupe très soudé, travaillant dans une excellente ambiance. Je suis resté dans l'ombre jusqu'en 1980. J'étais officier en second, le technicien, celui qui allait toujours avec l'équipe de pointe dans les opérations.

La mission de Prouteau, et c'était normal, consistait surtout à nous représenter à l'extérieur, à atténuer les coups. Il avait une fonction plus diplomatique, de relation. Après 1979 et les affaires de Corse et de La Mecque, mon nom est apparu plus souvent, plus régulièrement dans la presse. La manipulation des policiers, dans l'affaire du trafic d'armes de l'extrême droite, a aussi beaucoup fait pour ma réputation, mais cela je m'en serais volontiers passé. Je me retrouvais en première ligne, exposé à tous les soupçons, et c'était injuste. J'y reviendrai. Au sein du GIGN, nous tenions beaucoup à ce que chacun des hommes partage les réussites comme les échecs. On redistribuait, je dirais au prorata du travail effectué sur le terrain, les

récompenses, les lettres de félicitations, les citations. Et le personnel était très attaché à cela. Mais dès qu'il s'agissait de leurs rapports avec le monde extérieur, les hommes du GIGN adoptaient l'attitude traditionnelle des gendarmes, empreinte de peur vis-à-vis de la presse. Ils restaient chez eux, entre eux, avec leurs familles, au sein de la gendarmerie. Nous nous sommes aperçus, Christian Prouteau et moi, que finalement les chefs du GIGN étaient certainement les deux officiers les plus différents, les plus... ouverts, du monde fermé de la gendarmerie. Nos hommes avaient été éduqués, formés avant d'entrer au GIGN et notre marque, notre style n'a pas pu les influencer.

Nous avions, Prouteau et moi, des caractères très différents. Moi plus moqueur, intempestif, toujours enthousiaste et volontaire. Lui, plus réfléchi, en un sens. Et, avec les mois, les tempéraments de nos hommes niant, deux groupes se sont dessinés : l'équipe de Prouteau et la mienne, il y avait d'abord des spécialités qui correspondaient aux compétences de chacun des deux chefs. Prouteau avait les tireurs, puisque c'est lui qui les avait formés à l'origine du GIGN. Moi, j'avais bien sûr mon équipe de plongeurs, de karatékas. Et puis, certains hommes étaient plus attirés par les traits de la personnalité de Prouteau qui était le chef, le commandant numéro un, le plus gradé.

De mon côté, j'avais les fonceurs, les têtes brûlées, les plus fantaisistes. Avec moi, il fallait que ça bouge, avec Prouteau c'était plus pondéré, plus calme, plus service-service. Le soir, c'était pratiquement l'inverse de la journée. Le jour, mon équipe fonçait, se dépensait beaucoup, mais elle se couchait tôt, à mon image. J'ai toujours cherché à me coucher tôt et à 22 heures, en général, je m'endors, où que je sois, Prouteau, lui, aimait bien sortir le soir, après le service, « dégager » en terme militaire. Et ses hommes l'accompagnaient. Nous avions aussi, Christian Prouteau et moi, deux rôles assez différents. Lui dirigeait la boutique et s'occupait davantage des problèmes administratifs, des relations avec la hiérarchie. Moi, j'étais surtout préoccupé de la qualité de l'entraînement. J'étais très sévère, sur ce point. J'aimais que les hommes en fassent beaucoup, et comme le GIGN ne s'est jamais entraîné sans ses chefs, j'étais toujours devant à courir, à sauter, à foncer. J'aimais ça et c'est vrai que j'imposais un certain style d'entraînement prolongé, volontariste. Alors, il arrivait parfois que les plus rétifs aillent se plaindre à Prouteau : « Le capitaine Barril, où est-ce qu'il veut nous mener, comme ça ? » Je leur disais que b sueur pouvait épargner le sang, et qu'il valait mieux que nous soyons prêts physiquement et moralement à affronter toutes les situations. Qu'en face de nous il risquait d'y avoir des terroristes de plus en plus durs, et qu'il fallait absolument nous organiser pour être le meilleur groupe opérationnel du monde dans les trois dimensions : terre, air, mer.

J'aimais me dépenser, c'était dans ma nature. J'étais persuadé que, pour obtenir la confiance totale de ces hommes dans une opération, il fallait toujours être devant eux. Je leur ai imposé de participer aux cent kilomètres de Millau, une épreuve de course à pied très difficile et gratuite... C'est devenu un entraînement annuel. Courir cent kilomètres... c'est à la portée de tous mais il faut le faire ; je suis le seul officier du GIGN à y être allé... et à avoir terminé en moins de treize heures.

Deux ou trois hommes ont quitté le GIGN, de leur plein gré, parce qu'ils avaient envie de changer d'affectation. Heureusement, le GIGN n'était pas une équipe d'inconscients, mais une équipe de casse-cou. Nous avions, entre les années 1976-1981, au moins un blessé en permanence à l'hôpital sur notre petite unité. Moi-même, entre 1976 et 1983, j'ai passé sans doute près d'un an à l'hôpital, avec des fractures de la colonne vertébrale, des fractures des mains, etc. Depuis le début de ma carrière militaire, je totalise vingt-quatre fractures diverses ! Si nous avons eu des blessés à l'entraînement, c'est que ce que nous faisons était risqué... nos rappels d'hélicoptère, les tirs, les gaz que nous testions sur nous-mêmes. Mais c'était indispensable, et je crois que personne ne l'a regretté. Une certaine tension était toujours sensible dans l'équipe, parce que, en dehors des accidents d'entraînement, certains de nos

hommes étaient toujours en mission, et les autres restaient à Maisons-Alfort, améliorant constamment leur condition physique et leurs techniques de combat.

La liberté du GIGN a toujours été très surveillée. Même pour mes inventions, il fallait tout justifier, remplir les formulaires, rendre compte. Pourtant, quand on est dans un groupe comme le GIGN, très mobile, très spécial, menant régulièrement des actions dangereuses, on ne doit pas vivre tout à fait comme dans une simple brigade de gendarmerie. Ce qui m'a toujours surpris, c'est l'énorme différence entre la liberté d'initiative dont on dispose à La Mecque, par exemple, avec droit de vie et de mort, où on se sent bien seul, ou dans n'importe quelle mission à l'étranger, et la vie de caserne.

La hiérarchie pouvait faire toute une histoire pour de fausses plaques d'immatriculation sur nos voitures, ou un accident de la circulation en ville. Mais quand il fallait agir vite, on était bien content de nous retrouver. Je n'ai jamais compris ces pesanteurs administratives. Il y a des gens, dans la gendarmerie comme dans l'armée, qui ont toujours besoin de se référer à une hiérarchie, qui ne font jamais un pas en avant sans rendre compte. Si en effet on se met à rendre compte, celui à qui on rend compte va rendre compte à son tour, et ainsi de suite, et les affaires n'avancent plus. Combien d'arrestations, d'enquêtes et de filatures ont été empêchées parce qu'aucune décision ne redescendait de la hiérarchie.

Je suis avant tout un officier républicain, j'aime l'armée et j'aime la gendarmerie, je ne suis pas un rebelle à toute hiérarchie. Je pense qu'il en faut une, mais qu'elle doit être souple. Qu'elle ne bloque pas, que ce ne soit pas un élément qui empêche toute liberté d'action. J'ai souvent vu, par exemple, des affaires dont la réalisation était compromise par le sommet de la hiérarchie parce que, à force d'en rendre compte et d'ouvrir le parapluie, de plus en plus de gens étaient dans la confiance. De plus en plus de gens se mettaient à parler, bien évidemment. Moi, je pense être profondément militaire. Je crois à la discipline, au commandement, au respect de certaines règles de déontologie, et je crois à une hiérarchie, mais une hiérarchie saine, avec des patrons vraiment opérationnels. Des hommes qui ont l'expérience du terrain et du commandement.

Je suis respectueux des hommes qui montrent du punch; j'estime qu'ils peuvent mériter ma confiance, et même ma vie, que j'ai toujours été prêt à donner. Certains généraux dans la gendarmerie m'auraient fait faire n'importe quoi. En particulier, le général Omnes, qui a été commandant de la région militaire de l'Est. Celui-là aurait pu me mener au bout du monde, parce que c'est un homme de terrain, un officier moderne qui n'avait pas peur des médias, et qui avait le contact avec ses hommes. Un général concret.

CHAPITRE VI

LA GRANDE CAVALE DE PIERROT CONTI

L'une des premières affaires traitées par le GIGN, alors que l'unité n'était pas encore connue, a été la traque de Pierre Conti, mon ami d'enfance. Elle me touchait très directement.

Pierrot, fils d'un ouvrier de Grenoble, avec lequel mon père jouait aux boules à Névache, a tenté le retour à la terre en Ardèche. Dans les années 70, c'était très à la mode. Les fils de famille débarquaient dans des pays rudes comme l'Ardèche avec leur Land-Rover. Les paysans appréciaient leur venue. Ils leur vendaient des terres incultes, les vieilles ruines dont ils ne savaient plus quoi faire. Ils s'étonnaient bien un peu de la présence de jeunes filles, qu'ils trouvaient nues, au bord des cours d'eau. Les fils de famille allaient chaque mois

chercher leurs mandats à la poste. Cet argent permettait de relancer une économie locale bien pauvre.

Pour Pierrot, la situation était différente. En 1969, il s'était installé à Rochebesse, dans une ferme abandonnée, entourée d'une centaine d'hectares sur lesquels il faisait de l'élevage. Après huit années d'un travail fou et malgré l'hostilité des voisins qui acceptaient mal la venue de cet « étranger », il avait réussi à s'imposer. Ses bêtes étaient les plus belles de la région. Des coups de feu avaient été échangés. Parfois, Pierrot était la cible. L'animosité des Ardéchois à l'égard de la population nouvelle, les hippies, se reportait plus sur le jeune travailleur qu'était Pierre Conti que sur les fils de famille !

Huit ans de labeur avaient redonné de la valeur aux terres de Rochebesse, et lorsque le propriétaire de la ferme est mort, les héritiers voulaient récupérer l'exploitation. Le cercle infernal commença pour Pierrot, qui s'était endetté. Des procès l'opposèrent aux héritiers. Pris à la gorge, Conti était prêt à tout lorsque, avec un de ses compagnons, il s'est lancé dans une opération folle, un hold-up minable, au Crédit agricole de Villefort dans la Lozère. L'agression tourne mal. Dans leur fuite, les deux apprentis gangsters ouvrent le feu par panique sur deux gendarmes qu'ils blessent et auxquels ils volent leurs armes. Un peu plus loin, ils s'emparent de deux automobilistes, un quincaillier et son fils, et cette fois ils tuent. Le copain utilisait sa propre voiture. Il faudra trois semaines à la gendarmerie pour l'identifier et se présenter à la ferme de Rochebesse.

Pierrot Conti a disparu le jour même du hold-up. Sa grande cavale commence. Il sera aperçu partout en France. La chasse à l'homme s'organise en Ardèche, et le GIGN est appelé en renfort.

J'étais alors commandant en second du GIGN, avec le grade de lieutenant. J'ai tout de suite pensé à notre enfance et à Névache. Dans notre village, la grand-mère de Pierrot, la « mère Jacquet », avait une maison que plus personne n'occupait depuis longtemps. J'ai fait vérifier par les gendarmes de la brigade. Un homme correspondant au portrait de Pierrot, même corpulence, même taille, serait passé à Névache le 3 septembre 1977. Une voiture est depuis garée devant la maison, la 204 de la mère de Pierrot, qui vit habituellement à Grenoble. On apprend que quelqu'un est venu reconnaître le terrain. Je pense qu'il voulait voir s'il n'y avait pas de policiers dans le secteur. Depuis, la cheminée fume la nuit.

Une opération est décidée. Je me retrouve déjà en pleine guerre des polices. Les gendarmes, ayant multiplié les maladroits, ont été dessaisis de l'affaire au profit du SRPJ — Service régional de police judiciaire — de Montpellier. Une affaire de campagne donnée à la Police nationale, c'est l'offense suprême ; moi, j'en aurais mangé mon képi ! Le directeur de la gendarmerie, M. Cochard, un magistrat, m'annonce que je suis mis à la disposition du commissaire de la Police judiciaire de Grenoble, M. Vernes, et que je dois coopérer à fond... c'est dur !

A 17 heures, je décolle de la région parisienne à bord de l'un des sept Cessna de la gendarmerie. L'avion coupe à hauteur de Lyon en fin d'après-midi, passe au-dessus du col du Lautaret. Le moteur peine. Nous atteignons l'aérodrome de Saint-crépin qui n'est pas éclairé et que les pilotes ne connaissent pas. Nous sommes à court de kérosène. Les pilotes font quand même un premier passage à ras du sol. Au milieu du terrain, nous avons juste le temps d'apercevoir un troupeau de moutons. Non sans peine, nous atterrissons. Un hélicoptère Alouette III de la gendarmerie me récupère pour m'emmener à Briançon en vol de nuit... c'est beau l'organisation « gendarmique » !

Le comité de réception se compose du commissaire Vernes, neuf inspecteurs de Grenoble et un dixième de Montpellier. Le commissaire me prend de haut. A l'évidence, il n'est pas emballé par notre opération. Il me lance : « Les gendarmes ont fait assez de conneries comme ça!... » Et il ajoute avec ironie : « On vient de retrouver vos armes. » (Les deux pistolets volés aux gendarmes.) Je m'insurge et propose de monter immédiatement à Névache. Mais je ne

commande rien. Les policiers, fatigués, vont dormir à l'hôtel. Auparavant, ils téléphonent du bar, parlent ouvertement de l'opération en préparation pour le lendemain, donnent des précisions à leurs épouses ou maîtresses. Je n'ai rien dit à personne, même pas à mes pilotes. Je vais à la gendarmerie et avec le commandant de compagnie nous reprenons contact avec la brigade de Névache. Nous leur ordonnons de surveiller la maison de la « mère Jacquet » et surtout la voiture, et de téléphoner dès qu'il y aura du nouveau. Je me couche dans le bureau du commandant, sur le sol. A 3 h 30, le téléphone sonne. La 204 qui était garée devant la maison est partie. Le lendemain, à 7 h 30, avec le commissaire et ses hommes, nous sommes à Névache. Il leur donne rire de mettre les brassards « Police ». Dans le plus grand désordre, nous fonçons vers la maison qui est fermée à clé. Il y a de la buée à l'intérieur. Le commissaire fait interroger le plus proche voisin, qui dit ne rien avoir vu d'anormal. 9 heures : opération terminée. Il n'est pas question d'entrer dans le logement, de requérir des témoins, de regarder s'il y a des traces récentes... en quatre minutes, tout est fini !

Le 12 septembre, le GIGN est mis en alerte. Il s'agit à nouveau de affaire Conti et nous sommes placés à la disposition du commandant du groupement de l'Ardèche. Trois personnes armées qui se cachent ont été aperçues par un groupe de chasseurs, la veille, à la grange de Fontfraysse, à l'ouest d'Argentière.

Le 13 septembre, le lieutenant-colonel Rancoul dirige une réunion dans la nuit à 3 heures. Plusieurs escadrons de gendarmerie procèdent à un bouclage éloigné de la ferme. Le lieutenant-colonel me donne carte blanche. J'ai avec moi deux officiers, huit gendarmes et deux chiens du GIGN pour investir le bâtiment.

A 6 heures du matin, nous partons d'Argentière. Des policiers du SRPJ sont venus nous rejoindre. Ils dirigent l'enquête judiciaire, mais pas l'action : c'est moi. Un commissaire de police m'accompagne. Trois quarts d'heure plus tard, nous entamons notre progression à pied. Les gendarmes sont équipés pour la marche, alors que le commissaire, dont la présence me déplaît, est chaussé de mocassins en crocodile et vêtu d'un costume trois pièces de grande classe...

A cinq cents mètres de l'« objectif », j'arrête tout le monde.

Dans la bonne tradition, le commissaire sort son brassard fluorescent. Avec l'un de mes sous-officiers, je vais reconnaître le terrain. Auparavant j'ai déposé mon sac en bordure du chemin et appelé l'un de mes « chefs », Feutry. Discrètement, je lui ordonne d'interdire le passage, au-delà du sac, à toute personne, y compris aux policiers : question de discrétion. Ma carabine Ruger 44 Magnum en main, je pars reconnaître les abords immédiats. Je sens mon affaire. Je renifle le terrain. Le commissaire pense que je vais arrêter les suspects sans lui. S'approche du groupe du GIGN et passe à hauteur de mon sac. Le chef intervient, lui interdit de poursuivre sa marche.

Le commissaire s'exclame : « Ici, je suis la seule autorité légale compétente. » Le chef Feutry : « Non, c'est moi. » Et puis il lui met un coup de pied aux fesses. Le commissaire fait demi-tour, rejoint sa voiture et va directement chez le juge d'instruction pour se plaindre !

Je reviens de mon observatoire en laissant l'autre gendarme seul, à cinquante mètres du bâtiment, avec un appareil radio, pour surveiller d'éventuels déplacements. Mon gradé me rend compte de l'incident avec le commissaire. Je le félicite et le couvre vis-à-vis de toute la hiérarchie. Il a agi conformément à mes ordres. Je sais qu'en rentrant à Paris l'incident sera signalé dans un rapport. De toute façon la direction sera déjà au courant. Mon directeur me passera une nouvelle fois un « savon ». Je l'entends déjà me dire : « Barril, vous en avez encore fait une belle. Je suis dans l'obligation de vous engueuler. Vous ne voyez donc pas dans quelle situation vous me mettez... » Je ne serai pas déçu : la réception, à Paris, correspondra exactement à ce que je prévoyais.

Aucun signe n'ayant été décelé à l'intérieur de la grange, nous entrons dans le bâtiment. Devant la porte sont alignées quatre pommes. A la poignée est accroché un bouquet de fleurs fraîches.

Dans l'unique pièce, à l'intérieur, il y a encore un sac de couchage. Je fais venir le maître chien Titi avec son berger allemand Krex qui flaire le sac encore chaud. Il prend la trace. Nous effectuons ainsi une course fabuleuse, au lever du jour, dans un paysage magnifique. Il n'est pas question d'être suivi par le commissaire de police aux mocassins en crocodile. Habitude de montagnard, je suis le seul à avoir une gourde qui sert essentiellement au chien que l'on fait boire et dont on mouille la tête.

Douze kilomètres en petite foulée, jusqu'au bord d'une route au village de la Mat. Un paysan est près de nous. Nous lui demandons s'il a vu quelque chose. « Vous n'êtes pas loin, dit-il. Ils sont montés dans une voiture. » Nous, nous sommes à pied. Nos moyens radios ne sont pas assez puissants pour joindre le reste de la troupe et donner l'alerte générale !

Je garderai toujours en tête le souvenir de cette opération qui nous prouve qu'il ne faut jamais attendre lorsque nous avons un renseignement. Il faut partir immédiatement. Cette fois encore nous avons commencé deux jours après que le renseignement de base eut été donné... deux jours de trop...

L'après-midi, nous reprendrons les opérations. Au total, faisant des sauts de puces avec un hélicoptère qui nous dépose d'un point à un autre, nous parcourrons cinquante à soixante kilomètres à pied pour tout vérifier...

Pendant toutes ces opérations je savais que si je m'étais retrouvé face à face avec Pierrot, je n'aurai pas tiré. Il aurait fallu qu'il ouvre le feu. Je sais bien qu'il a été dépassé par les événements. Il a tiré, le jour du hold-up, par peur et par bêtise. S'il avait été plus fort « techniquement », il ne l'aurait jamais fait.

En fin de journée, crevé, avec mes hommes. Nous allons dîner dans une auberge à l'Argentière. C'était une habitude, aussi bien avec moi qu'avec Prouteau, à la fin d'une opération. Le travail terminé, nous nous retrouvons avec le personnel pour faire un repas d'hommes, entre nous. Il faut bien se rendre compte que le GIGN n'est pas une équipe de tueurs mais de sportifs, au fond pure et bon enfant.

A la fin du dîner, la serveuse vient à notre table avec des bouteilles de Champagne. Je m'étonne, lui demande s'il s'agit d'un anniversaire. Nous n'avions pas tellement d'argent. La serveuse nous explique qu'un couple de personnes d'un certain âge, qui mangeaient non loin de nous, avait payé dix bouteilles de Champagne à notre intention. Ils nous avaient vus en pleine action l'après-midi et avaient apprécié nos efforts. Le GIGN n'était pas encore connu comme groupe d'élite. Ils ont simplement exigé que le Champagne soit servi après leur départ. Cette marque de sympathie, de la part de gens que nous ne connaissons toujours pas, nous a particulièrement touchés.

Cette journée avait, avant tout, été une bonne expérience, enrichissante dans le domaine de la chasse à l'homme. Elle m'avait permis de constater que l'efficacité réside beaucoup plus dans la multiplicité des petites équipes souples, rapides dans leurs déplacements, une dizaine de personnes au total, que dans ces grosses opérations de bouclage. J'imagine que ce sont ces grandes battues qui étaient utilisées en Algérie. Cela rassure la population. Sans donner le moindre résultat.

Pour Pierrot Conti, nous sommes de toute façon partis avec trois semaines de retard. Sa maison à Névache était à moins d'une demi-heure de la frontière italienne. Je suis certain qu'il a gagné ce pays et à partir de là, d'après certains de mes informateurs, le Maghreb. Depuis on a raconté beaucoup de choses sur lui. Un ministre de l'Intérieur a même affirmé qu'il était mort. Moi je sais bien qu'il est toujours vivant. Nous avons encore des amis communs...

CHAPITRE VII

LES FORCENÉS

Le GIGN a, dans un premier temps, essentiellement été confronté au problème des forcenés, ces hommes qui menacent de tirer sur tout ce qui bouge, éventuellement après avoir pris des otages, souvent des enfants. Cette violence est redoutable, et les moyens classiques, par exemple les gendarmes des brigades, ne peuvent résoudre les difficiles problèmes posés par les Fort-Chabrol de campagne.

Les forcenés sont des gens que les circonstances placent dans un état exceptionnel, à la fois d'émotion et d'agressivité. Faibles dans la vie, victimes d'un tas de déboires professionnels, familiaux ou personnels, ils explosent un jour, on ne sait pas pourquoi, et manifestent pendant quelques heures une énergie incroyable, démultipliée par la peur ou la colère. Puis après leur coup de folie, souvent après leur arrestation, ils s'effondrent, redeviennent ce qu'ils sont, de pauvres types qui ont, souvent de manière meurtrière, simplement voulu gueuler leur ras le bol à la face du monde.

Ce sont quasiment toujours des paumés. Des gens qui ont du mal à vivre dans nos structures sociales et qui s'enfoncent. Mon expérience au GIGN me permet de dégager deux sortes de forcenés :

- les alcooliques de village, les fous furieux, ceux qui font peur à la population, ceux dont on pense qu'ils finiront mal. Des violents de condition modeste, des rustres qui vivent cloîtrés dans leur maison. Ils sont souvent très arriérés ;
- les anciens harkis. Ils ont éprouvé des difficultés à s'intégrer. Après la guerre d'Algérie, ils ont été délogés de l'armée, rejetés à la fois par la communauté française et par la communauté algérienne. En crise, ils sont particulièrement dangereux. Anciens militaires, ils savent se servir des armes à feu. Ces anciens soldats désespérés vivent souvent leur dernière embuscade retranchés dans leur maison. Ils miment en quelque sorte un assaut, leur dernier Fort-Chabrol, face à l'ennemi.

Bien avant mon entrée au GIGN, mon père m'avait expliqué cela. Tout au long de sa carrière, il avait eu affaire à plusieurs forcenés. A quinze ans, j'ai assisté à l'un de ces Fort-Chabrol. Le forcené était le père d'un camarade d'école. Il avait été pris d'une colère folle. Non content de battre sa femme, il avait décroché son fusil de chasse et tiré sur elle à bout portant. Il était tellement énervé qu'il l'avait ratée. Il lui avait « seulement » arraché un pouce, bien que tirant du calibre 12. Son fils avait tenté de s'interposer. Le père lui avait tiré dessus, et lui avait mis une décharge dans le bras. Il s'était alors enfermé et avait fait face aux gendarmes pendant près de vingt-quatre heures, jusqu'à ce qu'il soit abattu...

De tout temps, la gendarmerie a eu de nombreux problèmes avec les forcenés. La hiérarchie ne savait pas exactement comment les prendre, ou comment faire donner l'assaut. Les gendarmes locaux, qui généralement connaissent l'individu en colère, retranché chez lui, tentent d'abord la manière douce. Ils essaient de le convaincre de se rendre, d'arrêter de tirer, de libérer ses enfants. Et puis, lorsqu'il n'y a plus rien à faire et alors que, parfois, le sang a coulé, ils font appel à l'instance supérieure, la compagnie ou le groupement. Bien souvent, cela ne donne pas de meilleurs résultats, notamment parce que certains officiers pensent que la vue d'un uniforme d'officier ou d'un képi suffit à ramener le forcené dans le droit chemin. Très longtemps, la gendarmerie a vécu sur l'idée, manifestement fautive, que l'uniforme fait peur au délinquant. Un officier a essayé une fois de s'approcher d'un forcené, en képi, sans arme, en gants blancs. Il lui a crié : « Au nom de la loi, rendez-vous ! » En réponse, deux coups de feu sont partis. Une première balle a touché l'officier à la main, la seconde l'a atteint en pleine tête. Il a perdu un œil. Pour cette action d'éclat, héroïque mais pour le moins

imprudente, il a reçu la Légion d'honneur et la médaille de la gendarmerie, tout comme notre général de Lyon qui s'est opposé à une équipe de braqueurs qui n'a pas hésité à tirer de sang-froid sur un officier général de gendarmerie en uniforme, seul et sans arme.

Hier comme aujourd'hui, avant et depuis la création du GIGN, il arrive très souvent que les commandants de compagnie, seuls responsables dans leur circonscription, ne fassent pas appel au GIGN. Ils essaient de se débrouiller tout seuls, ou alors avec l'aide de l'échelon régional, en appelant à la rescousse les ELI (équipes légères d'intervention) que j'ai formées à partir de 1978. Ce sont des équipes régionales qui sont entraînées pour faire face à ce genre de situation, sans pour cela être vraiment de petits GIGN. Ils sont simplement mieux préparés mais ils n'ont pas le même matériel ; notamment ils ne peuvent pas tirer, donner l'assaut. Régulièrement, le GIGN arrive lorsqu'il y a eu un commencement d'exécution, lorsque toutes les solutions de négociations locales ont échoué et que le forcené s'est déjà mis à tirer. S'il y a un blessé ou un mort, on considère que la chose est très sérieuse, et généralement les autorités de la gendarmerie, en accord avec le préfet et le procureur de la République, décident de demander l'aide du GIGN.

Lorsque nous arrivons, c'est quasiment toujours le drame. La presse est sur place, ainsi que les autorités, le procureur de la République, parfois le préfet. Il y a un climat de tension, la nuit est déjà tombée alors que souvent ce type d'affaire commence le jour. Le GIGN est appelé un peu comme le chirurgien lorsque tous les diagnostics ont été faits et que les médicaments sont impuissants, ne peuvent plus guérir.

Lorsque nous arrivons, c'est un peu toujours le même scénario. Nous prenons contact avec les autorités, souvent dans un PC de fortune installé dans la maison la plus proche du Fort-Chabrol. Nous faisons le point sur la situation, nous examinons les lieux. Les officiers dressent une sorte de check-list de la situation et font aussi le point incendie. On ne le sait pas assez, mais les forcenés sont aussi un peu pyromanes. Au cours de leur retranchement, il leur arrive souvent, soit pour se suicider, plus ou moins consciemment, soit pour passer à l'attaque, de mettre le feu à leur environnement, une grange, la maison, le toit...

Je me souviens que, lors d'une prise d'otages du côté de Saint-Etienne, un homme a brûlé vif à côté de moi. J'étais persuadé quelques minutes plus tôt qu'on pouvait l'amener à se rendre ou le capturer sans violence. Et puis, le feu est parti, ça brûlait de partout, plusieurs maisons d'un coup. Alors le forcené s'est déchaîné. Il a tiré dans tous les sens. Je crois qu'au total il a dû tirer près de cinq cents cartouches. Sept pompiers ont été blessés. A ce moment précis, cet homme nous dominait. Il tirait dans la nuit. Il hurlait. Les gens, les spectateurs, se disaient autour de nous : « Ce sont les gendarmes départementaux qui ont mis le feu en jetant des grenades lacrymogènes. Ça a mis le feu à la paille. » Mais, à la vérité, c'était bien le forcené qui avait tout fait brûler autour de lui. Lorsque nous avons essayé de le récupérer il brûlait à trois mètres de moi. Le vent avait tourné, il refusait de sortir. Il était devenu fou. Il y a eu un appel d'air, des flammes, des cris. Il a continué à tirer jusqu'à la mort. Des traces d'impact ont été relevées sur toutes les portes, près de cinquante par porte. Je conserverai toujours le souvenir de l'odeur atroce de la chair humaine qui brûle.

Lorsque nous arrivons sur place, nous essayons de trouver toutes les solutions possibles, non pour tuer le forcené retranché — ça, c'est toujours facile, toujours possible avec des tireurs d'élite — mais pour le récupérer en bonne santé. Un Fort-Chabrol, c'est comme une prise d'otages qui doit forcément bien se terminer, parce que c'est un drame social et que le GIGN, dans ces circonstances, pratique une sorte de médecine sociale. Si nous tuons les forcenés, si ça se termine mal, nous sommes toujours accusés de ne pas avoir su maîtriser la situation. Les gens disent que la lutte était trop inégale. Or, l'homme en face a souvent plus d'atouts que nous. Nous sommes nombreux, nous avons une puissance de feu nettement supérieure à la sienne et puis nous sommes dehors avec toute liberté de manœuvre. Mais, lorsqu'un homme se retranche, il est souvent très fort momentanément. Avec un terroriste,

avec un criminel, on peut toujours trouver un terrain d'entente, dialoguer. Les terroristes, sauf quelques cas extrêmes de terroristes fous, passionnés, les authentiques kamikazes, sont des gens qui veulent continuer à vivre. Il en est de même pour un grand criminel. On peut toujours trouver une porte de sortie et faire valoir l'avantage de rester en vie, donner une espérance après la prison. Avec un forcené, en revanche, c'est très différent. Nous sommes en présence d'un homme qui n'a plus aucun espoir, qui a provoqué tout ce chambardement, cette résistance, ce retranchement, pour en finir avec la vie. C'est un homme buté, muré. Compte tenu du contexte social de la France, et heureusement, on ne peut pas tirer sur un forcené, on ne peut que tenter de le faire sortir, de l'arrêter. Dans de telles circonstances les gendarmes ont toujours beaucoup plus « risqué leur peau » avec un forcené qu'avec un criminel, parce que justement il ne faut pas l'abattre.

Au GIGN nous avons effectué une cinquantaine d'interventions de ce genre. Au total nous comptons une dizaine de morts, qui pour nous constituent autant d'échecs. Généralement, il est tout à fait impossible d'éviter la violence, notamment quand nous sommes confrontés à des harkis. Il est arrivé que des prises d'otages tournent vraiment très mal.

Ainsi, un soir, un individu avait pris en otages ses deux enfants au berceau. Enfin, en otages, c'était un bien grand mot : il s'était retranché avec eux et menaçait de les tuer. Cela se passait dans une ferme, et je me souviens très bien qu'il y avait des excréments partout, c'était très sale, la maison comme la cour. Le type était fou. Impossible de le raisonner. Avec Christian Prouteau, nous avons monté une équipe de diversion, sans employer d'armes. Pendant ce temps-là, une seconde équipe était en train de poser des explosifs contre une porte dans la maison. J'avais récupéré une masse et Prouteau, au « top » radio, devait prendre la masse et taper sur le centre d'une crémone afin d'ouvrir une fenêtre. Pendant ce temps-là, l'équipe de diversion devait attirer l'attention vers elle, soit parler, soit se mouvoir. L'assaut avait été prévu à 1 heure du matin, mais il a fallu le repousser car le préfet voulait y assister personnellement. Comme tout le monde, comme un badaud, malgré ses responsabilités. Cela faisait deux heures que nous attendions, sans bruit, afin que le forcené s'endorme ou au moins s'apaise. Et qu'est-ce que nous avons vu ? Le préfet arriver entouré de quatre motards, toutes sirènes hurlantes, les gyrophares allumés.

Évidemment, le type s'est réveillé. Il s'est mis à vociférer. Il a sorti son fusil et a cassé le dernier carreau. Ça a été un repli général, sauf pour le chef Jacques, qui était le plus près de la fenêtre. Quand le forcené a sorti son fusil par le carreau, Jacques a essayé de le lui arracher. J'ai vu la scène, j'ai tenté de le couvrir. Il a fallu que je me tâte, que j'ordonne à Jacques de se replier.

Un second assaut a été nécessaire, une demi-heure plus tard, cette fois armé. L'individu était redevenu furieux et il n'était plus question d'y aller les mains dans les poches. Nous avons entrebâillé une porte, un de nos garçons a réussi à récupérer un enfant que nous avons attrapé par un pied. A ce moment-là, l'homme s'en est aperçu, et a lui aussi essayé d'agripper l'enfant. Trois hommes du GIGN se sont jetés sur le forcené qui hurlait et qui avait toujours son fusil à la main. Non sans mal, ils ont réussi à le maîtriser. Pour détecter le moment propice à notre intervention, lorsque le forcené s'assoupit, nous avons un matériel spécial, permettant des écoutes murales. Ce sont des sortes de stéthoscopes munis d'un amplificateur. On place des micros un peu partout, contre les murs, et nous cherchons la plus grande intensité. Ainsi nous arrivons à connaître l'emplacement exacte des gens dans la pièce, simplement grâce au bruit ou aux voix. Et en plus nous pouvons enregistrer, ce qui laisse une trace. Nous pouvons sonder les plafonds, les planchers, les murs, et il est même arrivé, dans certains cas, que nous entendions la respiration d'un forcené. J'ai parfois utilisé des gaz incapacitants très puissants, jamais cependant dans les cas où des enfants se trouvaient dans la maison.

Les hésitations des autorités administratives ou judiciaires ont souvent fortement compliqué les opérations du GIGN. Après les premières observations, nous savions comment procéder, par où entrer et si l'on pouvait ou non maîtriser l'individu barricadé. Notre dispositif en place, nous demandions carte blanche, l'autorisation d'intervenir au bon moment, quand, par exemple, l'homme passait la tête par une fenêtre, etc. A cet instant précis, il faut pouvoir donner le top, avoir le droit de foncer, sans avoir à consulter le préfet.

L'inertie administrative nous a joué de mauvais tours. A Briare, près d'Orléans, un harki avait pris sa femme en otage. De sa fenêtre, il avait tiré comme à la foire. Trois voisins avaient été tués, et malgré l'intervention des gendarmes, il avait continué à tirer sur les voitures de la nationale 20, qui passait à proximité de chez lui. J'avais réussi à entrer en contact avec lui. J'étais à vingt mètres. Je voulais voir sa femme et je lui ai demandé de me la montrer à la fenêtre. Il m'a répondu : « Tu ne peux pas, je l'ai tuée » Les autorités se sont alors mises à montrer des signes d'indécision. Au même moment, j'amenais progressivement le forcené à sortir le canon de son fusil par la fenêtre. J'étais moi-même armé d'un riot-gun (fusil antiémeute) à cartouches de chasse. Je pouvais lui cribler la main et lui faire lâcher son fusil. Mais, à l'émetteur radio, le procureur de la République m'a formellement interdit de tirer. J'ai insisté et j'ai alors entendu Prouteau m'engueuler, m'ordonnant de ne rien tenter. Il jouait la carte du procureur. Dix minutes plus tard, le harki a fermé sa fenêtre. Nous avons perdu une occasion d'en finir en douceur. Quand le procureur a cessé d'hésiter, épuisé son temps de réflexion, il a enfin donné son accord pour l'assaut. J'ai refusé d'y retourner. Avec mon équipe, nous sommes restés en soutien.

La seconde équipe était occupée à coller des explosifs sur la porte, quand brusquement le forcené l'a ouverte. Le gendarme en couverture a tiré à deux reprises. Au lieu de travailler en finesse, nous nous retrouvions en pleine agression, le forcené fou furieux excité par les coups de feu, et tout notre plan par terre. L'homme a refermé la porte avant qu'elle n'explose. Les chiens ont été lâchés. Il y avait de la fumée partout. Les plafonds s'effondraient. Le gendarme de tête, Bollet, celui qui avait foncé le premier, a été touché à deux mètres d'un tir de chevrotines neuf grains.

Prouteau a sonné le repli général. Notre forcené a eu encore le temps d' « allumer » un autre membre du GIGN avant d'être abattu d'une balle de 357 Magnum dans la tête. Mauvais travail ! Du gâchis ! J'étais furieux, le harki était mort, Bollet était blessé. J'ai dit à Prouteau que si Bollet était grièvement blessé, je lui collais ma démission.

Il a été assommé par le choc mais sauvé par son gilet pare-balles¹.

En fait, il ne souffrait que d'un gros hématome sous son gilet pare-balles. J'avais dit cela sous le coup de la colère. Prouteau est revenu le premier vers moi, très ennuyé. « Calme-toi, m'a-t-il dit, tu avais raison, je n'aurais pas dû écouter le procureur. Mais on s'en est bien sorti. » J'avais obéi à un ordre et je m'en voulais, car ma position était juste. Je crois qu'aujourd'hui, dans la même situation, je tirerais dans la main du forcené sans attendre l'ordre de qui que ce soit...

La nuit la plus longue de ma vie, au cours de laquelle mes hommes ont pris d'énormes risques, a certainement été celle du Fort-Chabrol d'un ancien harki qui se sentait abandonné de tous, à Deyvillers, dans les Vosges. C'est aussi la dernière opération de ce type qu'a menée le GIGN, et je la commandais. A l'époque, j'avais deux casquettes : je dirigeais le GIGN sur le plan opérationnel et j'étais chargé d'organiser la lutte contre le terrorisme pour le compte de la cellule élyséenne. Je pense que mes hommes n'auraient pas accepté, cette nuit-là, un autre chef que moi.

Le mercredi 3 novembre 1982, en fin de matinée, vers 11 heures, deux employés de l'EDF frappent à la porte de M. Ahmed Bouhzan, quarante-quatre ans, un ancien harki arrivé en France en 1962 avec le K régiment de tirailleurs et devenu ouvrier d'usine. Ils lui annoncent qu'ils vont lui couper l'électricité. Ils sont accompagnés du garde champêtre du village.

Devant le refus de l'abonné de leur ouvrir sa porte, ils vont voir le maire pour prendre conseil. En début d'après-midi, les deux employés se présentent à nouveau, encadrés de deux gendarmes de la brigade territoriale d'Épinal.

Ahmed Bouhzan les apostrophe : « Vous n'avez rien à foutre ici. » Les deux hommes de l'EDF, sous la protection des deux gendarmes, déploient leur matériel pendant qu'Ahmed Bouhzan monte au premier étage. Il se saisit d'un fusil de chasse et commence à tirer des balles à ailettes pour sanglier en direction des deux hommes. Les employés de l'EDF s'effondrent. L'un est touché au bas-ventre, l'autre à l'abdomen et à la hanche.

Aussitôt, les gendarmes donnent l'alerte. Des voisins parviennent à retirer les blessés des abords immédiats de la maison. Ahmed Bouhzan, furieux, s'est posté à une autre fenêtre et tire sur les gens du village. Il touche de trois balles et tue le doyen de la commune, un homme de quatre-vingt-six ans, le seul qui lui adressait la parole.

Le tireur fou se met à arroser la nationale entre Épinal et Saint-Dié. Il blesse légèrement un chauffeur routier. Puis, vers 15 h 30, il se retranche dans sa maison pendant que les services de gendarmerie, les pompiers et le substitut du procureur arrivent sur place. Personne ne peut aller rechercher le mourant qui gît dans un verger, à côté de la maison, en zone découverte.

Comme d'habitude, lorsque la situation est désespérée, nous sommes alertés. Deux minutes plus tard, trois officiers et dix-sept sous-officiers commencent la course pour rejoindre l'aéroport de Villacoublay. Deux Nord 262 ont été mis à notre disposition par le ministère de la Défense. L'ambiance est bonne. Le GIGN a été créé pour ce type d'opération très dure, qui resserre les liens entre les hommes, et chacun est décontracté face au danger. Nous arrivons sur la base de Mirecourt dans les Vosges à 18 h 57. Toute une kyrielle de voitures de gendarmerie munies de gyrophares nous attendent pour embarquer. Nous avons emporté avec nous environ cinq cents kilos de matériel.

Nous sommes sur place à 19 h 15 : un village des Vosges, une longue rue droite avec, d'un côté, une maison attenante à deux autres résidences, comportant un porche. Elle ressemble à une petite ferme. Je prends contact avec les autorités présentes, le colonel commandant le groupement, un capitaine, qui est un ami à moi, le maire du village, le représentant du préfet, le procureur...

Comme d'habitude je fais le point de la situation. Celle-ci est vraiment dramatique. Je rappelle qu'un homme a déjà été tué et que cinq personnes ont été grièvement blessées, deux sont dans le coma. La maison où le forcené s'est retranché n'a qu'un étage. D'un côté, elle donne sur la nationale, de l'autre sur un petit jardin entouré de grillage. Ahmed Bouhzan a fermé toutes les portes et les fenêtres. Il utilise un fusil de chasse, calibre 12, et il ne tire que des balles à sanglier.

Avec mon adjoint, le capitaine Masselin qui me succédera, sans gilet pare-balles et sans protection, nous effectuons une première reconnaissance au plus près de l'objectif. Je trouve un point d'observation, une villa très proche de la maison, qui nous permettra de suivre les déplacements du forcené avec un maximum de discrétion. Il fait déjà froid, la maison est faiblement éclairée par un lampadaire dans la rue. Très vite nous constatons, en voyant les blessures des habitants et des employés de l'EDF, que le tireur est excellent. Il est d'une redoutable efficacité.

Je place des tireurs d'élite tout autour de la maison, afin d'éviter que notre adversaire puisse sortir et se réfugier ailleurs. Dès cette mise en place, notre adversaire tient à marquer son domaine. Il tente d'éviter toute implantation à moins de cinquante mètres de sa maison. Tout de suite il ouvre le feu sur les deux gendarmes du GIGN, Pignon et Cartier, heureusement sans les toucher. Ils ont l'expérience du feu, sont très mobiles, vifs, mais les balles leur ont frôlé la tête. D'entrée le ton a été donné.

Je réalise alors que le forcené qui s'est barricadé se déplace très rapidement à l'intérieur de sa maison, d'une fenêtre à la porte, de la grange à l'étage. En fait il tient ainsi tout le rez-de-chaussée et l'étage. J'utilise la technique du jeu de dames, avançant mes équipes les unes après les autres. Dès que l'un de mes hommes bouge devant ou derrière la maison, dès que l'une de nos équipes progresse de quelques mètres, il se remet à tirer.

Devant la maison, dans la rue, les employés de l'EDF avaient garé leur camion, qui est maintenant criblé de balles. Nous essayons d'approcher du véhicule, pour avoir une vue directe sur le porche. L'un de mes adjoints, le chef Laignel, dont l'équipe a déjà essuyé quatre tirs, est touché. Il fait un bond en arrière, et de la villa je le vois s'effondrer. En opération, je suis toujours armé d'un riot-gun automatique et je tire de la chevrotine neuf grains, qui disperse beaucoup mieux. Pour récupérer le chef Laignel, j'ouvre le feu à cinq reprises dans la direction du départ des coups. Cela permet à deux gendarmes du GIGN de sortir Laignel de l'angle de tir. Je pense qu'il a pris une balle à hauteur du centre. Nous l'examinons : il n'a qu'une petite coupure avec une toute petite goutte de sang. En réalité, il a pris un éclat. Laignel a été plus touché moralement que physiquement. Il continuera courageusement le combat toute la nuit.

Une troisième équipe tient la maison du côté des jardins, avec les tireurs d'élite. Ils sont prêts à partir à l'assaut. Le lieutenant Legorgus entend des balles de trente grammes lui passer au-dessus des oreilles pour la première fois de sa vie.

Ahmed Bouhzan cherche le combat avec nous. Il se croit dans une embuscade. C'est un ancien harki, qui veut régler des comptes. Il a de très beaux états de service, aux côtés de l'armée française. Il s'est retrouvé tout seul dans ce village, sans amis, sans compagne, et il s'est replié sur lui-même, sur les combats qu'il a livrés sur son sol natal. Je pense qu'il a décidé de mourir dans un dernier baroud d'honneur. Il veut faire Camerone, comme la Légion, face à la meilleure troupe d'élite qui existe, le GIGN. Il ne détient pas d'otage, donc je n'ai pas à donner un assaut, en prenant le risque de faire abattre mes gendarmes. C'est un jeu plus fin, plus subtil, qui va durer de longues heures.

Je décide de ne laisser aucun moment de répit à Ahmed Bouhzan et je commence, en prenant un minimum de risques, à faire ouvrir les portes et les fenêtres du rez-de-chaussée, de façon à localiser le tireur et lui interdire de se déplacer avec facilité, d'une pièce à l'autre. Chaque fois que nous touchons à une porte ou un volet, Ahmed Bouhzan ouvre le feu, toujours avec précision. En une demi-heure, il nous aura tiré une trentaine de fois dessus.

J'essaie aussi de dialoguer avec lui. Chaque tentative se solde par un échec. Le seul bruit que l'on entend est celui du réarmement de son fusil. Il n'y aura aucun mot, aucun cri, aucune injure. Il ne répond pas à nos appels, ne parle pas, se déplace comme un fauve. Il court d'une pièce à l'autre. Il ouvre le feu, il ne commet aucune erreur.

J'essaie d'ouvrir la porte cochère de son garage avec mon bras droit, je suis plaqué contre le mur et j'ai à la main un gant. Je suis couvert dans le dos par des tireurs qui sont à une centaine de mètres. Je place un pied de biche pour faire sauter la porte. Je suis à vingt mètres de Bouhzan. Il tire, la balle m'ouvre le gant, touche le pied de biche qui vole à une dizaine de mètres. La douleur est tellement vive que je pense avoir une partie de la main arrachée, mais je n'ai qu'une fracture.

Devant la violence et l'efficacité du tir et constatant notre échec à pénétrer par la fenêtre de la cuisine, je décide de mettre en œuvre des moyens un peu plus importants et de neutraliser le forcené avec des gaz, des disperseurs de grande capacité, que j'ai mis au point avec des amis ingénieurs. J'étudie le cubage de la maison, l'orientation du vent, l'importance des courants d'air, et nous mettons nos masques à gaz. Dès le début, cette diffusion des gaz se révèle très difficile. Ahmed Bouhzan se découvre et ouvre le feu sur ceux qui envoient le gaz. Je tiens moi-même la lance qui injecte mon gaz. Avec une précision diabolique, il tire dessus et la

déforme. Il empêche la diffusion des incapacitants. Malgré la forte quantité de gaz, le forcené ne toussera que pendant quelques minutes.

Nous ne pouvons pas utiliser notre appareil sans prendre des risques énormes. Je décide donc, vers 1 heure du matin, d'affiner mon dispositif. Il y a de plus en plus de gendarmes mobiles tout autour, un car-PC, des ambulances, des spectateurs, mais nous agissons en milieu clos.

Je n'ai pris aucune décision en ce qui concerne Ahmed Bouhzan. Je désire qu'il se rende. Je veux le capturer vivant. Nous n'entendons plus un seul bruit à l'intérieur de la maison. Bouhzan ne tousse plus. Je dois être offensif, le harceler pour l'empêcher de se reposer. Je décide d'engager mes maîtres chiens. Cette décision sera lourde de conséquences. J'appelle le chef Rudent qui est un vieux soldat et qui a un chien magnifique, un berger allemand que j'aime beaucoup, Arnaud. Je lui donne les consignes :

« Bouhzan est à l'intérieur. Si on donne un assaut, les premiers qui vont rentrer seront abattus. Il n'est pas question de faire tirer sur quelqu'un de chez nous. On va tout éteindre. Vous allez faire entrer votre chien par le garage, on va le couvrir avec une équipe. Il faut qu'Arnaud attaque Bouhzan. Nous suivons directement le chien. »

Le chien sent que c'est son heure. Il a entendu les coups de feu, sait ce qui se passe. Le maître colle sa tête contre celle de son chien, le caresse en lui disant : « Vas-y, mon petit, on compte sur toi, montre-leur ce que tu sais faire. Bouffe-le, bouffe-le... ».

Le maître chien parle pendant cinq minutes à son fidèle compagnon, qui a senti le moment. C'est une image assez extraordinaire, au milieu de la nuit, sous nos projecteurs, alors que la mort rôde autour de nous. Le chien est prêt. Le chef Rudent le lâche. Arnaud bondit dans le garage comme un fou pour se ruer sur Bouhzan. Un chien n'a pas peur, il est courageux, mais on ne peut pas tout lui expliquer. C'est une bête. Nous entendons deux coups de feu, et puis le silence. Enfin, un couinement horrible. Je vois Arnaud se traîner vers nous, déchiqueté, avec un trou gros comme deux mains dans le flanc. Le chef Rudent se précipite sur lui, le prend dans ses bras, lui parle, mais ses blessures sont mortelles.

Arnaud a, c'est évident, sauvé la vie d'un gendarme. Nous décidons de tenter une nouvelle méthode. Je fais placer des lampes torches tout autour de la maison, devant les fenêtres, pour pouvoir suivre plus aisément les déplacements de Bouhzan. Successivement il éteint cinq lampes. Son dernier coup de feu, c'est un record, est tiré moins de cinq secondes après que nous avons allumé la lampe. Je pense qu'il va épuiser ainsi ses munitions. Ahmed Bouhzan ne tire pas pour faire du bruit mais seulement à coup sûr, frôle à chaque fois mes hommes. Au bout d'une heure, alors qu'il a détruit toutes nos lampes et que j'ai fait mettre en batterie un projecteur prêté par les pompiers, je fais placer un nouveau tireur d'élite avec un fusil à lunette. Il est très éloigné, à plus de deux cents mètres, juste devant la porte que Bouhzan est obligé d'emprunter au moins une ou deux fois dans la nuit, s'il veut monter au premier étage. A 2 heures du matin, je commence à sentir la fatigue. Depuis le début des opérations, je suis seul au niveau du commandement. Juste avant le Fort-Chabrol je revenais d'une mission de l'étranger et je n'avais pas encore « épongé » le décalage horaire. Je vérifie une dernière fois mon dispositif. Je donne l'ordre à mes gens de ne rien tenter pendant une demi-heure. J'ai un coup de pompe. Je demande à mon fidèle Ferrero de me trouver une voiture. Il récupère une 305, chauffage en route, je bois du café brûlant, mets le siège en couchette. Et, pendant une demi-heure, c'est l'une de mes grandes facultés, je ferme les yeux et m'endors.

Lorsque je me réveille, je suis un autre homme, reposé, prêt à faire quelque chose de nouveau. Je décide d'aller voir le colonel commandant le groupement et le procureur, et je leur explique :

« Nous avons quelqu'un d'exceptionnel en face de nous, prêt à faire Camerone. Je ne peux plus prendre de risque pour le récupérer vivant. Je vous demande l'autorisation d'ouvrir le feu pour en terminer définitivement. »

Le procureur me dit :

« Mon capitaine, surtout ne risquez pas la vie de vos gendarmes, il y a déjà eu assez de dégâts comme ça. » Cela veut dire carte blanche... Merci.

Nous essayons une nouvelle fois de prendre contact avec Ahmed Bouhzan, qui ne répond pas et se moque bien de tout ce que l'on peut tenter. Pour provoquer sa réaction, pour l'obliger à changer de coin, je fais sauter à l'intérieur deux grenades offensives. En vieux soldat qui possède une parfaite expérience du combat, il ne réagit même pas.

Mais cette fois-ci nous avons fait un pas en avant. Nous l'avons parfaitement localisé dans la cuisine. Il ne peut plus sortir ni monter au premier étage. Je fais donc investir l'étage. Là, un des gendarmes, Lefèvre, trouve un tapis de prière posé en direction de La Mecque, une liasse de billets de cinq cents francs et les papiers d'identité de Bouhzan, en partie calcinés. J'en conclus que Bouhzan a décidé d'arrêter de vivre, que c'est sa dernière nuit. Il a fait ses dévotions, il est prêt à mourir en soldat.

Comme nous avons localisé Bouhzan et que nous le coinçons dans la cuisine, avec l'accord du deuxième maître chien, qui est mon ami Duquesne, garçon très courageux, qui a participé à de nombreuses opérations où il a engagé sa vie, je décide de faire ouvrir le feu à Bouhzan en lui présentant des lampes. Au même moment Duquesne enverra son superbe chien d'attaque, Rolympé, qui entrera par la cuisine dans un noir absolu dans le dos de Bouhzan. Le maître parle longuement à son chien qui est tout excité. Duquesne l'envoie à l'attaque. Et, là encore, deux coups de feu. Rolympé, blessé, revient mourir dans les bras de son maître.

De rage, je décide d'utiliser les grands moyens. Je fais ouvrir le portail à l'explosif. Le tireur d'élite placé à deux cents mètres a vue sur la cuisine. Il peut neutraliser Ahmed Bouhzan si celui-ci se déplace. A 6 h 10, le forcené est aperçu une fraction de seconde. A 7 h 05, il se démasque, au moment précis où j'essaie de faire entrer deux gendarmes dans une remise. Sur ordre, le tireur d'élite entre en action. Par radio, il m'annonce : « Mon capitaine, je l'ai touché à l'épaule. » Et puis, le silence. Le jour s'est levé. Je décide de faire entrer mes gendarmes dans la cuisine.

Là nous découvrons le cadavre d'Ahmed Bouhzan, par terre. Le tireur d'élite l'a atteint, comme il l'avait dit, à l'épaule. Mais il l'a touché de biais, la balle a traversé le thorax et les deux épaules. Bouhzan a son arme à la main, deux cartouches à l'intérieur, deux cartouchières autour de lui. Des étuis jonchent le sol. Jusqu'à la fin il a fait preuve d'une froide détermination.

Ahmed Bouhzan était un guerrier. Il avait particulièrement bien étudié toutes les possibilités d'intervention du groupe. Il avait mis en place une défense très efficace. Il n'a pas commis de faute, de toute la nuit. Il a succombé sous le nombre, à la fatigue. Il avait décidé de mourir en combattant, en soldat qu'il était, avec la nostalgie de ses combats passés. Seule une unité comme le GIGN pouvait neutraliser un individu de cette trempe sans avoir de nombreux hommes blessés ou tués.

Nous avons donné à Ahmed Bouhzan ce qu'il voulait, une dernière nuit de combat. Quelque temps plus tard, j'ai été violemment pris à partie par les animateurs de l'émission télévisée « 30 millions d'amis ». Ils me reprochaient d'avoir fait tuer deux chiens de combat. Paradoxalement, les mêmes personnes ne m'auraient peut-être pas reproché d'avoir fait tuer deux de mes hommes.

Le ministre de la Défense a reçu une lettre à laquelle il a répondu. Le ministre et le directeur de la gendarmerie m'ont donné des instructions afin que je fasse étudier un gilet pare-balles

pour chien. Les maîtres chiens sont les plus touchés dans cette affaire, mais ils ont compris que les chiens ne sont pas morts pour rien.

Ils ont, chacun, évité la mort à un homme. Nos deux chiens ont fait jusqu'au bout leur travail de chiens de la gendarmerie nationale.

DEUXIEME PARTIE

LE GIGN SUR TOUS LES FRONTS

CHAPITRE VIII

L'AMBASSADE D'IRAK

Fin juillet 1978, j'ai connu un retour de vacances éprouvant. Comme chaque année, pendant l'été, Christian Prouteau et moi nous relayons à la tête du GIGN aux mois de juillet et d'août. L'un et l'autre, nous revenons quelques jours avant la date de prise de commandement pour nous remettre dans le bain et nous passer les consignes.

Je suis à peine de retour lorsque, le dimanche 30 juillet, nous sommes appelés, le matin, sur une prise d'otages près d'Évreux, à Brionne. Je suis échangé contre les enfants que détient le forcené. A mains nues, je le désarme. J'ai failli être abattu, j'ai la trace de son fusil marquée sur la poitrine. Affaire classée. Nous allons tous au restaurant et, alors que Christian Prouteau et moi-même attaquons une pêche Melba, un gendarme de la brigade locale vient nous chercher : « Il y a une nouvelle prise d'otages. » Nous sommes persuadés que la direction n'a rien compris...

En fait, il s'agit bien d'une nouvelle opération, à deux cents kilomètres de là, dans le village de Montgonnerie. Les quinze hommes, les chiens, le matériel sont chargés dans trois 504 et nous voilà partis au milieu des embouteillages à plus de cent à l'heure, gyrophares allumés, sirènes hurlantes.

Dans une ferme, un fou s'est retranché avec ses deux enfants qu'il tient en otages. Son fusil s'enraye alors qu'il met en joue mon ami Jacques Henri. A 1 heure du matin, les deux enfants sont sauvés sans que nous ayons tiré un coup de feu. A 3 heures, nous sommes de retour à Maisons-Alfort.

Nous pensons pouvoir souffler un petit peu le lundi. A 11 heures, mise en alerte. La direction de la gendarmerie nous demande de nous rendre à l'ambassade d'Irak à Paris, c'est-à-dire en dehors de notre circonscription. Christian Prouteau et moi-même, nous nous retrouvons conseillers techniques, mis à la disposition de la Police nationale. Nos hommes doivent rester en réserve.

On ne sait pratiquement rien de la situation. Ce que l'on peut constater, sur place, c'est que la confusion la plus totale règne. A 9 h 55, deux Palestiniens, venus voir l'attaché militaire de l'ambassade d'Irak, sont entrés dans le hall du bâtiment, 53, rue de la Faisanderie. L'un des Palestiniens a lâché une grenade et tiré une rafale de pistolet mitrailleur avant de s'enfuir. Abandonné, son compagnon, qui est également armé, s'est enfermé dans l'ambassade en prenant des otages. Un garde de sécurité irakien a été mortellement blessé.

C'est l'époque où les Irakiens soutiennent les hommes du Front du refus d'Abou Nidal. Ils sont en guerre ouverte avec leurs frères palestiniens de l'OLP, dirigée par Yasser Arafat.

Rue de la Faisanderie, c'est la pagaille totale. Pierre Somvieille, le préfet de police, a délégué Jean Ducret, directeur de la police judiciaire, qui est entouré des commissaires Pierre Ottavioli, Robert Broussard et Marcel Leclerc. Il est impossible de savoir qui fait quoi. Cinq services de police différents, la Brigade criminelle, la brigade anti commando, l'antigang, la sécurité urbaine, le GIGN se croisent sans se connaître. Quelques policiers ont des brassards, d'autres pas. Le personnel de l'ambassade est mêlé aux forces de l'ordre, certains Irakiens ressemblent à des Européens, alors que certains policiers moustachus se confondent avec les Irakiens. Avec Prouteau, nous sommes les seuls à porter une tenue identifiable.

Je salue Broussard et Leclerc, on me présente Ducret et Ottavioli, pendant que Christian Prouteau commence à discuter avec le directeur de la police judiciaire, chargé de diriger les opérations. Il me fait signe d'aller faire une petite reconnaissance, le travail d'observation qui s'impose. A midi, la police ignore encore le nombre d'otages et de terroristes. On sait simplement qu'ils sont enfermés dans une pièce au premier étage de l'ambassade.

Ma première surprise, en dehors de la pagaille ambiante, est de constater qu'il y a du personnel de l'ambassade au deuxième étage, au-dessus des otages. Et puis je m'aperçois que tous les Irakiens que je croise sont armés. Dans la ceinture de leur pantalon est glissé un 11,43 ou un GP35. L'ambassadeur, élégant, très courtois, qui discute avec Jean Ducret, laisse voir sous sa veste un GP35, 9 mm, dont le chien est imprudemment armé. Moi-même je n'oserais pas me promener comme cela. D'un instant à l'autre une balle peut lui traverser le ventre... ou lui arracher carrément ses attributs d'homme !

Un Irakien me fait un grand sourire. Je l'invite à m'accompagner dans mon travail de reconnaissance. En compagnie de mon guide, je pénètre dans l'ambassade par une petite porte latérale. D'observation en observation, je constate qu'il n'y a aucune mise en place de faite, pas de tireurs dans les bâtiments voisins. Dans une prise d'otages, l'initiative appartient toujours au terroriste qui peut passer à l'action à tout instant. Dès le départ, c'est lui qui a choisi le moment et le lieu de son intervention. Face à cette situation, rien n'est prévu. Je rejoins Christian Prouteau et fais le point avec lui. Il me dit : « On n'est rien du tout, là-dedans. En plus on nous regarde en chiens de faïence... » Nous convenons que je retourne en observation, dans le bâtiment annexe de l'ambassade qui lui fait face.

J'aperçois Robert Broussard qui enfle un gilet pare-balles. Il a vu que le GIGN bougeait et il ne veut pas rester inactif. Il entre dans l'ambassade et tombe nez à nez avec un terroriste. Celui-ci lâche une rafale de pistolet mitrailleur Sterling dans le plafond. Broussard a juste le temps de voir qu'il a une grenade quadrillée, défensive, à la main. Le terroriste est assis dans le couloir, devant la porte du bureau dans lequel il a enfermé ses otages.

A partir du moment où Broussard a aperçu cette grenade, particulièrement meurtrière, les policiers vont considérer qu'il s'agit d'une affaire militaire et que c'est à nous, GIGN, d'intervenir.

Grenade contre grenade, je propose à Christian Prouteau que nous nous procurions une grenade défensive et la lancions sur le terroriste. Les Irakiens m'ont expliqué que les murs étaient porteurs et que les otages n'avaient rien à craindre. Nous n'avons pas de grenade défensive avec nous. Comme il s'agit de matériel de guerre, il faut demander l'autorisation de s'en procurer à la direction de la gendarmerie. Le message à peine envoyé, nous recevons l'accord de la hiérarchie. Il faut aller chercher les grenades au dépôt militaire de Melun. Un hélicoptère est prévu. Une heure de délai est nécessaire.

Un élément nouveau intervient entre-temps. L'ambassadeur de la Ligue arabe a entamé des négociations directes avec le terroriste. Celui-ci, coincé, abandonné par son complice, veut être conduit au prochain avion pour Alger. Décidément, c'est le repli...

Depuis que des coups de feu ont été tirés, il y a moins de monde dans la rue. Moi, je suis toujours avec mon Irakien souriant qui, en français, m'explique qu'il est le premier secrétaire de l'ambassade. Un inspecteur, très sympathique, grand — un mètre quatre-vingt-cinq —, dynamique, opérationnel, se joint à nous, au lieu de traîner avec les autres policiers. Comme moi, il tente de recueillir des renseignements, de « prendre la température ».

Je retourne voir Christian Prouteau et devant Jean Ducret je dis qu'il faut faire évacuer le personnel de l'ambassade. Jean Ducret nous explique que les Irakiens ne veulent pas. Ils sont solidaires des otages. Solidaires mais armés !

A cet instant, on nous annonce qu'il faut tout arrêter, le terroriste a décidé de se rendre. La coopération de l'ambassadeur d'Irak a été jusque-là totale. Il nous a ouvert toutes les portes de son ambassade et a donné carte blanche aux autorités françaises pour régler cette affaire. Seulement il y a un décalage entre l'Irak, pays pratiquement en guerre, et la France. Je comprends tellement bien les Irakiens, leur désir d'abattre le terroriste qui a tué lâchement l'un des leurs, que je lance sur ma petite radio portable qui me relie à Christian Prouteau : « Ils sont armés, ça va tourner au flingage général. » Une fois de plus on me rassure, il n'y a rien à craindre.

Pour la police, l'affaire est déjà réglée.

Le premier secrétaire de l'ambassade, toujours très courtois, m'invite à venir prendre un verre de jus de fruits et des gâteaux. Je suis toujours avec l'inspecteur de police et nous voyons tous les Irakiens « encalibrés » comme nous venir boire. L'un d'eux s'approche du premier secrétaire, l'ambassadeur veut le voir.

Quelques instants plus tard, le diplomate revient, plus du tout détendu. Il parle aux gardes du corps sur un ton très différent. Je les vois qui vérifient leurs armes. Ils sortent du bureau et vont, les uns après les autres, prendre position dans le garage qui fait face à l'entrée de l'ambassade.

Par radio, alors que nous avons la même longueur d'onde que tous les autres services de police, je lance :

« Christian, cinq Irakiens se mettent en embuscade. Ils ont vérifié leurs armes. Ils vont tuer le mec à sa sortie. Arrêtez tout. »

Nous ne sommes plus en pleine guerre des polices, mais des transistors et des mass média. La police a autorisé un caméraman d'Antenne 2 à filmer la « reddition » du terroriste.

Robert Broussard monte chercher le pistolet mitrailleur sterling et la grenade défensive russe du terroriste. Tout sourire, il sort ces armes à la main et les donne à l'un de ses hommes.

Marcel Leclerc arrive au volant d'une R 16 blanche, à l'arrière de laquelle est assis l'inspecteur Jacques Capella. Broussard remonte chercher le Palestinien avec deux autres inspecteurs.

De mon côté, toujours au rez-de-chaussée, en face de l'ambassade, j'ai sorti mon 357

Magnum. Je suis en position, ramassé, un genou à terre. Je dis à l'inspecteur, qui m'accompagne toujours, de se mettre en position de l'autre côté de la pièce.

Tout le monde descend. Au moment où le Palestinien va monter dans la voiture, comme des guignols qui sortent de leur boîte, bras en avant, les Irakiens s'avancent et tirent. Sur le Palestinien terroriste et sur personne d'autre. Il est certain qu'ils ne cherchent pas à tuer les policiers français.

Dec cet instant, tout le monde tire. Il y a une grêle de balles. J'entends une détonation très près de moi, le premier secrétaire de l'ambassade vient de m'« allumer » à deux mètres. Une seconde détonation claque. La balle me passe au-dessus des oreilles. Je plonge à l'extérieur, à plat ventre. Au même instant un inspecteur de l'antigang passe, et c'est lui qui est touché à la main. L'inspecteur qui est avec moi tente d'abattre le premier secrétaire de l'ambassade. C'est la confusion générale...

Jacques Capella, qui était près de la R 16, a déjà été tué. En tirant de nouveau, un inspecteur tue un Irakien et sauve la vie de Marcel Leclerc. Dès les premiers coups de feu, Robert Broussard est parti en courant. On ne sait où.

Je vois encore au deuxième étage une main qui dépasse avec un pistolet. On tire sur moi, puis n'importe où, au jugé. L'arrivée du GIGN sauvera la situation. Nos hommes étaient à deux cents mètres de là, derrière les barrières métalliques. Dès qu'ils ont entendu les premiers coups de feu, ils se sont précipités vers l'ambassade. Ils récupèrent un policier blessé d'une balle dans le dos. Leur arrivée en force renverse la situation, et pourtant ils n'ont pas tiré une cartouche.

Le Palestinien est blessé à une jambe, l'un des gardes du corps irakiens a été tué. Une centaine de coups de feu ont été tirés en l'espace d'une quarantaine de secondes. Christian Prouteau se rue vers moi.

« Tu n'as rien ? me dit-il. — Non, mais mon agresseur est dans le centre culturel. »

En un instant il le rattrape. De mon côté, je tiens en respect l'équipe qui nous a tiré dessus. Le chargeur de l'arme du premier secrétaire est vide. Pour moi, il n'est pas question de tirer.

Alors que Christian Prouteau tient le premier secrétaire par la cravate, Jean Ducret arrive. Il ordonne : « Lâchez-le, il a l'immunité diplomatique. » Christian Prouteau lui répond : « Il vient d'allumer Barril. »

L'inspecteur qui était avec moi, qui a vu le premier secrétaire me tirer dessus et blesser un inspecteur, et qui vient d'apprendre la mort de Capella, nous rejoint et demande au premier secrétaire s'il bénéficie de l'immunité diplomatique et, avant même qu'il ne réponde, le frappe violemment. A cet instant, Ducret donne l'ordre d'embarquer le diplomate.

Les policiers ont, de leur côté, arrêté deux autres Irakiens mais il n'est pas possible de savoir si ce sont eux qui ont tiré et tué Jacques Capella... J'en doute fort. Alors que Jean Ducret ne pense qu'à l'immunité diplomatique des Irakiens, c'est le moment de faire le bilan de l'opération. Il ne fallait pas laisser circuler les Irakiens armés près de l'ambassade; dans la pagaille générale, aucune équipe n'était prête pour faire face à un quelconque incident. Lorsque j'ai averti de l'embuscade, Jean Ducret a ri, et a seulement posé une question à S ambassadeur, qui n'était au courant de rien. Il fallait faire enfiler un gilet pare-balles au Palestinien. Autant de mesures simples qui auraient évité la mort de Capella tout comme celle d'un Irakien.

En vingt-quatre heures, j'ai manqué de me faire abattre trois fois. Quatorze impacts de balles seront relevés sur la voiture derrière laquelle je me suis réfugié, en position de tir. J'ai- eu beaucoup de chance.

Les trois Irakiens sont emmenés à la souricière du Palais de justice à Paris, alors que l'ambassadeur d'Irak dépose des dossiers d'habilitation pour eux au Quai d'Orsay. Couverts par l'immunité diplomatique, ils doivent être reconduits à la frontière.

Le gouvernement français sait très bien que s'il ne joue pas le jeu diplomatique, dans les semaines qui vont suivre il y aura des attentats, des représailles, entre autres contre nos ambassades dans les pays arabes.

Le 2 août, Kalak, le représentant à Paris de l'OLP, est tué au cours d'un attentat dans son bureau, au siège de l'organisation, boulevard Haussmann.

La fusillade de l'ambassade d'Irak à peine terminée, Christian Prouteau est convoqué à la direction de la gendarmerie. Il fait le point sur toutes les fautes commises par la Police nationale, mais apprend aussi que le GIGN est désigné pour conduire les trois Irakiens à l'aéroport d'Orly. Nous, nous avons été en première ligne. L'un des diplomates, le premier secrétaire de l'ambassade, m'a tiré dessus. Mais nous exécutons les ordres, sans haine et sans passion. Nous sommes des soldats.

Les policiers menacent d'abattre les Irakiens. Ils en veulent beaucoup à leur hiérarchie et en particulier au ministre de l'Intérieur, Christian Bonnet. Marcel Leclerc et Robert Broussard

sont solidaires de leurs hommes qui menacent, désormais, de ne plus se mettre en alerte pour des prises d'otages dans les ambassades des pays arabes, ainsi que de laisser leurs armes administratives dans les armoires.

Dans ces conditions, nous avons monté l'opération de récupération des Irakiens comme un coup de commando. Christian Prouteau m'a dit : « La tension monte. Avec une équipe, tu vas chercher les Irakiens. De mon côté, et par précaution, je prends une autre équipe en civil et nous vous couvrons. »

Nous arrivons à la souricière, derrière le quai des Orfèvres, siège de la police judiciaire, à bord de quatre breaks 504.

A peine entré, j'entends un gardien de la paix en uniforme crier : « Salopard de gendarme... Complice des assassins! ». Nous garons les voitures, prêtes à sortir en force, portières ouvertes. Mes hommes prennent position, l'arme à la main. Nous avons aussi les chiens. Il n'est pas question de prendre le risque de voir agresser les Irakiens. Au fond de la cour, accrochés à une grille métallique de plusieurs mètres de haut, nous voyons des policiers en civil. Leurs têtes dépassent, ils nous insultent.

Je monte à l'étage pour réceptionner les prisonniers. Quand on me les présente, je constate immédiatement qu'ils ont été tabassés. Ils portent des traces de bleus. Si, ce jour-là, j'avais obéi aux règles de procédure pénale, j'aurais été dans l'obligation de refuser de les prendre en charge et demandé qu'ils subissent un examen médical. Toujours sous la huée des policiers, nous répartissons les prisonniers dans les véhicules. Dans ma voiture, je fais asseoir le premier secrétaire d'ambassade, Al Sigad, qui a l'air soulagé de me voir. Il arbore un magnifique cocard à un œil, souvenir de la nuit passée en compagnie des policiers.

A la radio, Christian Prouteau m'a averti : « Surtout ne sors pas. Il y a dehors des types des brigades anticommandos qui veulent flinguer les prisonniers. »

Tout le monde est sur les nerfs. Je ne pense pas que l'un des inspecteurs nous « flinguera » réellement, mais j'ai ordonné à mes hommes de riposter si nous sommes « allumés ». Dans l'action, les décisions m'appartiennent, et à moi seul.

Mes hommes, toujours en accord avec moi, sortent des gilets pare-balles qu'ils font enfiler aux Irakiens. Nous cachons nos prisonniers sur les banquettes arrière des véhicules. Nous les protégerons quoi qu'il arrive.

J'appelle Prouteau : « Il faut que nous y allions, sinon nous allons manquer l'avion. »

Tous phares allumés, le portail métallique à peine ouvert, nous fonçons. Je ne m'arrêterais pas, si quelqu'un se mettait à travers de mon chemin. Au passage, nous bousculons quelques jeunes inspecteurs. Le convoi parti, personne ne peut nous suivre. Des motards tentent l'expérience. Nous prenons des sens interdits.

Arrivés à l'aéroport d'Orly, un escadron de gendarmes mobiles nous attend. Nous patientons tranquillement jusqu'à l'heure du départ de l'avion d'Irak Airlines. Les Irakiens partagent avec nous les sandwiches et les bières de l'escadron. Ibrahim m'explique qu'il regrette la mort de l'inspecteur Capella. Il m'invite à venir lui rendre visite à Bagdad.

Je monte le premier dans l'avion et je dis au commandant de bord : « J'ai trois passagers à vous remettre qui sont expulsés de France. — Je suis au courant, vous pouvez me les envoyer », me répond-il. Dans l'appareil, il y a un ministre d'Etat irakien, Aziz Ackaraoui, venu spécialement accueillir ses nationaux. Par trois fois nous poussons les Irakiens dans la carlingue. A notre geste théâtral, les passagers irakiens, majoritaires dans l'avion, répondent par un geste tout aussi symbolique : ils applaudissent les diplomates expulsés.

A Maisons-Alfort, nous commençons à recevoir des coups de téléphone de menaces et d'insultes, des « flics » toujours en colère. Le lendemain, jour de la mort de Kalak, nous décidons Prouteau et moi d'assister aux obsèques de Jacques Capella. Notre hiérarchie nous l'a déconseillé.

En grande tenue et, en ce qui me concerne, avec une arme, nous choisissons de faire front. Personne ne tente rien. Pas un mot. Surtout pas un geste. Prouteau s'est déjà accroché avec Broussard au téléphone : « Calme tes hommes... Nous aussi nous savons jouer à ce jeu-la. » Cela ne sera pas nécessaire. Nous réglerons ce différend par la suite, à la loyale, dans des opérations, où chacune des deux équipes rivalisera d'efficacité avec l'autre.

CHAPITRE IX

L'EXPULSION DE KLAUS CROISSANT

Les transferts de prisonniers faisaient partie des missions données au GIGN. L'un d'eux me laisse un souvenir très particulier.

Sur ordre de notre autorité légale, le ministre de la Défense, qui lui-même appliquait la décision politique du gouvernement, nous sommes allés chercher Klaus Croissant à la prison de la Santé pour le mener à la frontière. Klaus Croissant était présenté comme l'un des maîtres du terrorisme international. Arrêté en Fiance, alors qu'il était recherché en Allemagne de l'Ouest, il avait fait l'objet d'une demande d'extradition par son pays. Avocat, il était accusé de faire partie de la bande à Baader, le principal groupe terroriste allemand. A cette même époque, un important mouvement de soutien à Klaus Croissant est né dans les milieux de la gauche française. Baader était mort dans des conditions troubles en Allemagne. Outre que la gauche considérait que Klaus Croissant s'était contenté de remplir sa mission d'avocat, elle craignait pour lui qu'une extradition puisse être assimilée à un arrêt de mort.

Le 26 septembre 1978, je suis victime d'un très grave accident de parachutisme. Je devais embarquer seul dans un appareil. Au dernier moment je choisis de monter dans un autre avion, avec cinq de mes hommes. Alternativement, nous devons sauter chacun d'un côté de la carlingue. Je suis largué en même temps que le chef Rudent, un des plus anciens du GIGN, mais aussi un des plus forts physiquement. Nous nous heurtons en plein vol. Je me retrouve avec la jambe droite prise dans les suspentes de son parachute. Pour éviter d'emmêler encore les choses, je n'ai pas actionné mon ventral.

Nous nous sommes déventés mutuellement, à l'arrivée j'ai fait une chute d'une quinzaine de mètres. Je n'ai pas eu conscience du choc en touchant le sol. Je me suis réveillé à l'hôpital, avec un traumatisme crânien, fracture à la colonne vertébrale, tous les muscles déchirés. Je me serais suicidé, tellement la douleur était intense. Le chef Rudent était blessé à un genou. Quant à Jacques Henri, qui nous a vus partir comme des pierres, il a raté son atterrissage, trop préoccupé par ce qui nous arrivait. Il souffrait des vertèbres cervicales.

Le 12 novembre, je sors de l'hôpital. Il faut me porter. J'ai perdu dix kilos, j'ai vieilli de dix ans.

Le lendemain, Christian Prouteau est convoqué à la direction de la gendarmerie. On lui annonce que Klaus Croissant va être très prochainement extradé, alors que la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris ne s'est même pas encore réunie. Le personnel du GIGN est mis en alerte, car, évidemment, notre groupe est choisi par le pouvoir politique pour réaliser cette extradition.

Je suis exempt de service, le médecin, qui est contre ma sortie du Val-de-Grâce, m'ayant interdit de quitter mon domicile. Christian Prouteau vient me voir et me demande de participer au transfert. Comme je parle allemand, ma présence paraît souhaitable. Le plan est simple. Il s'agit de simuler un départ par Villacoublay alors qu'en réalité nous emprunterons la route. Le 16 novembre, j'entre à 11 heures dans la prison de la Santé. Nous convoyons un

détenu. Il s'agit d'un gendarme du GIGN qui donne le change et ne s'est pas rasé depuis quarante-huit heures.

Une longue attente commence dans la prison. A 16 heures, Klaus Croissant traverse la cour. Il revient de la chambre d'accusation. Il est souriant. Les magistrats ont donné un avis favorable à son extradition, mais ses avocats ont déposé un recours devant le conseil d'État. A 19 h 30, le directeur de la prison l'avertit. Le gouvernement passe outre à ce recours et décide de l'extrader. Il est pris d'une véritable crise de démence. Trois quarts d'heure plus tard, dix gardiens qui se débattent avec lui me l'amènent. Pour tenter de le neutraliser ils ont utilisé des gaz. Klaus Croissant est nu.

Face à lui, je suis convalescent, incapable de lutter. En allemand, je lui donne l'ordre de se rhabiller tout en lui précisant que je suis capitaine de gendarmerie. Il accepte, me disant : « Est-il possible que je fasse de la résistance passive ? » Ce n'était pas un problème. Nous montons tous dans un break 504. Avec un gendarme, j'encadre Klaus Croissant. Un magistrat du ministère de la Justice nous accompagne. Il est notre couverture légale. Le rôle du GIGN consiste uniquement à « reconduire un détenu jusqu'à la frontière en sûreté, avec le maximum de discrétion possible, s'opposer par la force, y compris avec l'usage des armes dans le cas de légitime défense, à toute action armée du type commando visant à libérer le détenu. Éviter à tout prix de tomber dans un rassemblement de manifestants quels qu'ils soient en s'éclairant au plus loin et en prévoyant des changements systématiques d'itinéraires. Cette mission revêt un caractère opérationnel évident, et le personnel, même s'il ne connaît pas le but précis de ce service, doit être mis en garde et invité à faire montre d'une extrême vigilance. L'opération prend pour nom Fox-Trot ».

Nous sommes en liaison radio avec Christian Prouteau qui est dans Paris, à l'extérieur de la prison. Un détachement particulièrement important de forces de l'ordre a été mis en place autour de la Santé. Tout le quartier est bouclé. Une première opération de diversion est prévue. Une voiture du GIGN, avec deux-tons et gyrophare allumé, escortée de motards, quitte la prison. Ils sont là pour entraîner les journalistes, les poursuivants éventuels. Pendant ce temps, dans la cour de la prison, le moteur de notre voiture tourne. Nous devons rejoindre l'escorte composée de deux voitures à bord desquelles sont installés des gendarmes du GIGN sous les ordres du capitaine Christian Prouteau. Notre voiture, cachant Klaus Croissant, doit se retrouver entre les deux autres véhicules.

Prouteau annonce son arrivée à la radio. La porte de la Santé s'ouvre. Ma voiture s'intercale dans le dispositif. Sur le boulevard, il y a des gyrophares partout. Soudain, des cars et des voitures de la préfecture de police bloquent le passage. Sirènes et coups de sifflet. Nos véhicules sont brusquement immobilisés. J'ouvre ma portière et, avec l'un de nos chiens policiers, je descends. Déjà un gendarme a enfoncé Klaus Croissant entre deux sièges, persuadé qu'il s'agit d'une embuscade. Trente secondes se passent. Toujours rien, si ce n'est le dispositif policier. Les ordres et les contrordres sont tellement nombreux que les policiers ont bouclé le dispositif devant nous au lieu de derrière.

Je remonte dans la voiture et nous partons cette fois à grande vitesse. Les trois voitures, pare-chocs contre pare-chocs, avec les gyrophares et les deux-tons, passent sur des trottoirs, empruntent des contre-allées. Le dialogue avec Klaus Croissant s'est bien engagé. Alors que nous arrivons sur l'autoroute de l'Est, il m'explique qu'il a déposé un recours devant le Conseil d'État contre la décision d'extradition prise par le gouvernement français malgré l'avis défavorable de la chambre d'accusation.

Il ne sait pas où on va. J'ai quelques provisions et il a encore les poumons pleins de gaz inhalé à la prison. Il mange mes trois sandwiches, boit mon Coca-Cola et mes deux Orangina !

Sur l'autoroute, Klaus Croissant s'inquiète. Il défend sa cause, se lamente. Il m'explique que si nous le remettons entre les mains des Allemands, nous aurons sa mort sur la conscience. Pour

lui, cela ne fait aucun doute, les Allemands vont le tuer. Il va être « suicidé » comme les autres, comme Baader.

Il m'explique aussi qu'un procureur de la République de Karlsruhe, en République fédérale allemande, destitué quelques années auparavant parce qu'il avait participé à des tortures en Pologne avec les SS, avait été réintégré dans la magistrature avec un grade supérieur. Ce type d'homme n'aura aucune pitié pour lui. Il met en doute l'attitude de ses avocats, accuse Valéry Giscard d'Estaing d'avoir cédé aux pressions d'Helmut Schmidt, le chancelier allemand. Dans l'immédiat, nous avons un problème matériel. Une quatrième voiture du GIGN nous suivait, en secours. Elle était bourrée de jerricans d'essence. Ainsi nous pouvions éviter de faire escale dans des stations-service sur l'autoroute et nous faire repérer. Le pare-brise de la voiture de secours, touché par un caillou, a volé en éclats. Il faut répartir les réserves d'essence dans les véhicules restants.

Nous avons des horaires très stricts à respecter. A chaque point il est prévu une liaison radio. Klaus Croissant, voyant le téléphone dans notre voiture, demande à appeler la présidence de la République pour faire valoir ses droits. Il veut demander où en est son recours. Je fais plus ou moins semblant d'essayer d'établir une liaison que je n'obtiens pas et que, techniquement, je ne peux pas obtenir.

Cinquante kilomètres après Reims, il nous faut faire une halte pour remplir les réservoirs d'essence. Une voiture part en avant pour repérer un parking dégagé. L'endroit est parfaitement sinistre ; il pleut, il neige, la nuit est noire. Arrivés sur place, les gendarmes descendent armes à la main, reconnaissent les lieux ; nos bergers allemands sont en position. Klaus Croissant est attaché à moi avec des menottes. Pour aller aux toilettes, en bordure du parking, près des bois, il faut emprunter un petit pont de bois. Klaus Croissant me tire vers lui et supplie : « Dites, dites, ce n'est pas là que vous allez me tuer ? »

Après une courte halte, nous reprenons la route. Klaus Croissant me fait toujours part de sa peur panique des Allemands. Une fois encore il m'explique que, pour lui, son pays c'est la mort. Il me demande d'être expulsé vers la Belgique. Pendant tout le voyage j'évite de lui dire qu'il est extradé.

A hauteur de Strasbourg, la radio grésille. Il n'est plus question d'aller sur la frontière à Kehl. Il faut obliquer vers le sud en direction de Colmar. Il semble que le directeur des opérations ait craint qu'un comité d'accueil nous attende à la frontière allemande. Je ne comprends plus guère ce qui se passe, pas plus que Klaus Croissant.

A Colmar, nous rejoignons le petit aéroport où un hélicoptère du GSG 9, les troupes antiterroristes allemandes, nous attend. Ces hommes n'ont rien à faire là, en France, bien au-delà de leur frontière. Nous taisons sortir notre prisonnier. Un garde allemand lui demande son nom et le prie de monter dans l'hélicoptère. Sans un mot, sans se retourner, il gravit les quelques marches, comme un condamné qui monte à l'échafaud.

Une fois encore je sers d'interprète et je fais donner par le magistrat détaché par la Chancellerie l'ordre d'extradition qu'il a dans sa serviette.

Nous revenons au ralenti, sous la neige, à Paris.

Comme je le pensais, Klaus Croissant n'a pas été tué en prison et, alors que la bande à Baader n'est presque plus qu'un mauvais souvenir pour l'Allemagne, il a été libéré et se trouve de nouveau à Paris, où il m'arrive parfois de le croiser...

CHAPITRE X

VOYAGE SUR UN ATOLL

Depuis sa création, le GIGN a rempli de nombreuses missions d'entraînement ou de sécurité dans les Dom-Tom, départements et territoires d'outre-mer. Nous avons assuré la protection de certains voyages du président de la République ou du Premier ministre. Mais, pour le GIGN, le souvenir le plus marquant reste le procès des sept indépendantistes tahitiens, dont Charlie Ching.

Plus que toute autre affaire, elle a parfaitement illustré le décalage entre la réalité sur place et les renseignements transmis aux autorités. Pour les DOM-TOM, l'exagération peut être d'autant plus forte que la distance est grande.

Le 13 août 1977, Olivier Stirn, secrétaire d'État aux Dom-Tom, est en visite officielle à Papeete lorsque la poste est détruite par une explosion. Seuls les bâtiments sont touchés. Dans la nuit du 19 au 20 juillet, plusieurs dizaines de kilos de dynamite ont été volés sur un chantier. Cet attentat fait suite à des tentatives de sabotage de bateaux ou d'avions.

Dans la nuit du 26 au 27 août, un résident métropolitain, Pierre d'Angle-jean-Châtillon, est assassiné dans son lit, de deux décharges de fusil de chasse. Ces actes sont signés par un mystérieux commando indépendantiste du nom de « Te toto toupouna » (le Sang de nos ancêtres).

L'enquête conduit très vite la gendarmerie à un groupe d'indépendantistes connus, des jeunes gens qui s'opposent surtout aux expériences nucléaires françaises dans le Pacifique. Le chef de file de l'association, officiellement déclarée, est Charlie Ching, un Tahitien d'origine chinoise, âgé de quarante et un ans, candidat aux élections législatives partielles de 1976. Il est le fondateur du parti « Te taata tahiti diana » (le Tahitien libre). Son mouvement est resté à l'état embryonnaire. Cela explique, en partie, qu'il ait eu recours à la violence d'ordre terroriste.

Son arrestation, ainsi que celle de ses compagnons, a beaucoup ému la population de Papeete. Le vent de fronde « antimétro » a pris de l'ampleur. Le 14 janvier 1978 des détenus de la prison de Nuutania se sont révoltés. Le mouvement a été écrasé dans le sang, plusieurs prisonniers ont été tués.

Vus de Paris, tous ces événements apparaissent comme particulièrement graves — et certainement plus graves qu'ils ne le sont. La menace de révolte est jugée tellement importante que le gouvernement décide d'envoyer sur place, au moment du procès de Charlie Ching, un groupe du GIGN dirigé par l'officier en second. Ma mission est triple : « assurer la protection des personnalités insulaires et des magistrats pendant le procès, réaliser le transfert vers la métropole de Charlie Ching et de ses amis, enfin vérifier les formations alarmistes provenant de Papeete et faire un rapport sur l'aviation générale.

Le gouvernement craignait surtout des dérapages pendant le procès.

Les Renseignements Généraux faisaient état de risques de prises d'otages et d'attentats. On signalait aussi la présence auprès de militants canaques venus de Nouméa. Il fallait vérifier si la

ce était confrontée à une machination dans le Pacifique. En écho, naient régulièrement à Papeete les rumeurs d'agitation orchestrées les Australiens, qui cherchaient à nous faire perdre notre position le Pacifique, tout comme les Américains. Ne disait-on pas que les _ens se cachaient derrière le paravent séparatiste ?

e ministère de la Défense voulait savoir si nos sites d'expérimentation nucléaire étaient véritablement menacés.

Tout cela s'est révélé faux, en tout cas très exagéré, et, en quinze jours de travail, je me suis rendu compte que la France se trouvait amplement confrontée à un fort coup de fièvre tahitien. C'était essentiellement un problème de police. Ce qui se passait n'était pas

comparable avec le terrorisme international que les grandes puissances laissent depuis quelques années. L'archipel n'était pas sur le point de s'enflammer. Simplement, les policiers voyaient le mal partout et oubliaient d'employer le conditionnel dans leurs rapports. Ils avaient l'art de mettre en avant les ragots, les bruits incontrôlés qui courent.

Très souvent, ce type d'information est rassemblé dans les rapports concernant le terrorisme. Ces informations peu fiables, mal vérifiées, trompent les ministres.

La lutte antiterroriste a toujours été nourrie en France de ces rumeurs que les chefs de service gonflent, agitent sous le nez des politiques pour se faire mousser et se couvrir en cas d'incident. La plupart du temps, ces rapports de police sont un tissu de ragots, eux-mêmes en partie alimentés par des articles de presse, faits par des gens qui n'ont pas pris la peine de venir sur le terrain.

En 1979, tout le monde paniquait à Tahiti, à commencer par le haut commissaire de la République en Polynésie, Paul Cousserand. Devenu directeur général de la Police nationale après le 10 mai 1981, il sera limogé par Gaston Defferre à la suite des débordements de la manifestation de policiers de juin 1983. Des commissaires et des inspecteurs ont défilé devant le ministère de la Justice, place Vendôme, et terminé leur démonstration devant le ministère de l'Intérieur en faisant le salut fasciste.

Huit jours avant le procès, le 23 janvier 1979, douze gendarmes du GIGN et moi-même montons dans un DC8. Escale à Montréal puis à Los Angeles. Nous nous faisons passer pour des fonctionnaires. La mission est parfaitement secrète. Il n'est pas question de déclarer les trois tonnes d'armes et de matériel contenues dans les soutes de l'appareil. L'arrivée à Papeete est discrète et nous nous retrouvons dans un baraquement, éloignés de tous. J'ai une 4 L qui me permet de faire plusieurs tours sur l'unique route de l'île. Je rends visite aux élus, aux policiers, au directeur de la prison. A cette occasion, je constate que les détenus sont traités comme des bêtes. Je prends le pouls de Papeete.

Rapidement nous mettons en place nos plans d'action. Il s'agit seulement de ne pas nous laisser surprendre, en cas de coup dur. La situation nous paraît parfaitement calme. Nos principaux objectifs sont la prison, la salle du tribunal et les domiciles des magistrats. Une bonne partie de nos journées est occupée à parfaire notre entraînement physique, musculation et footing. Le premier matin, nous passons devant un panneau « tabou ». Nous continuons notre footing. Brusquement, nous voyons devant nous un type qui hurle. Nous n'avons pas le temps de nous expliquer qu'il a déjà lâché ses quatre bergers allemands. Nous avons un maître chien avec nous, l'incident nous amuse. Au même moment une énorme brute, cent vingt kilos, une machette de quatre-vingts centimètres dans une main, sort d'une baraque et commence à faire des moulinets en courant dans notre direction. Cette fois, c'est la grande rigolade. Le GIGN est en déroute, nous partons tous en courant. Nous apprendrons plus tard qu'il s'agit de gardes du corps qui assurent la sécurité d'une personnalité de l'île.

Il n'était pas question de nous rendre à Papeete sans m'entourer de mes vieux amis, de mon équipe de plongeurs. A la tombée du jour nous allions pêcher au fusil à harpon. Notre entraînement nous a permis de taquiner un peu les requins et de faire les plus belles plongées du monde !

Il n'y a eu aucun incident pendant le procès. Le seul élément important était la présence des responsables canaques, venus de Nouméa pour soutenir Charlie Ching et ses compagnons. Les autorités continuaient à être inquiètes. On savait tous que, Charlie Ching condamné, il faudrait le ramener en métropole.

Le 2 février, le verdict a été rendu. Des peines de cinq à vingt ans de réclusion criminelle, dont dix années pour Charlie Ching. Il était hors de question de rapatrier Charlie Ching directement en métropole. Personne ne pouvait dire précisément quel était le danger. Outre les incidents fomentés par les Canaques, on entrevoyait des problèmes provenant des services

spéciaux australiens ou encore de la CIA. Les craintes d'un État en termes d'ordre public ne sont jamais formulées avec précision. Cela tient du « on ne sait jamais », « mieux vaut être prudent », « nos ennemis intérieurs ou extérieurs sont partout... ».

A la demande du gouvernement, j'ai préparé un plan de départ. Une Caravelle devait attendre les sept Tahitiens et le GIGN à l'aéroport militaire. La Caravelle ne disposant pas d'une autonomie suffisante pour gagner la métropole, j'espérais que sa présence n'attirerait pas l'attention des amis de Charlie Ching. Avec cet avion nous pouvions gagner Hao, un atoll de trente kilomètres de long sur cent mètres de large. Petite base militaire, elle est gardée par trois gendarmes qui sont à la fois l'autorité civile et militaire pour les cent cinquante habitants qu'ils marient et qu'ils enterrent. Les gendarmes du bout du monde.

Au jour J, à l'heure H, le transfert depuis la prison de Papeete s'est bien passé. Des commandos de marine et la Légion étaient venus en renfort. Le problème s'est posé à l'aéroport. Quatre Polynésiens avaient enjambé les grilles qui entourent la base. L'un d'eux avait été intercepté par un chien policier qui l'avait littéralement déchiqueté. Les trois autres avaient fui. Il n'était pas possible de savoir s'ils avaient eu, ou non, le temps de saboter la Caravelle. Nous avons pris un autre avion. Nos terroristes n'étaient réellement pas dangereux. Ils étaient souriants, de gentils garçons.

Sur l'atoll Hao, nous devons attendre un nouvel avion, un DC8 TS, spécialement aménagé pour transporter les déchets nucléaires, pendant trois jours.

Nous étions loin de tous, dans des bungalows de l'armée. J'ai discuté avec Charlie Ching et nous avons passé un contrat moral. Je lui ai expliqué que je n'avais rien contre lui et ses amis. Puisque nous devons ser trois jours ensemble, autant les passer agréablement. Je lui demandai seulement de ne pas tenter de s'échapper. Il est allé voir ses amis. Après une rapide discussion, il a accepté.

Nous avons enlevé les menottes à Charlie Ching et à ses amis. Nous étions tous en maillot de bain. J'étais le seul à être armé et à ne pas quitter mon 357 Magnum. Au déjeuner, nous nous retrouvions tous ensemble, autour de la table. Au début du repas, nous avons vu nos sept terroristes se lever. Ils se sont mis à prier Dieu, mais aussi pour nous parce que nous les avons traités comme des êtres humains.

A partir de cet instant, nous n'avons pas cessé de pêcher ensemble.

Un d'eux était plongeur professionnel. Il a appris à Renaud René et à i-même à tirer les perroquets avec de grands fusils tahitiens. Nous mes retournés taquiner les requins... Nous avons aussi beaucoup lé avec Charlie Ching et ses compagnons de leur cause, de leur pays. Lorsqu'ils me faisaient part de leur nationalisme, j'avais l'impression d'entendre parler des Corses. Ils avaient le même attachement à leur contré, le même sentiment d'insulaires. Il est bien évident que je ne suis pas d'accord avec la violence dont ils ont fait preuve, le meurtre sordide de Pierre d'Angle-jean. Ces trois jours de farniente m'ont seulement permis de mieux appréhender l'histoire et les motivations du groupe Te toto toupouna.

Pendant notre séjour sur l'atoll, nous avons eu juste un problème. Un nous sommes en plein repas. Arrivent le chef de la brigade de gendarmerie et trois galonnés, des commandants... Je sens l'incident, sors en maillot de bain, toujours avec mon arme, et je leur dis :

- *C'est moi qui commande ici, que voulez-vous ?*

- *Nous appartenons à la Sécurité militaire. On vient voir ces salopards, les terroristes, s'ils ne vous posent pas de problèmes.*

Au même moment, ils entrent et ils voient une tablée. Je leur présente, assis à côté de moi, torse nu, comme nous, Charlie Ching. Je me fais alors injurier, traiter de traître. L'un des officiers affirme que je ne suis pas digne de porter un uniforme. J'étais d'ailleurs en maillot de bain civil. Les hommes dont vous avez la garde sont des criminels... Je lui coupe la parole et lui explique :

« C'est moi qui ai la responsabilité de ces gars. Je fais comme je veux pour le transfert. Je les amènerai à Paris. Tout se passe bien pour le moment. Ils ne peuvent pas s'évader; s'ils plongent, je nage plus vite qu'eux... »

Une fois de plus je mettais en application la méthode du GIGN. Nous intervenons sans haine et sans violence, dans la mesure du possible, et surtout sans chercher à juger. La violence n'existe qu'au moment de l'action, parce qu'elle est nécessaire, mais après c'est fini. Il n'y a pas de tabassage, et finalement cela paie à long terme. Cet incident s'est traduit, une fois de plus, par un rapport envoyé au ministère de la Défense. Ma mission étant réussie, il n'y a pas eu de suite.

Dans le délai prévu, un DC8 TS est venu nous chercher. Il nous a conduits en Guadeloupe, à la limite de ses réserves en carburant. Des sièges avaient été enlevés pour l'alléger. Sur l'aéroport, un escadron entier de gendarmerie mobile, plus de cent hommes, nous attendait. Nous avons fait le plein et sommes repartis en direction de Roissy. C'était l'hiver, il y avait dix centimètres de neige sur le sol. Charlie Ching avait des sandales tahitiennes aux pieds. A lui et à ses amis, nous avons donné des vêtements, tout en échangeant des adresses.

A nouveau jugé à Versailles, Charlie Ching et ses coaccusés ont été condamnés à des peines nettement moins sévères — de moitié, dans l'ensemble. En 1981, Charlie Ching a été gracié par le chef de l'État. Il est revenu discrètement à Tahiti, beaucoup plus discrètement que ne l'avait fait son oncle, le sénateur Pouvanaa a Oooba, l'animateur d'un parti nationaliste, le Regroupement des populations tahitiennes (RDPT). Celui-ci avait été condamné le 15 octobre 1958 à huit ans de réclusion criminelle et quinze ans d'interdiction de séjour pour avoir tenté d'incendier des édifices publics. Il avait aussi été gracié, par le président de Gaulle. A son retour à Tahiti, il avait été reçu comme un héros national.

CHAPITRE XI

MISSION SECRÈTE AU SALVADOR

Un des plus grands succès du GIGN a été la libération d'otages français dans un pays étranger, le Salvador, pratiquement à l'insu des autorités locales. Non seulement nous avons sauvé les quatre diplomates détenus, mais encore les seize terroristes du BPR, des jeunes gens de quinze à vingt-trois ans, totalement dépassés par les événements.

Le lundi 28 mai 1979, je suis de permanence au GIGN. Christian Prouteau est parti inspecter le dispositif de sécurité d'une centrale nucléaire en province. Le téléphone sonne. Le Quai d'Orsay. Un ministre plénipotentiaire, M. Cuvelier, chargé de l'Amérique centrale, veut me parler :

— Mon capitaine, j'ai l'accord du chef de l'État qui est au courant de ma démarche. Il faut que vous passiez immédiatement à mon bureau. Le plus grand secret doit être respecté. Ne rendez pas compte de cette conversation à votre hiérarchie...

Je pars au Quai d'Orsay, sans penser un seul instant qu'il peut s'agir d'une « embuscade ». Je ne peux guère vérifier auprès de Valéry Giscard d'Estaing les affirmations d'un de ses ministres.

Je suis attendu au Quai d'Orsay, on me présente M. Cuvelier qui est en compagnie de Marcel Leclerc, alors chef de la Brigade de recherche et d'intervention (BRI, la Brigade antigang). Sans autre préambule ? J'apprends que depuis le 4 mai notre personnel diplomatique à San Salvador, l'ambassadeur en tête, a été pris en otages, dans la légation française, par un groupe de guérilleros du Bloc pour la révolution T3PR). Au cours de

l'attaque, le gardien de l'ambassade, de nationalité salvadorienne, a été grièvement blessé d'une balle dans le ventre.

Je tombe des nues. L'information n'a pas fait de bruit en France. Le Quai d'Orsay et l'Elysée ont réussi pour une fois à garder un secret.

Le ministre me dit : « Voilà, vous savez tout. M. Valéry Giscard d'Estaing participe actuellement à une conférence à Athènes. Nous sommes lundi, tout doit être terminé jeudi soir. Vous avez carte blanche. »

Marcel Leclerc avait été envoyé au Salvador quelques jours auparavant, toujours dans le plus grand secret, pour les premiers repérages et pour tenter une médiation avec les guérilleros. Leclerc est un remarquable négociateur et, dans cette affaire, il a joué le jeu, sans chercher à mettre en avant les policiers. Il nous a donné les informations qu'il avait recueillies sur place et a très bien admis que le GIGN soit retenu pour l'opération de sauvetage des otages. J'ai toujours admiré Leclerc. Son départ de la Criminelle a été une grande erreur.

Je pense que le SDECE avait déjà envoyé au Salvador quelques-uns de ses hommes, mais si on a fait appel à Marcel Leclerc puis au GIGN, c'était bien la preuve que le SDECE était inopérant dans la circonstance. D'ailleurs, l'Amérique centrale n'a jamais été très infiltrée par ce service de contre-espionnage. L'effort de la France dans ce domaine n'a jamais porté, pour des raisons historiques, et par manque de moyens, que sur l'Afrique et un peu sur le Proche-Orient. Je crois que la seule personne qu'on aurait pu alors relier de près ou de loin au SDECE était un attaché militaire qui avait été en poste à l'ambassade de France à Mexico. Il avait été rappelé à Paris deux ans plus tôt.

Actuellement, la situation politique s'est améliorée depuis mai 1981. L'intérêt que porte la France à cette partie du monde, à mesure que la tension avec les États-Unis s'y accroît, nous a poussés à plus d'attention. Nos bonnes relations avec le Nicaragua sandiniste nous facilitent certaines implantations, mais pour combien de temps encore ?

Face au ministre plénipotentiaire et Marcel Leclerc, ma première réaction est de demander : « Où se trouve le Salvador ? Pouvez-vous me donner un atlas ? »

Nous allons déjeuner à la cafétéria du Quai d'Orsay. Le ministre doit prendre un avion dans deux heures. C'est tout le temps dont nous disposons pour mettre l'opération au point. Dès le premier coup d'œil sur la carte, j'explique qu'il faut que nous prenions appui sur la Guadeloupe où tout le personnel du GIGN — nous ne sommes encore qu'une trentaine — doit stationner en attente. Il n'est pas question de lancer l'opération sans que Christian Prouteau et moi-même partions au Salvador effectuer une reconnaissance.

Mes interlocuteurs m'expliquent que la situation sur place est confuse. Le gouvernement salvadorien a d'autres chats à fouetter. Le pays n'est plus gouverné, les assassinats politiques monnaie courante. Il se soucie peu de la prise d'otages. Il existe une sorte d'accord tacite et nous pouvons, nous, Français, régler ce problème par nous-mêmes. Les discussions en sont restées là.

Le ministre plénipotentiaire m'explique une nouvelle fois que l'opération doit rester secrète, que tout contact au Salvador doit être évité. Il n'est pas question de mener à l'ambassade un assaut armé qui risque d'entraîner des complications graves avec le gouvernement de ce pays d'Amérique centrale.

Je n'ai pratiquement pas le temps de poser de questions. M. Cuvelier me dit : « Je téléphone à votre ministre pour dire que vous avez donné votre accord. » Devant moi, il appelle M. Bourges, ministre de la Défense. Je comprends très bien que la conversation tourne au vinaigre, mais pour l'instant il faut faire vite. J'appelle Prouteau et je rentre à Maisons-Alfort sonner le rappel des troupes.

Toutes les missions du GIGN sont suspendues. Tous les hommes en stage sont rappelés. Pour rentrer, ils se débrouillent avec les moyens du bord, le train, la route ou l'avion. Nous

avons carte blanche. Un gendarme qui a un bras fracturé casse son plâtre pour participer à l'opération.

Un DC 8 de la présidence de la République, dont l'inscription « République française » est effacée, est affrété. Dans ses soutes, plusieurs tonnes de matériel sont chargées. Il doit emmener l'ensemble des gendarmes à la Guadeloupe.

Christian Prouteau m'a rejoint à Maisons-Alfort. Comme convenu avec le ministre plénipotentiaire, il partira avec moi en opération de reconnaissance à San Salvador. Nous avons de faux passeports : Christian Prouteau est représentant en matériel électronique et moi journaliste.

Si nous sommes coincés au Salvador, il est convenu que nous appelons, ou faisons appeler, nos hommes par radio. Ils doivent alors embarquer dans le DC 8 et décoller en direction de l'Amérique centrale. Ce plan comporte une faille, et elle est d'importance : en cas de problème, le GIGN se retrouve sans officier.

Nous savons que nous allons en zone inconnue, sans concours logistique, sans moyen de repli si les choses tournent mal. Notre seul réconfort est l'antenne chirurgicale du Val-de-Grâce, un médecin et deux infirmières, très jolies, qui nous accompagnent.

La libération des otages ne nous pose pas de problèmes, a priori. Nous avons l'habitude. Que cela soit au Salvador ou en France, la méthode ne change pas beaucoup. Par contre, nous risquons de nombreux dérapages après l'opération proprement dite. Nous pouvons être attaqués par des terroristes à l'extérieur de l'ambassade, ou par la milice salvadorienne, ou encore par des policiers. Il est possible que tout le monde nous tombe dessus. Nous convenons donc, Prouteau et moi, de distribuer à tous, nos hommes des cartes de la capitale salvadorienne, avec ordre de se replier sur la présidence de la République salvadorienne en cas de besoin. Si les choses tournent mal, nous tenterons de nous défendre en recourant nous-mêmes à une prise d'otages. Dans cette perspective, nous convenons d'emporter avec nous trois mitrailleuses avec chacune quinze mille cartouches.

Nous savons que nous allons être seuls, sans assistance, et il nous faut penser à tout.

En pleins préparatifs, le lundi à 17 h 30, nous sommes reçus, Christian Prouteau et moi, au ministère de la Défense, par le directeur de cabinet du ministre, le préfet Masson, aujourd'hui sénateur.

Il nous interpelle : « Qui de vous deux est le capitaine Barril ? » Je lui réponds, et aussitôt le ciel s'écroule sur ma tête. « Vous avez déféré à un ordre d'un ministre qui n'est pas votre ministre de tutelle, vous encourez les sanctions les plus graves qu'un officier puisse recevoir... » Sans me laisser le temps de me justifier, de m'expliquer, il décroche son téléphone. Il appelle le directeur de la gendarmerie, M. Barbeau, lui demande de prendre les sanctions les plus graves à l'encontre du Capitaine Paul Barril, qui a déféré à un ordre d'un ministre qui n'est pas le sien. Je ne comprenais pas encore les subtilités ministérielles, mais je ne connaissais que la République !

Je vais une nouvelle fois risquer ma peau pour la France et je me fais fusiller administrativement par un préfet avant de partir... Je m'aperçois que ma carrière, qui devrait se terminer en apothéose, est déjà bien compromise. C'était un signe du destin.

Finalement, après quelques minutes de grande colère, M. Masson consent à se calmer et parle plus raisonnablement. Il nous dit : « Si, pour vous, cette opération est irréalisable ou si elle présente le moindre danger, je vous demande de la refuser. Ces gens du Quai d'Orsay se prennent pour des stars. S'ils croient qu'avec un groupe de trente gendarmes il est possible de mener une telle opération en plein Salvador, ils rêvent. »

Nous comprenons, Prouteau et moi, que le ministère de la Défense est vraiment défavorable à notre expédition, car la décision ne lui appartient pas ! Prouteau répond au directeur de cabinet que nous avons décidé de tenter notre chance et de partir.

Le lendemain matin, Christian Prouteau et moi prenons l'avion pour Mexico. Nous sommes sans arme, j'emmène simplement une ceinture munie d'une boucle poignard. Nous faisons escale à Houston, puis nous atterrissons à Mexico. Notre dernier contact avec la France sera l'ambassadeur de France au Mexique, qui nous attend à l'aéroport. Nous avons alors l'impression de vivre un roman d'espionnage suranné.

L'ambassadeur a un journal sous le bras, le Monde, comme signe de reconnaissance. Il nous aide à louer un avion, un Air Jet supersonique, avec un équipage mexicain. Nous avons carte blanche. Un excellent repas nous est servi à bord, peut-être le dernier, avec langouste, Champagne. Le voyage se passe très bien, mais l'équipage, qui connaît la situation politique du Salvador, refuse de s'y rendre. Il explique que c'est trop dangereux, et il accepte de s'arrêter à Guatemala City, où il est convenu qu'il nous attendra pendant trois jours, mais que nous devons payer d'avance, au cas où il nous arriverait malheur...

Arrivés sans encombre, nous contactons les diplomates de l'ambassade de France. Nous ne trouvons qu'un attaché commercial qui avait été auparavant en poste au Salvador. Nous parvenons à le persuader de nous emmener à bord d'une 504 Peugeot, par la route, jusqu'à San Salvador. Il nous explique qu'il y a une route de montagne moins surveillée que les autres, mais que l'on prend de gros risques. Elle pénètre jusqu'au Salvador.

Nous voilà partis dans une histoire complètement folle, sans armes, sans informations, avec un attaché commercial sympathique, mais qui crève de trouille, à la merci d'une patrouille militaire, des guérilleros, des miliciens, des bandits de grand chemin. Nous faisons connaissance de la forêt tropicale avec son humidité, ses ombres, son côté gluant qui crée la peur.

L'attaché commercial nous explique que, dans ces régions montagneuses, les policiers et les guérilleros font rarement de sommation. Ils sifflent la voiture quand elle est passée et ouvrent le feu par l'arrière. En apprenant cela, nous convenons avec Prouteau qu'il serait trop bête de se faire allumer tous les deux. En cas de fusillade, il faut que l'un de nous reste vivant pour terminer la mission. Alors, à tour de rôle, l'un de nous se couche sur la banquette arrière de la voiture. Par chance, cette nuit-là, nous n'avons croisé personne. Nous parvenons sans encombre dans les faubourgs de San Salvador. Notre unique contact est un diplomate français, le seul qui n'avait pas été pris en otage le 4 mai.

Nous nous rendons à sa résidence. Il doit être 3 heures du matin. Nous le réveillons par surprise. Il croit à un cambriolage, à une attaque. Nous le calmons en lui expliquant qui nous sommes et ce que nous venons faire. C'est un type assez fabuleux, courageux, qui a rapatrié sa femme et ses enfants mais qui reste là pour réaliser un contrat de deux milliards de francs, l'équipement d'un port de pêche. Il est en contact avec les otages, les terroristes, et plus largement avec la guérilla.

Pendant ce temps, notre groupe était arrivé en Guadeloupe. Nos hommes se faisaient passer pour deux équipes de footballeurs venus s'entraîner au soleil. Ils étaient vêtus en civil et avaient volontairement adopté un style débraillé de sportifs. Cela avait souverainement déplu au colonel commandant le groupement de gendarmerie. Ils ont attendu deux jours à l'hôtel Frantel, fréquentant la piscine et la plage aux frais du Quai d'Orsay. Notre DC 8 et notre matériel étaient sous bonne garde, dans un coin discret de l'aéroport.

Le mercredi matin, nous nous levons tard. Je devais partir seul à 8 h 30, mais, le décalage horaire aidant, je me suis réveillé à 9 heures passées. Un diplomate suisse, qui habite la maison d'à côté, Hugo Wey, cinquante-deux ans, a été tué d'une balle dans la tête à l'heure à laquelle j'aurais dû sortir. Aujourd'hui encore, je suis persuadé que nous avions été repérés et que cette balle m'était destinée. La situation, que nous ne maîtrisions déjà pas, nous échappe un peu plus. Des gens tentent d'empêcher notre intervention, peut-être les guérilleros, plus sûrement des militaires. L'attaché commercial français nous a expliqué que les Salvadoriens n'ont jusqu'ici rien fait pour libérer les otages. Ils laissent pourrir la situation, se contentant de

surveiller l'ambassade de France avec des engins blindés et des gardes armés, pour mieux justifier la répression contre les mouvements de libération dans la banlieue de San Salvador. Je pars, quand même, avec le Français, pour une reconnaissance détaillée de l'ambassade. Des soldats, en gilet pare-balles, sont postés dans la rue. Sur la façade du petit immeuble, je vois des banderoles vantant la révolution et les BPR.

Je joue le journaliste, trois appareils photo sur le ventre. Je remarque une bijouterie, une bâtisse accolée à l'ambassade, et j'y entre discrètement. La pièce est vide, à l'exception d'une secrétaire qui tape à la machine en me tournant le dos. Je réussis à monter au premier étage, puis à ouvrir la porte d'une chaufferie, dont le plafond est constitué de plaques de polystyrène. Avec mon ceinturon-poignard; j'en dévisse une. La fenêtre de l'ambassade est à moins de deux mètres. Un homme debout dans un coin tient une arme. Il ne me voit pas. Les terroristes s'attendent donc à une attaque par les toits. Tout le monde, otages et kidnappeurs, se tient dans cette pièce. En quelques minutes d'observation, je dénombre seize preneurs d'otages et les quatre Français dont j'avais vu les photographies à Paris.

A ma grande surprise, je réalise que les terroristes sont des étudiants, très, très jeunes. Parmi eux je remarque une adolescente qui n'a certainement pas plus d'une quinzaine d'années. Finalement, je redescends de mon perchoir. Dans la rue, je suis arrêté par des officiers de l'armée. Pistolet mitrailleur sur le ventre, je suis conduit au commissariat. Ils veulent m'emmener au poste central. Je les amuse, je leur dis que je suis photographe de presse, et ça se passe assez bien. Je garde le sourire et je fais le clown. Un signe de l'officier et je suis remis en liberté dans la rue, avec un coup de pied aux fesses.

Pendant ce temps-là, Christian Prouteau, qui avait emmené avec lui des barbituriques, les broie, en fait de la poudre, ouvre les bouteilles de Coca-Cola et prépare de curieux cocktails. Notre compagnon français a encore le droit de porter chaque jour de la nourriture aux otages, et nous espérons calmer les ravisseurs, atténuer leurs réflexes avec les barbituriques. Nous avons déjà tenté ce type d'opération sur des forcenés. Il nous est même arrivé, au GIGN, d'injecter des laxatifs liquides dans de la nourriture. Tous les terroristes du monde et tous les otages ont moins d'agressivité s'il faut se rendre aux toilettes tous les quarts d'heure et tous au même moment !

Nous passons le reste de la journée du mercredi à reconnaître le parcours de l'aéroport à l'ambassade, à le minuter. Puis nous louons un car que nous plaçons près de l'aéroport. Nous décidons d'éviter les routes d'accès, pourvues de postes militaires avec des mitrailleuses en batteries.

Notre plan est simple : à l'atterrissage du DC 8 nous foncerons à l'ambassade sans nous occuper de personne. Arrivés sur place, nous attaquerons la porte, peut-être avec une voiture pour faire croire à un accident, et nous lâcherons nos gaz paralysants par tous les orifices possibles. Nous prendrons alors les Français, et retour à l'aéroport.

Les autorités françaises nous ont assuré que le Salvador laisserait le GIGN opérer, mais nous ne pouvons nous en assurer nous-mêmes, car les contacts directs sur place nous sont interdits. Donc il faut foncer. Comme les choses n'avancent pas trop mal ce mercredi-là, nous reprenons très vite le chemin du Guatemala, par la route, sans plus d'encombrés qu'à l'aller. Notre avion et son équipage nous attendent, comme convenu. Nous repartons pour la Guadeloupe via la Jamaïque !

Le plan que nous avons mis au point au Salvador va être partiellement modifié par les événements. Notre présence à San Salvador a bel et bien été découverte. Beaucoup de gens sont désormais au courant du projet d'intervention, notamment le BPR, qui a fait savoir à notre ami l'attaché commercial que ses seize membres acceptent de se rendre au GIGN à condition d'avoir la garantie de monter à bord du DC 8 et de quitter le Salvador.

Paris donne plus ou moins son accord de principe pour l'embarquement des ravisseurs. Nous comprenons que l'armée salvadorienne et la guérilla se sont engagées dans une partie de bras

de fer dont notre ambassadeur et ses trois compagnons d'infortune risquent bien de faire les frais. Le mercredi matin, l'armée a d'ailleurs tranché à la machette les seins d'une trentaine de femmes dans une plantation de café. Elles étaient soupçonnées d'avoir protégé la fuite d'un membre du BPR. Les seize ravisseurs ont compris que leur seule chance de salut est de se rendre au GIGN et de quitter à tout jamais leur beau pays.

Le jeudi, nous lançons l'opération. Pour poser le DC 8 du GIGN chargé jusqu'à la gueule d'hommes et de matériel, nous faisons croire à la tour de contrôle qu'un moteur est en feu. Sur la piste, personne ne nous attend. L'aéroport n'est gardé que par des cadets jouant au football, des gosses en uniforme qui ouvrent des yeux ronds en nous regardant passer, sans intervenir. A partir de cet instant, nous croyons en notre bonne étoile. Nous allons réussir. Nous prenons le car, nos trente gendarmes vêtus de blousons d'entraînement et de blue-jeans. Nos armes et les caisses de grenades sont sous les sièges. Nous voulons faire croire à un groupe de touristes en balade.

Il ne faut pas attirer l'attention. Je dois dire que personne dans les rues ne semble s'intéresser à nous. Pas de soldats, peu de monde ; il est très tôt, le jour n'est pas encore levé. Ensuite, tout va très vite. L'ambassade paraît peu gardée. Les soldats, aux alentours, doivent avoir reçu l'ordre de nous laisser approcher. Un homme ouvre la porte du bâtiment, de l'intérieur. Nous disons que nous sommes français. Les militants du BPR sortent et nous remettent leurs armes : des fusils de chasse et de vieux revolvers. Ils meurent littéralement de peur, ces gosses. Ils regardent autour d'eux, persuadés que derrière nous les Salvadoriens leur tendent un piège mortel. Ils nous obéissent aveuglément, nous adressant des signes de gratitude, se mettant sous notre protection derrière nous. En aucun cas, je n'aurais pu tirer une balle sur ces gamins.

Tout cela me paraît fou, cette mission, cette reddition sans drame, au petit jour, dans un pays lointain. Mais nous n'avons pas encore le loisir d'y réfléchir. Nous pressons le mouvement, poussons dans le car M. Dondaine, notre ambassadeur, très dérouté, abasourdi, amaigri. Rapidement, il est rejoint par les autres otages et leurs ravisseurs. Sur la route de l'aéroport, aucune voiture de police ne cherche à nous intercepter. L'équipage du DC 8, des gens formidables qui ont fait l'objet d'une citation de la part du chef de l'État, a laissé les réacteurs en marche. Nous embarquons à toute allure. L'appareil se lance sur la piste, sans demander l'autorisation de décoller.

Les gosses du BPR ne comprennent pas ce qui leur arrive. Trois semaines d'une prise d'otages dont ils ne voyaient pas l'issue, et ils se retrouvent dans un avion français, des verres de jus de fruits à la main, les larmes aux yeux, assis au milieu d'un amas de matériel, le plus mortel qui soit. La plus âgée des terroristes, une jeune fille de vingt-trois ans, très émue, explique qu'elle n'a jamais pris l'avion. Il est sûr que pour elle et ses compagnons, nous sommes des chics types. Après leur avoir évité les balles de l'armée ou les geôles, nous leur offrons un baptême de l'air.

Par radio, les autorités françaises nous interdisent d'atterrir, avec les otages, sur le sol français. Le coup, cette fois, aurait été un peu fort. Nous ne pouvons plus échapper à l'incident diplomatique. Nous tournons alors dans le ciel de l'Amérique centrale, attendant que Paris trouve un point de chute pour nos bébés terroristes.

C'est Panama, finalement, qui accepte de leur donner asile. Nous nous posons. Dernières embrassades, les gosses quittent l'avion devant des gardes panaméens ébahis de voir nos terroristes donner l'accolade à des gendarmes français. L'histoire est terminée.

Quelques semaines après notre intervention, l'archevêque de San Salvador, un libéral, sera abattu d'une balle dans la tête. Un commando de l'Escadron de la mort a ouvert le feu dans la cathédrale, provoquant un véritable carnage, peut-être en représailles...

Pour nous, tout va bien. Paris ne tient pas à ce que nous rentrions immédiatement, à cause, je suppose, des fuites possibles dans la presse. Nous faisons une fête effrénée à Pointe-à-Pitre,

grâce à la générosité du Quai d'Orsay. Je me souviens d'avoir vu à 1 heure du matin les trente hommes du GIGN nus comme des vers s'ébattant dans la piscine de l'hôtel avec des clients, des clientes qui ignoraient à qui ils devaient les nombreuses tournées de la soirée. Pour les honneurs, cela a été décevant. Personne ne nous attendait à Paris. Nous sommes rentrés à Maisons-Alfort ranger le matériel. Nous avons, tout de même, réussi un joli coup, sans tirer une seule cartouche, dans une situation politique et diplomatique des plus confuses. Quant à la hiérarchie de la gendarmerie, on ne la voit que pour se faire engueuler en cas d'échec. Nous avons bien fait un rapport, mais il a été volé sur le siège arrière de la voiture de Christian Prouteau.

Il nous reste seulement un beau souvenir. L'un des plus beaux. Celui d'une opération totalement improvisée qui n'a laissé aucune trace : pas de problème, pas de mort, des terroristes en herbe qui doivent une fière chandelle à des gendarmes... et un comptable du Quai d'Orsay qui a dû trouver la note quand même un peu salée.

CHAPITRE XII

UN HÔTE EMBARRASSANT

Parmi les personnages que j'ai croisés, il y a aussi Jean Bedel Bokassa, l'ex-empereur de Centrafrique. Je l'ai même ceinturé et arrêté alors qu'il était dans une Caravelle, immobilisée, cernée de toutes parts, sur la base aérienne d'Évreux.

C'était en septembre 1979, au plus fort de ce que l'on a appelé l'opération Barracuda, ordonnée par M. Valéry Giscard d'Estaing. Le président de la République française avait décidé de destituer l'empereur Jean Bedel Bokassa, de provoquer sa chute, grâce à un coup d'Etat organisé par notre cher vieux SDECE.

Bokassa avait appris le coup d'État lancé par Paris, alors qu'il quittait Tripoli pour rentrer dans sa capitale. Il était allé chercher un secours financier auprès du colonel Kadhafi, inspectant au passage quatre cents officiers et sous-officiers centrafricains en stage en Libye.

Il a eu une idée fort embarrassante pour la France : s'enfuir du continent africain et gagner son pays d'adoption, la France. La Caravelle de location qu'il avait prise à Tripoli, avec un équipage français, a survolé, à la surprise générale, le territoire français. Le 21 septembre 1979, elle a demandé le droit d'atterrir à Paris. Le contrôle au sol l'a détournée sur Evreux.

Là, c'est la panique. Que faire de Bokassa qu'on vient de destituer à Bangui et que l'on retrouve en France ? La Caravelle, le samedi de son atterrissage, est immédiatement encerclée par des commandos de l'air. A l'intérieur, Bokassa et ses valises, que la presse pense déjà pleines de diamants, ses gardes du corps, un ou deux ministres...

Nous ne serons mis en alerte que le lendemain, le dimanche. La Caravelle est placée jusque-là sous l'étroite surveillance de centaines de militaires et de gendarmes. On a même mis en travers de la piste des jeeps équipées de mitrailleuses A.A. 52 en 7,5.

Le GIGN n'avait pas d'ordres très précis, comme d'habitude. C'était à nous de voir. Il faut dire que c'était agréable, cette liberté de manœuvre souvent laissée au GIGN. Je dois reconnaître que j'y prenais goût. Au bout de deux ou trois heures d'attente, comme il ne se passait rien sur la base, Christian Prouteau et moi avons décidé de monter à bord de la Caravelle.

Régulièrement, l'équipage abaissait l'escalier arrière de l'avion pour renouveler l'air. Nous avons attendu que l'opération soit recommencée. J'ai foncé, revolver à la main. Je suis passé

en courant dans la travée centrale, bousculant les gardes du corps. J'avais pour seule mission d'arriver jusqu'à l'empereur. Prouteau me suivait, un revolver dans chaque main pour tenir en respect les gardes et les ministres. Bokassa était assis à droite, à l'avant, dans un compartiment spécial. Je lui ai sauté dessus en l'immobilisant selon ma bonne vieille méthode. L'adversaire ne peut plus alors faire le moindre mouvement.

Je lui ai dit qui j'étais et ce que je venais faire, l'arrêter. Il m'a répondu : « Mon capitaine, je vous comprends, faites votre devoir d'officier. »

Je l'ai fouillé, il n'était pas armé. Il tenait à la main sa fameuse canne en bambou, celle qui d'après ses détracteurs lui servait à tuer des enfants. Je peux affirmer qu'il est impossible de tuer ou de blesser quiconque avec cette canne. C'est un objet de parade avec des motifs d'ivoire, d'ébène et d'or qui est beaucoup trop fragile. Plus tard, je me suis renseigné auprès des établissements Arthus Bertrand, qui avaient fabriqué la canne : elle valait une quinzaine de millions de centimes.

Il n'y avait pas un seul petit diamant ! Tout cela était de la légende. Dans la première valise, j'ai trouvé des chaussures en crocodile, avec des lisérés d'or sur les talons. La seconde était pleine de cravates et de ceintures de cuir. J'ai eu du mal à ouvrir la troisième, un gros attaché-case. Pour la première fois depuis mon intrusion, l'empereur a protesté : « Ne touchez pas à ça, on me l'a donné ! » La mallette était fermée par une combinaison. Je lui ai demandé avec fermeté de me donner le numéro. Sinon je tirais sur la serrure. Il n'a pas voulu que j'abîme son attaché-case et il a fini par me donner le code ; c'était 000...

La mallette était bourrée de liasses de dollars qui portaient encore la marque d'une banque libyenne. Les petites coupures faisaient au total cent mille dollars.

Prouteau a fait descendre les gardes du corps. Ils étaient plutôt soulagés. Pour eux, l'aventure s'achevait sans histoires. Les pauvres vieux, ce n'étaient pas des spécialistes de la protection mais des employés de Berengo qu'on avait enrôlés d'office en échange d'un transistor chacun. Nous avons mis Bokassa dans une chambre et nous avons attendu que l'Elysée prenne une décision au sujet de l'empereur. Les conseillers, les ministres centrafricains annonçaient qu'ils ne voulaient pas rester avec Jean Bedel Bokassa. C'était la débandade générale.

Les événements sur la base d'Évreux annonçaient soit un exil lointain, soit une incarcération. Une femme était à bord, la secrétaire particulière de l'empereur. Elle aussi voulait rester, elle bénéficiait de la double nationalité française et centrafricaine. J'ai été obligé de la fouiller à corps. Cela a été moins désagréable que pour les hommes, mais, à ma grande surprise, j'ai trouvé dans son corsage plusieurs millions de francs CFA. Bokassa les lui avait donnés, m'a-t-elle dit. Je les lui ai rendus. Ce n'était pas ce que nous cherchions.

Nous étions intéressés par les documents. Tout ce que la présidence de la République craignait de voir sortir dans la presse concernant les diamants, les relations entre Jean Bedel Bokassa et Valéry Giscard d'Estaing. Des lettres de remerciement... Bref des documents que, nous pensions, l'ex-empereur avait toujours sur lui. Les hostilités étaient ouvertes depuis des mois entre la France et la République Centrafricaine. Ces documents, le SDECE les a cherchés partout. On croyait les avoir trouvés lorsque la DST a arrêté imprudemment huit mois plus tard et fait incarcérer Roger Delpey à sa sortie de l'ambassade de Libye à Paris. Finalement, ce dimanche, l'Elysée a pris une décision. On a trouvé pour Jean Bedel Bokassa une terre d'accueil. Un DC 8 spécial a été affrété et le GIGN a reçu pour mission d'escorter l'empereur pour une destination encore inconnue. L'empereur ne savait rien, il nous posait des questions mais nous ne pouvions pas lui répondre. Il n'était plus qu'un colis embarrassant. Seuls deux membres de sa suite sont restés avec lui. Les autres se sont esquivés après des interrogatoires conduits par des agents du SDECE. Dans l'avion, l'empereur déchu a joué aux cartes avec les hommes du GIGN qui lui disaient : « A toi, Jean Bedel, coupe ! »...

Il n'était plus qu'un homme perdu qui se rattachait à la sympathie ambiante, qui cherchait à se rassurer à l'aide d'un jeu de société.

Jean Bedel Bokassa est un vrai officier français, un capitaine comme moi. Avec nous, il retrouvait une ambiance militaire à laquelle il est très sensible. Il peut faire état de sa Légion d'honneur et d'une belle guerre en Indochine. A ce titre, il réclame la citoyenneté française, même si nos tribunaux la lui discutent. Il a moralement tout à fait le droit de vivre en France, même si cela gêne nos gouvernants. Il ne faut jamais oublier les services passés...

Valéry Giscard d'Estaing a réussi à persuader le président de la Côte-d'Ivoire, Félix Houphouët-Boigny, d'accueillir cet hôte dont la France ne voulait plus. Le président ivoirien l'a accueilli en lui disant : « Bienvenue, mon fils », et l'a embrassé sur le front.

Pendant quatre ans, Jean Bedel Bokassa s'est tenu tranquille à Abidjan où il était en résidence plus ou moins surveillée. Le 4 décembre 1983, les Français ont à nouveau entendu parler de lui. Jean Bedel Bokassa, avec l'une de ses femmes et quatorze de ses enfants, a débarqué d'un DC 8 à Roissy. En catastrophe, le gouvernement français a envoyé des CRS, des policiers des Renseignements généraux et de la Défense et surveillance du territoire (DST) surveiller la nouvelle résidence de l'ex-empereur à Hardricourt, dans les Yvelines.

Il a d'abord été question d'un rapide retour en Côte-d'Ivoire. La situation n'était pas simple. Avec l'affaire des diamants, Jean Bedel Bokassa a porté un lourd préjudice à Valéry Giscard d'Estaing. Le nouveau gouvernement français est forcé de composer avec l'ancien chef d'État africain, qui peut encore jouer une carte en Afrique.

Et puis, le président de la Côte-d'Ivoire, que Jean Bedel Bokassa met en cause, l'accusant de l'avoir maintenu à Abidjan contre sa volonté, ne veut plus donner un asile politique à l'ex-empereur. Il n'a pas oublié l'incident du 26 novembre 1983.

Une Caravelle affrétée par Roger Delpéy et ses amis avait atterri à Abidjan dans le but d'embarquer discrètement Jean Bedel Bokassa et de le ramener dans son pays où il était susceptible de reprendre le pouvoir. La Caravelle était attendue par l'armée ivoirienne, des tireurs d'élite formés par moi et commandés par un de mes anciens plongeurs, le chef Gérard Bollet, homme d'une trempe exceptionnelle. Guy Penne, conseiller à l'Elysée pour les affaires africaines, avait, quelques heures avant l'arrivée de la Caravelle, téléphoné au président Houphouët-Boigny, lui annonçant la venue de cet avion, supposé chargé de mercenaires. Il ne s'agissait, en réalité, que de journalistes et d'un service d'ordre et de protection très léger. Aucun passager n'était armé. Guy Penne avait volontairement dramatisé la situation pour être certain que l'avion serait intercepté. Félix Houphouët-Boigny ne pardonnait pas cette tentative d'escapade à son « fils », Jean Bedel Bokassa.

J'étais au courant des préparatifs de cette opération, comme beaucoup d'autres personnes à Paris. De même que plusieurs hommes politiques de l'Elysée qui rencontrent Bokassa en secret à l'hôtel Meurice, je suis tout à fait favorable au retour de « papa Bok » dans son pays, ce pour plusieurs raisons. Depuis près de cinq ans, il demande à être jugé pour les crimes dont on l'accuse et qu'il nie. Aucun décret d'interdiction de séjour n'a été pris contre lui, que ce soit en Centrafrique ou dans d'autres pays. Depuis son départ de Centrafrique, la situation s'est encore dégradée. Le général Kolingba, ancien sergent de Bokassa qui dirige le pays, n'est qu'un fantoche, mis en place par la France. La corruption n'a jamais été aussi importante. Les fonctionnaires ne sont plus payés depuis des mois et, pendant ce temps, Kadhafi renforce son pouvoir sur un triangle stratégique composé du Tchad, du nord de la République Centrafricaine et de l'est du Soudan. Le plan du colonel libyen consiste à jeter une tête de pont, à la fois idéologique et militaire, derrière l'armée française au Tchad. La situation géographique et politique de la Centrafrique est, plus que jamais, vitale pour la politique poursuivie par Paris. Dans le même temps, à Bangui et dans l'ensemble du pays, tout se dégrade très vite. Kolingba se terre dans son palais, sans rien faire. Il est entouré de médiocres qui ne pensent qu'à se remplir les poches. Plusieurs ministres sont analphabètes.

Au-delà de Jean Bedel Bokassa, la solution pour ce pays semble passer par un gouvernement d'union nationale, regroupant les opposants de toutes tendances. Il ne faut plus, comme cela se

fait actuellement, que des avions chargés d'ivoire, en provenance de Bangui, puissent livrer leur cargaison à Roissy avec l'appui d'officiers français de la garde présidentielle. Des hommes essaient de s'opposer au saccage de leur pays. Des officiers de la gendarmerie centrafricaine ont tenté un coup d'État : ils sont tous en prison. Cette tentative a avorté à cause d'un homme, un Français, ancien du SDECE, qui tient les rênes du régime Kolingba. Au début, ce colonel agissait, sans doute, pour le compte de la France. Mais c'est chaque fois la même chose, en Afrique, les services secrets placent leurs pions dans l'entourage des leaders. Ce sont des agents réguliers ou des baroudeurs spécialisés dans l'Afrique, mercenaires, des demi-soldes, etc. Rapidement, sous le prétexte de servir les intérêts français, ces hommes travaillent pour eux seuls. C'est toute l'histoire entre la France et les pays africains francophones depuis quarante ans.

Tous les spécialistes savent également qu'un changement de gouvernement, pouvant s'accompagner du retour de Jean Bedel Bokassa, est souhaité par l'ensemble de la population centrafricaine. Bokassa n'a pas été chassé par un coup d'État mais démis par un gouvernement étranger, la France. Le peuple centrafricain n'a pas eu à se prononcer.

En janvier 1979, avant cette ingérence de la France dans les affaires d'un pays africain, il y a eu une forte répression des troubles étudiants, des meurtres. Mais ce qu'on a dit des pratiques de Bokassa lui-même est faux, gonflé volontairement par les services officiels qui voulaient chasser papa Bok. Ils ont instruit, dès 1978, son procès politique. Dans cette affaire, les journalistes ont été beaucoup manipulés par des agents de désinformation.

Et puis, une question se pose : la France avait placé auprès de papa Bok de très nombreux conseillers et des agents du SDECE. On peut donc les rendre complices des actions commises. Il serait intéressant de rechercher les noms des Français qui étaient dans l'entourage de Bokassa avant 1979. Les vrais responsables sont là. Ce sont eux qui ont pillé Berengo... avec ses diamants.

Depuis cette époque, un homme a beaucoup lutté pour le retour de l'ex-empereur : Roger Delpy. Il a constaté que celui-ci avait été victime de fausses accusations. Il a été le maître d'œuvre de l'opération « Caravelle » d'Abidjan. Il ne faut pas oublier que l'avocat de Roger Delpy était Me Roland Dumas, ami de François Mitterrand, aujourd'hui ministre du gouvernement socialiste, après avoir été l'émissaire secret du chef de l'État en de nombreuses occasions. Roger Delpy a conservé d'excellents contacts avec Roland Dumas. Je pense sérieusement que l'avocat a été mis au courant de ce qui se préparait mais que le conseiller de l'Élysée pour les affaires africaines, Guy Penne, a empêché l'opération parce qu'il était, personnellement, en désaccord avec Roland Dumas.

Le pouvoir français se partageait entre deux options, ceux qui laissaient faire et ceux qui voulaient empêcher le retour de papa Bok. Il me semble qu'aujourd'hui le pouvoir craint surtout d'être accusé d'enfoncer Valéry Giscard d'Estaing avec l'histoire des diamants, si papa Bok retourne en Centrafrique. L'ex-empereur pourrait être tenté, en remerciement, d'en rajouter sur le chapitre de ses anciennes relations avec M. Giscard d'Estaing.

L'histoire des diamants n'est pas totalement terminée. Les couronnes impériales du sacre, par exemple, ont disparu, emportées par le SDECE. Les Français, et surtout les Centrafricains, peuvent toujours demander des comptes au SDECE — devenu aujourd'hui la DGSE —, mais je doute qu'ils obtiennent des réponses satisfaisantes.

Il faut savoir attendre...

CHAPITRE XIII

UN DÉTENU PAS COMME LES AUTRES : JACQUES MESRINE

J'ai bien connu un truand qui est entré dans la légende, Jacques Mesrine.

J'ai souvent eu l'occasion de discuter avec le « Grand Jacques » au cours de transferts d'une prison à l'autre. Ces transferts de détenus faisaient partie des missions du GIGN. J'en ai dirigé plus d'une centaine dans toute la France et même à l'étranger. J'aimais bien cela parce que ces opérations me permettaient de me familiariser avec les grands délinquants, de leur parler, de m'imprégner de leur psychologie. Avec nous, la règle du jeu était simple : les détenus savaient qu'ils n'avaient aucune chance de réussir une évasion, mais qu'ils ne subiraient aucune brimade. Pour chaque transfert, je désignais un gendarme pour la garde rapprochée du détenu. Si le « taulard » essayait de s'évader avec une complicité extérieure, le gendarme avait ordre de tirer. Pour le neutraliser, nous n'avons jamais eu à le faire.

Mes anciens supérieurs ont toujours ignoré mes bonnes relations avec Jacques Mesrine. Je suis certain qu'ils ne seront pas particulièrement contents d'apprendre qu'il m'avait dédié son livre *L'Instinct de mort* ainsi qu'à plusieurs de mes hommes. Pour moi, il a écrit : « Avec toute mon amitié au lieutenant Barril, un para. Signé : Jacques Mesrine. »

Mon état d'officier et surtout de parachutiste m'a beaucoup aidé à résoudre pacifiquement des affaires mal parties. En face, nos adversaires étaient souvent des soldats perdus, d'anciens militaires nostalgiques des armes qui avaient mal tourné ; des harkis, des légionnaires, des gens qui avaient eu un passé respectable dans l'armée ou pendant une guerre, et dont le souvenir leur rendait le présent difficile à supporter. Parfois, avec eux, une fraternité, même factice, pouvait s'instaurer au plus fort d'une prise d'otages. Nous avions au moins un sujet de conversation en commun.

Jacques Mesrine avait été un parachutiste, un sous-officier para. Après des études d'architecte, il avait fait une très belle guerre d'Algérie. Il y avait obtenu deux citations. Si Mesrine est devenu ce qu'il est devenu, un truand, c'est sans doute à cause de la guerre d'Algérie. Il y avait connu la violence permise, l'action autorisée, la puissance des armes. La guerre finie, cette force s'est retrouvée sans fonction et il a basculé du mauvais côté de la barrière. Il a appliqué le principe d'une guerre apprise à son profit personnel.

L'administration changeait Jacques Mesrine de cellule ou de prison tous les deux mois environ. Évidemment pour des raisons de sécurité, mais aussi parce qu'il terrorisait les gardiens ou les amadouait, par son intelligence, son charme, un mélange de bonhomie et d'agressivité. Il avait le pouvoir de manipuler les gens directement ou indirectement.

A Fleury-Mérogis, le GIGN arrivait toujours à l'heure pour un transfert, mais lui n'était jamais prêt. Un gardien nous faisait attendre en disant : « Attendez un instant, s'il vous plaît, il est encore sous la douche, il ne faut pas le brusquer. » Comme si les gardiens étaient à son service, nous attendions donc la star et nous démenagions son incroyable barda, sa collection de chemises, ses maquettes de jouets, sa télévision. Toute la prison savait qu'il arrivait à Mesrine d'avoir des relations sexuelles avec des visiteuses. Il jouait fréquemment au tiercé, des sommes de deux mille à trois mille francs par week-end.

Durant les transferts, Mesrine me parlait beaucoup. Il me racontait comment, avant d'être pris, il s'entraînait au tir le dimanche avec François Besse et Jean-Charles Willoquet dans des chantiers d'immeubles en construction. Pour ne pas attirer l'attention et couvrir le bruit des détonations, ils mettaient les bétonneuses en marche. Ils grillaient ainsi cinq cents cartouches de coût 45. Nous échangeons nos impressions sur les mérites respectifs de nos armes, sur les nouveautés.

Je l'ai surtout vu pendant l'instruction de son procès. Le GIGN était chargé de protéger le juge M. qui, contrairement à l'habitude, allait interroger Mesrine en prison, par mesure de sécurité. Le pauvre juge était terrorisé par l'ennemi public numéro un. Il vouvoyait Mesrine alors que l'autre le tutoyait, l'insultait, refusait au dernier moment de signer ses déclarations et déchirait la procédure.

Après l'évasion de Jacques Mesrine, les gendarmes ont vécu une drôle de période, je dirais une psychose. Ils le voyaient partout, sur une péniche au pont de Nogent, à Paris ou en province. Beaucoup de personnes signalaient sa présence. La gendarmerie montait régulièrement des opérations de grande envergure qui ne donnaient, bien sûr, aucun résultat. Nous-mêmes, au GIGN, nous nous sommes lancés plusieurs fois dans la chasse. Un jour par exemple, le vaguemestre de Maisons-Alfort a débarqué très agité dans mon bureau. Il affirmait avoir reconnu Mesrine à la poste, en train de téléphoner dans une cabine. J'ai réuni à la hâte les hommes qui se trouvaient là et nous avons foncé en voiture vers la poste. Un homme de la stature de Mesrine était bien dans la cabine, comme le voyou à l'époque il portait une barbe. J'ai ouvert la porte et je lui ai collé mon revolver dans la bouche. C'était, en fait, un diplomate chilien à qui j'ai conseillé, s'il ne voulait pas risquer d'autres mésaventures du même genre, de se raser.

Un autre jour, le 10 novembre 1978, Mesrine, après sa fameuse évasion de la Santé, a voulu prendre en otage le président Petit qui avait, pendant son procès, dirigé les débats de la cour d'assises de Paris. Cette fois encore, nous sommes arrivés trop tard. Il a réussi à s'échapper de justesse avant notre arrivée.

C'est à cette occasion que j'ai fait la connaissance du président Petit, un magistrat de la vieille école, terrorisé par la violence de Mesrine. Il devait désormais se protéger. Je lui ai appris à tirer chaque samedi matin. La vie de ce magistrat a sans doute été gâchée par Mesrine. Il était protégé sans arrêt, longtemps un homme du GIGN a passé ses vacances avec la famille du juge.

Le GIGN aurait pu participer à la dernière traque de Mesrine. Nous n'étions pas loin. J'étais à Antibes. Trois jours avant sa mort, un haut fonctionnaire m'avait prévenu en douce de l'imminence d'une opération de police. Sans doute craignait-il que l'arrestation de Mesrine s'achève en massacre, car il m'a demandé si je pouvais « passer à l'action avec la manière douce », c'est-à-dire éviter la boucherie à laquelle on a finalement assisté le 2 novembre 1979, porte de Clignancourt, à Paris. Mais les policiers ont été trop rapides. Je comptais monter d'Antibes le vendredi soir et sauter Mesrine le lendemain matin dans sa planque, au 35 de la rue Belliard, dans le 18^e arrondissement. Le chef Lambert devait m'accompagner pour ce travail d'équipe.

Le dispositif policier était à l'extérieur de l'immeuble. Nous pouvions pénétrer à l'intérieur, déguisés, l'un après l'autre, et arrêter Mesrine dans les escaliers. Nous l'aurions fait, entre autres parce que la chasse avait exacerbé le désir de vengeance des policiers. En particulier ceux qui avaient passé des mois derrière Mesrine, la BRI (brigade antigang), alors dirigée par Robert Broussard, et l'OCRB (Office central pour la répression du banditisme) de Charles Pellegrini. Ce dernier n'a pas participé à l'opération finale et ne l'a jamais approuvée. Les policiers ont eu Mesrine avant nous, et cela a davantage tenu de la mise à mort que de la tentative d'arrestation. Je suis tout à fait de l'avis du commissaire Ottavioli qui, dans une émission de France Inter, le 5 février 1984, a déclaré que Mesrine avait été abattu sans qu'on lui laisse le choix de se rendre.

Sur le pare-brise de sa BMW, j'ai moi-même relevé vingt-cinq impacts de balles. Les policiers n'ont jamais fait de sommation, contrairement à ce qu'ils ont affirmé. Cette mort fait date dans l'histoire des truands. A partir de cet assassinat, les truands se sont dit qu'ils n'ont plus aucune chance de s'en sortir face à des policiers. Comme ils n'ont plus rien à perdre, plus que jamais ils tirent les premiers.

Le rôle des policiers et des gendarmes n'est pas de se substituer à la justice. Nous intervenons à trois niveaux. D'abord pour l'arrestation, sans haine ni violence inutile. Ensuite lors de la remise des malfaiteurs aux magistrats qui les jugent. Enfin, en les conduisant en prison, en les remettant à l'administration pénitentiaire.

Ce système n'est pas étanche. Le détenu peut s'évader, ne pas revenir d'une permission... C'est à nous de le reprendre. Mais moi, je me suis toujours interdit de me substituer à la justice, de sortir de la première phase. Sinon, c'est trop facile. J'ai une arme et je fais ce que je veux. On peut toujours trouver une justification après !

Pour moi, je le répète, dans ce cadre, Jacques Mesrine a été assassiné. Il n'est pas mort au cours d'une échauffourée, d'une arrestation délicate. Son exécution a été prévue, organisée, structurée, commandée. Il y avait des moyens radios. Tout était disproportionné par rapport aux risques.

Jacques Mesrine m'avait dit : « Le seul endroit dont on ne revient pas, c'est le cimetière. Si je peux, je me tirerai de prison et vous ne serez pas là pour le voir. Si je me fais à nouveau serrer et s'il y a un moyen de sortir de la nasse, je sortirai. Sinon, je lèverai les bras parce que je sais que je m'évaderai encore et toujours. »

L'histoire des grenades placées dans la voiture ne tient pas. Tout le monde, grâce à la télévision, a pu voir que Mesrine avait sa ceinture de sécurité. Il ne pouvait donc pas bouger. C'est en tirant, comme les policiers l'ont fait, avec des fusils d'assaut Mini-Ruger, une arme capable de percer tous les gilets pare-balles connus à ce jour, qu'ils avaient le plus de chances de faire exploser d'éventuelles grenades. Ils ont encore tiré sur Sylvie Jeanjacquot, la compagne de Mesrine, alors que celle-ci était déjà sortie du véhicule, la blessant grièvement à l'œil et au bras.

Voilà la vie : je me retrouve inculpé, banni, pour avoir essayé d'obtenir des résultats dans la lutte contre le terrorisme, d'autres ont été récompensés pour avoir tué Mesrine. Certains sont même devenus préfets, les autres ont poursuivi de belles carrières. Je me demande encore comment la justice et le ministère de l'Intérieur ont pu assumer le meurtre de Jacques Mesrine.

CHAPITRE XIV

LA GUERRE DES POLICES

J'ai été un acteur de la guerre des polices, toujours en premières lignes. A la réflexion, le plus souvent, j'en ai été la victime.

J'étais souvent seul, en tout cas avec très peu d'alliés, face à plusieurs dizaines de policiers, fins politiques, parfaitement entraînés aux intrigues, carriéristes, dont des grands commissaires appartenant à tous les services. Pour eux, il s'est toujours agi, en m'éliminant, d'éloigner un homme qui pouvait remettre en question leurs prérogatives et qui risquait de donner petit à petit plus d'emprise à la gendarmerie.

D'une façon plus générale, je pense que l'opposition entre la police et la gendarmerie peut provoquer une émulation positive. L'arrestation d'un meurtrier, l'affaire Clérembourg, a marqué mes débuts dans cette lutte sans merci, la guerre des polices.

Le 9 janvier 1980, le commandant de la compagnie de gendarmerie du Raincy m'appelle au sujet d'une enquête que suit sa brigade de recherche. Le gérant d'un magasin, « Inter disques », d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), a été tué au cours d'un hold-up. Un certain Jean-

Pierre Clérembourg est soupçonné d'avoir fait le coup. Je rencontre le chef Barrois qui commande la brigade de recherche, un type très efficace. Il m'explique :
« Clérembourg est très connu des services de police, c'est un type solitaire, violent, grand (un mètre quatre-vingt-quinze), qui aurait pu finir comme Mesrine, à qui l'on reproche une quarantaine d'attaques à main armée. Selon mes renseignements, il aurait même abattu l'un de ses complices pour une histoire de femme. »

Devant l'importance du gibier, la compagnie de gendarmerie du Raincy demande l'aide du GIGN. J'apprends que Clérembourg a une concubine, la mère de son fils âgé de six ans. Elle habite près de Mantes-la-Jolie. Je me dis : tôt ou tard, Clérembourg viendra la voir. Il suffit de placer une surveillance autour de son appartement. Avec le chef Lambert, nous nous habillons en éboueurs. Nous prenons une des R5 Turbo et nous allons discrètement reconnaître les lieux. Devant sa porte, nous trouvons un sac poubelle rempli d'ordures et nous l'embarquons. Nous passons une partie de la nuit à fouiller le sac. On apprend toujours beaucoup de choses sur la vie des gens dans leurs poubelles.

Le 11 janvier, nous avons bien progressé et Claude Brunet, le juge chargé de l'instruction du dossier, accepte de charger la gendarmerie de l'enquête...

Le juge confie une commission rogatoire qu'avait obtenue, avant nous, la 2e brigade territoriale dirigée par le commissaire Mertz. Nous prenions ainsi l'affaire aux policiers qui n'avaient pas été capables de conclure. Il y avait toujours un mandat d'arrêt qui courait contre Jean-Pierre Clérembourg, et n'importe quel policier de France pouvait l'arrêter. Mais, désormais, c'était la gendarmerie qui était spécialement chargée de l'enquête.

Le commandant de la compagnie du Raincy sollicite ensuite auprès du juge, à la demande du commandement, l'autorisation de brancher une écoute sur la ligne téléphonique de l'amie de Clérembourg, Mme C... C'est tout à fait légal et très courant.

Très rapidement je m'aperçois que Clérembourg est très prudent et qu'il n'appelle jamais sa maîtresse du même endroit, et jamais très longtemps. Nous n'arrivons pas à le localiser. J'apprends tout de même que Clérembourg s'apprête à partir un mois plus tard pour Marseille. Je fais alors enquêter sur l'entourage de Mme C... Elle est corse, née Lucciardi, liée par des proches au milieu corse. Je pense qu'il va peut-être falloir descendre dans le Sud, avant qu'un rapprochement avec le milieu corse soit scellé.

Bref, notre affaire avance assez mal, et en plus Clérembourg se met à appeler son amie à son travail, une maternité près de la porte de Bagnolet. Plus question d'écouter leurs conversations. En l'état actuel de nos connaissances, il est encore impossible de brancher un standard à lignes multiples. Provisoirement, je range le dossier. J'effectue avec Prouteau plusieurs missions, dont l'opération à l'hôtel Fesch à Ajaccio.

Le 20 janvier, les écoutes téléphoniques nous indiquent que Clérembourg ne part plus dans le Sud. Son fils est malade. Nous apprenons qu'une autre femme, une collègue de Mme C..., doit servir d'intermédiaire. Un rendez-vous est fixé du côté du canal de l'Ourcq, à Paris. Nous fonçons avec quatre voitures. Mes hommes, en civil, passent tout l'après-midi à planquer et marcher le long du canal, sur le quai de Valmy et sur le quai de Jemmapes. Rien, pas la moindre trace de Clérembourg ni de son amie.

Les policiers qui ont été dessaisis sont furieux. Ils essaient de nous casser le coup, de faire fuir indirectement Clérembourg. Celui-ci a un frère, Jean-Claude, truand lui aussi. Il vient d'être arrêté par les policiers qui s'empressent d'organiser une fuite dans le Parisien libéré. Ce quotidien titre, le 21 janvier 1980 : « Les gangsters du Concorde Lafayette arrêtés ». Le juge Brunet n'apprécie pas cette publicité tapageuse et prématurée, alors que le GIGN était sur le point d'arrêter Jean-Pierre Clérembourg. « Nous le tenions presque avant cet article. Il va maintenant durcir sa cavale, devenir plus violent. »

Le juge s'est rangé à mes arguments. Il a rédigé une lettre très dure pour les policiers :
« Tribunal de grande instance de Bobigny, 22 janvier 1980.

« Le doyen juge d'instruction Claude Brunet à M. le directeur de la police judiciaire de Paris :
« J'ai bien été avisé en temps utile par M. le commissaire chef de la 2e brigade territoriale de l'arrestation de M. Clérembourg Jean-Claude. Le Parisien libéré, quotidien du matin du 21.01.80, fait état de l'aveu de Clérembourg Jean-Claude concernant le crime sur lequel j'instruis et de la mise en cause de ses coauteurs. J'ai connaissance de propos échangés dans la soirée du 21.01.80 entre Clérembourg Jean-Pierre et sa concubine aux termes desquels Clérembourg Jean-Pierre, qui a apparemment lu le Parisien libéré, fait reproche à son frère de l'avoir donné en précisant que lui ne se ferait pas prendre vivant, se défendrait jusqu'au bout et se tuerait ensuite.

« Or, jusqu'à la parution malencontreuse de cet article, le secret avait été bien gardé et Clérembourg Jean-Pierre n'avait aucun moyen de savoir qu'il avait été identifié comme le tueur de M. René Amice et qu'il faisait l'objet de mon mandat d'arrêt. Il y a tout lieu de penser que l'intéressé est encore en possession du calibre 38 Spécial qui a servi au meurtre de René Amice et d'une boîte de cinquante cartouches. Si l'arrestation de Clérembourg Jean-Pierre se déroule dans les circonstances dramatiques pour les forces de l'ordre, on ne pourra s'empêcher de penser que c'est là la conséquence de l'article du Parisien libéré. J'espère que vous vous attacherez à rechercher l'origine de cette fuite, dans la mesure où elle impute à vos services... »

Par la suite, certains policiers manipuleront un juge, frère d'un commissaire de police, contre moi. Après cette alerte policière, je me remets à m'intéresser à Mme C..., étudiant tout particulièrement le côté psychologique du personnage. C'est une femme usée, qui travaille dur à la maternité comme employée à tout faire. Je sens qu'elle redoute pour son ami une fin tragique, une balle sur un trottoir. Alors, j'entre en contact avec elle et je la persuade progressivement de jouer avec moi, de convaincre Clérembourg de se rendre pour le bien de tous.

Je lui laisse mes coordonnées téléphoniques puis je vais voir le chef du personnel de la maternité et j'apprends, par lui, que Mme C... a une amie intime dans le même service qu'elle. La fiche de cette femme précise qu'elle possède un appartement quai de Valmy, près du canal de l'Ourcq, exactement au numéro 63. Ça, c'est de la chance. La bonne étoile des enquêteurs. On va pouvoir foncer ! Je demande à l'un de mes hommes de trouver un appartement le plus haut possible en face du numéro 63. Il fait du porte-à-porte et obtient l'accord d'un journaliste très particulier qui gardera le secret et qui nous laissera son appartement pour quarante-huit heures.

Un chic type, ce journaliste. Discret, patriote. Il a très bien compris que Clérembourg était dangereux, que cela pouvait finir en prise d'otages. Entre-temps, Clérembourg a fini par m'appeler et moi j'ai tout fait au téléphone pour le persuader de se rendre. Je possède encore les enregistrements. J'explique :

« Bon, alors, écoutez, Clérembourg. Moi je vais vous parler sérieusement. Je crois que vous avez raison, j'ai réfléchi et j'en ai discuté avec votre épouse. Je l'ai eue au téléphone. Si vous vous rendez — il n'y a rien qui presse — si vous vous rendez, votre femme ne sera en aucun cas inquiétée. L'affaire sera finie, c'est vous que les autorités recherchent, l'enfant n'aura pas de problèmes et moi je peux vous promettre que si vous vous constituez prisonnier, surtout au GIGN qui a une certaine image de marque, vous bénéficierez de circonstances atténuantes et c'est une preuve irréfutable de votre bonne foi et de la vérité que vous allez dire après. Et les juges d'instruction vous écouteront (...) et, au jugement, ça réduira votre peine de moitié. Pendant ce temps-là, vous pourrez apprendre le droit, je ne sais pas, mais s'il y a des problèmes avec votre épouse sur le plan professionnel, on peut, nous, les prendre à notre charge et en aucun cas elle ne sera importunée à la suite de votre reddition. »

Quand on parle à un homme comme Clérembourg, prêt à tout et le dos au mur, on dispose de fort peu d'arguments de persuasion. Celui de la réduction de peine, de la clémence du juge est encore l'un des moins mauvais. Il arrive encore que des cours d'assises soient sensibles à la libre reddition d'un voyou.

Mais, dans le quartier de la Bastille, le 22 janvier, Clérembourg repère des policiers. Fou furieux, il rappelle sa concubine et menace de tirer sur tout ce qui bouge, de ne pas se laisser prendre vivant.

Les flics se sont donc remis sur le coup, ils me talonnent. Prouteau me conseille la prudence, il préférerait que je contacte les policiers, que je parvienne à un accord avec eux. Je téléphone, de mauvaise grâce, à deux des trois chefs de service concernés, Broussard à la BRI et Charles Pellegrini à l'OCRB. Nous étions assez bien avec eux à l'époque et ils me disent : « D'accord, on décroche. »

Mais Mertz, le patron de la 2e BT, ne l'entendait pas, lui, de cette oreille. Les gendarmes, à l'entendre, n'avaient rien à faire dans Paris, son domaine, avec leurs gros souliers.

Je ne suis pas la cause du flou artistique qui procède aux répartitions des compétences entre gendarmes et policiers. En principe, il est vrai, les villes sont du domaine de la police.

Je vérifie, place de la Bastille : c'est plein de policiers qui espèrent arrêter Clérembourg près des cabines de téléphone public. Je me rassure pourtant. J'ai encore de l'avance sur eux.

J'obtiens du bout des lèvres l'autorisation de la direction de la gendarmerie d'arrêter mon bonhomme « en cas de force majeure et seulement s'il y a urgence ». Je me dis que cela suffira et que j'arriverai toujours à justifier ce « cas de force majeure ». Et aujourd'hui comme il y a toujours urgence...

Au 63 du quai de Valmy, je fais placer une troisième équipe de surveillance, et moi-même je casse un carreau pour entrer dans un appartement intermédiaire. Ma hiérarchie me le reprochera, mais c'était dans le feu de l'action. Les écoutes téléphoniques nous signalent que Clérembourg va venir se changer et soudain, aux jumelles, je le vois déguisé avec une perruque passer trois fois devant l'immeuble, mais sur l'autre quai. Puis un courant d'air nous signale sa présence dans l'immeuble. Prudent, il entrouvre la porte de la cave. Il ne voit pas mes hommes embusqués à un mètre de lui. Il monte à pied, passe devant l'appartement vide dans lequel je suis caché, ouvre chacun des placards des paliers. Au moment où il ouvre la deuxième serrure de la porte de son refuge, l'équipe du haut, le chef Millard et Dufour, se jette sur lui. Nous fonçons de partout, il est effaré. Il ne sait même pas qui nous sommes. Tous les hommes du GIGN sont habillés en civil. Il a un 11,43 approvisionné, une balle dans le canon. Laisney lui met la main sur la bouche et nous le rentrons dans son appartement où nous trouvons de l'argent et de nombreux chargeurs et cartouches.

Je lui dis qui je suis, et là, il se détend un peu, il est soulagé... Nous partageons même un fond de bouteille de rhum. Je gamberge à nouveau. Je décide de ne rien dire de cette arrestation à quiconque. Le GIGN va savourer ce succès, tout seul dans son coin. Je fais amener une R5 Alpine et, au lieu de faire du tintamarre, nous quittons discrètement le quartier, Clérembourg, deux de mes hommes et moi-même.

Nous allons au GIGN, à Maisons-Alfort. Clérembourg est enfermé dans la cellule d'arrêts de rigueur à la caserne.

Nous annonçons son arrestation aux autorités seulement le lendemain. Il a pu, de mon bureau, téléphoner longuement à son amie, régler ses affaires personnelles. Nous, nous étions ravis. C'était un bon tour joué aux policiers qui avaient passé la nuit à chercher Clérembourg. Après, il y a eu le revers de la médaille. Pour déclarer notre prisonnier, il a fallu régulariser la situation. Nous avons triché un peu dans les rapports sur la date et l'heure de l'interpellation. Quand les policiers ont compris le subterfuge, cela a été le drame. Le ministre de l'Intérieur a déposé une réclamation auprès du directeur de la gendarmerie et demandé une commission d'enquête. Celle-ci était présidée par le général de gendarmerie Rigaud qui a écrit :

« L'attention des officiers concernés par l'affaire Clérembourg, le commandant de la compagnie du Raincy et les cadres du GIGN, sera tout spécialement attirée sur la nécessité de respecter la procédure pénale dans une affaire de cette espèce.

« L'officier de police judiciaire directeur de l'enquête saisie sur commission rogatoire demeure le seul responsable des opérations montées pour atteindre l'objectif, tous les autres personnels mêlés de près ou de loin à l'enquête ou à la préparation de l'arrestation sont ses collaborateurs. Leurs initiatives doivent recueillir son accord, leurs suggestions sont toujours bienvenues mais leurs mises en œuvre doivent s'inscrire dans un plan d'ensemble dont l'officier de police judiciaire directeur de l'enquête est seul responsable.

« Un chef, une mission et des moyens, c'est la clé du succès, mais il importe au directeur de l'enquête judiciaire qu'il s'impose nettement et ne laisse pas ses collaborateurs agir à leur guise en le tenant plus ou moins au courant. Enfin, le recours au Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale doit rester exceptionnel et limité dans le temps. Agir autrement constituerait une véritable démission des unités de gendarmerie départementale devant l'exécution de la mission. »

Un commandant a aussi été chargé d'une enquête administrative. Il a malheureusement plaidé ma cause en expliquant que si on punissait Paul Barril, cela pouvait suggérer qu'on préférerait laisser courir les meurtriers. Mais j'ai été sérieusement mis en garde. Voici un passage du rapport du commandant :

« Le capitaine Barril a pris l'affaire en main alors qu'il s'agit d'une enquête sur commission rogatoire et qu'il n'est pas officier de police judiciaire territorialement compétent. C'est une réaction perspicace de la part d'un jeune officier dynamique et même impétueux mais ce n'est pas légal. Il doit s'imprégner des principes légaux d'action qui sont très compatibles avec une réussite. »

Je me disais : « *Heureusement que l'opération a réussi.* » Si le GIGN avait été obligé d'abattre Clérembourg ou si celui-ci avait tué l'un de mes hommes, à tous les coups ma carrière était fichue. Elle le sera grâce à la suspension... de M. Dubos. Je comprenais mieux l'amertume de certains policiers qui se demandent pourquoi courir tant de risques, pourquoi se décarcasser pour réussir des arrestations, le traitement est de toute façon le même en fin de mois. Des commissaires de police, des offices centraux de répression par exemple, possèdent, et cela est un bien, une habilitation d'officier de police judiciaire pour tout le territoire national. Cette habilitation n'a jamais été envisagée pour les officiers du GIGN. A l'origine, notre groupe a été créé pour intervenir en cas de prise d'otages et, malgré l'évolution des temps et du type d'opération demandé au GIGN, nos possibilités légales d'intervention n'ont pas été révisées. Cette situation est à l'origine d'une grande partie des « bavures » purement administratives qui me seront reprochées.

Christian Prouteau et moi-même, nous étions officiers de gendarmerie, donc obligatoirement OPJ, mais pas territorialement compétents, habilités. Pour obéir à la loi, nous devons nous faire accompagner d'un OPJ local. Nous avons toujours rencontré des OPJ ravis de nous suivre, parfois ces gendarmes travaillaient des mois sur une enquête sans résultat et surtout sans gloire à l'arrivée. Nous, on les faisait foncer, on les associait à des opérations qui les sortaient de leur caserne et de leur train-train quotidien. Et puis, que croyez-vous ? Eux aussi ils aimaient être en concurrence avec la police ! Ils en ont assez de passer éternellement pour des pandores, pour des chaussures à clous inefficaces, cette réputation que les policiers font aux gendarmes et qui est largement injustifiée. Clérembourg a été condamné à vingt ans de prison. En 1983, il a écrit tout de même au président Mitterrand... pour se plaindre de nos agissements et pour soutenir « les Irlandais » ! Comme quoi certaines affaires peuvent faire école...

CHAPITRE XV

L'HÔTEL FESCH

Le mois de janvier 1980 a été particulièrement riche en incidents entre la police et moi. Non seulement je me suis mis à dos le commissaire Mertz de la 2^e brigade territoriale à Paris, mais encore je me suis fait un ennemi à vie du commissaire Franquet, directeur du Service régional de police judiciaire d'Ajaccio, aujourd'hui grand patron des stup.

Dans le même temps, le GIGN réglait en douceur la prise d'otages de l'hôtel Fesch et je retrouvais vivant le commandant Bertolini, accusé d'être une barbouze, et enlevé par le FLNC. Je suis fier de ces actions du GIGN à Ajaccio, pendant les journées chaudes de janvier 1980. Si c'était à refaire, je le referais avec le même plaisir et la même abnégation.

Le dimanche 6 janvier, trois « barbouzes » antinationalistes, comme on les appelait alors, trois membres de l'organisation clandestine « Francia », le commandant Pierre Bertolini, Alain Ollié et Yannick Leonelli, étaient capturés dans le village de Bastelica par des membres du FLNC. Selon les nationalistes, Bertolini venait se venger de Marcel Lorenzoni, soupçonné par Francia d'être le responsable de l'attentat commis, un an plus tôt, contre le commandant, et au cours duquel celui-ci avait perdu une jambe.

La guerre entre les « barbouzes » et le FLNC avait atteint, en cet hiver 1979-1980, son sommet. Les nationalistes avaient couvert la Corse d'inscriptions hostiles du genre « I barbouzi fora » (les barbouzes dehors) et reprochaient à leurs adversaires d'être employés, en sous-main, par le gouvernement comme des shérifs adjoints. Il y avait un peu de cela !

A Bastelica, un collectif nationaliste s'est vite constitué ce dimanche-là, et une centaine d'hommes en armes, fusils de chasse mais aussi armes de guerre, ont déclaré qu'ils tenaient le village et gardaient prisonniers les membres de Francia. Bastelica, puis bientôt toute la région, était alors cernée par les gendarmes mobiles et d'importantes forces de l'ordre se mettaient en place. Dans la nuit du 8 au 9 janvier, une quarantaine de ces nationalistes, avec à leur tête Marcel Lorenzoni, culbattaient le barrage qui n'osait ouvrir le feu et descendaient avec leurs armes dans la vallée, pour occuper un hôtel d'Ajaccio, l'hôtel Fesch, retenant en otages vingt clients ainsi que les propriétaires. Bertolini, de son côté, était caché en lieu sûr.

C'est alors que les plus graves incidents ont commencé. La tension montait rapidement et il y a eu, en différents endroits, une succession de drames. D'abord la mort d'un CRS, puis celle d'une jeune fille dans le centre d'Ajaccio; celle aussi d'un jockey, tué par erreur, par des gendarmes mobiles à la sortie de la ville. Certains Corses, je le crois vraiment, cherchaient l'affrontement, ces quelques nuits-là. Le pouvoir ne savait plus comment traiter la situation. Avant que le calme ne revienne, plusieurs jours plus tard, après la reddition de l'hôtel Fesch et la libération de Bertolini, l'île a connu quelques-unes des heures les plus chaudes de son histoire récente.

Dès que les incidents commencent à Bastelica entre les nationalistes et les gens de Francia — dès que Bertolini et Yannick Leonelli sont pris en otages, le GIGN au grand complet est mis en alerte et envoyé à Ajaccio. Apprenant cela, le ministère de l'Intérieur se dit : « Pourquoi pas nous ? » et dépêche sur place l'OCRB et son chef, Charles Pellegrini, que nous connaissons bien et apprécions, Prouteau et moi.

L'OCRB devait s'occuper de recueillir des renseignements sur les événements. Ils enquêtaient déjà sur le meurtre du CRS commis quelques heures plus tôt et nous, nous avions pour mission la libération des otages. C'était simple.

Seulement voilà. Vers 21 h 30, j'arrive avec Prouteau à la préfecture d'Ajaccio pour prendre les ordres et je croise Pellegrini. Il m'explique que l'OCRB vient d'obtenir un renseignement :

« La fille repérée en compagnie du type qui a tué le CRS est en ce moment même sur la place principale d'Ajaccio, avec tout un groupe d'excités. » Il faut dire que le CRS n'avait pas été abattu comme ça par un homme discret qui n'était venu que pour tuer. Un long face à face tendu puis une charge avaient opposé les nationalistes aux CRS, et tous les CRS présents avaient eu le loisir, avant le drame, d'observer les visages.

Pellegrini ajoute : « J'ai reçu l'ordre de procéder à des arrestations. » Alors là, mon sang ne fait qu'un tour. Je dis à Pellegrini : « Je viens avec toi. »

L'OCRB avait loué cinq ou six voitures. La vingtaine d'inspecteurs embarquent et Pellegrini m'explique : « C'est simple : on rentre dans la foule au plus près. On ouvre les portières et vous jaillissez à gauche et à droite pour faire le maximum d'arrestations... »

Je me retrouve dans une R20 conduite par Pellegrini et nous déclenchons l'opération. Je sors mon 357 Magnum de son étui et les policiers préparent leurs Uzi, le pistolet mitrailleur israélien 9 mm. Une arme de guerre redoutable, petite, compacte, beaucoup plus performante que nos PM MAT 49. L'OCRB avait débarqué avec une grande puissance de feu, excessive pour la Corse. Pour faire bien, et aussi, un peu, il est vrai, parce que le ministère de l'Intérieur avait doté certaines équipes de ces pistolets mitrailleurs pour les cas de prises d'otages difficiles.

Alors, nous arrivons sur la place d'Ajaccio et, comme prévu, nous sautons des voitures. Moi, je sors à droite, revolver à la main. Je me trouve nez à nez avec un manifestant que j'arrête à un coin de la rue, lorsque j'entends deux séries de détonations. Légèrement sur ma gauche, deux petites rafales assez courtes. J'ai cru que nous nous faisons allumer depuis les immeubles. Je me suis mis le dos à un arbre pour voir d'où partaient les tirs. C'est alors que j'ai compris.

Un inspecteur de police, après les sommations d'usage, avait appuyé sur la détente de son Uzi alors qu'une Peugeot 504 blanche avait brusquement démarré sur la place, tous feux éteints, au milieu de nous. Des gens s'étaient engouffrés à l'intérieur et la jeune fille qui'était au volant — une psychologue scolaire, Michèle Lenck — venait d'être tuée.

J'avais entendu « Halte, halte, police ! » très distinctement. Le policier avait voulu tirer dans les pneus pour arrêter le véhicule.

Devant nous, cela courait dans tous les sens. C'était la pagaille générale. La fille avait été touchée à la tempe et à la poitrine. Une autre jeune femme, Berthe Valli, avait été également blessée.

Je crois vraiment que l'inspecteur avait l'intention de tirer sur les pneus, mais son PM était en position « rafale », ce qui était une erreur. En position « coup par coup », il n'aurait sans doute pas touché la jeune fille. Le plus stupide, c'est que le policier n'était qu'un inspecteur stagiaire, inexpérimenté dans le maniement des armes, qui avait paniqué.

La bavure était particulièrement grave, dramatique. Mais il faut aussi comprendre que l'atmosphère en Corse était, ces journées-là, des plus tendues. On s'attendait à de gros incidents avec les nationalistes du commando de Bastelica, depuis la mort du CRS. Tout le monde en remettait, dans la peur du drame. Les autorités, les journalistes, les forces de l'ordre. C'était comme un jour de grosse chaleur, en attendant qu'éclate un orage.

L'opération aurait pu avoir un impact positif et nous pensions inverser, en notre faveur, une tendance jusque-là très favorable aux nationalistes. Avec la mort de la jeune fille, cela a bien sûr été pire pour le pouvoir. Les arrestations, ce soir-là, sur la place, sont passées largement au second plan.

Avec l'inspecteur le plus proche de moi, du côté droit de la voiture, nous avons arrêté trois personnes dont une fille à qui j'ai arraché une touffe de cheveux, et un type venu lui porter secours. Cela aurait pu d'ailleurs encore tourner au drame : l'inspecteur, plus froid, plus prudent sans doute que ses collègues, avait laissé son Uzi sur le siège avant droit de la voiture de Pellegrini. Il s'était contenté de prendre son arme administrative et moi j'ai fait monter mes

deux premiers prisonniers à l'arrière, sans les surveiller. Ils auraient très bien pu se saisir du PM et ouvrir le feu dans notre dos. Quand j'ai vu tout ça, la mort de la fille, l'histoire du PM, je me suis dit : « Ça suffit, c'est un gâchis. Il vaut mieux que tu te tires discrètement. » La jeune femme tuée a été innocentée tout de suite. Elle n'avait rien à voir avec le meurtre du CRS. C'était encore plus grave pour nous, enfin pour l'OCRB. La justice voulait réagir très vite, apaiser la colère des Corses en inculpant le jeune inspecteur stagiaire ou au moins en l'arrêtant.

La foule sur la place, en fait, n'était composée que de sympathisants nationalistes qui commentaient les événements de la journée et voulaient en découdre avec les CRS. Et, comme arme, ils n'avaient guère sur eux qu'un pistolet de calibre 22 LR. Mais il faut comprendre — j'insiste sur ce point — qu'on se serait cru un soir d'insurrection. Cette nuit-là, les autorités avaient peur. Cela rappelait à certains les nuits de la guerre d'Algérie. Un climat de couvre-feu.

Je suis parti, toujours en civil, voir Prouteau, lui expliquer ce qui s'était passé. Nous sommes tombés d'accord pour taire ma présence sur les lieux de la bavure qui secouait déjà le ministère de l'Intérieur. Nous savions que l'hôtel Fesch, occupé depuis la nuit précédente, risquait de devenir un bastion de résistance, un Fort-Chabrol encore plus dramatique que l'histoire de la ferme d'Aleria en 1975.

Le reste de la nuit, il n'y a eu aucun autre incident, rien d'autre qu'une étrange atmosphère. Nous circulions Prouteau et moi dans une Méhari récupérée à la gendarmerie locale. J'avais deux armes entre les jambes, la mienne et la sienne, et deux grenades à mes pieds, car nous nous attendions à tout moment à nous faire tirer dessus. Ce soir-là, je crois que j'aurais répliqué et que j'aurais visé dans le mille. Les gendarmes mobiles, eux, ne circulaient plus qu'en camions bâchés à quatre roues motrices, avec à l'arrière une patrouille complète disposée en hérisson, certains gendarmes ayant l'arme braquée derrière, d'autres devant, d'autres encore sur les côtés.

Après leur coup de Bastelica, les nationalistes — à l'époque on disait les autonomistes — étaient venus se replier à l'hôtel Fesch, un hôtel du centre d'Ajaccio, haut de six étages, accolé à d'autres immeubles à gauche et à droite. Quelques clients et les propriétaires avaient, de fait, été retenus dans l'hôtel. Nous savions que les insurgés étaient ravitaillés par les toits et nous avions fait deux équipes d'attaque, l'une par les toits commandée par Prouteau, l'autre en bas dans la rue sous mon autorité. Nous avons décidé qu'au moindre coup de feu tiré depuis l'hôtel, en bas ou en haut, l'autre unité attaquerait brusquement.

Dans la rue, j'étais prêt à investir le rez-de-chaussée en cassant les vitres et en envoyant des gaz. Nos liaisons radio fonctionnaient parfaitement bien alors que les insurgés, eux, avaient du mal à communiquer entre eux. Lorsque Prouteau a pu entrer en relation en haut avec le chef du commando, Marcel Lorenzoni, et parler avec lui, en bas, son frère Christian s'est affolé, car il pensait que l'équipe du toit avait été neutralisée en douceur. Je me suis approché à mon tour, seul dans la rue, pour amorcer le dialogue et la négociation. Mais la tension était telle que Christian Lorenzoni et ses hommes ont failli ouvrir le feu. Ils croyaient que ceux du haut étaient déjà attaqués.

De nombreux journalistes se trouvaient aux abords de l'hôtel. Marcel Lorenzoni est un ancien sergent-chef des paras. Il avait à cœur de laisser une bonne image de lui et de ses amis. Il s'est rendu en soldat au GIGN. Nous étions convenus de leur laisser leurs armes de chasse vides jusqu'au commissariat.

Marcel Lorenzoni a passé l'inspection des armes. Ils sont sortis, le drapeau corse en tête, en défilant et en chantant l'hymne de l'île de Beauté, encadrés par les hommes du GIGN. Le groupe des insurgés se rendait à condition de ne pas rencontrer sur son chemin les forces de l'ordre jusqu'au commissariat. Je me suis mis devant le groupe avec un mégaphone, et j'ai

ordonné aux CRS et aux gendarmes mobiles de s'éloigner : « Ouvrez les barrages, je ne veux plus voir personne ! » Mes hommes entouraient les nationalistes.

Devant la préfecture, les nationalistes marchaient pratiquement au pas, présentant presque tête droite, « par souci de marquer leur hostilité mais aussi leur dignité à l'égard du pouvoir ». C'est à ce moment-là que les choses se sont compliquées.

Un journaliste s'est approché un peu trop de nous et l'un de mes hommes, Charley Jacquerez, lui a envoyé un jet de disperser de gaz au visage. Le journaliste en est tombé raide, il a dû être évacué en ambulance. Il a eu besoin d'une assistance respiratoire. Le lendemain, pour s'excuser, Prouteau lui a donné un « scoop », la photographie des armes récupérées sur les insurgés.

Ce jet de gaz asphyxiant sur un journaliste qui n'avait fait, somme toute, que son métier, c'était un peu gênant, mais il a contribué à la bonne réputation de notre matériel. Alors que nous longions la préfecture de région, à cent mètres de l'hôtel de police, j'ai vu arriver notre rencontre un homme portant un bouc que je connaissais bien et que connaissait aussi Lorenzoni : le commissaire Franquet. Lorenzoni s'est fâché : « Si c'est comme ça, on ne se rend plus, on reprend nos armes ! Franquet a torturé des partisans, il a frappé des femmes de chez nous ! »

Il fallait réagir très vite dans cette rue, sinon cela pouvait tourner au drame ou au lynchage. J'ai dit à deux de mes hommes, en désignant Franquet : « Arrêtez-le ! » Ils ont sauté sur le commissaire. Je me souviens, il se débattait. Il a fallu le maîtriser rudement. Les gendarmes du GIGN interpellèrent le chef du SRPJ d'Ajaccio, sous les yeux des clandestins de l'ex-FLNC !

J'ai eu raison de donner l'ordre de l'interpeller, même si par la suite le commissaire Franquet a tenté de me le faire payer, et c'est normal. Lorenzoni s'est calmé et, à partir de ce moment-là, il a eu confiance en moi. Il a compris que j'étais un homme loyal.

La remise des armes devant l'hôtel de police s'est déroulé dans de bonnes conditions.

Lorenzoni m'a remis personnellement son riot-gun.

Les insurgés n'avaient déjà plus leurs armes de guerre. Ils les avaient peut-être cachées dans l'hôtel, ou alors quelqu'un, peut-être le propriétaire de l'hôtel, qui me semblait de mèche avec eux, les avait fait disparaître. Les lieux n'avaient pas été fouillés au moment de la reddition. C'était au SRPJ d'Ajaccio avec Franquet de le faire, mais l'hôtel, à cause du flottement des autorités, est resté vide pendant deux heures environ. En réalité, c'est le GIGN qui reviendra avec des policiers faire des perquisitions plus tard, sans rien trouver. Sur le moment, nous n'avions pas prêté attention à cette histoire d'armes. Nous savions simplement que le groupe de Lorenzoni en détenait plusieurs. Des témoins nous l'avaient dit, et puis l'arme du commandant Bertolini, un 357 Magnum, avait disparu.

Quinze jours après ces événements, j'ai bien failli être inculpé. Le commissaire Franquet m'accusait d'avoir « planqué » les armes de guerre et de les avoir soustraites à la justice. C'est le colonel commandant le groupement de Corse qui m'a averti : « Il va y avoir une procédure judiciaire contre vous. » J'ai dû intervenir en Corse, il a fallu que j'appelle le préfet, M. Claude Vieillescazes, ainsi que le procureur de la République, pour faire cesser les poursuites qui se préparaient.

Sur Lorenzoni et ses hommes nous n'avions trouvé que des cartouches de calibre 9 mm. Par gentillesse, diplomatie, nous les avons récupérées sans le signaler aux enquêteurs. L'hôtel de police craquait de partout — quarante interpellés d'un coup, on n'avait jamais vu ça ! Les policiers manquaient de bureaux pour les isoler et commencer les interrogatoires. Il devait être 1 ou 2 heures du matin lorsque, avec Prouteau, nous sommes allés recevoir les félicitations du préfet. Ce n'était pas le coup du siècle mais nous étions heureux que la prise d'otages se soit ainsi réglée à l'amiable. Le pouvoir sortait vainqueur de l'affrontement, sans que les autonomistes aient perdu la face.

Devant tout l'état-major, devant les huiles, je me suis inquiété du sort du commandant Bertolini. Nous avons récupéré Yannick Leonelli à l'hôtel Fesch, mais nous restions sans nouvelle du chef de Francia. J'ai obtenu l'autorisation d'aller au commissariat parler seul à seul avec Marcel Lorenzoni. Je lui ai expliqué, à l'aide de mots simples, d'homme à homme, de para, qu'il venait de réussir un très gros coup pour sa cause. De mon côté, j'étais heureux parce que c'était une action propre. Personne n'avait de sang sur les mains.

Je lui ai dit : « Si tu fais tuer le commandant, cela va ternir ton image de marque. » Je l'ai finalement convaincu : « D'accord, m'a-t-il répondu, on vous rend Bertolini mais nous partons seuls tous les deux, toi et moi. Nous prenons une voiture et nous le ramenons... Attention, j'y vais les mains libres ! Sans les menottes ! »

De mon côté, je l'ai prévenu : « Si tu essaies de me rouler dans la farine, mon premier réflexe sera de te mettre une balle dans la tête. » Entre nous, le contrat était clair. J'ai à nouveau foncé chez le préfet. Il y avait dans son bureau M. Ambrogiani, le coordinateur des services de police pour la Corse. Je leur ai expliqué ce que me proposait Lorenzoni. Ils ont tous eu une réaction de méfiance : « C'est un piège, il va en profiter pour tenter de s'évader... » Prouteau, lui, a compris et il a soutenu mon idée : « Si Barril dit que c'est faisable, c'est que ça l'est. » A l'époque, nous étions Prouteau et moi au sommet de notre collaboration, nous faisions un sacré tandem.

Le préfet se laissait convaincre peu à peu. Il avait soumis le projet à Paris, au ministère de l'Intérieur. La réaction était très différente. L'entourage du ministre était farouchement hostile à l'idée de laisser à un officier du GIGN le soin d'une telle mission. Seuls les enquêteurs pouvaient tenter quelque chose ! Le GIGN, expliquait Paris, n'était fait que pour les missions d'interventions ponctuelles. Celle-là était terminée, bravo, félicitations, mais maintenant le GIGN devait dégager le terrain et quitter la Corse.

C'était oublier que Lorenzoni n'acceptait de jouer le coup qu'avec moi. Le préfet comprenait parfaitement ma position, mais il n'était pas encore très au fait des rivalités parisiennes de la police et du GIGN.

De son côté, le commissaire Franquet était bien sûr farouchement hostile à ma proposition. Il dressait de l'opération le portrait le plus noir possible : j'étais manipulé ; d'ailleurs, il ne comprenait pas mon rôle ; il le trouvait ambigu, trop conciliant avec les nationalistes. Il se vengeait sans annoncer la couleur, sans parler de son arrestation par le GIGN.

Pour arracher la décision, j'expliquai ce que Lorenzoni m'avait dit : les hommes qui gardaient Bertolini étaient désormais sans ordres, coupés de leurs chefs. En apprenant que l'hôtel Fesch était tombé, ils pouvaient très bien liquider le commandant. Je rappelai aussi que Bertolini était un véritable otage et que nous, au GIGN, on avait l'habitude de tout faire pour sauver les otages. Je ne connaissais pas le commandant. Toutefois j'expliquai que c'était la moindre des choses de chercher à libérer cet homme, un soldat aujourd'hui invalide avec Légion d'honneur, et à qui Raymond Barre, Premier ministre, avait rendu visite à l'hôpital quand il avait été victime d'un attentat du FLNC.

Le préfet m'a alors promis de demander une nouvelle fois l'autorisation de Paris, le lendemain. De retour à l'hôtel de police, je suis tombé nez à nez, devant l'ascenseur, avec le commissaire Franquet. Nous avons eu une violente altercation. Je lui ai dit : « Si le commandant Bertolini meurt, je vous en tiendrai pour responsable ! »

Heureusement, le lendemain, vers 10 h 30, le préfet m'attendait avec une bonne nouvelle. Finalement Paris acceptait ma proposition. L'accord était assorti d'une série de contraintes. J'ai dû promettre au préfet de rester en contact radio permanent durant toute l'opération, d'avoir sur moi un bip-bip, un émetteur qui signalait ma position.

Nous avons décidé de faire croire notamment à la presse que le GIGN repartait. Prouteau a alors monté un grand numéro à l'aéroport. Il a accepté de faire des déclarations. Les hommes se sont montrés recueillant les lauriers publics d'une intervention réussie qui avait déjà fait le

tour de l'Europe. Discrètement, je suis resté à Ajaccio avec un peu de matériel, six hommes, parmi les meilleurs, et un chien. En cas de pépin, nous avions le support total de la gendarmerie locale comme toujours.

Je suis passé prendre Marcel Lorenzoni chez les policiers blêmes de rage contenue. Nous nous sommes dirigés vers Porticcio, de l'autre côté du golfe d'Ajaccio. Là, Lorenzoni a voulu que je m'arrête pour le laisser téléphoner d'une cabine publique. En vertu de nos accords, je ne devais pas poser de questions. J'avais donné ma parole d'officier de ne rien révéler sur les personnes que j'allais voir. J'ai tenu cette parole et personne n'a jamais rien su de cette opération de récupération de Bertolini.

Nous nous sommes dirigés vers un ensemble de villas neuves. J'avais placé mon équipe de six hommes en couverture, dirigée par les chefs Lambert — celui de La Mecque — et Millard, deux garçons intelligents qui ont beaucoup d'idées, d'initiatives. Mon premier geste avait été de couper la radio. Dans une maison, nous avons été reçus par deux personnes. Lorenzoni s'est enfermé dans une pièce avec elles pendant une demi-heure. J'entendais des éclats de voix assez violents. Manifestement, tout le monde n'était pas d'accord avec la solution préconisée. Puis Marcel est ressorti, accompagné de l'une des deux personnes. Il l'a fait monter dans notre voiture pour nous servir de guide jusqu'à une autre villa. Marcel m'a dit : « Le commando est là. Il est seul. Il a des consignes strictes lui ordonnant de tirer sur quiconque approche. »

Il est alors parti seul. Il aurait très bien pu s'échapper dans le maquis mais j'avais moi aussi sa parole ; je savais qu'il ne le ferait pas.

Il est revenu vers midi et demi, l'air sombre : « Trop tard, me dit-il, les gars ont appris la reddition de l'hôtel Fesch. Ils ont déménagé en catastrophe dans la montagne. » Je suis à mon tour entré dans la villa et j'ai effectivement vu des traces de leur passage. La cache était encore chaude. Alors Lorenzoni a ajouté : « Il faut que je téléphone au docteur. » Un docteur célèbre en Corse !

Lorenzoni était hors circuit. Il devait remonter ses propres filières de contacts, tenter de se rebrancher. Il a donné plusieurs coups de téléphone, un nouveau rendez-vous a été fixé du côté du col Saint-Georges. J'ai planqué mes gardes du corps en couverture, cachés avec des fusils à lunette, et je me suis retrouvé seul avec mon compère-prisonnier sur le bord d'une route.

Lorenzoni m'expliquait : « Quelqu'un va venir me donner des précisions ». Une demi-heure plus tard, une voiture est arrivée, une Renault 12 qui débouchait à toute allure avec trois hommes à l'intérieur. Elle s'est arrêtée en dérapant.

Ce n'était pas notre contact mais un commando de l'ex-FLNC qui prenait le large. Je n'oublierai jamais leur curieux dialogue avec l'accent corse : « Oh ! Marcel, tu t'es déjà échappé ? » demandaient joyeusement les trois types. Lorenzoni répondait : « Non, non, ça va, on attend simplement quelqu'un. »

Ils ne m'avaient pas reconnu. J'étais en civil. Mes hommes, à l'affût, attendaient que ça tourne vraiment très mal pour intervenir. Ils ne se sont pas montrés. Les occupants de la voiture ont indiqué à Marcel qu'ils venaient d'apprendre que les policiers du SRPJ d'Ajaccio montaient vers le col Saint-Georges. Mais le FLNC était vraiment très vite informé de ce qui se passait à l'hôtel de police. Le commando, avant de quitter le massif, est allé déménager un stock d'armes.

J'avais eu le temps de relever le numéro minéralogique de la voiture et de dévisager les trois hommes. J'aurais pu les faire arrêter par la suite, je ne l'ai pas fait. J'avais donné ma parole. Nous avons encore attendu au bord de la route sans qu'aucun contact ne se manifeste. J'ai réalisé qu'un gros commando armé pouvait très bien débarquer du maquis et me récupérer...

Et puis, cela tardait trop. Le plan ne marchait visiblement pas. La filière de Lorenzoni s'était coupée quelque part. Par ailleurs, je sentais que tout bougeait du côté du FLNC. La situation m'échappait.

J'ai alors dit à Marcel : « Monte dans la voiture, c'est fini. » Il m'a regardé et m'a répondu : « Ce n'est pas de ma faute, nous aurions déjà récupéré Bertolini si nous étions partis pendant la nuit. » Il avait raison, nous avions objectivement échoué à cause des atermoiements du ministère de l'Intérieur.

J'étais furieux. Nous sommes rentrés à Ajaccio, Lorenzoni dans une cellule de la gendarmerie et moi à la préfecture. Avant de me quitter, il m'a encore dit : « Il y a encore une solution, il faut que je rencontre mes frères », ses deux frères eux aussi arrêtés à l'hôtel Fesch. Je savais que Lorenzoni ne me tendait pas un piège. Nous avons passé un pacte à la loyale, un accord de soldats. Tous ceux qui ont risqué leur peau connaissent le sens de la vie et de la parole donnée. Les Corses plus que les autres. Bien sûr, ceux qui restent derrière un bureau bien tranquilles ne peuvent pas savoir. J'admirais Lorenzoni qui avait tout risqué pour sa cause.

Membre des forces de l'ordre, je me devais de m'opposer à cette cause. C'est ce que j'ai fait, loyalement. Cela ne m'a pas empêché, à aucun moment, d'aimer des hommes déterminés, marqués par une passion, par des convictions.

Si les hommes auxquels je suis confronté ont du sang sur les mains, j'estime qu'ils se sont dévoyés. Mon respect disparaît. Lorenzoni n'avait pas de sang sur les mains. J'aime les histoires d'hommes. Tous ceux qui commandent et ordonnent de loin ne peuvent pas comprendre cette notion d'homme, de parole donnée, de loyauté, face à un engagement physique. Ils ont le beau rôle. Ils ne s'affrontent pas au danger, à la peur, aux regards des hommes. J'aime les anciens « paras » parce qu'ils ont franchi une porte, un seuil, invisible de l'extérieur. D'instinct, je m'entendrai mieux avec Lorenzoni qu'avec, plus tard, certains conseillers de l'Elysée, incapables de comprendre, de l'intérieur, du fond d'eux-mêmes, la violence du terrorisme. Il ne s'agit que de technocrates, enfermés dans leurs théories dont ils savent si bien parler, inapplicables dans les faits auxquels ils évitent d'être confrontés. Mon métier a été de défendre la loi, de servir l'État et de tenter de sauver des vies humaines happées par la violence. On peut sourire de cela, me critiquer parfois. Mais personne, parmi les gens qui m'ont connu, ne peut nier la motivation profonde qui m'a toujours fait agir, qui a marqué tous mes actes : la notion de service de la communauté.

En Corse, bien sûr, j'allais délivrer Bertolini pris en otage et Lorenzoni retournerait en prison pour les fautes qu'il avait commises.

Au-delà du Code pénal, il y a aussi les sentiments, la compréhension qu'on peut avoir des hommes sans adhérer à leurs actes.

J'ai obtenu l'autorisation de réunir les trois frères Lorenzoni dans une même pièce. J'avais expliqué aux autorités qu'il fallait s'obstiner car j'avais maintenant la conviction que Bertolini était toujours vivant. Mon histoire commençait à les intéresser. Dans une salle d'étude de la gendarmerie, j'ai assisté à un spectacle incroyable : les trois frères Lorenzoni discutant cachés sous une couverture. Je n'entendais plus qu'un murmure, vous auriez vu la tête des gendarmes mobiles ! Au bout d'une demi-heure, ils ont arrêté leurs palabres fraternelles et m'ont dit : « Faites venir notre mère, nous voulons la voir. »

J'étais époustoufflé, ces trois adultes, ces trois grands gaillards prêts à en découdre avec les autorités, engagés sur la pente de l'action clandestine, réclamaient la Mamma. C'est ça, la société corse, même au sein de l'ex-FLNC. Heureusement pour nous, un adjudant connaissait Mme Lorenzoni. Il est allé la chercher. Du coup, le colonel, impressionné, m'a laissé son bureau : « *C'est un geste humanitaire, il faut faire cela dans de bonnes conditions* », m'avait-il déclaré.

La mère est arrivée, une vieille femme aux cheveux blancs toute de noir vêtue. Elle a parlé à ses fils en corse. Les trois frères Lorenzoni avaient l'air terrorisés par leur mère. Je me suis dit que nous aurions dû la faire venir à l'hôtel Fesch, elle aurait vite calmé l'ardeur de ses petits à coups de taloches. Dans le bureau du colonel, elle les a « engueulés » vertement, surtout Marcel, puis elle les a serrés sur son cœur. En sortant, à mon tour, elle m'a embrassé en me disant : « Je vous remercie de me les avoir montrés, j'étais inquiète pour eux. »

Je pense que cette réunion de famille n'avait rien à voir avec l'affaire Bertolini. Les trois frères avaient profité des circonstances, du rapport de force en leur faveur, pour obtenir cette autorisation. Marcel m'a alors expliqué : « Pour moi c'est fini, je ne suis plus dans la course, seul Christian mon frère peut désormais vous aider. »

Marcel avait épuisé sa filière. Christian était en effet le seul à détenir les renseignements concernant le plan de secours que le FLNC mettait en place pour chacune de ses grosses opérations. J'avais compris qu'à cette époque, l'organisation était bien structurée et surtout très compartimentée. Sans doute beaucoup mieux qu'aujourd'hui.

Christian Lorenzoni n'a d'ailleurs pas fait de difficultés pour m'aider. Sans doute gardait-il, lui aussi, un bon souvenir de notre affrontement à la Sergio Leone, l'arme à la main, d'homme à homme, dans la rue Fesch. Son réseau à lui partait d'un nom de code, « Secret », et d'un numéro de téléphone. Comme il se disait, lui aussi, hors circuit depuis vingt-quatre heures, il m'a donné les informations nécessaires pour contacter l'aval de son réseau. Il m'a même fourni des indications pour faire admettre à mes futurs interlocuteurs de faire libérer Bertolini sans condition et en toute discrétion. C'est surtout à ce stade que j'aurais pu faire très mal aux clandestins du FLNC. Je connaissais désormais de nombreux numéros de téléphones, j'avais entendu des voix, rencontré des militants. Je n'ai jamais rien dit. Christian Lorenzoni m'a tout de même expliqué que je ne pouvais plus mener directement les négociations car je n'étais pas corse. C'était un handicap majeur. Il me fallait l'aide du procureur de la République. Moi, j'avais derrière lui. Après quelques heures, dans la soirée, nous avons obtenu l'assurance que l'ex-FLNC ferait téléphoner à la préfecture à une heure prédéterminée. Bertolini, en principe, devait se trouver dans la salle du conseil de la mairie d'un village. Le feu vert nous a été donné et nous avons foncé vers ce village. Bertolini était assis dans une pièce. Le maire faisait semblant de ne pas être au courant et de l'avoir trouvé par surprise, et nous, nous jouions à ceux qui étaient arrivés par hasard au village. L'honneur était sauf. Bertolini ne pouvait, bien sûr, fournir aucune indication sur ses gèoliers. Il ne se souvenait de rien, vraiment de rien, et c'était parfait comme cela.

J'ai été chaudement félicité par le préfet, mais à titre tout à fait confidentiel, puisque j'étais censé être de retour à Maisons-Alfort avec le GIGN depuis deux jours.

Le pouvoir ne savait que faire du commandant Bertolini. Le mettre en prison pour ses agissements de « barbouze », ses détentions d'armes, cela aurait été délicat. Paris a finalement décidé de l'hospitaliser au Val-de-Grâce où il est resté cinq mois en observation, gardé en permanence par six gendarmes mobiles. De sa chambre, il m'a écrit cette lettre :

« Je vous remercie pour les messages de camaraderie que vous m'avez fait parvenir à deux reprises, je serais très heureux de faire votre connaissance et d'évoquer avec vous les événements de janvier dernier. Ma détention se prolonge dans de bonnes conditions, certes, mais c'est tout de même de la détention et je vois très bien, hélas !, où l'on semble vouloir en venir. En rendant la liberté à la grosse majorité de l'hôtel Fesch, on veut calmer d'éventuelles manifestations des autonomes. Malheureusement, on décourage la majorité silencieuse et, à brève échéance, il n'y aura plus personne face à ceux qui tiennent le terrain. Dommage pour la France et tant pis pour la Corse. Soyez assuré, mon Capitaine, de mes meilleurs sentiments. »

Les incidents avec le commissaire Franquet, les divergences opérationnelles avec le ministère de l'Intérieur, ont aggravé mes mauvaises relations avec la police. Mais la rupture a été totale

lorsque le SRPJ d'Ajaccio, chargé de l'enquête sur la séquestration du commandant Bertolini, s'est heurté à mon silence. Cela me vaudra, définitivement, l'inimitié des policiers. Le directeur de la gendarmerie, quelques mois après ces événements, m'a convoqué pour m'avertir qu'une enquête judiciaire était en cours, en Corse, sur les prises d'otages et les événements du mois de janvier 1980. Mon témoignage était jugé primordial. Le commissaire Franquet voulait absolument m'obliger à donner des noms, des adresses de militants du FLNC. Il m'avait même fait parvenir un billet d'avion, j'ai envoyé promener tout le monde et je me suis débrouillé pour partir plusieurs mois en mission dans un pays arabe où je me sens comme chez moi...

CHAPITRE XVI

LA MORT D'UN AMI

Mon plus mauvais souvenir du GIGN est la mort de Jacques Henri, mon meilleur ami, noyé au large de Sète pendant une mission de nuit. J'aimais beaucoup Jacques Henri qui ne me quittait jamais, et je me suis senti responsable de sa mort. Cet accident a mis fin, temporairement, du moins je l'espère, à la spécificité nautique du GIGN.

Pour une unité comme le GIGN les missions aquatiques sont rares mais elles existent. Je pensais qu'il fallait même y préparer certains de nos hommes. Nous connaissions les prises d'otages dans des bâtiments, des toilettes d'aéroport, des avions, des cars, des miradors de prisons. Des terroristes pouvaient très bien avoir l'idée d'attaquer un bateau. Je dirais que c'est même beaucoup plus facile. La sécurité des aéroports est généralement parfaite, celle des trains en France s'est beaucoup améliorée depuis l'attentat du TGV, le 31 décembre 1983.

Mais il est très facile de monter sur un bateau, avec toutes les armes possibles, ou embarquer un véhicule bourré d'explosifs sur un ferry-boat. Il n'y a aucun contrôle.

Ensuite, des terroristes peuvent avoir l'idée d'organiser un chantage aux tankers, aux superpétroliers, et cela avec trois objectifs : d'abord détourner, avec une prise d'otages — un pétrolier, lorsqu'il est plein, représente des millions et des millions de dollars qu'on peut très bien menacer de faire disparaître. Ensuite, il y a le risque de la pollution. Un pétrolier de cinq cent mille tonnes peut vider ses soutes en huit ou dix heures et répandre tout son contenu dans la mer. Enfin, on peut très bien décider de couler un très gros pétrolier à proximité d'un port ou d'une station importante, dans le but d'obstruer les canaux de navigation.

Les pétroliers sont des cibles très vulnérables. A bord, il n'y a pas d'armes et souvent les gens qui travaillent dessus ne se connaissent que très peu. C'est une usine où l'on fait les trois huit. Le GIGN avait aussi un autre objectif, en matière d'intervention aquatique. Il est possible que nous soyons amenés un jour à participer à l'une des guerres les plus secrètes que se livrent actuellement l'Est et l'Ouest. Il faut savoir que, depuis des années, certains bateaux soviétiques passeraient leur temps à immerger des mines le long de nos côtes, dans les eaux occidentales. C'est un peu ce qui s'est passé cette année dans le golfe Persique. Ces mines peuvent être activées soit à distance, soit plus généralement avec le temps. Il est possible actuellement de larguer sur un fond de deux à trois cents mètres une mine en sommeil dotée d'une minuterie ou d'un système chimique qui permettra de l'activer dans trois ou quatre ans.

La zone la plus sensible en France est certainement Port-de-Bouc, sur la côte méditerranéenne, pour le pétrole, Toulon et Brest pour la marine. Il peut s'y trouver des mines en matière synthétique tout à fait indétectables.

Imaginons que, dans cette zone, de trois à cinq cents mines soient placées et activées en même temps. Qu'elles remontent à la surface et qu'elles se dirigent toutes vers les pétroliers qui sont en rade grâce à un système de télécommande.

Depuis des années se livre une véritable partie de cache-cache entre les dragueurs de fond de la marine nationale des bâtiments d'autres marines étrangères et des bateaux soviétiques. Ces navires sont souvent « banalisés », transformés en chalutiers ou en bateaux de plaisance. Ils sont utilisés, en permanence, pour larguer au fond de la mer des quantités énormes de ferraille afin de compliquer les recherches et faire perdre du temps aux patrouilleurs de la marine. Les détecteurs magnétiques des bateaux sont en effet égarés par toute cette ferraille immergée que l'on prend souvent pour des mines. C'est essentiellement pour ces deux raisons, l'objectif terroriste et le problème des mines largables par n'importe quel bateau, même de plaisance, que j'ai choisi d'organiser une formation de tout le personnel du GIGN à la plongée à l'air. Ensuite, dans un deuxième temps, j'ai formé certains hommes du GIGN comme nageurs de combat, au grand dam de la marine nationale, qui voyait une de ses prérogatives attaquée.

Comme les nageurs de combat de la marine nationale, nous utilisions un appareil très particulier qui s'appelle l'oxyger. Il sert à effectuer des déplacements de quatre ou cinq heures sous l'eau, sans bulles, sans repérage possible d'une masse métallique. L'oxygène circule en circuit fermé. La seule limite est qu'il est impossible d'aller au-delà d'une profondeur de sept mètres, sinon c'est la mort. Le grand danger pour les plongeurs est donc la crise d'hyperoxie. Elle est imprévisible. C'est un peu une crise d'épilepsie sous l'eau et cela provoque, pratiquement à chaque fois, la noyade. Aussi les nageurs de combat sont-ils en permanence reliés par deux par une sangle de sécurité, partant du principe qu'il est impossible que deux plongeurs aient une crise d'hyperoxie en même temps.

Avec mes compagnons, j'ai mis au point pour le GIGN une très grande quantité de matériel sous-marin. Cela va du scooter sous-marin biplace aux patins magnétiques permettant de grimper sur une paroi métallique verticale, comme la coque d'un navire. J'ai aussi mis au point des échelles d'abordage qui se rajoutent bout à bout, des housses étanches immergeables à profondeur désirée, des armes qui permettent de tirer avec un silencieux à partir de l'eau et différents appareils de radio sous-marins. Il y a encore toute une kyrielle de petits matériels très sophistiqués. Mais je suis, sur ce point, obligé de garder le secret. Je peux dire, aujourd'hui encore, que j'ai été le seul officier plongeur du GIGN. Je n'ai pas encore été remplacé dans cette spécialité, alors qu'actuellement l'encadrement compte dix officiers. En mars 1981, nous étions au centre d'instruction de la gendarmerie à Antibes. Ce stage devait durer trois semaines et j'en avais mis au point le programme. Il devait permettre aux plongeurs non titulaires d'accomplir leur première mission dans des conditions réelles sur des pétroliers de la rade de Port-de-Bouc.

C'était un exercice de synthèse sans filet. L'opération devait se passer la nuit. Notre objectif était le pétrolier Murex, que nous avions suivi pendant plusieurs jours. J'avais un bateau de soutien, un patrouilleur de la gendarmerie, la Jonquille. Nous avions déposé tout notre matériel à bord.

Le 24 mars, vers 18 heures, nous avons embarqué très discrètement dans la rade de Fos-sur-Mer. Nos véhicules étaient cachés dans les environs et personne n'était au courant, dans la région, de la présence du GIGN. Nous étions sept dont mon adjoint Jacques, mon garde du corps, un garçon extraordinaire, mon ami, mon confident, mon bras droit. Il n'y avait qu'à lui que je confiais le soin de conduire ma voiture, c'était un pilote extraordinaire, un homme d'action d'un sang-froid remarquable.

L'opération ce soir-là était simple. Elle consistait à aborder de nuit un pétrolier de trois cent cinquante mille tonnes qui faisait trois cents mètres de long et dont les soutes étaient pratiquement vides.

Ce pétrolier devait jeter l'ancre à environ trois ou quatre milles au sud de Port-de-Bouc. Nous devons, sans que personne ne nous voie, approcher du pétrolier, grimper dessus, l'aborder et neutraliser l'équipage commandé par le commandant Medhi.

Méticuleusement, nous avons passé un temps incroyable à nous préparer. Le plongeur de combat est un véritable sapin de Noël. On y accroche plein de choses partout, le masque, le profondimètre, la boussole, le compas, le couteau et la fusée de détresse. Rien que pour l'équipement personnel, le plongeur doit préparer et vérifier son matériel pendant plusieurs heures. Il faut y ajouter la housse étanche munie des patins magnétiques, des cordes, des menottes, des barreaux d'échelle, les armes...

Nous avons formé trois groupes, le premier était composé du gendarme Jacky Devillier et de moi-même. Nous devons approcher le bâtiment à bord de nos mini-sous-marins. Nous prenons avec nous la totalité du matériel lourd, ainsi que les armes et les munitions. Jacques Henri dirigeait le second groupe. Il avait comme objectif la chaîne du pétrolier. Une chaîne énorme, dans les maillons de laquelle il est facile de poser un pied. Jacques devait arriver le premier sur place. Près de la chaîne, les six plongeurs devaient se regrouper, avant de passer à l'attaque.

J'avais décidé de grimper en tête avec des patins magnétiques, que nous utilisions pour la première fois en sortie opérationnelle. J'avais obtenu, pour ces patins magnétiques, des brevets très concluants ; toutefois ils n'avaient jamais été testés « en situation » aquatique... La paroi verticale d'un pétrolier fait environ dix-huit mètres de haut. Il faut aborder le bateau par son flanc gauche. Sur le flanc droit, d'énormes turbines aspirent l'eau. Un plongeur qui arrive par là est sûr de se retrouver collé à huit ou dix mètres de profondeur contre les grilles d'aspiration. Il est sûr, aussi, de mourir d'épuisement, l'embout de son appareil arraché. A l'heure prévue, tout est prêt. Les feux de la Jonquille sont éteints. La température de l'eau et de l'air est à environ 8 °C. Les plongeurs ont revêtu des combinaisons sombres. Le matériel est peint en noir, le visage est noirci. Nous sommes invisibles, sans aucun objet métallique sur nous, pour éviter d'être détectés. Le compte à rebours commence. Les Zodiac nous mettent à l'eau dans l'axe du Murex, hors de portée de leur radar. Nous nous immergeons. Arrivé à sept mètres de profondeur, j'oriente mon scooter et je prends le cap 227.

Après quinze minutes environ de navigation, attaché à Jacky, nous avons stoppé les moteurs de nos scooters. Un bruit terrible. Nous pensions que notre pétrolier s'était mis en route, qu'il allait nous passer dessus, sans nous voir, et j'ai fait signe à Jacky de remonter discrètement pour voir...

A la surface, nous avons vu le Murex, toujours à sa chaîne, au mouillage. En nous retournant, nous avons aperçu un énorme pétrolier, un second, qui avançait et qui passait dans notre dos. A cinq minutes près, nous étions sur son axe, et tout le commando aurait été déchiqueté par une hélice haute comme trois étages de bâtiment. Nous avons repris notre route. Alors que nous faisons surface à l'abri de la coque, nous avons entendu des cris désespérés. Je les ai localisés à l'avant du Murex. J'ai entendu plus précisément : « Riton s'est noyé ! »

Enfreignant les règles de sécurité, j'ai défait ma sangle de sécurité et j'ai demandé à Jacky, mon coéquipier, de gonfler son gilet de secours et de prendre mon scooter. Je me suis précipité à l'endroit précis où j'avais entendu les cris.

Charley, l'équipier de Riton, se débattait dans le noir. Immédiatement je l'ai agrippé, alors qu'il me disait : « Vite, vite, Jacques s'est noyé ! » J'étais un peu ivre d'oxygène et je n'ai pas compris tout de suite ce qui s'était passé.

A ce moment je remarque que Charley a sa sangle de sécurité coupée au bras. Il tient à la main une fusée de détresse. Je la récupère et la percute afin de prévenir nos marins de la Jonquille qu'il vient de se passer un accident important. Très agité, occupé à retrouver sa respiration, Charley m'explique, entre deux sanglots, ce qui s'est passé :

« Tout allait bien, nous sommes partis peut-être un peu vite. Nous étions à cent mètres de l'objectif, comme prévu. C'est alors que Jacques a eu une crise d'hyperoxie. Il s'est débattu. Je me suis précipité sur lui pour le ramener à la surface et gonfler son gilet de secours. Mais Jacques, en se débattant, dans des crises de convulsions, m'a arraché mon masque. J'étais aveuglé et j'ai bu la tasse. J'ai palmé de toutes mes forces pour ramener Riton à la surface, mais j'ai perdu une palme. J'ai gonflé mon gilet de sécurité. Jacques commençait à s'alourdir. Il m'entraînait peu à peu vers le fond. Je n'ai pas réussi à gonfler son gilet de sécurité. A bout de forces, j'ai dû lâcher prise. Pour sauver ma vie, j'ai eu le réflexe de dégainer mon poignard et de couper la sangle qui me rattachait à Jacques. »

Charley a fait surface avec un début de noyade. Je pense que Jacques a coulé sur un fond d'environ trente-cinq à quarante-cinq mètres. Les Zodiac font le va-et-vient entre la Jonquille et nous. Je fais baliser la zone avec des bouées. Nous cherchons des projecteurs. Nous avons fouillé, plongé en vain. Tous les gendarmes et leurs officiers de la Jonquille ont plongé à tour de rôle. Nous devons nous rendre à l'évidence, Jacques s'était noyé, nous n'arrivions pas à le repêcher, la nuit était noire, il n'y avait aucune visibilité.

Il était environ 2 heures du matin, nous avons dû rentrer et j'ai rendu compte à la hiérarchie de ce qui venait de se passer. Les messages codés sont partis de la Jonquille, qui regagnait la terre. Tout le personnel était hébété, en état de choc. Je me sentais responsable. Cette mission, c'est moi qui l'avais préparée. De retour à la brigade, il a fallu, dans l'ordre, prévenir le commandant de compagnie, qui a rendu compte au commandant de groupement, qui, lui-même, à prévenu le général commandant la région, qui a prévenu, à son tour, le général commandant la direction, qui a appelé le directeur, qui a prévenu le ministre. C'est obligatoire, c'est la hiérarchie. C'est un événement grave...

En sens inverse, toute la hiérarchie me tombait sur le dos. Il a fallu aussi prévenir le préfet, le préfet maritime. A 3 heures du matin, j'ai enfin eu Prouteau au téléphone. Il n'en revenait pas. Je me disais que cette mission n'en valait pas la peine. Déjà notre ami Pasquier était mort à l'entraînement et, maintenant, voilà que mon meilleur ami, Jacques, venait de se noyer. Vers 5 heures du matin je me suis dit qu'il fallait réagir. C'était aux plongeurs du GIGN de récupérer le corps de leur camarade. Très rapidement nous avons recruté tous les plongeurs de la gendarmerie disponibles dans le secteur d'Antibes et de Port-de-Bouc. J'ai obtenu un hélicoptère, la Jonquille a monté la garde à l'endroit de la disparition, mais le vent s'était levé. La mer s'agitait et lentement le pétrolier Murex tournait autour de son amarre. Il avait balayé notre repère. Lorsque nous plongeons nous ne reconnaissons rien. Notre seul point de repère, le pétrolier, s'était déplacé dans la nuit. Nous avons décidé, avec mon ami Gino Arneodo, le plongeur le plus expérimenté de la gendarmerie, de ratisser tout le secteur, deux par deux, malgré le manque de visibilité. Pendant des heures et des heures nous avons plongé sans relâche dans des conditions périlleuses.

Tout à coup, un patrouilleur de la marine nationale s'est approché. Il a jeté les amarres près de nous. Un Zodiac a été mis à l'eau avec, à bord, quatre marins dont un brillant officier, très galonné. Il m'a demandé avec arrogance : « Qui est-ce qui commande, ici ? » Je me suis présenté. Il m'a expliqué que le préfet maritime venait de charger la marine nationale de la récupération du corps du gendarme. Nous devons partir immédiatement. D'après lui, nous n'avions rien à faire là. Comme je n'avais moi-même pas eu d'ordre, très énervé je lui ai dit : « Écoute, mon petit gars, j'ai mis quatre bouées, le premier marin qui plonge à l'intérieur de ces bouées est un homme mort. » J'avais mon 357 Magnum à la main et j'ai fait mine de le braquer. Le marin a fait faire demi-tour à son Zodiac en disant : « Je vais en rendre compte au préfet maritime, et ça ne va pas se passer comme ça. » Plus tard, j'ai encore eu des remontrances mais, vraiment, à ce moment-là je m'en fichais complètement. Côté gendarmerie, c'était la panique générale. Le directeur m'avait fait transmettre l'ordre d'interdire toutes les plongées à tous les gendarmes du GIGN, moi compris. La direction de la

gendarmerie estimait que nous étions trop choqués, que nous commencions à prendre trop de risques. Je leur ai donné ma parole, mais j'ai continué à plonger avec mes gendarmes. Il n'était pas question de laisser Jacques au fond.

A la fin de la journée, nous ne l'avions toujours pas trouvé. Tous les gendarmes étaient crevés, mais tous étaient prêts à recommencer dès le lever du jour. Tous les gendarmes plongeurs de la région ont été fantastiques. Nous avons rappelé la direction de la gendarmerie pour leur faire un exposé de la situation. Miracle, j'ai obtenu le droit de continuer les recherches pendant une journée encore avec les plongeurs n'appartenant pas au GIGN. Passé ce délai, les recherches seraient confiées à la marine nationale. Nouveau coup de téléphone. La femme de Jacques m'a fait jurer de ne pas revenir à Paris sans le corps de son mari. Le matin, la Jonquille nous ramène à nos misérables bouées, les plongeurs sont tous d'accord pour continuer. Jacky Devillier n'hésite pas un seul instant, Galin et Bollet non plus. Nous aurons très vite deux accidents de plongée, pas très graves. Les hommes accidentés seront évacués par hélicoptère, mais j'ai pris la décision de continuer.

Avec Jacky Devillier, nous plongeons à l'aide de nos scooters. Nous nous tenons à deux mètres au-dessus de la vase, nos projecteurs allumés. Misérablement, ils éclairent un ou deux mètres. Mais nous pensions qu'ainsi nous allions trouver le corps. Au bout de trente-cinq minutes d'efforts, effectivement, nous avons trouvé Riton. Il était là, couché sur le dos, sans son masque. Je me suis précipité. Nous devions faire vite car notre temps d'air comprimé était limité. Nous avons essayé de desserrer sa ceinture de plomb, sans y parvenir. Avec une corde, j'ai fixé le sac de relevage à Jacques. J'ai gonflé avec tout l'air qui me restait dans mon détendeur. Le corps de Riton s'est hissé, doucement, mais l'air a fui par la couture supérieur du sac.

C'était une vision de cauchemar. Jacques était en face de moi, avec l'apparence de la vie. Malgré nos efforts, le sac a explosé à dix-sept mètres environ. Jacques est redescendu. Je me suis laissé couler pour le récupérer. J'ai rattrapé Jacques par le coude, et mis mon scooter en marche. Nous remontions vers la surface lorsque l'hélice du scooter s'est prise dans un tuyau de mon détendeur, qu'elle a sectionné. L'air ne passant plus, j'ai contrôlé ma respiration, refusant de lâcher Jacques. J'ai percuté mon gilet de détresse mais le tuyau de l'accoi dément qui permet de le gonfler avait aussi été coupé par l'hélice. C'était la panique. Je me suis encore empêtré dans la corde avec Jacques. Nous avons coulé ensemble. Je n'avais plus d'air, je ne pouvais plus équilibrer, la pression devenait de plus en plus insupportable dans mes oreilles. Je suis descendu au fond, à plus de quarante mètres. J'avais les tympan qui allaient exploser. J'allais me noyer à mon tour. Là vraiment j'étais perdu sans le secours de Devillier. Heureusement, Jacky avait vu la scène. Il est passé tout près de moi avec son scooter et j'ai pu attraper son harnais de sécurité. Il m'a donné de l'air. J'avais bu beaucoup d'eau et l'air ne passait plus. J'avais un blocage de glotte. Il m'a accroché son propre gilet de détresse. Il a agrippé son scooter à deux mains, passé un bras dans les sangles de mes bouteilles et, contrairement à toutes les règles de sécurité, nous sommes remontés en catastrophe, directement à la surface.

J'étais déjà inconscient avec un début de noyade, les plongeurs qui attendaient sur les Zodiac et qui m'ont vu sortir de l'eau ont affirmé plus tard m'avoir vu debout sur l'eau tellement nous avions pris de l'élan. Je suis revenu à moi à l'hôpital Salvador de Marseille dans un caisson de décompression. J'étais victime d'un début de noyade, j'avais un voile aux poumons et j'avais fait un accident de décompression. J'ai été transporté en hélicoptère de la gendarmerie.

Quelques heures plus tard, Jacky Devillier m'a rejoint dans le caisson de décompression. Il était aussi resté trop longtemps au fond. Heureusement, avant de quitter les lieux, il avait réussi à baliser la verticale du point où nous avons laissé le corps de Jacques. Riton a été remonté par mon ami Gino et par Gérard Bollet du GIGN.

La mission avait été un fiasco. Jacques était mort. J'étais désespéré et j'avais tout le monde contre moi.

Je suis sorti de mon caisson sans attendre l'autorisation des médecins. Je voulais absolument remonter à Maisons-Alfort avec le corps. J'ai dû faire face aux récriminations du général commandant la région de Marseille, m'occuper des formalités, de l'autopsie, de la famille, des obsèques...

De retour à Paris, j'ai eu un long entretien avec Christian Prouteau. Lui savait que j'avais tenté le tout pour le tout pour sauver Jacques, puis pour retrouver son corps. Il s'est occupé de toutes les démarches. Il avait personnellement connu le même problème avec Pasquier, notre premier mort, en 1977. Pasquier était mort avec Prouteau, Jacques Henri était mort avec Barril. Nous étions, si je puis dire, à égalité. A égalité dans le malheur.

Après, ça a été une nouvelle fois les commissions d'enquête. La marine nationale avait fait faire des expertises plutôt douteuses qui laissaient entendre que la molette de l'appareil de Jacques était rouillée, que la chaux soudée était impropre. J'étais l'officier de Jacques. J'étais donc responsable. A l'époque, on ne jugeait pas les militaires devant les tribunaux civils. Je risquais très sérieusement de comparaître devant un tribunal permanent des forces armées (TPFA). Lorsque les TPFA ont été supprimés, j'aurais pu passer aux assises. Cet accident, la mort de Jacques, a marqué la fin des entraînements du GIGN en milieu aquatique à l'oxygène. Notre équipe de plongeurs de combat n'avait plus le droit de s'entraîner. La hiérarchie nous a interdit les missions d'attaque des pétroliers, les exercices de nuit. Tout ça était terminé.

CHAPITRE XVII

LE GIGN A L'ELYSÉE

L'arrivée de François Mitterrand à la présidence de la République nous a d'abord inquiétés, au GIGN. Pour nous, il n'était pas question de politique. Le changement nous laissait relativement indifférents. Le problème se posait au niveau de l'existence même du GIGN. Partout, des rumeurs annonçaient la dissolution des groupes d'élite. Ainsi l'on parlait, au-delà de la réduction du service militaire à six mois, de la disparition de la Légion étrangère et de la fin des unités spécialisées. Très vite, par exemple, l'équipe de gymnastique de la Garde républicaine a été dissoute; or c'était dans ce groupe que nous recrutions beaucoup d'hommes. Vers le milieu de l'année 1981, nous redoutions, Christian Prouteau et moi, de voir le GIGN disparaître.

Lors des derniers jours du septennat giscardien, nous avons eu encore un fort coup de publicité. Nous avons, en effet, réussi à mettre fin au détournement d'un avion d'Aer Lingus, la compagnie irlandaise, au Touquet. Tout s'était bien terminé et le chef de l'État, Valéry Giscard d'Estaing, nous avait incités à nous montrer sur les antennes de télévision. Christian Prouteau avait fait un récit de l'affaire le jour même à TF 1 et à Antenne 2. A l'évidence, le GIGN avait été utilisé comme « argument électoral ». Ce n'était pas bon pour l'unité.

Dès l'arrivée de François Mitterrand au pouvoir, nous nous demandions à quelle sauce nous allions être mangés. Et puis, je le rappelle, commençait pour moi, je dirais contre moi, l'affaire du trafic d'armes d'extrême droite. Pendant plusieurs mois j'allais être en butte aux suspicions de ma direction et plus largement du ministère de la Défense. La vie du GIGN s'est ressentie de cette histoire, que nous avons tous, hommes et officiers, vécue de façon très négative. A tel

point, d'ailleurs, que cet état d'esprit, cette morosité figuraient en bonne place dans le rapport annuel de Christian Prouteau sur l'état d'esprit à la direction de la gendarmerie nationale. Cela a certainement décidé M. Charles Hernu, notre ministre, à rendre visite au GIGN en mars 1982. Après une démonstration réussie des capacités de combat du GIGN suivie d'un vin d'honneur, monsieur le ministre a tenté de nous rassurer, et, pour moi-même, après tous mes ennuis avec le juge Boulouque, de me réhabiliter publiquement.

Lorsqu'il est venu nous voir à Maisons-Alfort, j'ai été chargé d'organiser un grand show, pour lui montrer la valeur du GIGN. Nous avons, dans le passé, organisé beaucoup de démonstrations pour des ministres ou des personnalités, mais là, j'avais décidé de « mettre le paquet ». Nous lui avons vraiment fait le grand spectacle, la superproduction : descentes en rappel — quatorze étages d'une tour — séances de karaté, ramassage de grenades réelles dégoupillées et explosion à l'extérieur d'un local, tirs réels sur gilet pare-balles, attaque des chiens...

Vraiment, le ministre et ses nombreux accompagnateurs eurent droit au grand frisson. Il ne faut pas oublier les tirs simultanés à balles réelles sur des véhicules, des tirs d'entraînement, des escalades sans assurance. Devant le ministre et tout l'aréopage des personnalités de son cabinet, je me suis moi-même livré à mon exercice favori : dos à l'adversaire, à quinze mètres de distance, en moins de cinq secondes, je tirais et je faisais mouche sur six cibles, départ arme à l'étui... Presque aussi fort que Lucky Luke. Pour mettre ce numéro au point, il m'avait fallu six ans d'entraînement.

Je crois que Charles Hernu était très satisfait de sa visite, de nos exercices et de l'ambiance de soldats du GIGN. Il est resté deux heures de plus que ce qui avait été prévu par le protocole. Je n'avais jamais vu autant de généraux de la gendarmerie, sortis de leurs bureaux le temps d'une visite. Les hommes du GIGN ont été très flattés que le ministre de la Défense leur serre à chacun la main, et leur adresse des mots aimables.

Prouteau a fait ce jour-là un speech vraiment excellent, en expliquant ce qu'était le GIGN, son histoire, ses exploits. De mon côté, pendant un aparté, j'ai eu une longue poignée de main avec le ministre. C'est à cette occasion qu'il a eu quelques mots aimables, m'expliquant qu'il était ravi que cette histoire d'extrême droite n'ait été basée que sur des rumeurs infondées. Charles Hernu a fait des efforts, au cours de ces retrouvailles avec le GIGN, en particulier en lavant mon honneur. Il nous a redonné confiance. Le ministre de la Défense a su nous parler, comme on parle à des soldats. La veille, je crois, ou quelques jours plus tôt, il était allé rendre visite à la DGSE et l'accueil qu'il avait reçu avait été nettement moins cordial, en tout cas moins expansif. La caserne Mortier ne lui avait pas fait la démonstration de toutes ses compétences. Nous, nous avons joué le jeu à fond, comme toujours et sans arrière-pensées... Je crois que cette manifestation de toutes nos possibilités, ainsi que l'historique du GIGN fait par Christian Prouteau, ont marqué Charles Hernu. Il a été impressionné. Je pense aussi qu'il a toujours été persuadé de la valeur du GIGN, entre autres, dans le domaine de la lutte antiterroriste. Dès les premiers mois du septennat de François Mitterrand, les conseillers du président se sont aperçus que la sécurité du chef de l'État était mal assurée. Ils se sont renseignés. Je pense que c'est M. Hernu qui a très vite proposé les services du GIGN.

Au cours de la seconde moitié de l'année 1981, beaucoup de rumeurs d'attentats ont circulé à l'Élysée, dans la presse, au ministère de l'Intérieur. A cette même époque, un certain nombre de personnalités ont été visées par des terroristes et des fous. Ronald Reagan, pourtant protégé par le FBI et par la CIA, dont les gardes du corps figurent parmi les meilleurs du monde, a pu être touché par un déséquilibré. Le président Sadate a été tué pendant une prise d'armes. Le pape a été blessé par balles dans la foule, à Rome. Je crois que les années 1981 et 1982 ont correspondu à la prise de conscience par les gouvernements des risques physiques que courent désormais les chefs de l'État et les grandes personnalités politiques.

C'est certainement la première raison de la réforme. J'en vois une autre. Les services policiers qui s'occupaient traditionnellement de la sécurité de l'Elysée, les VO (voyages officiels), avaient de plus en plus mauvaise réputation, car ils organisaient des fuites sur les propos du chef de l'État, vis-à-vis de la presse et de leur hiérarchie. Ils parlaient beaucoup à leurs supérieurs qui, eux-mêmes, se sont mis à constituer des dossiers sur les proches du chef de l'État, en se disant : « On ne sait jamais. »

L'impression que pouvait ressentir le président Mitterrand d'être écouté, trahi par ses propres gardes du corps était très désagréable. Les VO avaient aussi acquis une mauvaise réputation par leur fonctionnement même. Il y avait eu beaucoup d'incidents. Des policiers avaient perdu leurs armes, à l'étranger. D'autres buvaient beaucoup. Ils ne suivaient aucun entraînement physique. A l'inverse, il circulait pas mal d'histoires sur les heures supplémentaires faites à titre privé, entre autres pour la protection d'une femme de chef d'État ou dans des grands hôtels. On parlait beaucoup des petits cadeaux qui s'échangeaient. Des détectives privés ou des gardes du corps qui avaient monté des sociétés commerciales étaient concurrencés par des policiers en exercice. Ceux-ci profitaient des privilèges que leur donnent leur fonction, une carte tricolore et le droit de porter une arme, pour leur prendre des affaires. Certains policiers de l'Elysée s'adonnaient à ce genre de pratiques.

François Mitterrand avait ses hommes de confiance, son chauffeur et un inspecteur des Renseignements généraux qui était avec lui depuis plusieurs années. Mais, vraiment, les policiers des VO attachés à la personne du chef de l'État avaient mauvais genre. Le sérieux de ce service s'était beaucoup relâché, malgré le contrôle de M. de Grossouvre, ami personnel du chef de l'État et conseiller spécial à l'Elysée, qui n'est pas un spécialiste de la protection, mais le président du comité des chasses présidentielles (arrêté du 1er janvier 1981). C'est alors, je crois, que M. Hernu a proposé les services de Christian Prouteau. Pendant plusieurs semaines, Prouteau, aidé par le personnel, a multiplié les tests. Il a réalisé un certain nombre de dossiers d'objectifs, et les hommes du GIGN s'amusaient à jouer les terroristes, à piéger le service des VO. Il était anormal qu'on surprenne la voiture du chef de l'État en stationnement devant une pizzeria. Le chauffeur, en dehors des nécessités de transport de M. Mitterrand, gardait le véhicule pour aller déjeuner. On pouvait facilement « biper » la voiture, la piéger avec un explosif, ou encore y poser des micros. Cela était scandaleux.

A d'autres occasions, nous avons donné une arme à un homme du GIGN. En civil, lors d'un voyage officiel, dans la même journée, cet homme a pu serrer sept fois la main du chef de l'État. Nous en avons la preuve, sous forme d'une série de photographies. Cet homme avait eu sept fois l'occasion d'abattre M. Mitterrand et de partir tranquillement. Ailleurs, nous avons mis des autocollants, pour montrer que certains locaux n'avaient pas été fouillés, vérifiés. On pouvait aussi mettre des punaises avec du curare sur un fauteuil sur lequel M. Mitterrand devait s'asseoir. Nous avons fait de nombreux tests. Ils ont tous été positifs. Cela signifiait que le service des VO était devenu incapable de continuer sa mission. N'importe qui pouvait planter un couteau dans le dos de notre président. C'était intolérable pour une vraie démocratie.

A l'inverse des policiers des VO, les gendarmes sont disciplinés. Ils savent se taire. Vous pouvez leur demander de passer des heures debout devant la porte de la chambre d'un chef d'État, ils ne se plaindront pas. Les hommes du GIGN se prêtaient très bien à la création d'un nouveau service. Mais il était impossible de puiser dans nos effectifs pour offrir au chef de l'État un nouveau service de sécurité. C'est pourquoi Christian Prouteau, en accord avec la direction de la gendarmerie, a proposé de constituer un corps spécial, le groupe de sécurité de la présidence de la République, le GSPR, composé de gendarmes parachutistes qui allaient recevoir une formation spéciale par nos soins. Ils sont entrés en fonction le 1er juillet 1982.

Cette mission sera rapidement étendue à la lutte contre le terrorisme. L'importance du rôle de la gendarmerie grandira auprès de François Mitterrand, essentiellement pour deux raisons. D'abord parce que le chef de l'État avait très tôt manifesté une certaine méfiance à l'égard des services de police. Il avait bien raison... J'ai déjà parlé des rumeurs d'attentats d'extrême droite, qui se sont bien sûr révélées fausses, et des fuites sur la vie quotidienne de l'Élysée. Très vite, la mésentente s'est aussi installée entre certains secteurs de la police et le ministère de l'Intérieur. M. Defferre a eu des problèmes, à l'occasion d'un voyage, avec certains syndicats de police. La gendarmerie avait, au contraire, l'image d'un corps stable, toujours aux ordres, sans états d'âme, et je pense que M. Mitterrand a préféré faire confiance à un homme du GIGN.

Mais la raison essentielle c'est sans doute le contexte même de cette période. Le milieu de l'année 1982 est marqué par des attentats terribles, celui du Capitole — le train Paris-Toulouse —, celui de la rue Marbeuf et, le 9 août, celui de la rue des Rosiers. Or, depuis plusieurs semaines l'Élysée réclamait en vain aux chefs des services de police des rapports sur les activités terroristes, sur celle du groupe palestinien dissident Abou Nidal en particulier. Rien ne venait. Les commissaires répondaient invariablement par des phrases au conditionnel, ou présentaient des rapports au contenu invérifiable. Devant la gravité des problèmes de sécurité, devant l'urgence, mais aussi la désorganisation des services de police, il a été décidé de créer sur place, à l'Élysée, c'est-à-dire sous le contrôle des proches conseillers du président, une sorte de cellule de crise et de réflexion dans le domaine de la lutte antiterroriste. En quelques semaines, Christian Prouteau avait eu le temps d'évoquer les conceptions du GIGN, à savoir nos thèses sur le terrorisme, avec le président de la République et certains de ses conseillers. En conséquence de quoi il a rapidement été nommé conseiller technique. À partir de cet instant, j'ai su que j'allais travailler directement pour la présidence de la République.

J'étais désormais interdit de mutation. On avait voulu me discréditer. On me faisait comprendre à la gendarmerie que je devenais embarrassant, et voilà que j'étais promu. Mieux que cela : on me priait de mettre mon expérience au service du projet animé par Prouteau à la présidence.

Le directeur de la gendarmerie m'a fait convoquer le 29 juin 1982 pour me confier le commandement du GIGN, que Prouteau ne pouvait plus assurer dans de bonnes conditions. Comme ce commandement m'était donné par intérim, et que Prouteau restait le chef du GIGN en titre, je devenais du même coup adjoint au chargé de mission à l'Élysée. D'abord pour la réorganisation de la sécurité du chef de l'État, puis, à partir du mois d'août, pour faire partie intégrante de la cellule élyséenne.

Comme j'étais toujours inculpé dans l'affaire du trafic d'armes de Bobigny, la direction de la gendarmerie paraissait plutôt gênée. Christian Prouteau, homme prudent, avait aussi voulu garder le commandement en chef du GIGN.

En juillet, il ne savait pas très bien comment allait se dérouler sa mission. Sa seule force était le groupe. Il a refusé la cassure, et cela s'est avéré être une erreur. Toute une équipe d'intervention allait désormais prendre ses ordres à l'Élysée. Un lien aussi fort avec l'institution présidentielle n'est jamais bon. Si le GIGN provoquait une bavure en opération, un carnage pendant une prise d'otages, cela serait automatiquement porté au passif du service du chef de l'État. La situation n'était donc pas très claire, mais le ministère de la Défense, la présidence de la République et la direction de la gendarmerie, tout le monde a accepté ce cumul de fonctions et cette ambiguïté.

Les événements se sont précipités quand les policiers ont appris la nomination de Prouteau et, de fait, l'entrée du GIGN à l'Élysée. Ils ont immédiatement manifesté leur hostilité au projet. Prouteau a été vu aux côtés du chef de l'État aux manifestations du 14 Juillet, et lors d'un voyage à Athènes. Les services du ministère de l'Intérieur n'avaient déjà pas accepté le

remplacement des VO par des gendarmes parachutistes et le renforcement de la sécurité présidentielle dont ils avaient été jugés incapables. Mais cela a été pire encore lorsqu'ils ont appris qu'une « cellule » était en préparation.

La connaissance du terrorisme ne faisait peut-être pas partie de nos spécialités jusqu'en 1976, mais, peu à peu, nous avons acquis de nombreuses informations. Essentiellement par nos contacts à l'étranger. Ne serait-ce que sur les pays arabes, nous étions les seuls à être spécialisés. Les policiers ne voyageaient guère, et la DGSE n'avait jamais été très bien implantée au Proche-Orient dans la lutte antiterroriste qui n'était pas sa mission principale. De mon côté, j'ai été appelé, à plusieurs reprises, à effectuer des missions de protection à des sommets arabes, et cela à la demande des pays organisateurs. Pour ménager la susceptibilité de ces pays, mon rôle restait discret, mais j'en savais beaucoup plus que les policiers sur toutes les relations interarabes.

Je multipliais, et Prouteau aussi, les voyages. J'ai formé des centaines d'officiers étrangers. Notamment, pour ne citer qu'un exemple, les Marocains, qui ont désormais une unité d'intervention très opérationnelle.

En cet été 1982, nous étions aussi bien placés que les services de l'Intérieur pour relancer la lutte antiterroriste. J'étais certainement l'un des mieux renseignés sur ce qui se passait à Beyrouth durant l'attaque israélienne. Je disposais sur place de nombreux contacts dans les troupes spéciales de la gendarmerie libanaise, que j'avais entraînées à la lutte antiterroriste. Par la suite, avec la présence de l'armée française, je m'étais beaucoup battu pour envoyer une équipe au Liban, mais mes supérieurs avaient toujours refusé. Je n'ai jamais compris pourquoi. Le GIGN échangeait des informations avec de très nombreux groupes opérationnels étrangers.

Je crois aussi que Prouteau a intéressé le chef de l'État en lui annonçant que l'été 1982 risquait d'être particulièrement difficile sur le plan du terrorisme. Nous savions qu'une action se préparait contre la France au sein du groupe Abou Nidal.

Les avis, sur ce point, étaient très partagés dans l'appareil d'État, qui était pratiquement plongé dans la somnolence. Beaucoup de bons policiers avaient baissé les bras, après l'amnistie présidentielle de 1981 accordée aux Corses et aux membres d'Action directe. Les services de police avaient mal accepté cette décision, estimant qu'elle ridiculisait les enquêteurs. En plus, ces policiers apprenaient que Matignon, par l'intermédiaire d'un haut magistrat, négociait avec le FLNC, Action directe et les Arméniens de l'ASALA. Dans les équipes antiterroristes, c'était le temps de la démobilisation générale.

La nomination de Christian Prouteau a été annoncée par le président de la République lui-même, à la télévision, avec solennité, le 17 août, après l'attentat de la rue des Rosiers, comme une réponse de la France aux attaques de commandos. Je crois que le chef de l'État a dit, ce jour-là, des choses très importantes et fait montre d'une véritable volonté de lutter contre le terrorisme, en déclarant entre autres :

« Ce qui compte, c'est la volonté de faire reculer le terrorisme partout où il se terre, de le traquer jusqu'à la racine. Les Français doivent s'apercevoir, comme je l'ai dit l'autre jour, alors que je me trouvais devant la synagogue où l'on pleurait les triples victimes de l'attentat de la rue des Rosiers, que ce terrorisme-là, comme les autres, me trouvera devant lui. Au-delà des mesures administratives dont je viens de parler, dont les applications sont considérables, j'ajoute qu'il convient de coordonner davantage, d'améliorer l'organisation. Aussi, sur proposition du Premier ministre et à la demande et sous l'autorité du ministre d'État chargé de l'Intérieur, un secrétaire d'État à la Sécurité publique sera nommé dans l'heure qui suit. De plus, en liaison avec le ministre d'État chargé de l'Intérieur et le secrétaire d'État à la Sécurité publique, une mission de coordination, d'information et d'action contre le terrorisme sera confiée au chef d'escadron de la gendarmerie, M. Prouteau, qui travaille déjà, comme vous le savez, à mes côtés. » Voilà pourquoi j'ai voulu traquer le terrorisme jusqu'à la racine!

CHAPITRE XVIII

COMMENT LA POLICE FABRIQUE DES DOSSIERS POUR DÉTRUIRE LE CAPITAINE BARRIL

Mes véritables ennuis avec la justice ont débuté le 8 octobre 1981. Ce jour-là, police, gendarmerie et justice se sont unies pour m'accuser d'avoir fomenté un complot contre le chef de l'État français, François Mitterrand, avec un groupe de mercenaires d'extrême droite. Le montage était ridicule. Un simple examen intelligent des faits aurait dû suffire à mettre en pièces le dossier monté par des policiers qui réglaient leurs comptes. Et, pourtant, je vais traîner cette affaire pendant des années, comme un boulet.

Elle servira en permanence à ceux qui voulaient provoquer ma chute.

Aujourd'hui encore, je n'arrive pas à comprendre comment mon ministre, M. Hernu, la direction de la gendarmerie et d'autres ont pu croire un instant une telle absurdité. C'était tellement énorme ! Tellement grotesque ! C'est la rumeur qui gouverne, en France. La rumeur la plus abjecte ! Tous mes supérieurs, sauf Christian Prouteau et quelques camarades, se sont laissé intoxiquer pendant quelques semaines sans rien vérifier. Eux qui sont censés protéger la démocratie des rumeurs, eux qui détiennent tous les moyens possibles de contrôle et de vérification, ils ont cru cette incroyable fable.

C'est bien la preuve que la réalité, au sommet de l'État, ne résiste pas aux ragots. Le pouvoir, c'est Margot ! Des réactions de midinettes mal informées, crédules et niaises.

Je n'avais jamais été victime, auparavant, de cette crédulité. J'avais, peut-être, été plus confiant que d'autres. Parce que, républicain au fond de l'âme, j'étais occupé à servir mon pays, avec le GIGN, et que je ne m'étais jamais vraiment intéressé à ces questions plus politiques. Après cette affaire, mon comportement n'a plus jamais été le même. J'ai perdu une confiance totale dans l'État qui m'employait. J'ai même demandé ma mutation pour la Nouvelle-Calédonie... Je n'ai pas tout de suite mesuré l'ampleur du piège qu'on me tendait. J'ai d'abord subi, sans comprendre, des accusations dont je ne connaissais pas l'origine.

Le jeudi 8 octobre 1981, je suis convoqué avec Prouteau à la direction de la gendarmerie, pour, m'explique-t-on, « une affaire très grave ». Je me dis qu'on va certainement nous confier une nouvelle mission à l'étranger. Peut-être même dans un pays du golfe Persique, puisqu'il est question d'accompagner prochainement M. Hernu en Arabie Saoudite.

En arrivant rue Saint-Didier, nous comprenons qu'il s'agit plutôt d'une mauvaise nouvelle. L'ambiance, dans le bureau du directeur, M. Barbeau, est des plus froides. Un véritable tribunal. Le directeur, son adjoint, le général inspecteur de la gendarmerie, le général directeur du personnel, ont tous des têtes de procureur un jour de réquisitoire.

Ils me font asseoir en bout de table, seul. Je réalise soudain que c'est après moi qu'ils en ont. Cette mise en scène m'est destinée. J'ai déjà une tête de parfait coupable.

Le directeur m'explique qu'un certain Philippe Léonard, inculpé quelques jours auparavant de détention illégale d'armes de première catégorie, déclare avoir reçu, du capitaine Barril, des détonateurs. Au début de l'entretien, ils parlaient même d'armes et d'explosifs.

Sans doute ces fins limiers avaient-ils voulu tenter, d'entrée, un coup de poker. Je fais les yeux ronds. Je regarde Prouteau, aussi ahuri que moi.

Je lui explique que, deux ans plus tôt, j'avais en effet donné à mon ami de régiment, Philippe Léonard, quelques détonateurs, parce qu'il projetait de creuser une fosse de ball-trap dans le jardin d'une maison de campagne en Sologne. Ces détonateurs étaient longtemps restés dans mon sac d'alerte. Je les avais rapportés de La Mecque à la fin de ma mission de 1979. Je n'y pensais plus. Je n'avais pas revu Philippe depuis onze mois et je ne savais pas ce que son projet était devenu. Son père, à l'époque de son projet, était franchement hostile à l'idée de voir creuser une fosse de tir à côté de son élevage de faisans. Philippe devait pourtant prendre contact avec la préfecture pour déposer une demande d'utilisation d'explosif agricole. Le seul qui m'ait soutenu, à ce moment-là, le général Andraud, qui allait passer inspecteur général, a dit : « Si ce n'est que cela, ce n'est pas grave. Il suffira d'expliquer au juge que Philippe Léonard est votre ami de régiment et que les détonateurs ne sont pas des explosifs proprement dits. Cela devrait s'arranger. »

Le directeur, lui, n'en démord pas : « Mais c'est très grave, c'est très grave ! Vous vous rendez compte, vous êtes officier, officier du GIGN. Si la presse apprend ça ! »

Je ne comprends toujours pas ce qu'on me reproche ! On me demande si j'ai des activités politiques, si je suis extrémiste de droite. Le directeur ajoute que je suis impliqué dans une affaire judiciaire, avec des mercenaires d'extrême droite, et que je vais être convoqué par le juge. Je tombe des nues. Je regarde, hébété, le directeur qui m'interroge comme s'il était sûr que j'avais assassiné mon père. « Vous ne me cachez vraiment rien, mon capitaine ? » Que pouvais-je répondre à ça ?

Sonné, je rentre avec Prouteau à Maisons-Alfort. Il me demande dans la voiture si « je n'ai pas fait une connerie ». Je lui réponds que je ne vois vraiment pas laquelle. Nous réfléchissons pour comprendre d'où vient ce montage d'accusations absurdes. Je dis à Prouteau qu'à mon avis Léonard n'a jamais eu d'activités politiques et que je ne le vois vraiment pas en compagnie de mercenaires : ce n'est pas le genre de la famille.

Au siège du GIGN, nous apprenons que je suis convoqué dans l'après-midi au palais de justice de Bobigny, chez le juge Boulouque, chargé du dossier. Prouteau tente d'appeler le juge. Celui-ci ne veut rien dire. Il confie simplement : « La seule chose que je puisse vous dire, c'est que c'est très grave. » Là, je commence à m'inquiéter sérieusement car je sais désormais qu'il y a un juge dans l'histoire. Il ne s'agit donc plus seulement du délire de la hiérarchie de la gendarmerie. De plus, le juge Boulouque souhaite que je sois arrêté et immédiatement conduit auprès de lui entre deux gendarmes. Il a fallu que Prouteau promette que je ne tenterais pas de m'échapper, de fuir à l'étranger ! Du délire, voilà ce que cette affaire devenait.

Quand nous arrivons avec Prouteau, à 16 h 30, le juge est dehors. Il fait les cent pas sur le parking en nous attendant. Il nous accueille fraîchement dès notre descente de la CX de la gendarmerie. Il nous dit : « Je suis le juge Boulouque. L'affaire est très grave. Je vous attends depuis une demi-heure. »

Cela commence mal. Prouteau et le juge entrent d'abord ensemble dans le cabinet du magistrat. J'entends tout de suite des éclats de voix. « Ça ne va pas se passer comme ça, crie le juge. Le capitaine Barril est un dangereux mercenaire d'extrême droite. »

Cela frise l'hystérie. Je sens que le ciel va me tomber sur la tête.

Blême, Prouteau sort du bureau. Je suis introduit à mon tour. Je m'assieds et Boulouque me dit, sans autre préambule : « Ce que vous avez fait est extrêmement grave. Vous coucherez en prison dès ce soir. » J'essaie d'expliquer que je ne sais pas ce qu'on me reproche, que je suis tout à fait disposé à répondre à toutes ses questions. Mais il n'a rien d'autre à me dire. Il me notifie simplement mon inculpation pour « détention et cession d'armes de première et quatrième catégories ». Il prépare devant moi un billet d'écrou pour Fleury-Mérogis.

Le juge Boulouque s'est comporté vis-à-vis de moi de façon tout à fait ambiguë pendant plusieurs semaines. Dans son bureau, j'étais encore sous le choc de sa sentence. Moi à Fleury-

Mérogis? Mais j'allais m'y faire tuer à coup sûr ! J'y avais conduit trop de truands et fait trop d'interventions pour des prises d'otages ! J'étais fou furieux. J'ai failli sortir mon arme et sauter par la fenêtre. Il n'était pas question que je me laisse emmener en taule, et cela sans savoir pourquoi. J'ai ensuite pensé à Prouteau, en uniforme dans le couloir, qui m'attendait et je me suis calmé. Mais j'étais prêt à tout.

Prouteau était allé trouver le substitut du procureur, qui n'avait pas réagi plus favorablement que notre propre hiérarchie. Lui non plus ne voulait rien lâcher. Prouteau a simplement pu comprendre, à partir des propos vagues et ennuyés du substitut, que le juge, dans son dossier, détenait des écoutes téléphoniques. Les détonateurs — Prouteau le sent bien — ne sont qu'un prétexte pour ne pas lâcher le gros lot.

Le substitut confie au chef du GIGN que Boulouque a la preuve que je suis directement impliqué dans une affaire concernant la sécurité de l'État. Bien sûr, Prouteau n'en revient pas. Il dit au substitut que c'est de la démente. L'autre, l'air navré, promet quand même de voir ce qu'il peut faire.

Pendant ce temps, Boulouque me lit le billet d'écrou. Pour gagner du temps, avant de refuser de signer, je lui fais remarquer qu'il a oublié de remplir la rubrique destinée aux décorations. Aussi, je lui dicte : Ordre national du Mérite, médaille de la Gendarmerie avec trois citations, plusieurs décorations étrangères, une quinzaine de félicitations et sept ou huit citations pour faits exceptionnels. Je termine par la Médaille pénitentiaire délivrée à titre exceptionnel et signée de MM. Pierre Mauroy et Robert Badinter. Le juge prend très mal la chose et me foudroie du regard. Sa greffière charmante me sourit tristement.

Prouteau, qui a maintenant en main mon billet d'écrou, explique qu'il ne bougera pas du bureau du procureur tant qu'il n'aura pas prévenu le directeur de la gendarmerie, afin que celui-ci intercède en ma faveur. Il ajoute que, selon le règlement, pour conduire en prison un officier, la présence d'un autre officier d'un grade supérieur est nécessaire. Le juge commence alors sérieusement à s'énervé.

Le colonel commandant le groupement de Bobigny, désigné pour m'emmener, tarde à arriver. En plus, le directeur de Fleury-Mérogis fait savoir à Boulouque, par téléphone, qu'il refuse de me prendre. J'ai, en effet, sauvé le sous-directeur de sa prison au cours d'une prise d'otages. Il veut me remercier, par son refus. Le directeur de Fresnes est également hostile à mon incarcération dans sa maison d'arrêt. Seul, celui de la Santé, parce que je ne l'ai sans doute jamais sauvé, est prêt à me faire coucher dans son établissement.

Prouteau réussit à joindre le directeur de la gendarmerie, à qui il explique que mon incarcération risque de provoquer des réactions de soutien à mon égard, parmi le personnel pénitentiaire et les hommes du GIGN. Prouteau fait vraiment le forcing, et cela a dû siffler aux oreilles de M. Barbeau. Celui-ci ouvre le parapluie et alerte certainement Charles Hernu. Le ministre de la Défense appelle lui-même le procureur général de la République, alors Pierre Arpaillange. Lentement, de coup de fil en coup de fil, une médiation s'ébauche. Je vais être mis sous contrôle judiciaire total. Comme je suis officier, on peut très bien me mettre aux arrêts de rigueur à Maissons-Alfort. En prison militaire en quelque sorte.

Enfin, vers 21 heures, le substitut de Bobigny annonce au juge que la mesure d'incarcération est suspendue. Et Boulouque, très mécontent, répond devant Prouteau : « Ce n'est que partie remise. »

Avant de quitter Bobigny, je remets mon arme et ma carte d'officier à Christian Prouteau qui me fait promettre de rester chez moi à mon domicile où mes deux lignes de téléphone seront coupées. Prouteau s'était engagé à ce que je reste sous son contrôle permanent, sans contact avec qui que ce soit.

La journée du lendemain, le 9 octobre, n'a pas été « triste » non plus. Je suis à nouveau convoqué par le directeur de la gendarmerie pour un tête-à-tête orageux. « Barril, me dit-il, nous avons un compte rendu de la Sécurité militaire. Vous appartenez à un parti politique

d'extrême droite et vous vous apprêtiez à faire une action militaire contre le gouvernement. » Là, je suis carrément effondré. A l'évidence, le directeur me lâche. Et il y en aura d'autres. Lui qui est censé défendre ses officiers, tenter au moins de savoir ce qu'on leur reproche, m'enfoncé la tête sous l'eau en m'accusant implicitement d'avoir fomenté un complot contre l'État. Lorsque je lui propose ma démission, il me répond : « Il n'en est pas question. Pour le moment, sachez que je prendrai toutes les mesures nécessaires en conséquence des actes graves que vous avez commis. »

Le directeur de la gendarmerie ne prend pas la peine de me dire ce que contient le rapport de la Sécurité militaire, et c'est bien le plus anormal. Je suis accusé sans savoir. Mon directeur doit obéir, comme les autres, à un ordre. Je ne dois surtout pas savoir en quoi consiste cette affaire d'État. J'en connaîtrai d'autres et des meilleures. De peur, sans doute, que je fasse disparaître les preuves d'un coup de baguette magique, ou que je m'enfuisse à toutes jambes pour la mettre à exécution... !

Je rentre à Maisons-Alfort où je rédige un rapport détaillé au directeur sur mes relations avec Philippe Léonard. J'explique, cette fois par écrit, combien de fois j'avais vu Léonard, quels étaient nos rapports et que je n'avais, bien sûr, aucun contact avec des groupes politiques, ni avec aucun mouvement que ce soit.

Je suis aussi obligé de choisir un avocat. Le juge m'a demandé de désigner un conseil qui m'assistera le lundi suivant, jour prévu pour des confrontations avec mon co-inculpé, ce pauvre Philippe. Comme je ne connais pas d'avocat, Prouteau me conseille l'un de ses amis, Me Dohet, qui est aussi adjoint au maire de Paris.

Ce même jour, le 9 octobre, Prouteau vient me voir en me disant qu'il a reçu un coup de téléphone d'un journaliste qui vient d'apprendre mon inculpation. Il s'est renseigné et il a compris que l'information a été donnée par la justice. L'AFP possède tous les détails et même mes propres explications, que j'ai pourtant réservées au directeur de la gendarmerie et au juge d'instruction.

Dès 13 heures, Europe 1, dans son journal, puis toutes les radios, lancent l'information en expliquant que je suis aux arrêts de rigueur. Je suis isolé dans mon appartement. Je suis sûr que ce n'est pas le directeur de la gendarmerie qui a donné l'information à la presse. Il en a trop peur. Ça ne peut venir que du tribunal de Bobigny. J'ai la preuve qu'une machination est montée quelque part contre moi. Ces informations dans la presse, que personne ne vérifie, cela signifie que les journalistes sont alimentés par une source importante et, sans doute le croient-ils, digne de foi. Heureusement, j'ai quand même quelques amis, des officiers de gendarmerie, qui commencent à se renseigner un peu partout. Ils me mettent vite en garde contre un amalgame, soufflé depuis deux ou trois jours à la presse : un trafiquant d'armes a bien été arrêté le 4 octobre, au péage de l'autoroute du Nord. Parmi ses clients indirects figurent à la fois Philippe Léonard et des mercenaires d'extrême droite. Je connais Philippe Léonard qui est en contact avec un fournisseur d'armes qui approvisionne aussi des mercenaires. Je suis donc moi-même un mercenaire ! CQFD. Simple, comme amalgame, non ? Et comme j'ai donné à Léonard des détonateurs, cela sent bien évidemment le complot de putschistes contre l'État républicain. Re-CQFD.

Cette « croyance », largement alimentée, a tenu plusieurs semaines. Le dimanche 11 octobre, Jean-Claude Bourret, qui est un ami et qui a vu Prouteau longuement pendant le week-end, est le premier journaliste à donner des informations non tronquées pendant le journal de la mi-journée. Il parle des détonateurs et fait la distinction entre les deux affaires : le trafic d'armes d'un côté, et mon don à Léonard de l'autre. Dans la tempête qui souffle autour de moi, c'est quand même réconfortant. Alors que Christine Ockrent, avec son aplomb habituel, annonce au journal d'Antenne 2 que j'ai été arrêté au péage de l'autoroute du Nord dans une BMW en compagnie d'un trafiquant d'armes transportant cinquante revolvers.

Le mardi 13 arrive enfin mon audition chez le juge Boulouque. Je m'y rends en attendant de pied ferme la fameuse preuve irréfutable contre moi. Toujours aussi peu aimable, le juge demande à sa greffière de lui apporter une cassette magnétique enfermée dans un petit sac plastique. Intermède plutôt drôle : Boulouque ne sait pas faire fonctionner son magnétophone. Je lui propose de le faire à sa place. Il accepte, tout en se tenant prêt à me sauter dessus au cas où il me prendrait l'envie d'effacer la bande...

L'enregistrement comporte trois écoutes téléphoniques.

Sur la première, un certain Rigaut explique à un correspondant qu'il a pris contact avec le capitaine Barril le 6 octobre pour lui dire que Léonard avait été arrêté.

Sur la seconde, un inculpé explique à l'un de ses amis qu'« il a préparé trois mille cartouches » pour faire du bruit à l'occasion du mariage prochain de Léonard. Ces deux bandes sont ridicules. Je ne connais pas ce Rigaut qui dit m'avoir contacté. Je ne suis pas au courant des trois mille cartouches.

Mais ce n'est pas le plus grave. L'important, c'est la troisième écoute téléphonique. Un homme, qui est censé être moi et qui réside, selon la bande, en province — ce qui aurait déjà dû renseigner le juge — passe commande de plusieurs armes. Lorsque son interlocuteur reconnaît sa voix, il lui dit : « Mes respects, mon capitaine. » Voilà la preuve irréfutable du juge ! Ce capitaine, ainsi salué, cela ne peut être que moi. Or, n'importe qui écoutant cette bande et me connaissant comprendrait tout de suite que ce n'est pas moi qui parle.

Mon avocat, Me Dohet, se lève et dit au juge : « C'est un scandale. Vous vous rendez compte qu'on accuse le capitaine Barril à partir d'une voix tout à fait différente de la sienne et sur la simple citation d'un grade ? »

Le juge paraît ennuyé, comme s'il se rendait lui aussi à l'évidence. Me Dohet lui demande ensuite qui a bien pu lui « souffler » que ce « capitaine » de la bande magnétique devait être nécessairement Barril. Le magistrat nous lit simplement un extrait de procès-verbal d'audition :

« ... les policiers demandent à M. X si c'était le capitaine Barril qui avait tenu cette conversation téléphonique. Réponse : " Vous êtes vraiment les plus forts, vous savez tout ". »

La question comporte la réponse. Les policiers soufflent à la personne interrogée le nom qu'on cherche à enregistrer.

Le juge me demande ensuite si je connais un certain Olivier Danet, l'un des inculpés du trafic d'armes. Il paraît persuadé que j'ai rencontré ce mercenaire en Arabie Saoudite. L'ennui, c'est que je ne suis jamais allé à Ryad ou à La Mecque aux mêmes dates que Danet. Je peux le prouver très facilement, compte tenu de l'emploi du temps surchargé du GIGN. Nouvel embarras, donc, pour le juge.

Le mercredi 14 octobre, je suis confronté avec Philippe Léonard. Il a eu moins de chance que moi. Il a été incarcéré et il arrive, menottes aux mains, dans le cabinet du magistrat. Il a l'air ravi de me voir, mais aussi navré de m'avoir involontairement entraîné dans cette aventure. Il confirme mes informations sur les détonateurs. Il est aussi question de cartouches trouvées chez lui et que le juge m'accuse de lui avoir données. J'ai expliqué deux jours plus tôt que je n'en avais aucun souvenir. Peut-être que ces quelques cartouches de 357 Magnum se trouvaient dans mon sac d'alerte avec les détonateurs, quand je les ai laissées chez Léonard. Peut-être sont-elles tombées, mais, en tout cas, je n'ai jamais commis l'acte volontaire de fournir des cartouches.

La suite de l'audition me conforte dans mes premières impressions : Léonard déclare qu'il n'a pas cité mon nom le premier mais que les policiers le lui ont soufflé, disant dans l'interrogatoire que, si Philippe me connaissait, l'histoire allait pouvoir certainement

s'arranger. Un interrogatoire honnête, du genre « sympa ». La manipulation douce. Philippe a, bien sûr, confirmé sans penser à mal, sans voir le piège.

Je me rends compte aussi que le magistrat paraît tout à fait ignorer ce qu'est un détonateur. Il a l'air de confondre détonateur et explosif. Alors moi, plein de bonne volonté, je lui explique qu'il s'agit d'un petit tube de six centimètres de long, de cinq millimètres de diamètre, avec une partie active longue d'environ deux centimètres et contenant un peu de fulminate de mercure. Si on ne dispose pas d'un moyen électrique d'allumage ou d'un exploseur, c'est un objet tout à fait inoffensif, d'ailleurs non classifié. Je fais même un dessin au juge. Il se saisit avec vivacité de ma feuille et me dit : « Voilà une pièce à conviction. Cela fera partie de la procédure. »

Mon avocat demande aussitôt la levée de la mesure d'arrêt de rigueur. Le juge accepte de ne me placer que sous contrôle judiciaire. J'y resterai pendant quatre mois. Nous quittons le juge, qui me déclare encore : « C'est très grave, Barril ; je trouverai. »

Ses preuves sont ridicules mais il reste persuadé que je suis à la tête d'un complot contre l'État. Il s'entête, même devant l'évidence. Maintenant, je suis à nouveau maître de mes mouvements et je vais me battre. Je vais faire ma propre enquête. Je veux savoir qui tire les ficelles, dans cette histoire. J'ai fait une erreur, sans doute, en laissant quelques détonateurs à Léonard. Mais, pour le reste, il n'est pas question que je « trinque ». Dans l'ombre, on cherche à ternir la réputation du GIGN.

D'abord, j'établis les faits.

Un trafiquant, Yves Cramblin, malfaiteur de droit commun et gérant d'un bar au Raincy, dans la Seine-Saint-Denis, a été arrêté sur l'autoroute du Nord avec une cinquantaine d'armes en provenance de Belgique. Sont inculpés à sa suite : les frères Philippe et Patrick Letessier, Philippe Léonard et des mercenaires, Olivier Danet et Thierry Tchong-Tchung. D'après les enquêteurs, tous s'approvisionnaient, à des titres divers, indirectement d'ailleurs, auprès de Cramblin • Léonard, et d'autres inculpés comme Letessier, pour assouvir leur passion de collectionneurs, les mercenaires dans un but peut-être moins innocent. Il s'agit, toujours d'après les policiers, d'un trafic à caractère politique et effectivement lié à l'extrême droite. Les arrestations ont été opérées par les hommes de la 6e section de la police judiciaire, alors dirigée par le commissaire Jacques Genthial. Ce sont eux qui ont « orienté » le dossier pour me mettre en cause. Le soir de mon inculpation, certains commissaires de cette équipe, Espitallier, Billaux, ont fêté ma chute au Champagne, en compagnie du commissaire Franquet. Il était monté spécialement d'Ajaccio pour célébrer l'événement. Je détiens d'ailleurs toujours le double de son billet d'avion.

Ce qui m'arrive à cette époque ne trompe pas les spécialistes des affaires de police ou de gendarmerie. Il y a d'abord des détails de comportement. Ainsi, Prouteau a « provoqué » un déjeuner avec Genthial, par l'intermédiaire du commandant Beau, pour lui demander le but de toutes ces manœuvres. Genthial a expliqué qu'il n'y est pour rien, que ce sont ses hommes, qu'il n'était même pas au courant. Cela suffit, bien sûr, à nous convaincre du contraire. Le déjeuner n'est pas allé jusqu'au dessert. Prouteau a claqué la porte.

Jacques Genthial n'a, évidemment, rien reconnu devant ses adversaires. C'est un des inculpés qui nous a apporté tous les éclaircissements. Le 22 octobre, dans le cabinet de Boulouque, il confirme que les écoutes téléphoniques ne me concernent pas. Il s'agit d'un certain Alain de Montisson, capitaine de réserve et garde du corps de M. Valéry Giscard d'Estaing pendant la campagne présidentielle de 1981. L'inculpé déclare aussi que les policiers lui ont suggéré mon nom. Pendant sa garde à vue, on lui a en effet montré, en même temps que la procédure écrite reproduisant les écoutes, une feuille de papier sur laquelle figurait mon nom.

Ce procédé d'influence a également été utilisé avec la femme d'un collectionneur, qui avait prévenu Léonard de l'arrestation de son mari. Les policiers ont orienté sur moi ses

déclarations. Pour m'impliquer dans cet imbroglio, il fallait savoir que je connaissais Léonard et avais rencontré Letessier. Le commissaire Braganti, des Renseignements généraux, aujourd'hui au STIP (la coopération police) à Ryad en Arabie Saoudite — alors intime à la fois de Léonard et d'autres inculpés — a donné le tuyau aux policiers de la 6e section. J'apprendrai aussi très vite un détail beaucoup plus intéressant. Au cours d'une perquisition au domicile de Thierry Tcheng-Tchung, les policiers saisissent une photographie dédiée d'un commissaire de police en grande tenue, Pierre-Antoine Mailfait, ancien caporal parachutiste, d'abord affecté aux Renseignements généraux et responsable, depuis, du district urbain du quartier du palais de l'Elysée. La photo représente Mailfait en uniforme, aux côtés de Tcheng-Tchung.

Un mercenaire impliqué dans l'affaire et un policier, mes amis et moi accélérons notre enquête parallèle. Le magistrat de Bobigny s'acharnait sur moi, et principalement sur un point : il voulait absolument prouver que je suis lié au milieu d'extrême droite français, qu'en 1976 j'étais allé combattre au Liban aux côtés des milices phalangistes.

Pour le prouver, il a lancé plusieurs commissions rogatoires, fait interroger pendant six heures ma femme, mes proches, des hommes du GIGN, remonté mon passé et vérifié si je ne passais pas tous mes congés à m'échapper et à fomenter des complots ou à combattre au Liban. Il n'a pas eu de chance car le GIGN savait toujours, hiver comme été, et même à chacune de mes heures de loisirs, où me joindre. J'ai tellement souvent été rappelé, dérangé par des gendarmes qui m'apportaient des ordres de mission de ma direction ! En plus, dans la gendarmerie, nous sommes des obsédés de la paperasserie. Tous mes faits et gestes sont consignés par écrit. Il n'est plus possible d'établir, ce qui arrangerait pourtant bien le juge, mes liens avec le Liban et les mercenaires. Dans l'affaire du trafic d'armes, deux des inculpés, Olivier Danet et Thierry Tcheng-Tchung, étaient allés s'enrôler aux côtés des chrétiens avant de suivre le fameux Bob Denard sur les chemins des « soldats perdus ».

En 1976, une cinquantaine de jeunes gens d'extrême droite, parmi lesquels mes complices présumés ainsi que Pierre-Antoine Mailfait, s'étaient engagés au Liban pour connaître l'émotion du feu, ressentir le frisson de la guerre, avec le sentiment de sauver l'Occident. Ils n'y ont rien fait de très probant et, si Mailfait a été blessé à la fesse, c'est en raison d'une faute de maniement d'armes, dans une chambrée. Mail-fait, comme beaucoup de ses camarades, militait dans un groupuscule d'extrême droite de la faculté d'Assas à Paris. Au Liban, il a servi dans les chars, avec son copain Serge Leleu, qui était impliqué dans l'enlèvement de Louis Hazan, président de la société Phonogram. Il devient aussi l'ami de Tcheng-Tchung. C'est à son retour du Liban qu'il entrera dans la police, alors que ses compagnons d'infortune glisseront progressivement vers la marginalité et les coups tordus des Comores ou du Bénin. Pierre-Antoine Mailfait n'a pas de problème dans la police. Il fait une belle carrière. Il est l'un des principaux responsables du syndicat Force ouvrière pour les commissaires de police, et il participe, dans sa fonction, au dispositif de sécurité du chef de l'État.

Il peut avoir toutes les convictions politiques qu'il voudra, je m'en moque. Mais là où cela devient extraordinaire, c'est que c'est moi qu'on accuse d'être un type d'extrême droite, et pas lui. Je croyais qu'on avait enquêté, après 1981, sur les membres du SAC dans la police. On a dû l'oublier... Concerné par une commission rogatoire du juge à propos de ses liens avec Tcheng-Tchung, Mailfait n'a pas été interrogé par le magistrat, mais simplement par ses amis de la 6e section de la police judiciaire, qui se sont bien gardés de laisser filtrer son nom dans la presse. Cette presse où certains chargent mon navire, alors qu'ils en protègent d'autres. Un jour, je m'étonnerai auprès du juge Boulouque de cette différence de traitement entre Mailfait et moi. Le juge me répondra : « Mailfait s'est parfaitement justifié de la présence de cette photo chez Tcheng-Tchung. Il n'a plus aucun rapport avec ces gens depuis le Liban. » Tu parles ! Mailfait avait encore au moins des liens familiaux et, dans le carnet d'adresses de

Danet, on a retrouvé son nom. A chaque fois que je parlerai de Mailfait, je sentirai comme une gêne chez le magistrat. Pauvre juge ! Il s'est fait manipuler.

Avec d'autres policiers, Pierre-Antoine Mailfait, au lendemain de l'élection de François Mitterrand, a participé au complot monté contre moi. A cette époque, la France de droite rechignait à accepter l'alternance. Les militants de gauche redoutaient des complots d'extrême droite. Il y avait eu de nombreuses rumeurs d'attentats possibles contre le chef de l'État. Cela est même devenu très vite une hantise dans l'appareil d'État. Un jour, un type avait été arrêté près de l'Elysée, un certain Georges Lemaire, un enquêteur indépendant un peu barbouze et très mythomane qui avait réussi à approcher « le Château ».

Certains policiers se sont vite adaptés au pouvoir de gauche. Ils ont changé de registre. C'était facile : ils disposaient sous le coude d'une réserve de pistes à suivre pour s'attirer la sympathie du régime. Ils surveillaient depuis toujours les activités des types d'extrême droite, les mercenaires, les membres du SAC. Ils n'intervenaient pas trop, parce que ces nostalgiques trouvaient souvent de l'embauche dans les services d'ordre de Valéry Giscard d'Estaing et que eux, les policiers, les policiers sérieux, non politisés à droite je veux dire, ne voulaient pas s'attirer d'ennuis.

Parmi ces hommes protégés de façon passive, il y avait Olivier Danet, qui a même été soupçonné, à tort, d'avoir participé à un attentat à l'explosif commis à l'aéroport d'Ajaccio, pendant un voyage de M. Giscard d'Estaing en Corse. Plusieurs des noms que je vais citer dans mon récit concernent des gens de ces services d'ordre, qu'on s'est mis à traquer après les avoir ménagés, avec l'arrivée de la gauche, même si c'était au prix de quelques embarras pour les policiers qui avaient des contacts étroits avec ces hommes d'extrême droite.

Après l'élection de François Mitterrand, des policiers ressortent donc de vieux dossiers. Ils cherchent à se rendre utiles. A l'horizon se profile ce trafic d'armes avec la Belgique, qui sert, en partie, aux anciens « Libanais ». On prépare donc des rapports pour M. Gaston Defferre, on agite le risque de complot et d'attentat et on désigne surtout Olivier Danet comme bouc émissaire.

Mon dossier d'instruction, les écoutes téléphoniques, la procédure, le montrent bien : dans cette affaire de trafic d'armes, on se garde bien d'arrêter tout de suite Yves Cramblin, le fournisseur. Il est déjà sous surveillance quand il peut effectuer, sans dommages, une livraison d'une cinquantaine d'armes, le 15 septembre 1981. Les policiers de la 6e section et ceux de l'OCRB l'attendent même au péage de Senlis. Mais ils le laissent passer, sur ordre.

Celui qu'il faut faire tomber, c'est Olivier Danet. Il présente beaucoup d'avantages. Il est, sans doute, le plus solitaire de toute la bande. On possède déjà contre lui un dossier sur une tentative de coup d'État, par des mercenaires, au Bénin en 1977. Je crois surtout que, parmi les mercenaires, il était l'un des rares à ne pas avoir de contacts étroits avec la police. D'autres extrémistes sont trop proches, en 1981, de certains inspecteurs ou commissaires. Danet a été, en tout cas, très tôt placé sur écoute téléphonique, bien avant d'autres mercenaires qui étaient, pourtant, en rapport eux aussi avec Yves Cramblin.

Les événements, après mon inculpation, vont se précipiter. Le GIGN fera tout ce qui est en son pouvoir, aidé par beaucoup d'officiers de la gendarmerie, pour faire éclater la vérité. Le premier de ces événements, c'est le vol d'armes de la caserne de Foix, le 22 novembre 1981. Une centaine de pistolets mitrailleurs, ainsi que des armes plus importantes, sont volés pendant la nuit, au camp Clozel, par un commando soi-disant très expérimenté. L'affaire fait grand bruit, au ministère de la Défense et dans la presse, car cela sent les préparatifs d'un coup d'extrême droite. On voit mal, en effet, des truands avoir besoin de mitrailleuses 12,7...

La police, très bien renseignée — on comprend maintenant pourquoi —, soupçonne très vite un groupe de mercenaires, par exemple d'anciens militaires du 2e REP, violemment anticomunistes. De bistrot en bistrot, ils clament à qui veut bien les écouter qu'ils vont faire tomber le régime de gauche. Parmi eux se trouve Jean-Louis Chaillot, un grand type de un

mètre quatre-vingt-quinze, qui est déjà recherché pour avoir participé au trafic d'armes de Cramblin. Je reviendrai sur son portrait, car c'est finalement un homme qui m'est assez sympathique.

Surnommé le « Chacal » par la presse au début du septennat de François Mitterrand, c'est un ancien parachutiste de l'infanterie de marine, déserteur de la Légion étrangère. Le prototype du soldat perdu, égaré dans la clandestinité. Il a été condamné en Belgique pour port d'armes, puis pour racket. Un drôle de type qui a été garde du corps de Mme Simone Del Duca, puis de plusieurs émirs arabes, avant de se retrouver quelque temps dans les services d'ordre de Giscard.

Comme tous, il est en relation avec Hubert Bassot, le sergent-recruteur des équipes musclées giscardiennes. Le « Chacal » a déjà fait parler de lui. Il a annoncé partout que ses copains et lui-même allaient attaquer François Mitterrand ou Gaston Defferre. Ils ne l'ont pas fait, bien sûr. Ce sont des grandes gueules. Le « Chacal » a été le seul à se mouiller un tout petit peu plus en faisant des déclarations à des journalistes.

Les policiers, à partir du 10 mai 1981, ont commencé à s'agiter et ont arrêté tous les mercenaires possibles, tous ceux qui avaient le même rêve fou d'attaquer le gouvernement. Une réunion avait été organisée en août 1981 dans un grand domaine privé au-dessus de Toulon, une réunion de comploteurs. Avertis, les policiers essayaient d'interpeller tous ceux qui en avaient été, ou qui traînaient en France.

Durant cette période, neuf personnes ont été arrêtées à Toulon, Nice et Pau, et des armes ont été saisies. Mais il manquait cependant les plus intéressants : le « Chacal », bien sûr, Philippe Boyer, Anté Gotovina et, surtout, Dominique Érulín. On leur donnait la chasse pour ces histoires de complots possibles, mais aussi parce qu'ils étaient tous approvisionnés en armes par le réseau de Cramblin.

A la fin du mois de novembre, ils ont été dénoncés par un ancien légionnaire qui a dit aux gendarmes avoir vu les armes de Foix, dans la chapelle d'une propriété dans la région de Toulon, La Faisanderie, la propriété qui avait servi de lieu de réunion à nos mercenaires comploteurs. Elle appartient à un certain Chaumier, âgé d'une quarantaine d'années, lui aussi d'extrême droite et ancien du Guatemala. Un affairiste qui s'était présenté à des élections toulonnaises sur une liste de droite.

A mon avis, il n'y a jamais eu de complot sérieux. Ces types-là se montent la tête. Ce sont les policiers qui l'ont fait croire au gouvernement pour se faire bien voir. Et, comme la gauche est souvent crédule dès qu'il s'agit du danger d'extrême droite...

Chaumier et ses copains y ont peut-être cru quelque temps, mais ils ne sont capables, loin des terres africaines, que de verser dans le droit commun. En tout cas, Boyer, Chaillot, Érulín, etc., avaient passé une partie de l'été précédent chez Chaumier, à s'entraîner au tir au fusil à lunette et aussi au lancer de grenade. Ils ont même tué le chien de Mme Chaillot en faisant exploser une grenade.

Dès les premiers jours de décembre 1981, une grosse opération a été montée par la gendarmerie. Des hélicoptères, une dizaine d'escadrons, des policiers, ont entouré l'immense propriété. Le colonel commandant le groupement régional est même monté à bord d'un avion spécial pour prendre des ordres directement au ministère. M. Charles Hernu a tenu à être sur place. On a retardé l'opération pour qu'il puisse y assister. Et là, ça a été le « bide ». La propriété a été fouillée de fond en comble. En fait d'armes de Foix, on n'y a trouvé que deux pistolets Smith & Wesson, provenant des lots de Cramblin.

Prévenus à temps, les comploteurs s'étaient envolés ! Seul Chaumier a été arrêté. Il a fait quelques mois de prison. J'ai su qu'il était allé ensuite goûter le climat de la Côte-d'Ivoire. Mais les autres ont réussi à prendre du champ. On les recherche, mais c'est peine perdue. J'apprendrai un peu plus tard qu'ils ont été à chaque fois avertis.

Ils ont encore des amis dans la police, dans les milieux mêmes de l'enquête. C'est Chaillot lui-même qui le reconnaît après son arrestation, le 19 janvier 1982, par les gendarmes de section des recherches des Minimes, à Vincennes, commandée par le chef Blancheteau. Ses copains et lui étaient régulièrement tenus informés de la chasse. Dans sa déposition, Chaillot l'explique : « Le samedi après-midi, 16 janvier, [il a été avisé] par l'intermédiaire d'Anté Gotovina, garde du corps de Dominique Érulín, que, selon des informations qui lui avaient été fournies par les Renseignements généraux, les flics s'apprêtaient à descendre dans le Midi où [il] avait été logé. » Effectivement, les gendarmes de la section des Minimes étaient descendus à Marseille arrêter Chaillot, qui se trouvait en compagnie d'une jeune fille. Mais ils n'ont trouvé personne. Le juge Boulouque m'a accusé d'avoir dicté ses propos à Chaillot. Il faut aussi que je raconte un autre détail, fort curieux. On a retrouvé, dans une société de surveillance, la GSI, dirigée par M. Disria et situé 42, rue Louis-le-Grand à Paris — une société qui emploie pas mal des noms cités plus haut —, de nombreuses pièces de mon dossier d'instruction, des photocopies de mon audition et de celles de Chaillot. Ils étaient vraiment bien renseignés !

Quant à Dominique Érulín, il était encore mieux informé que les autres. Il avait même ses entrées à la DST. Quelques jours après la perquisition à La Faisanderie, le commissaire Paullant, du SRPJ de Marseille, est monté à Paris l'arrêter dans le cadre d'une affaire d'extorsion de fonds. Le 8 décembre, Paullant se présente avec des policiers à son domicile, avenue Hoche. C'est sa femme qui les reçoit pendant qu'Érulín se cachait dans le placard du gaz. Les policiers ont perquisitionné mais ils ne l'ont pas trouvé. Le lendemain, Érulín quittait la France.

La perquisition au domicile n'a, évidemment, rien donné non plus. Érulín avait, à nouveau, été averti par ses amis, dont Lucas, de la DST, qui sera entendu par la Brigade criminelle en septembre 1984, et par Jean-Pierre Laurin, inspecteur aux Voyages officiels. Les gendarmes lui ont donné la chasse à travers la France, mais aussi l'Europe, pendant des mois. A Pise, notamment, en Italie, Érulín a été raté de peu. De quelques heures à peine. Encore averti. Puis la chasse a conduit les policiers de la Criminelle en Espagne, aux Baléares et aux Açores. Les policiers espagnols, avec lesquels les Français avaient préparé une opération, se sont trompés en arrêtant quelqu'un d'autre. Érulín avait disparu, une fois de plus. Averti par l'un de ses amis du ministère de l'Intérieur.

Agé d'une quarantaine d'années, Dominique Érulín, très grand — un mètre quatre-vingt-dix pour cent kilos —, est un baroudeur de qualité. Très bon sportif, excellent chuteur opérationnel, il a fait beaucoup de choses. Un peu n'importe quoi : il a tourné dans un film avec Delon et Belmondo, Borsalino. Il vivait sur un grand pied, avec des voitures de luxe et un appartement avenue Hoche. Érulín s'était spécialisé dans le recouvrement de dettes et de créances. Il était soupçonné de beaucoup de choses, notamment d'une histoire de hold-up dans un appartement, mais tout cela était très flou dans les rapports de la police. Il était surtout connu comme garde du corps, en période électorale. Sur certaines photos de campagne, on le voit dans la foule, aux côtés de Le Pen. On le trouvait avec des gens d'extrême droite. Pierre-Antoine Mailfait se disait l'un de ses amis. Il le rencontrait à « L'Écurie », un bar de baroudeurs nostalgiques. En septembre 1984, Anté Gotovina a été arrêté à Paris par le commissaire Sylvestre Grisoli. Ce policier appartient à un groupe qui prétend que je suis à l'origine des arrestations et que je veux tuer Érulín. Aujourd'hui encore, certains policiers veulent me détruire en me donnant des responsabilités qui ne sont pas les miennes. Dominique Érulín, aujourd'hui en cavale, semble relativement tranquille. On l'oublie peu à peu. Surtout je crois, parce qu'Érulín renseignait la DST et les RG. La France, notamment en Afrique, a parfois besoin d'hommes comme lui. Dans un monde un peu tordu, il faut des comploteurs et des mercenaires. Il a cru, à tort, que je lui en voulais, que je désirais me venger sur lui de ce dont on m'avait accusé. C'est idiot. Sa femme avait même, quelque temps,

presque mis un « contrat » sur ma tête. Je ne suis pas le responsable de tous ces délires extrémistes.

Les responsables de la gendarmerie ont été très longs à comprendre que j'étais victime d'une machination. L'affaire de Foix aidant, elle a mis ses hommes en piste. Il faut bien se rendre compte qu'en me visant, les policiers et le juge s'en prenaient au GIGN et à l'ensemble de la gendarmerie. Les gens commençaient à réaliser, sous l'impulsion de Prouteau qui se démenait en ma faveur, l'ampleur de la machination. Il faut dire aussi que les enquêteurs de notre section des recherches des Minimes, à Vincennes, se donnaient beaucoup de mal. Les policiers, eux, suivaient très lentement, le plus lentement possible, sans forcer outre mesure. C'est la gendarmerie qui a arrêté Chaillot, et Boyer, les mercenaires du Liban et du Bénin. On comprend bien pourquoi. La police avait réussi à nous compromettre dans la presse. Continuer l'embarrassait plutôt.

Le vol d'armes de Foix est aussi, à mon sens, un coup très particulier. De jeunes voyous ont été arrêtés. Ils ont avoué. Mais cela n'est pas satisfaisant. Pour réussir ce coup, il fallait un commando de professionnels. Il manque une partie des responsables. Le 6 décembre 1981, un journaliste du Journal du dimanche a publié le reportage de sa rencontre en Espagne avec Jean-Louis Chaillot. Tous ses confrères ont dit que c'était un faux, que le journal s'était laissé piéger par des comploteurs de ragots. D'autres personnes, mieux informées, ont affirmé que, derrière les masques de carnaval, trois visages étaient dissimulés : outre Chaillot, il y avait Érulín et Anté Gotovina !

J'ai beaucoup travaillé sur Yves Cramblin, notamment juste après sa mort en prison, le 28 janvier 1982. La version officielle veut qu'il se soit suicidé. Personnellement, j'en doute beaucoup. Dans toute cette histoire, Cramblin était le vrai trafiquant. Ni politique ni criminel, simplement un trafiquant. Un combinard. Il faisait ses voyages pour de l'argent et vendait à n'importe qui. A Olivier Danet, aux copains de Chaillot ou encore à des collectionneurs. Il prenait les commandes et montait en Belgique. Quand j'ai appris son suicide à la prison de Fleury-Mérogis et que les gendarmes ont fait les premières constatations, j'ai cherché à me renseigner. J'ai vu l'amie de Cramblin. Elle non plus ne croyait pas à la thèse du suicide. Le juge Boulouque m'affirmait, de son côté, que Cramblin était très malade, atteint d'un grave cancer, et que le rapport d'autopsie concluait vraiment à un suicide par pendaison. L'amie de Cramblin, elle, disait que le trafiquant allait mieux et qu'il se contentait de passer des visites régulières pour son état de santé. Ensuite, je ne vois pas pourquoi Cramblin se serait suicidé, alors qu'il n'avait à purger, au pire, qu'une peine de quelques mois de prison. Ce n'était pas son genre de s'allonger comme ça ou de se flinguer. Quelques années auparavant, il avait été arrêté par la Sûreté algérienne pour une affaire de faux dollars. Il avait supporté cinquante-trois jours de garde à vue, un bras cassé et même une sodomisation. Or, il n'a jamais rien « balancé ».

Sans pouvoir le prouver, j'ai tout de même des éléments qui me permettent de penser qu'on l'a assassiné en prison. Bien sûr, son amie a été l'objet de pressions, mais ma conviction a surtout été confortée par les menaces que m'a adressées le groupe Honneur de la Police, le 27 janvier 1982, soit deux jours avant la mort de Cramblin.

J'ai reçu ce mot dactylographié : « Ne cherchez pas à en savoir plus dans votre affaire, sinon, vous serez liquidé. A bon entendeur, salut. » Signé : Honneur de la Police. Ce sigle, on le retrouve après la mort de Pierre Goldmann, dans l'affaire Curiel...

Chaillot, après son arrestation par les gendarmes, avait quand même fait des déclarations importantes, consignées dans ses dépositions. Cela se savait, notamment du côté de la SGSI et des enquêteurs de la Police nationale. Il précisait, entre autres :

« Le nom du capitaine Barril a été avancé certainement par le commissaire divisionnaire Mailfait, responsable de la sécurité de l'Élysée, dans un but d'intoxication ou pour détourner

les soupçons (...). Mailfait est un ami de Dominique Érulin. Je me pose la question : est-ce que Mailfait ne mange pas aux deux râteliers, ne donnerait-il pas des informations à plusieurs tendances politiques [...] »

Cela commençait donc à chauffer pour les animateurs d'Honneur de la Police. Ceux-ci devaient se douter que j'allais tenter de pousser cet avantage.

Le petit monde des comploteurs et de leurs amis dans l'appareil de l'État était gagné par la panique. Une panique qui explique la lettre de menaces.

Au passage, je dirai juste un mot de Chaillot. Il a été progressivement entraîné dans les « conneries » de la clandestinité extrémiste. Ce garçon, bien encadré, j'en aurais fait un des meilleurs hommes du GIGN. Il peut encore s'en sortir. Ce qu'il a fait ne le marque pas à vie. Je le prendrais volontiers en main. De toute cette bande de faux jetons et de fiers-à-bras, c'est, finalement, le seul qui me laisse un bon souvenir.

Après avoir reçu la lettre de menaces du groupe Honneur de la Police, j'ai voulu étudier le dossier concernant cette organisation, ainsi que le dossier de l'affaire Curiel. Veto absolu. Je n'en ai pas eu le droit. Tout le monde a fait barrage : le ministère de l'Intérieur, puis, plus tard, la cellule élyséenne, alors que la gauche avait promis de reprendre l'enquête sur l'assassinat d'Henri Curiel et que M. Gaston Defferre, en personne, avait reçu une menace d'Honneur de la Police, quelque temps auparavant, avec, dans une enveloppe, une balle de 7,65. J'ai dû me contenter d'aller voir les journalistes et les gens proches du comité de soutien à Curiel.

Ces « justiciers » d'Honneur de la Police seraient, d'après certaines sources officieuses, des policiers, dont certains des Renseignements généraux et de la DST. Qu'ils se rassurent : on ne les cherche plus. Les gens du SAC, dans la police, peuvent aussi être tranquilles. La gauche ne leur veut plus de mal. En demandant le dossier Curiel, c'est moi qui passais pour suspect. Un septennat après l'autre, la même peur du scandale. La même pudeur embarrassée vis-à-vis de types qui déshonorent la police. J'ai tout de même porté plainte contre Honneur de la Police, pour le principe.

Le juge Boulouque, pour la première fois, s'est inquiété de mon sort. Le 8 février, il a rédigé une lettre à la direction de la gendarmerie : « Je tiens, par la présente, écrivait-il, à vous aviser que je viens de rendre une ordonnance de mainlevée du contrôle judiciaire qui concernait le capitaine Barril [...]. Celui-ci m'ayant fait part des menaces dont il a indiqué avoir avisé ses supérieurs hiérarchiques, je souhaiterais que tout moyen destiné à assurer sa sécurité soit mis en œuvre... »

Il se couvrait. Il dégageait préventivement sa responsabilité au cas où il me serait arrivé quelque chose. Mais il est vrai qu'il avait perdu ses certitudes à mon égard. Il était de plus en plus mal à l'aise au fur et à mesure que je discutais du dossier. Les commissions rogatoires, ça l'amusait de les lancer quand c'était pour me compromettre, mais plus l'enquête avançait dans un sens qui m'était favorable, et plus cela se retournait contre les informateurs du juge, donc contre lui-même. Ce magistrat qui, en octobre 1981, répondait si aimablement aux questions des journalistes ne voulait plus voir personne. Lui qui se dépensait tant, au début, ne travaillait plus. L'affaire de La Faisanderie, l'enquête sur Érulin, les dépositions de Chaillot... il ne s'en souciait plus que de très loin. A tel point que c'est moi qui ai dû l'alimenter en informations. Un inculpé a le droit de tout faire pour prouver son innocence et, dans ce dossier, il y avait du pain sur la planche. Je crois que j'ai été le meilleur assistant judiciaire que ce magistrat ait jamais eu. Le pauvre, il me disait : « Je suis seul, je n'avance pas, je n'ai pas de moyens ». Alors je l'ai aidé. Je ne lui ai rien épargné. Il allait avoir une belle enquête.

Je lui ai fourni toute la filière en amont du trafic d'armes de Cramblin. Je suis allé en Belgique. J'ai travaillé avec les policiers de Bruxelles. Le juge Boulouque est devenu un bon spécialiste, grâce à moi, des réseaux belges de vente d'armes à l'ETA, ou à la Libye. Il a pu apprendre que Cramblin avait commandé mille pistolets GP 35, 9 mm avec silencieux, à son fournisseur habituel. Mais il n'a pas cherché à savoir, le juge, à qui ces armes étaient

destinées. Il a appris aussi que Cramblin avait livré cent quatre-vingts pistolets en un peu moins d'un an. Mais le juge n'a pas voulu savoir qui les avait achetés en France. Cette affaire est close, sauf en ce qui me concerne. Tous les coupables ont été jugés. Certains ont déjà purgé leur peine. Mais moi, fin 1984, je suis toujours inculpé. Sans aucune explication. Mon cas a été disjoint. La justice a prétendu qu'elle attendait le résultat d'une enquête de la Sécurité militaire sur l'origine des détonateurs. Tout le monde, Léonard, les deux hommes du GIGN qui étaient avec moi à La Mecque, a confirmé mes déclarations. Le fond du problème est tout autre. Ça temporise partout. Prouteau avait juré à ma femme, en 1981, qu'il n'aurait de cesse de me laver de cette infamie. Quand j'étais à la cellule élyséenne, on aurait quand même pu clore ce dossier. C'était facile. Même pas. J'attends toujours. Je n'ai pas vu le juge depuis plus d'un an. Sait-il seulement que j'existe encore ?

J'imagine qu'on a toujours voulu laisser planer cette menace au-dessus de ma tête, croyant ainsi me faire tenir tranquille. Mais je ne vois pas ce que j'ai de si dangereux. Cette affaire est vieille et, aujourd'hui, elle ne me touche plus. Sauf cette étiquette d'extrémiste de droite qu'on a voulu me coller sur le dos. A la réflexion, si j'étais d'extrême droite, je ne devrais pourtant pas me faire de soucis : les dernières consultations électorales n'ont-elles pas été favorables aux partis qui s'en réclament ?... Si complot il y avait eu, le comploteur en chef, qui a embauché Olivier Danet à sa sortie de prison, est le gouvernement français socialiste. Olivier Danet a été engagé, ainsi qu'une cinquantaine d'autres mercenaires dans son genre, par la DGSE. Au salaire de vingt-trois mille francs par mois, payé par la coopération, il a été envoyé en mission au Tchad durant l'été 1983. L'État lui a même offert un stage d'entraînement sur missiles Milan et de tireur d'élite au FRF1 (fusil de précision français).

Si le juge Boulouque s'est calmé, les policiers, eux, n'ont pas encore décidé d'arrêter leurs attaques. En juin 1982, ils ont annoncé au juge : « Ça y est, Barril est fait dans une autre affaire. » Cette fois, je n'étais plus extrémiste de droite, mais de gauche. Le pendule avait changé de sens. J'étais soupçonné d'avoir partie liée avec Action directe.

Toutes les enquêtes avaient été relancées sur Jean-Marc Rouillan et sur ses copains. Les policiers remontaient les cercles de leurs proches, de leurs connaissances. Ils sont tombés un jour sur un garçon d'une trentaine d'années, José Martin Da Silva, qui tient une armurerie à Auxerre et dont le cousin était plus ou moins dans la mouvance d'Action directe. Les enquêteurs du SRPJ de Versailles ont perquisitionné son magasin. Ils ont trouvé deux armes, dont un 11,43 de provenance américaine et, je crois me rappeler, un peu d'explosif. José Martin Da Silva, interrogé un peu fermement, a expliqué que c'était moi, le capitaine Barril, qui les lui avais donnés avec douze autres armes. Il me connaissait, ajoutait-il, depuis très longtemps, ainsi que deux de mes adjoints. Les policiers se sont précipités à la 6e section pour raconter tout ça et on a alerté Boulouque. Quelle aubaine !

N'étant pas chargé de ce dossier, le juge Boulouque a dépêché sur place deux policiers de Genthial, pour tenter de reprendre Da Silva et lui faire avouer que les deux affaires étaient liées. Comme j'étais absent de Paris, la gendarmerie m'a rappelé. Le 14 juin 1982, le directeur a voulu me voir.

Là, j'ai pris les devants : j'ai fait un grand numéro dans le bureau, vraiment pas décidé à entendre de nouvelles accusations répercutées sans vérifications par M. Barbeau. J'ai tapé sur la table :

« Monsieur le directeur, cela ne va pas se passer comme la première fois, je vous préviens. Je n'irai jamais en prison. Je ne connais pas ce Da Silva. Et si la gendarmerie ne me soutient pas, je réglerai mes affaires seul, et d'une autre manière ! »

Je lui ai montré mon revolver.

J'en avais vraiment marre de la lâcheté ambiante et, pour réveiller un peu la direction, la rappeler à ses devoirs élémentaires, il fallait que je fasse un peu peur. Le directeur, comme Prouteau qui m'avait accueilli, n'osait pas, en fait, me dire que les policiers de Versailles

voulaient m'entendre le lendemain ainsi que mon équipe. J'ai expliqué que je me rendrais volontiers à Versailles, mais armé jusqu'aux dents. Au SRPJ de Versailles, ça a vraiment chauffé. Je leur ai démontré l'évidence, ce que tout le monde aurait pu comprendre immédiatement. N'importe qui pouvait dire qu'il me connaissait. Cela devenait à la mode. Il suffisait de lire les journaux. Tout le monde connaissait le GIGN. Certains policiers versaillais, cela se sentait, étaient ennuyés. Le montage était quand même un peu gros. Surtout que je m'étonnais devant mes hommes qu'on ait prévenu le juge Boulouque et que des gens de la 6e section aient obtenu, de leurs collègues versaillais, le droit d'interroger Da Silva pendant sa garde à vue.

Le directeur de la gendarmerie, rassuré, m'a rappelé le lendemain pour me dire que l'armurier s'était rétracté chez le juge de Versailles chargé du dossier. C'était fini. L'alerte avait été chaude. Mais j'ai décidé de ne pas laisser passer cette histoire. En septembre, j'ai appris que Da Silva venait de sortir de prison. J'ai pris mon équipe avec moi, ainsi qu'un OPJ. A Auxerre, Da Silva était dans son magasin. Je suis d'abord entré seul, habillé en civil. Da Silva m'a salué et m'a demandé, comme un bon commerçant, ce que je désirais. Quand je lui ai dit qui j'étais, il a fait un bond en arrière. Je lui ai demandé de se trouver rapidement un témoin et il a appelé sa femme. J'ai fait entrer les gendarmes et, sans se faire prier, sans aucune pression de ma part, il a accepté de faire une déposition. Une déposition révélatrice : « ... J'ai accusé abusivement le capitaine Paul Barril de m'avoir remis des armes illicites et des explosifs. Je dois préciser, avec le recul du temps, que les policiers ont orienté mes déclarations sur la mise en accusation du capitaine Barril et de ses adjoints. La personnalité du capitaine Barril et les déclarations que j'ai faites ont intéressé les policiers plus que mes divagations sur Action directe. Je dois préciser qu'après avoir été entendu par les policiers de Versailles, deux autres policiers sont venus m'interroger dans l'après-midi. Ils étaient envoyés par le tribunal de Bobigny. Les questions portaient uniquement sur la -personne du capitaine Barril. Leurs questions étaient orientées de façon à faire coïncider ma première affaire, intéressant les policiers versaillais, avec une affaire antérieure portant sur un trafic d'armes dans lequel étaient mêlés des armuriers belges. Leurs questions étaient orientées de telle façon que le capitaine Barril paraisse directement impliqué à l'issue de mes réponses. Le lendemain de mon interpellation, ayant récupéré, j'ai tenté de revenir sur mes déclarations faites dans l'effolement de mon interpellation. Il m'a été répondu qu'il m'était formellement déconseillé de revenir notamment sur mes dépositions concernant le capitaine Barril et certains de ses hommes.

« Je précise que, lors de mes auditions, je n'ai pas été brutalisé par les policiers ni menacé, mais j'ai été manœuvré intelligemment par des moyens de pression. Je peux vous préciser qu'un des policiers de Versailles en avait particulièrement après le capitaine Barril. Je puis décrire ce policier de la façon suivante : la quarantaine, cheveux grisonnants, calvitie avancée, corpulence bedonnante. L'un des policiers envoyés par le juge de Bobigny, Boulouque, s'est présenté comme étant un commissaire de police : trente-cinq-quarante ans, brun, cheveux ondulés, lunettes, corpulence forte sans embonpoint... [Je suppose qu'il s'agit de Billaud, de la 6e section.]

« Dès que j'ai pu m'exprimer chez le juge, en présence de mon avocat, avec calme et rassuré, sans pression de qui que ce soit, le magistrat instructeur a bien senti que l'affaire avait été montée en épingle et orientée sur la personne du capitaine Barril. Chez le juge d'instruction, j'ai pu revenir sur mes dépositions, notamment concernant le capitaine Barril. Au cours de ma seconde parution, le juge m'a demandé pourquoi je ne l'avais pas fait lors de ma première comparution. A cela j'ai répondu que deux policiers de Versailles m'accompagnaient et que je n'osais pas le faire. Cela, suite aux pressions exercées sur ma personne. Aujourd'hui, lorsque le capitaine Barril est rentré dans le magasin, je ne l'ai pas reconnu pour la bonne raison que c'était la première fois que je le rencontrais. Cette déclaration a été faite par moi-même afin

que la vérité soit connue surtout en ce qui concerne la façon de faire des policiers à l'encontre du capitaine Barril. »

J'ai envoyé cette lettre-déposition au juge de Versailles. Il ne m'a jamais répondu. Lui, au moins, contrairement à Boulouque dans l'autre affaire, il ne s'est pas obstiné. Il ne m'a jamais auditionné. Il a vite réalisé que c'était une embrouille, une machination de mes amis policiers. Si dans l'affaire du trafic d'armes, la hiérarchie avait fait corps derrière moi au lieu de trembler, si elle avait demandé aux policiers et au juge de prouver leurs accusations, la campagne de presse n'aurait jamais eu la même ampleur. A la direction de la gendarmerie, ils ne savent pas rédiger les communiqués de presse. Pour contre-attaquer, j'ai dû prendre moi-même un avocat et le payer seul. Tous ceux qui ont envie de se venger d'un gendarme, en France, de le calomnier, dans n'importe quelle région, peuvent le faire en toute impunité. Qu'ils tapent : le gendarme ne sera pas défendu par son corps.

Charles Hernu a encore été le plus aimable. Un jour, il m'a dit, l'air affable : « Quand je pense, mon capitaine, qu'on a voulu me faire croire que vous étiez d'extrême droite et que vous complotiez contre le chef de l'État ! »

Je n'en veux pas au ministre de la Défense. Au contraire. Il a trop de choses sur les bras pour s'occuper de vérifier lui-même les ragots qui courent dans ses armées. Ce n'est pas de sa faute si son service de la Sécurité militaire raconte n'importe quoi et si sa direction de gendarmerie n'assume pas toujours ses responsabilités. Heureusement, dans le même temps, côté GIGN, nous avons eu quelques missions intéressantes, notamment des prises d'otages qui nous ont fait travailler. Parce que l'ambiance était plutôt morose. C'est surtout moi qui étais touché. J'avais peur d'embarrasser les amis. Je faisais attention à tout ce que je disais, pour ne pas gêner. Je sentais déjà que je déchaînais les machinations. Dire qu'on me connaissait quand on était truand ou terroriste, cela commençait à devenir un jeu à la mode. Lâcher mon nom après s'être fait arrêter, c'était, à coup sûr, intéresser la police, l'appâter.

Prouteau a été très loyal. Il s'est comporté en vrai chef dans cette histoire, surtout au début. Après, j'ennuyais tout le monde avec mes histoires sur les mercenaires ou les trafics d'armes. Dans la gendarmerie, il y a une autre difficulté : il n'existe pas de syndicat pour vous défendre. Si vos amis ou vos supérieurs directs tentent de sensibiliser la direction et que cela ne serve à rien, vous vous retrouverez forcément seul. Vos amis ont grillé leurs cartouches et ne peuvent plus vous aider directement. Vous vous débrouillez seul. Donc, Prouteau me protégeait comme il le pouvait, surtout en se renseignant, en déjeunant avec des policiers. Les autres officiers ou gendarmes me donnaient un coup de main en me « tuyautant » chaque fois qu'ils avaient une information sur des affaires me concernant.

A cette époque, j'ai vraiment demandé ma mutation, tellement j'étais écœuré : je voulais suivre le conseil du général Jamet, commandant la 1^{re} région militaire de Paris, un homme bourru mais direct, qui m'avait convaincu que j'étais grillé. « Plus vous vous battez, Barril, plus vous remuez de choses, m'avait-il dit, et plus ça se retourne contre vous. A tous les coups, vous allez être bon et cela va toucher la gendarmerie. » Il avait raison : il valait mieux que je prenne du recul et que je me fasse oublier quelques années.

J'étais prêt à quitter le GIGN. Je comprenais que je commençais à devenir un point de fixation. Tout ce que j'allais faire risquait de se retourner contre moi. Alors, avec l'aide de ce général, j'ai demandé à partir pour la Nouvelle-Calédonie où, pour un homme comme moi, il y a du travail intéressant à faire dans la gendarmerie. C'est un coin effectivement très dangereux où nous avons eu plusieurs gendarmes tués. Mes valises étaient faites. Ma femme était ravie de partir pour Nouméa. A la même époque, Prouteau a été appelé à l'Elysée et M. Hernu m'a dissuadé de partir.

Jacques Genthial a une part de responsabilité dans cette affaire, mais jamais en première ligne, jamais comme acteur direct. Genthial est un bon flic, compétent et sérieux, mais trop opportuniste. Il a senti que ce dossier, qui réveillait les eaux dormantes de l'extrême droite,

pouvait servir ses relations, dès 1981, avec le nouveau régime. En cela, il a été certainement l'un des flics les plus habiles à se faire accepter du nouveau gouvernement, sans copinage ni parrainage apparent.

Je pense que sa mutation, en 1984, est due à un ensemble d'éléments. C'est comme les deux plateaux d'une balance. Longtemps, les éléments « pour » et les éléments « contre » se sont équilibrés. Puis un élément « contre » a rompu l'équilibre. Et il est certain que cette histoire de trafic de l'extrême droite a contribué, dès 1981, à lui faire perdre un peu de sa crédibilité, au fur et à mesure que l'enquête allait dans mon sens.

Il était encore à la tête de la Brigade criminelle lorsque celle-ci a fait chuter la procédure de l'enquête sur les Irlandais de Vincennes, en août 1982. Ses rapports très particuliers avec les magistrats ont aussi eu une influence sur sa mutation. Genthial avait peu à peu privilégié les liens avec l'appareil judiciaire, au détriment de ses quelques relations hiérarchiques. La meilleure preuve en est l'intervention publique que les juges d'instructions parisiens ont faite pour demander son maintien. Fait unique dans les annales policières. Ce comité de soutien l'a d'ailleurs involontairement plus enfoncé que défendu.

Je vois encore d'autres raisons pour expliquer ce départ. Une, en particulier, sans doute la plus grave : l'affaire Baudet. Il s'agit d'un journaliste français soupçonné de travailler pour les Brigades rouges italiennes, et qui affirme être un agent d'infiltration opérant pour le compte de l'Elysée, en contact permanent depuis le 10 mai 1981 avec l'inspecteur Kaehlin, garde du corps de M. de Grossouvre et de M. Brover Rabinovici, fondateur du CRISE.

La gendarmerie et moi-même sommes tout à fait perdants dans cette guerre des polices. Ce que nous avons fait avec le GIGN, dans ce domaine, n'était d'ailleurs plus qu'un baroud d'honneur, une sorte de guerre perdue d'avance, car la situation était, dès les années 1975-1976, trop déséquilibrée à notre désavantage. Essentiellement pour deux raisons : D'abord parce que la gendarmerie ne représente qu'une petite partie d'un secteur réduit du ministère de la Défense qui a bien d'autres soucis que nos affaires de criminalité et de police judiciaire. En face de nous, les policiers sont représentés, par exemple, le mercredi au conseil des Ministres, directement par leur ministre de tutelle, qui n'a en charge que ces questions de sécurité. Le directeur de la gendarmerie n'est qu'un chef de service qui pèse donc peu à côté du ministre de l'Intérieur.

Ensuite parce que la gendarmerie est tenue, par des structures administratives assez rigides, de se tenir éloignée de la vie politique.

La gendarmerie est le dernier bastion de la garantie de l'ordre républicain. C'est un avantage formidable car cela assure au gouvernement, quel qu'il soit et quoi qu'il arrive, le loyalisme d'une partie des forces de sécurité nationale. Mais c'est aussi un inconvénient, par la grande faculté de la gendarmerie à courber l'échine et par son obsession à se tenir à l'écart de la vie politique.

Nos rivalités avec la police ont débuté avec les prises d'otages. Souvent, les médias comptaient les points. Les policiers et nous tentions d'en faire un peu plus à chaque fois dans ce match infernal.

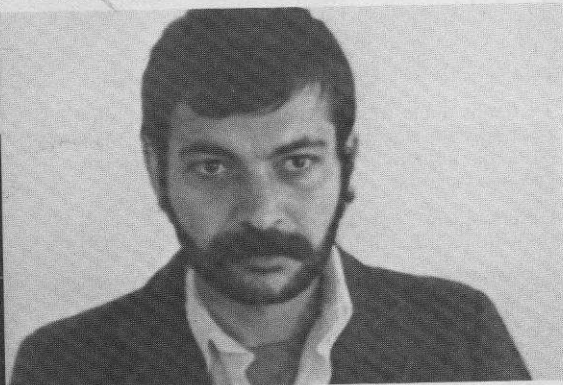
En 1977, pendant le détournement de la Caravelle d'Air Inter de la ligne Paris-Lyon, réalisé par un illuminé, Jacques Robert, le GIGN s'est trouvé directement en concurrence avec l'équipe de la BRI, alors commandée par Robert Broussard. Notre style militaire, très discipliné, tranchait ce jour-là avec le côté brouillon de l'antigang. Surtout, nous avons prouvé au préfet, responsable du dispositif, que le GIGN était capable d'investir une Caravelle en moins de vingt secondes. Nous lui en avons fait la démonstration. En homme réaliste, ce préfet nous avait donc désignés pour passer à l'action. En compensation, pour ménager la susceptibilité des policiers, les hommes de Broussard avaient reçu l'autorisation de se placer en soutien, à deux cents mètres au moins de l'appareil. Autant dire qu'ils ne servaient à rien.

L'assaut a été donné à l'avion, dans lequel Jacques Robert, en vrai professionnel, a ouvert le feu avec son revolver Webley de calibre 11,43 sur le gendarme Jacques Dufour chargé de le maîtriser. Le coup est bien parti, mais la balle est restée dans le canon. Jacques Robert a aussitôt lancé, dans notre direction, une grenade défensive. Il a fallu ordonner dans un cri, aux quatre-vingts passagers, de se coucher entre les sièges. Cependant, les passagers du premier rang se sont levés, par un réflexe de panique. La grenade a explosé, tuant un homme et blessant grièvement plusieurs autres passagers. Juste après avoir désarmé le preneur d'otages, nous avons fait évacuer d'urgence tous les passagers par les toboggans de secours. Par mesure de sécurité, Jacques Robert a été envoyé le premier hors de l'appareil et un gendarme, Lambert, l'attendait en bas du toboggan. A cet instant, les policiers de Broussard se sont précipités sur la piste, au pied de l'appareil. Ils ont arraché Robert des mains de notre gendarme. Ces petits malins de policiers sont ensuite allés, en quelques secondes, montrer notre prise aux photographes de presse, faisant un récit tout à fait imaginaire de l'arrestation et, surtout, en s'en donnant toute la gloire.

Voilà un exemple de ce qui se passait régulièrement entre le GIGN et la BRI, et cette histoire de Jacques Robert n'a pas contribué à calmer nos griefs à l'égard de l'antigang. Prouteau a même piqué, ce jour-là, une de ses belles colères.



La victoire volée à Calvi. Paul Barril et le capitaine commandant la Compagnie de Calvi faisant l'inventaire du matériel saisi aux preneurs d'otages du supermarché de l'Arche. (Photo Gamma)



Le Palestinien preneur d'otages à l'ambassade d'Irak, responsable de la fusillade au cours de laquelle le policier Jacques Capella a été tué. Il a été libéré discrètement en mai 1983. (Photo Paul Barril)

Un ami pour toujours, le nageur de combat Jacques Henri, mort en opération. (Photo Paul Barril)





Paul Barril et son 44 Magnum. (Photo J.-C. Bourret — TF1)



Le temps des amis :
Philippe Masselin, Paul
Barril, Christian Prou-
teau et Claude Le-
pouzé. (Photo Paul
Barril)



L'homme d'action et le
conseiller du président.
(Photo E.C.P.A.)



Février 1982 : une dé-
monstration du
G.I.G.N. dirigée par
Paul Barril devant le
ministre de la Défense
Charles Hernu. Chris-
tian Prouteau est un
peu en retrait. (Photo
S.A.)



Démonstration devant Charles Hernu de l'une des spécialités apportées au G.I.G.N. par Paul Barril : les arts martiaux. (Photo E.C.P.A.)

La formation des équipes légères d'intervention : dans l'Est de la France, Paul Barril et ses adjoints Charly Ferrero et Jean-Paul Vissac animent une équipe sous le contrôle amical du général Omnès, commandant la IV^e région militaire et le colonel de gendarmerie Arthaire. (Photo Paul Barril)





Paul Barril conférencier :

— Entouré de généraux et d'officiers supérieurs.

— Avec « Bruno », le général Bigeard, Barbeau, le directeur de la gendarmerie et le député Florence d'Harcourt. (Photo Paul Barril)





La poignée de main du président Valéry Giscard d'Estaing. (*Service photographique de la présidence de la République*)
 Un même sourire de Christian Prouteau et Paul Barril face au directeur de la gendarmerie, Barbeau. C'était le temps des capitaines et amis, un jour de gloire aux Invalides. (*Photo Paul Barril*)





Des visites de hauts responsables du ministère de la Défense au Moyen-Orient :
 — Charles Hernu en compagnie de Paul Barril à Abhu-Dabi.
 — Le conseiller musclé de la Défense, Jean-François Dubos aux Emirats Arabes Unis. (Photos Paul Barril)



Descente en rappel d'hélicoptère : 120 mètres en 10 secondes. (Photo Paul Barril) ►





Les hommes de toutes les missions :

— Dans l'eau : les nageurs de combat entraînés par Paul Barril.



— Dans l'air : un essai de deltaplane « Dohet » se posant sur un terrain de football.

— Les parachutistes dans la carlingue d'un Transall. (Photos Paul Barril)



— Dans l'air et dans l'eau : Paul Barril parachutiste en tenue de nageur de combat, équipé à l'oxygène.



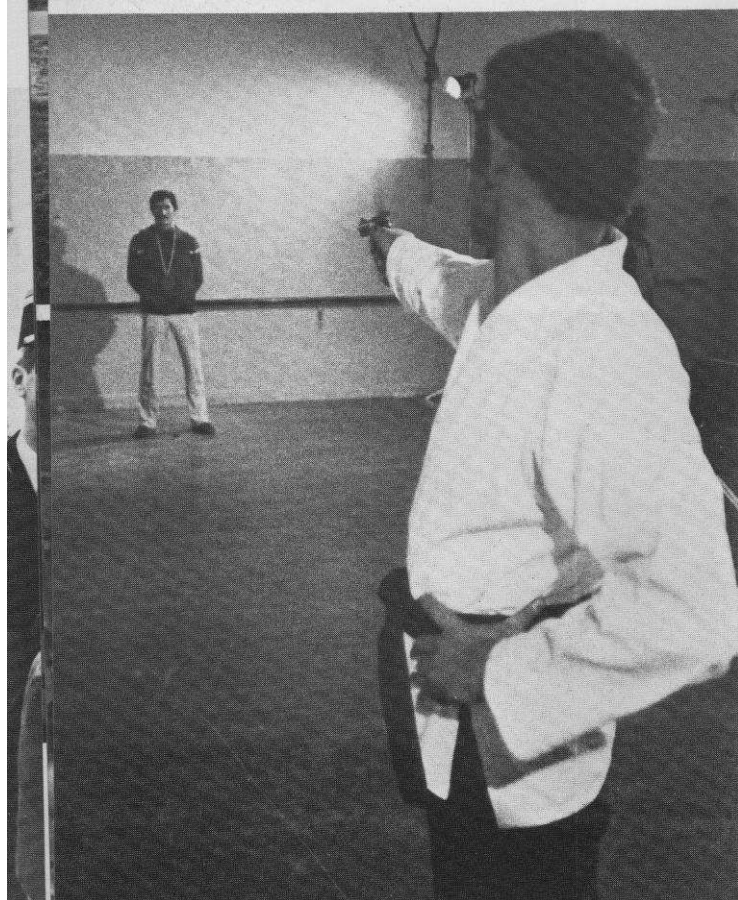
— Dans l'air et sur la terre : le karatéka Paul Barril saute d'un hélicoptère.

— Toute l'équipe héliportée des karatékas.
(Photos Paul Barril)

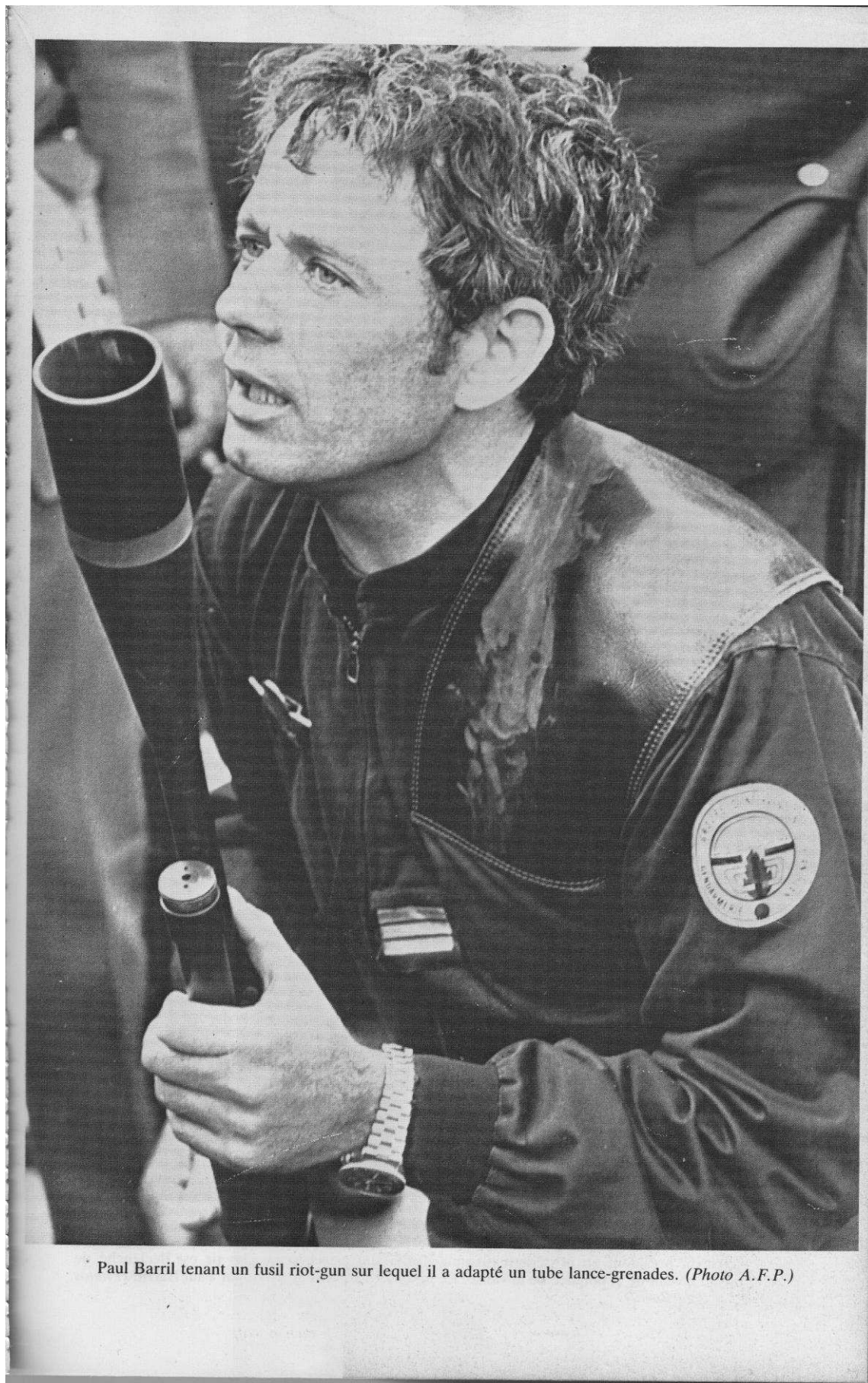




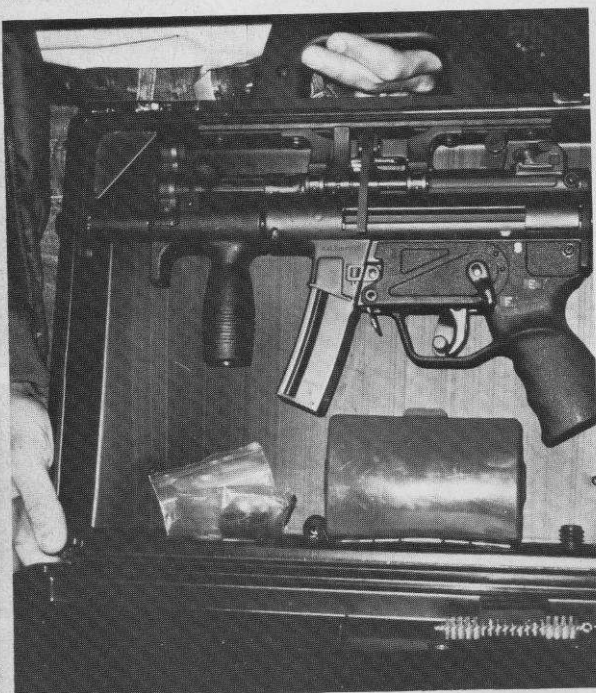
— Sur terre : conduite de nuit, sans éclairage, d'une Chevrolet grâce à des lunettes de vision nocturne T.R.T.
(Photo Paul Barril)



— L'entraînement à balles réelles. Paul Barril tire au 357 Magnum sur le chef Malfatti qui a revêtu un gilet pare-balles. Précision du tireur et sang-froid de la « cible » : autant de qualités indispensables en opération. (Photo Paul Barril)



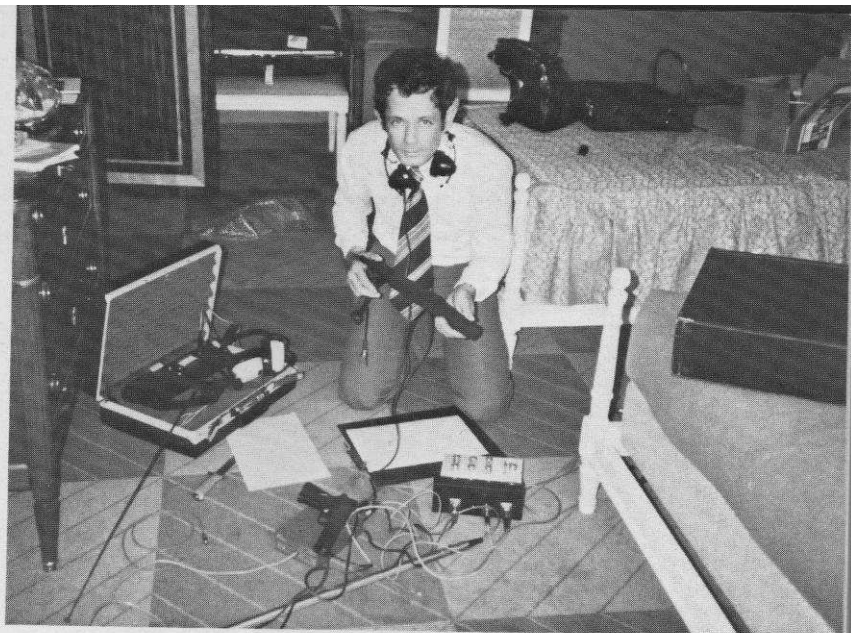
Paul Barril tenant un fusil riot-gun sur lequel il a adapté un tube lance-grenades. (Photo A.F.P.)



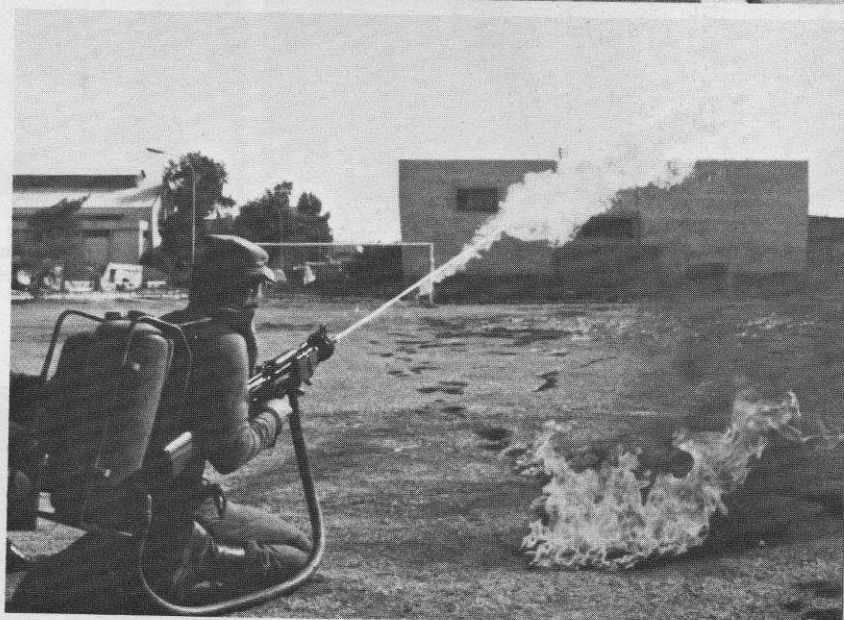
L'entraînement au pistolet mitrailleur « HK », la plus petite arme d'assaut du monde.

Les hommes du président en possèdent dissimulés dans un attaché-case. Le tir est déclenché de l'extérieur, au niveau de la poignée de la valise. Le procédé a été mis au point par Paul Barril. (Photos E.C.P.A. et Paul Barril)

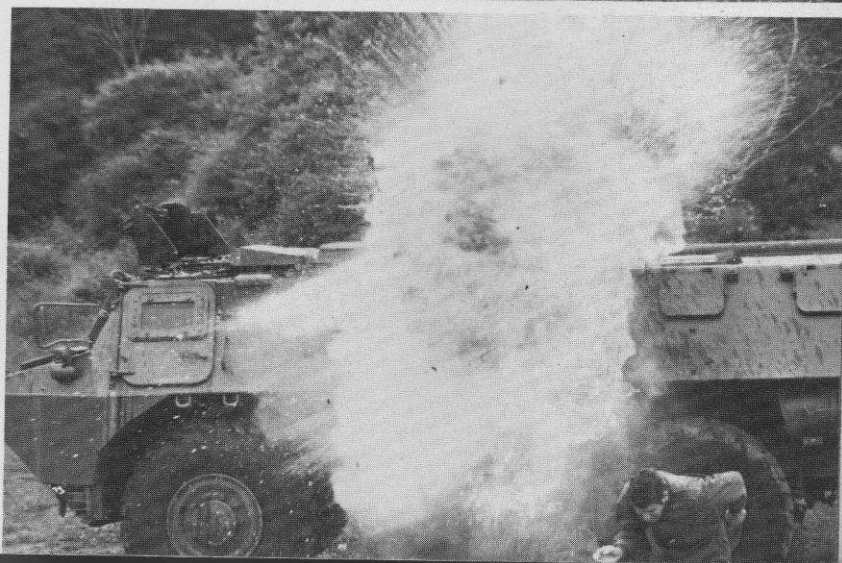
— L'électronique au service du G.I.G.N. Paul Barril réglant un canon à son avec égalisateur graphique permettant d'enregistrer une conversation dans un appartement à 300 mètres de distance.
(Photo Paul Barril)



— Un fusil d'assaut très particulier, bricolé par Paul Barril, dont le canon est doublé d'un lance-flammes.
(Photo Paul Barril)

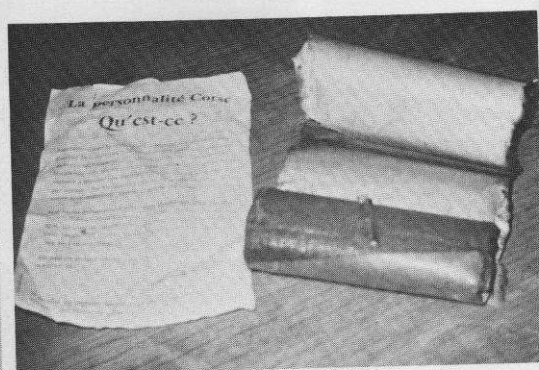
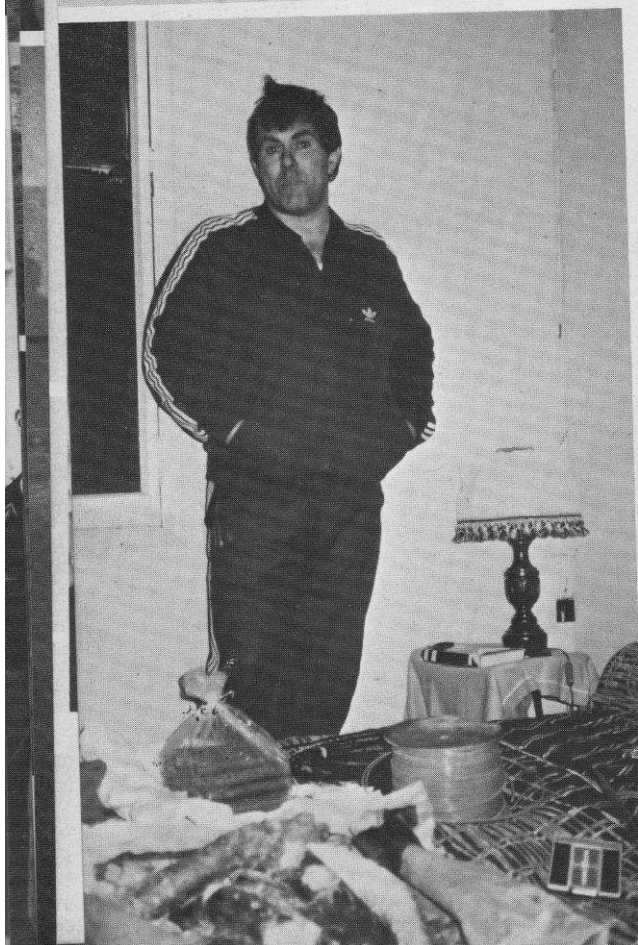


— L'attaque d'un blindé à l'explosif.
(Photos Paul Barril)

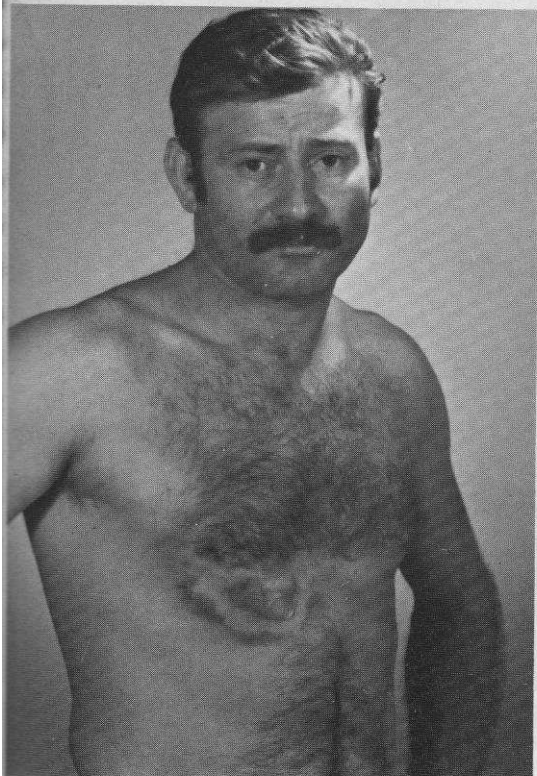




L'entraînement des chefs : Christian Prouteau au 357 et Paul Barril au 44 Magnum. (Photo Paul Barril)



Le plastic saisi à Marseille dans le cadre de l'affaire Fabrigoule. La guerre des polices a permis aux trafiquants d'extrême droite de faire disparaître des dizaines de kilos d'explosif. (Photos Paul Barril)



La marque laissée sur la poitrine de Gérard Bollet, touché à travers son gilet pare-balles par le tir de chevrotines d'un forcené. (Photo Paul Barril)



Le temps d'une trêve : Robert Broussard admiratif à côté de Paul Barril et de Charles Pellegrini dans un Transall militaire en partance pour une mission spéciale en Corse. (Photo Paul Barril)

Hôtel Fesch à Ajaccio : la reddition dans l'honneur.
Marcel Lorenzoni remet son arme au capitaine Paul Barril. (Photo A.F.P.)



CHAPITRE XIX

LE PIÈGE IRLANDAIS

A peine le président Mitterrand a-t-il annoncé la création de la cellule élyséenne antiterroriste qu'une première affaire éclate. Elle va rapidement permettre la remise en question de la nouvelle structure policière, qui gêne beaucoup trop de monde.

Utilisant le juge Boulouque, les policiers essaient depuis le mois d'octobre 1981 de me détruire. Il est évident qu'à travers moi, ils visent le GIGN et la gendarmerie, d'une façon plus générale. L'enjeu est beaucoup plus important qu'il n'apparaît de prime abord. Malgré leurs attaques, les policiers constatent que Christian Prouteau a fait son entrée à l'Elysée où il remplace une institution policière, les VO, Voyages officiels. Il a un pied dans la place et voilà que quelques semaines plus tard le président de la République le met à la tête d'un service de police dépendant directement de l'Elysée. Un gendarme premier policier de France, voilà ce qu'il faut éviter, combattre à tout prix.

La guerre va être totale. Je serai, comme toujours, en première ligne sur le terrain et non pour les honneurs. Je serai la cible désignée. La gendarmerie n'est pas armée pour lutter contre ce type d'intrigue, alors que la police, qui a su instituer des relations privilégiées avec la presse, en contact discret avec certains magistrats parisiens, vit depuis toujours au rythme des scandales, qui n'arrivent même pas à l'égratigner, ou si peu.

Le 28 août 1982 éclate l'affaire des Irlandais de Vincennes. Une des premières dépêches de l'Agence France-Presse fait un récit particulièrement intéressant de cette opération le 29 août, à 12 h 23.

« L'arrestation, samedi soir, dans la banlieue parisienne, de deux terroristes étrangers " jugés importants dans les milieux du terrorisme international " est le premier succès remporté par les autorités françaises depuis la mise en œuvre du plan de lutte antiterroriste annoncé le 17 août par le président de la République lui-même.

« A tout seigneur, tout honneur, et, pour marquer l'engagement personnel du chef de l'État dans la lutte antiterroriste, c'est — fait sans précédent — dans un communiqué de l'Elysée qu'a été rendue publique l'annonce des deux arrestations. Le 17 août, le président François Mitterrand, en direct à la télévision, avait annoncé la couleur, quelques jours après la tuerie de la rue des Rosiers, le plus grave attentat antisémite jamais commis en France : " Ce terrorisme-là, comme les autres, me trouvera devant lui ", avait-il souligné.

« Samedi, peu après 20 h 30, la présidence de la République diffusait un communiqué laconique : " Deux arrestations jugées importantes ont été opérées aujourd'hui, en France, dans les milieux du terrorisme international. Ont été également saisis des documents et des explosifs. Afin de poursuivre l'enquête dans les meilleures conditions, les informations complémentaires ne seront diffusées qu'ultérieurement ".

« Ce communiqué était suivi d'un black-out total, aussi bien à l'Elysée qu'aux ministères de l'Intérieur et de la Défense. C'est seulement dimanche matin que les premières informations commençaient à filtrer sur les détails de l'opération.

« En fait, ce sont deux étrangers, dont on ignorait dimanche, en fin de matinée, l'identité exacte, qui ont été arrêtés samedi, peu après 18 heures, dans un appartement situé au 82 de la rue Diderot à Vincennes (Val-de-Marne), un immeuble en brique de cinq étages où, d'après des témoins, la rotation des locataires, notamment étrangers, est importante. Les deux hommes ont été arrêtés dans un appartement du troisième étage dont la locataire en titre est une certaine Labeylie qui, toutefois, n'était pas présente au moment de l'opération de police et est activement recherchée. Dans son appartement, outre les deux étrangers soupçonnés d'être

des terroristes, les enquêteurs ont découvert " des documents et des explosifs ", a indiqué l'Elysée.

« L'arrestation des deux hommes a été opérée par les gendarmes d'élite du GIGN, dirigés par le commandant Christian Prouteau, chargé à l'Elysée, par le président Mitterrand, d'une mission de coordination, d'information et d'action contre le terrorisme. Ces super-gendarmes, parfaitement entraînés et équipés, ont été secondés dans cette opération par la compagnie de gendarmerie de Vincennes.

« De source bien informée, on indique que le commandant Prouteau et le GIGN ont opéré à la suite d'un " tuyau ", peut-être recueilli à l'étranger, fourni par le service de contre-espionnage, la Direction générale à la sécurité (DGSE), dirigée par M. Pierre Marion... »

Le succès est complet. L'Elysée a l'initiative de l'utilisation politique des arrestations. Les autorités mises en avant sont le président de la République, le directeur de la DGSE et Christian Prouteau. Je ne serai mis en scène que lorsqu'il faudra trouver un bouc émissaire, lorsqu'il ne sera plus question d'honneurs, de récompenses.

Il est certain que le bruit déclenché autour de l'affaire de Vincennes a compromis l'existence de la mission élyséenne, ce qui est bien dommage. Elle a donné des armes quasiment définitives aux adversaires de la mission. Je m'étonne encore que cette affaire ait eu une telle influence sur le destin de la cellule. Il n'y a pas eu brutalité, usage des armes, mort d'homme. Je connais des bavures meurtrières de la police qui n'ont pas eu de telles conséquences. Elles n'ont pratiquement pas eu de suites, même judiciaires.

Le véritable début de l'affaire des Irlandais de Vincennes tient au contexte même de ce mois d'août 1982, qui avait été l'un des plus marqués par les effets du terrorisme. Le 9 août, l'attaque du restaurant Goldenberg de la rue des Rosiers, les menaces de l'ASALA (Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie), l'attentat de l'avenue de La Bourdonnais... Nous vivions une des époques les plus chaudes dans le domaine de la violence et tout le monde, responsables politiques, spécialistes de la sécurité, journalistes et opinion publique, s'attendait à ce que de nouveaux coups soient portés sur le sol national. J'avais décidé Christian Prouteau à agir préventivement contre le terrorisme. Ne plus attendre que les bombes explosent comme rue Marbeuf ou rue Copernic. Je voulais faire du préventif, et non du curatif.

A partir du 26 août, j'ai obtenu plusieurs renseignements que j'ai essayé de recouper et de me faire confirmer, m'annonçant qu'un attentat risquait encore d'être commis à Paris pendant le week-end suivant. Notre volonté était de l'empêcher à tout prix.

Je disposais de plusieurs sources d'information que j'ai reliées les unes aux autres, bribes par bribes. Un élément était constant : l'attentat était préparé par des Irlandais. Parmi mes nombreux contacts avec des unités antiterroristes, il y avait quelques officiers de ce pays. Entre les deux tours des élections présidentielles, en 1981, le GIGN avait été appelé d'urgence au Touquet pour maîtriser un preneur d'otages qui avait détourné un avion d'Aer Lingus. Cet illuminé irlandais exigeait que le pape révèle le troisième secret de Fatima.. détenu par le Saint-Siège dans un coffre. L'opération avait été un succès, avec l'arrestation du preneur d'otages et la libération de ses victimes. Le gouvernement irlandais nous avait alors envoyé plusieurs de ses officiers en stage de formation au GIGN. Ils avaient séjourné chez nous de septembre à décembre 1981. Nous entretenions toujours des liens étroits avec tous nos stagiaires. D'abord, pour échanger des expériences dans le domaine de l'action et puis, peu à peu, comme une greffe progressive, nous nous sommes communiqué de plus en plus de renseignements, en particulier sur le terrorisme. Nous avons — j'avais moi-même — quelques-uns des meilleurs informateurs européens, voire internationaux, dans le domaine de la lutte antiterroriste. Pendant leur stage, ces officiers irlandais nous avaient déjà longuement parlé du terrorisme dans leur pays. Nous n'avions jamais été directement confrontés à leurs

terroristes et nous connaissions mal leurs problèmes. Ils affirmaient que les Irlandais, membres de réseaux terroristes, utilisaient la France ou les Pays-Bas comme bases de repli. La tradition voulait que la France accepte ces Irlandais qui, en échange, n'entreprenaient aucune action dans notre pays. Cela a longtemps été vrai, puis de plus en plus faux '. Entre novembre 1980 et novembre 1981, on relève un certain nombre d'attentats — onze exactement — commis en France, contre des biens ou des sujets britanniques.

J'en cite quelques-uns : le 4 mai 1981, à Paris, un attentat est commis contre le magasin Marks and Spencer; le 5 mai, à Toulouse, contre un dépôt de la maison Dunlop ; le 6 mai, à Bordeaux, contre le consulat de Grande-Bretagne; le 15 mai, en Haute-Corse, contre la résidence d'un important diplomate britannique; le 20 mai, à Toulouse toujours, contre une société anglaise d'informatique ; le 24 mai, contre les locaux du concessionnaire de British Leyland. Et, le 2 novembre, on découvre une tentative d'attentat contre un navire anglais, l'Hécate, ancré dans le port de Nantes ; ce dernier attentat avait été revendiqué par un « Groupe Bobby Sands ».

Aussi, je crois, ne faut-il pas exagérer l'existence d'un pacte tacite entre la France et les membres de l'IRA. Pour moi, il n'y a pas de petits ou de grands terroristes. Il y a des terroristes, c'est tout.

Il est vrai que ces militants irlandais n'ont jamais eu intérêt à avoir des problèmes en France avec nos services de sécurité. Mais il en va de même pour tous les terroristes qui se cachent à l'étranger. Le 17 août 1982, un Français, Pierre Banzet — dont nous aurons à reparler dans ce dossier irlandais —, a aussi été arrêté au Havre. Il partait pour l'Irlande à bord d'un ferry-boat, le Saint Patrick II. Dans les portières de sa R 16, il avait dissimulé quatre cent trente-deux mètres de cordeau détonant (en fait, de l'explosif). L'examen de son carnet d'adresses avait permis de trouver à Belfast plusieurs adresses de ressortissants terroristes dont — j'en cite deux dont nous aurons aussi à reparler — Denis Donaldson, membre du « Sinn Féin », et James Daly, membre de l'IRSP, le Parti républicain socialiste irlandais.

En août 82, les correspondants des compagnies pétrolières anglaises installées en France, notamment à Strasbourg, Lyon, Grenoble et Bordeaux, ont été aussi informés par leurs directions internationales de risques graves d'attentats contre leurs installations. Ils ont alerté la police française ' ! Ces menaces ont fait l'objet d'une note de la DST, en août 1982.

L'anniversaire de la mort de Bobby Sands approchait, en effet, et comme l'IRA avait des difficultés à commémorer cette mort par des attentats soit en Irlande du Nord, soit en Grande-Bretagne même, beaucoup de spécialistes craignaient que des bombes soient posées en Europe, particulièrement aux Pays-Bas et en France.

Le jeudi 26 août 1982, je recevais chez moi, à Satory, un coup de téléphone de mes correspondants irlandais. Ils m'annonçaient que, selon des renseignements recoupés, et qui confirmaient ceux que je possédais, un attentat grave risquait d'être commis à Paris le week-end suivant. Mes correspondants ajoutaient que plusieurs personnes devaient intervenir, dont l'un des chefs du commando, un certain James MacCabe. Ce nom d'emprunt était utilisé par un nationaliste irlandais, Michael Plunkett. Mes amis les officiers irlandais n'avaient pas d'autres détails. Ils me situaient le personnage de Plunkett de manière grossière. Selon eux, celui-ci aurait été l'un des organisateurs importants du terrorisme irlandais ainsi qu'un fournisseur d'armes. Sa façade officielle était celle d'un fondateur de l'IRSP qui, selon mes interlocuteurs, était lié à une structure clandestine et terroriste, l'INLA.

Ce personnage, Plunkett, devait avoir des contacts récents avec le FPLP (Front populaire de libération de la Palestine). Ils ajoutaient que Plunkett séjournerait à Paris, qu'il allait recevoir, juste avant le week-end, le renfort de plusieurs membres venant de Hollande et aussi certainement d'Allemagne fédérale. Mes amis m'annonçaient qu'ils « me retéléphoneront dès qu'ils en sauront plus ». J'avais acquis la conviction qu'ils suivaient une piste chaude, qu'ils

attendaient des informations complémentaires. Au téléphone, je leur ai simplement demandé s'ils avaient une adresse de ce Plunkett, un début de piste à suivre...

Pour la police française, Michael Plunkett n'était pas un inconnu. L'arrestation des Irlandais terminée, la DST affirmera même que tout le monde savait où il était et laissera entendre qu'il ne présentait aucun danger. Or, lorsque mes correspondants irlandais me signalèrent les menaces d'attentat, j'avais en main une note de la DST, signée par le directeur de la Direction de la surveillance du territoire, Marcel Chalet. Le 27 mai 1982, il l'avait adressée au directeur général de la Police nationale. Elle a pour objet le « Transport d'armes en cours au profit de l'ETA-PM et possibilité d'attentat dans un proche avenir de la part d'un groupe indéterminé ayant vraisemblablement des attaches avec les organisations terroristes irlandaises ». Le rapport de quatre feuillets, auquel est joint un organigramme du terrorisme, fait état des filatures d'un Belge de trente-deux ans, Luc G..., situé au centre de toute une nébuleuse du terrorisme international. Il est qualifié d'« interlocuteur privilégié, en matière de fourniture d'armes, de plusieurs individus opérant dans la mouvance de deux organisations terroristes, l'ETA-PM et la Provisional Irish Republican Army (PIRA) et qui, de plus, a été en relation en 1979 avec des membres du Fatah et, le 27 janvier 1982, avec Bruno Bréguet, quelques jours avant son arrestation accidentelle à Paris en compagnie de Magdalena Kopp... ». Il est encore question de Carlos, le fameux terroriste international dont le nom est évoqué dans toutes les grandes affaires. Les policiers de la DST n'arrivent toutefois pas à établir un lien matériel direct entre Carlos et Luc G...

Dans la même note, Marcel Chalet ajoute : « Selon les services britanniques, deux autres dangereux terroristes devraient également se trouver à Paris ; l'un, Michael Plunkett (terroriste de l'INLA, spécialisé dans l'approvisionnement en armes de l'organisation), auteur d'une série d'attentats en RFA, est un ami de James K... (membre de l'INLA, lié vraisemblablement aux attentats commis par cette organisation en RFA) ; l'autre, Ted Howell (spécialiste en explosifs au sein du PIRA), ami de Cléry (spécialiste en explosifs, lui aussi, au sein du PIRA), est sur le point de quitter l'Irlande pour procéder à une opération sur le continent... »

Enfin : « ... De l'ensemble des faits observés et des informations en notre possession, se dégage ainsi clairement l'image d'une " nébuleuse " terroriste de caractère international où une chaîne de liaisons est établie entre des organisations ou personnages aussi dangereux que Carlos, Bréguet-Kopp, l'ETA politico-militaire, le PIRA et divers extrémistes européens et palestiniens. »

Les éléments contenus dans cette note ne seront jamais prouvés.

Le 26 août 1982, la DST nous conforte dans notre conviction : Michael Plunkett est un homme dangereux, la menace d'attentat est sérieuse. La note de la DST montre que les services de police ne connaissaient pas son lieu de résidence. Aujourd'hui, avec le recul, reste à savoir si cette note, établissant un amalgame savant, n'avait pas pour but de tromper d'autres services de police ou, plus grave, le ministre de l'Intérieur.

Le 26 août 1982, très inquiet, je parle donc des menaces d'attentat à Christian Prouteau, le responsable de la cellule antiterroriste. Nous manquions encore de renseignements. Tout cela était flou. J'avais cru comprendre que la police irlandaise bénéficiait de renseignements assez chauds. Je pense qu'elle avait dû capter des conversations téléphoniques régulières. Elle avait l'air optimiste et pensait pouvoir m'en fournir d'autres.

Effectivement, le jeudi soir, j'ai reçu un nouveau coup de téléphone de mes amis irlandais. Je leur ai demandé une photo de ce Plunkett, un début de piste. Ils m'ont fourni d'autres renseignements, mais encore peu exploitables. Il me manquait surtout une adresse, un secteur de Paris dans lequel chercher. J'en ai reparlé à Prouteau qui m'a dit : « Tu t'en occupes, c'est ton boulot, je te fais confiance. Vois tes informateurs. » Il suivait cela d'assez loin. Comme toujours, nous nous répartissions les tâches. Lui avait la responsabilité des relations officielles et moi, je m'occupais du terrain... c'était très bien ainsi.

Mes amis irlandais me rappelèrent dès le vendredi matin à 8 heures, chez moi. Ils m'apprirent que ce MacCabe appelait souvent d'une cabine téléphonique (sans doute) située près du zoo de Vincennes, selon les éléments qu'il avait confiés à l'un de ses interlocuteurs. Il ajoutait même qu'il n'était qu'à deux minutes du zoo. Les Irlandais avaient aussi réussi à m'obtenir une description physique de MacCabe. C'était un rouquin barbu, d'environ un mètre soixante-douze, un homme trapu aux yeux bleu très clair. Et surtout — détail qui allait avoir son importance — il ne parlait pas un mot de français. Mes amis irlandais ajoutaient que c'était un homme très dangereux et armé en permanence, prêt à tirer au moindre danger. Il devait réceptionner quarante à soixante kilos d'explosif peint en noir, peut-être afin d'être mieux dissimulé dans le châssis d'une voiture.

J'appris encore que d'autres terroristes allaient arriver des Pays-Bas et d'Allemagne, soit le vendredi soir, soit le samedi matin, et qu'une fois l'attentat commis, ils devaient repartir vers Amsterdam et Francfort où ils y étaient attendus dès le lundi. L'homme venu des Pays-Bas devait être l'expert en explosif. Nous ne connaissions pas son nom.

J'avais enfin un début de piste sérieuse : Vincennes, le zoo et un quartier joignable en moins de cinq minutes. Comme le GIGN avait résidé très longtemps à Maisons-Alfort, nous connaissions très bien le secteur.

J'ai emmené trois hommes avec moi, habillés en civil. Nous avons pris une de nos R 5 turbo et nous avons quadrillé la zone du bois autour du zoo. Nous avons pensé aller poser des questions aux épiciers du quartier. A chaque fois, nous leur avons demandé s'ils ne connaissaient pas, dans leur clientèle, un rouquin barbu qui ne parlait pas le français. Et, au cinquième essai je crois, nous avons eu une chance folle : un épicier connaissait bien un client correspondant à cette description. Il connaissait même son adresse. Il nous a désigné un grand immeuble, un peu plus loin, au 82 de la rue Diderot.

Je suis immédiatement allé à cette adresse et me suis glissé seul à l'intérieur de l'immeuble. C'était une grande maison, style HLM de la dernière guerre, avec un escalier en colimaçon et, je crois, cinq ou six étages. J'ai exploré, à tout hasard, les boîtes aux lettres ; bien sûr, le nom de MacCabe n'y figurait pas. J'ai emprunté les escaliers jusqu'en haut. Je n'ai rien remarqué de particulier et aucun des noms sur les portes ne me disait quoi que ce soit. Dans l'immeuble voisin, j'ai été interpellé par une femme visiblement inquiète. Une dame âgée, qui me demandait ce que je cherchais. Je lui ai dit, comme nous faisons du bruit et que j'avais peur d'être éventuellement entendu d'un appartement, que j'étais représentant en assurances. J'avoue que j'ai un peu forcé sa porte, très gentiment, avec un grand sourire, car j'avais besoin d'entrer dans un appartement et de discuter avec quelqu'un. Je me suis présenté : « Capitaine Barril, du GIGN » et je lui ai sorti ma carte. Craintive, elle ne m'a pas cru. Je lui ai alors demandé la permission de téléphoner devant elle à Satory pour qu'elle obtienne confirmation de mon identité et de ma fonction.

Lorsqu'elle a été rassurée, j'ai amené la conversation sur les habitants de l'immeuble voisin. Puisqu'elle semblait douée d'un certain sens de l'observation, je lui ai demandé si elle avait remarqué la présence d'un rouquin barbu. « Mais bien sûr », m'a-t-elle répondu. Plunkett habitait dans un appartement officiellement loué par une certaine Labeylie, une institutrice qui avait disparu depuis plusieurs années. L'appartement était sous-loué et le dernier occupant en date était ce Plunkett qui, d'après mon interlocutrice, recevait régulièrement beaucoup de gens, des hommes de toutes nationalités.

Dans la gendarmerie, nous n'avons pas d'informateurs au sens strict du terme mais simplement des agents de renseignement choisis parmi les « couches saines de la population ». Cela figure en toutes lettres dans le manuel du gendarme. Donc, je n'agissais absolument pas de façon illégale, en faisant appel à la collaboration de cette charmante vieille dame. J'ai décidé de ne pas prendre le risque de laisser sur place un dispositif de surveillance qui pouvait

se révéler inutile et surtout dangereux. Nous pouvions nous faire repérer et j'avais trouvé le meilleur auxiliaire de justice qui soit, le plus efficace qu'un enquêteur puisse rêver. J'ai laissé mon numéro à cette dame, lui demandant de me renseigner sur les allées et venues dans le quartier pendant cette fin de journée du vendredi et la matinée du lendemain. Le lendemain matin, vers 8 heures, elle m'a appelé. Pendant la nuit, entre 2 et 3 heures, elle avait d'abord entendu puis vu arriver Plunkett, suivi par quatre ou cinq personnes qui transportaient de lourds bagages, peut-être une malle, tirés à même les escaliers. A l'évidence, nous étions sur la bonne piste. Nos hommes avaient des allures de conspirateurs. Dans la rue, ils étaient en groupe alors que, dans l'escalier, Plunkett voulait donner l'impression qu'il rentrait seul. Il montait les escaliers dix mètres devant ses compagnons. Cette observation confirmait en tout point mes informations irlandaises. Mes interlocuteurs avaient, en effet, parlé d'une arrivée, vendredi soir ou samedi matin, d'une équipe transportant des explosifs. La malle pouvait très bien contenir les cinquante kilos d'explosif annoncés. L'information semblait de plus en plus fiable.

J'ai rendu compte de la situation à ma hiérarchie militaire, puis j'ai essayé de prendre contact avec le commandant Jean-Michel Beau, qui était un ami et le reste aujourd'hui, un officier de gendarmerie formé pour le renseignement, pourvu d'une grande puissance de travail, très bleu-blanc-rouge.

Le commandant Beau expliquera plus tard que, pour lui, tout a commencé le 23 ou le 24 août 1982. Prouteau est conseiller pour le terrorisme depuis une semaine lorsqu'il invite à déjeuner le commandant Beau au mess Napoléon à Paris.

« Le mess était fermé depuis le mois d'août, expliquera Beau. Nous avons déjeuné dans une petite salle du mess sous-officiers. Elle était bondée, comme d'habitude, principalement occupée par des civils des différentes administrations. Nous partagions la même table que deux hommes qui, visiblement, appartenaient à la Police nationale. Nous n'avons donc pas pu converser librement. Au terme du repas, le chef d'escadron Prouteau m'a raccompagné en voiture à la caserne des Minimes. C'est alors qu'il m'a expliqué que son intention était de s'appuyer sur la section des recherches de Paris pour plusieurs affaires de terrorisme qui se préparaient. Je lui ai indiqué que je ne rejoindrais mon poste (de commandant de la section des recherches de Paris-Minimes) que le 1er décembre, mais que je me tenais à sa disposition au niveau du BSO (Bureau des services d'organisation) pour proposer au chef de corps de mettre en œuvre, le moment venu, les moyens adaptés aux demandes. Le commandant Prouteau m'a précisé qu'en tout état de cause, aucune des affaires en question n'était susceptible d'être réalisée avant au moins quelques semaines. Je lui ai dit que l'essentiel consistait surtout à ce que nous puissions, préalablement à toute action, nous réunir pour discuter des modes d'action et aussi prendre attache avec des magistrats compétents pour choisir la forme juridique la plus adaptée... En rentrant à l'état-major, j'ai rendu compte de ce contact à ma hiérarchie... »

Je connaissais bien le commandant Beau avec qui j'avais déjà travaillé à Berlin, où nous étions voisins. J'avais besoin de lui pour intervenir à Vincennes. Je suis officier de police judiciaire, mais pas territorialement compétent et je dois donc m'entourer des services d'un OPJ habilité. Le colonel Delestrade, commandant la section des recherches de Paris-Minimes, était muté en septembre à Gap. Il était en vacances ainsi que son adjoint. Nous étions dans la pire période pour les effectifs, à la fin du mois d'août.

Beau avait une très bonne réputation en matière de police judiciaire et nous savions déjà, Christian Prouteau et moi, qu'il était d'accord pour collaborer avec ses hommes aux missions de la cellule élyséenne. Beau était un expert en matière de procédure (il a même publié un

manuel remarquable sur les saisines incidentes en matière judiciaire qui a eu un grand succès dans les milieux spécialisés).

En accord avec Prouteau, pour me lancer dans l'aventure élyséenne, j'avais choisi des hommes volontaires, disponibles, ne comptabilisant pas leurs heures de travail. Je savais qu'ils aimaient la lutte antiterroriste et qu'ils croyaient en la nécessité d'actions d'envergure. Au cours de ma carrière, j'avais rencontré des passionnés. Beau et Blancheteau étaient de ceux-là et nous avons décidé de faire équipe ensemble.

Dans la matinée du samedi, je n'ai pas réussi à contacter Beau directement. J'ai eu sa femme au téléphone. Le commandant était allé faire un tour au marché aux Pucés. J'avais une chance de le joindre pendant le déjeuner. J'ai alors reçu un nouveau coup de téléphone des officiers irlandais. Ceux-ci confirmaient leurs informations de la veille, précisait que Plunkett était bien toujours armé et qu'il était muni de faux papiers. Je savais que ces deux informations étaient capitales pour une éventuelle arrestation. Car, même si nous ne trouvions pas les explosifs annoncés, nous avions la certitude de ne pas commettre d'erreur et de pouvoir arrêter cette personne pour au moins deux délits. Nous ne risquions pas une interpellation arbitraire. Beau m'a enfin rappelé et je lui ai rapidement résumé la situation. Je lui ai demandé de prévoir pour le début de l'après-midi une équipe de police judiciaire et une équipe de police technique. Je lui ai aussi expliqué que l'intervention allait se situer dans la zone de Vincennes. Beau, qui est un homme très à cheval sur la procédure, un homme habitué au règlement, m'a dit qu'il n'était pas encore habilité comme OPJ à compétence territoriale et qu'il allait devoir s'adjoindre le major Wendel. Il a aussi très vite demandé l'autorisation d'intervenir à sa hiérarchie de la 1^{ère} région militaire de gendarmerie. C'est le colonel Vergés qui lui a donné cet accord... la hiérarchie militaire était donc au courant.

J'ai à nouveau téléphoné à Prouteau, en vacances, qui m'a simplement recommandé d'éviter les flingages. « Fais gaffe, hein ! m'a-t-il dit, pas de bavure... »

Le directeur de la gendarmerie, M. Barbeau, n'était peut-être pas au courant de cette opération ; un colonel ou un général, quelque part dans la hiérarchie, aurait oublié de l'avertir... on ne dérange pas un grand patron pendant le week-end. Ce n'est pas correct.

Sur place, face au 82 rue Diderot à Vincennes, j'avais placé deux « sonnettes », deux hommes du GIGN en surveillance. Vers 13 heures, l'un des gendarmes a vu sortir Michael Plunkett accompagné d'un enfant d'une dizaine d'années. Il était très prudent, pendant la filature, il effectuait des « coups de sécurité ». Il ne s'engouffrait pas dans la première bouche de métro mais dans la seconde. Il faisait le tour des bâtiments. Par précaution, j'ai donc fait lever la filature.

Vers 14 heures, nous nous sommes tous retrouvés dans les locaux de la compagnie de Vincennes, à quatre cents mètres de l'immeuble, avec les hommes du GIGN et les gendarmes « techniques » du commandant Beau.

Par téléphone, j'ai fait le point avec Prouteau. Beau a aussi discuté avec lui. Prouteau avait surtout peur de voir les policiers nous « voler » l'affaire. Je suis parti pour l'appartement avec trois hommes. Il fallait « serrer » les inconnus de l'immeuble sur la voie publique ou dans les abords immédiats de l'appartement de Plunkett. Évidemment, nous n'avions pas les clés de cet appartement. Nous ne pouvions nous permettre une violation de domicile.

Beau et son équipe nous attendaient à la compagnie, en liaison radio permanente. Sur place, nous étions étonnés car il n'y avait pas de bruit perceptible dans l'appartement. Plunkett était sorti, ça, nous le savions, mais nous n'avions pas de nouvelles des autres hommes que ma charmante vieille dame avait vus pendant la nuit. C'est à ce moment-là que, jetant un coup d'œil sur une fenêtre de la cour, l'un de mes hommes a aperçu un grand type torse nu, très athlétique, qui buvait du lait à la fenêtre.

J'ai mis en place un nouveau dispositif. Très vite, l'inconnu est sorti de l'appartement. Je lui ai sauté dessus et nous avons dégringolé, serrés l'un contre l'autre, un demi-étage. Il se

débattait. J'ai dû lui mettre le canon de mon revolver dans la bouche. C'était fini, il ne bougeait plus, il était terrorisé comme s'il s'attendait à mourir dans les dix secondes. Je n'avais pas prononcé un mot. Nous l'avons couché à plat ventre, sur le palier, son tee-shirt retourné sur la tête pour lui bloquer les bras, un revolver braqué par l'un de mes hommes sur la nuque. Il devait être 18 heures environ, je ne me souviens plus exactement. L'un de mes hommes posté en bas est remonté comme un fou dans les escaliers, m'annonçant que, pendant l'arrestation, une dame, plus bas, s'était avancée sur le palier pour regarder d'où venait le bruit. Il l'avait entendue téléphoner à Police-secours en criant que des types armés se battaient dans l'escalier. Je suis sorti dans la rue avec ma carte d'officier. J'ai parcouru cent mètres sur le trottoir et, tout de suite, j'ai entendu la sirène deux tons d'un car de Police-secours et, derrière, arrivait aussi une voiture noire avec gyrophare. J'ai fait de grands gestes. Je me suis porté à la hauteur du car et je me suis présenté en quelques secondes.

Le brigadier, un policier intelligent, n'a pas insisté et il a rendu compte de la présence du GIGN à Vincennes à son central radio. Ouf ! Heureusement, la rue était à nouveau vide. Je suis remonté dans l'escalier et j'ai réorganisé mon dispositif en plaçant directement un homme à l'entrée de l'immeuble. Maintenant que nous avons un prisonnier, je redoutais que d'autres n'arrivent dans notre dos. J'ai contacté Beau par radio et je lui ai dit de venir au plus vite, mais discrètement, avec ses hommes.

Et puis, juste à ce moment, là, nouvelle alerte. On me signalait que le barbu arrivait. Il a été arrêté dès son entrée dans l'immeuble. Dans le même temps, à l'étage, nous avons rentré King dans l'appartement avec ses clés. On ne pouvait pas le laisser là, sur le palier. Craignant qu'il n'y eût encore des gens armés dans l'appartement, j'ai fait rentrer King le premier, me servant de lui comme d'un bouclier pour visiter toutes les pièces du logement. Il n'y avait personne. C'était une véritable porcherie. J'ai couché King dans une pièce du fond, à droite, laissant un gendarme pour le garder. Je suis redescendu comme un fou en bas, pour récupérer Plunkett, déjà arrêté, mains en l'air, lui aussi mort de trouille. On l'a monté manu militari dans l'appartement. Nous l'avons placé dans une pièce au fond, à gauche. Les deux hommes ont eu tout de même le temps de se dire quelques mots en irlandais. Je crois qu'ils avaient peur des SAS anglais ou des services allemands. Visiblement, ils avaient l'air persuadés qu'un groupe spécial était venu de l'étranger les exécuter.

Moins de cinq minutes après l'interpellation de Plunkett, l'équipe de Beau est arrivée sur place. Nous avons eu des problèmes de liaison radio. Dans cet appartement minuscule encombré de matelas, de meubles, nous avons été très vite trop nombreux. Et, surtout, j'avais peur d'une nouvelle arrivée. Je me souvenais de l'affaire de la rue Touvier, en 1976. Des policiers de la DST venus arrêter le célèbre Carlos avaient été pris dans le dos, par l'arrivée d'un nouveau personnage, et abattus. Nous savions qu'une jeune fille, Mary Read, devait arriver, peut-être avec l'enfant, puisqu'il n'était pas revenu avec Plunkett. La vieille dame nous avait parlé de cette jeune fille et nous avons décidé de l'arrêter sur le trottoir ou dans le hall de l'immeuble.

Beau a commencé sa procédure et, peut-être dix minutes après le début de la perquisition avec Plunkett et King, ses gendarmes ont trouvé une arme dans la pièce de gauche, placée entre un matelas et le plancher. Puis, alors que je donnais des ordres pour mettre en place le dispositif dans l'escalier et que je discutais à la radio avec mes hommes en position dans la rue, des explosifs ont été trouvés sur une étagère des W.C. C'était un pain d'environ cinq cents grammes avec une mèche lente, prête à être utilisée. Il y avait trop de monde dans l'appartement et Beau a demandé qu'on ne touche à rien. Puis il s'est énervé. On avait oublié les photographes. Une partie de l'équipe technique n'était pas sur place. Fou furieux, il les a appelés par radio.

J'étais préoccupé par mon dispositif et j'avais demandé à Beau, pour des raisons de sécurité opérationnelle, de ne pas laisser trop de monde dans l'appartement. J'avais aussi donné l'ordre

à l'un de mes adjoints de commencer le transfert, discret, de Plunkett et de King. En effet, nous ne pouvions plus les laisser dans l'appartement. Si d'autres personnes arrivaient, cela pouvait mal tourner. Je pensais toujours à l'affaire Carlos et aux morts de la DST....

Le début de la perquisition a bien été effectué en présence de Plunkett et de King, qu'on baladait d'une pièce à l'autre. A chacun de mes retours dans l'appartement, je voyais les gendarmes entasser tout ce qui leur semblait en rapport avec notre affaire de terrorisme — des valises, de la documentation, des photos.

La perquisition a duré plusieurs heures. Pendant quelque temps au moins, elle a été faite en présence de Plunkett et de King.

Nous avons fait venir des voitures banalisées, l'une après l'autre, pour conduire les Irlandais à la compagnie de Vincennes. J'étais très occupé à remodeler mon dispositif en fonction des allées et venues de tout ce monde. Les événements s'étaient succédé à un rythme extrêmement rapide : l'arrestation de King, puis celle de Plunkett, l'arrivée de l'équipe technique de la gendarmerie, le début de la perquisition puis les transfèrements.

Vers 19 h 30 est arrivée Mary Read. J'étais déjà en route, avec le commandant Beau, vers la compagnie d'où nous devions téléphoner à Prouteau. Nous avons appris par radio, en chemin, que les transfèrements commençaient et qu'on venait d'arrêter Mary Read. C'est aussi à ce moment-là que nous avons appris que deux voitures d'une radio périphérique venaient de passer à deux reprises dans la rue. Visiblement, les journalistes avaient été alertés et ils cherchaient le lieu d'une arrestation ou un attroupement. Ils étaient à la recherche d'une voiture de police ou de gendarmerie. Je ne pense pas qu'ils aient été directement alertés par la police. Je crois plutôt que les journalistes avaient capté, à l'aide d'un scanner, le compte rendu du brigadier du car de Police-secours.

Nous avons eu Prouteau au téléphone. Nous lui avons dit que tout allait bien, que nous avons procédé à trois arrestations mais qu'effectivement, le butin me paraissait plus maigre que prévu. Je n'avais pas encore trouvé les explosifs, ni la malle qui avait été montée dans l'appartement pendant la nuit. En effet, notre intervention n'avait pour but que la prévention d'un attentat. Il fallait à tout prix trouver ces explosifs. Nous avons cherché dans les caves. Nous avons forcé les portes de toutes les caves, persuadés de découvrir une cinquantaine de kilos d'explosifs. A la réflexion, je pense aujourd'hui que nous les avons ratés. Peut-être avaient-ils été cachés sous les lames du parquet ! Les SAS, avec qui j'ai discuté de ce problème plus tard, m'ont dit qu'eux aussi, ils s'étaient fait avoir de cette manière en Grande-Bretagne. Il suffit d'avoir des pains d'explosif très plats, qu'on peut placer sous trente centimètres carrés de parquet.

Quelques mois plus tard, à l'automne, les scellés de l'appartement ont été brisés. Quelqu'un est venu récupérer quelque chose au 82 rue Diderot...

J'étais certain que la meute de journalistes allait déferler rue Diderot. Les premiers arrivés, au moins, allaient certainement se renseigner au commissariat. Alors, nous aurions tout le monde, la presse et les policiers sur le dos. Indirectement, j'ai peut-être provoqué la diffusion du communiqué de l'Elysée, vers 20 heures, en demandant à Christian Prouteau de se débrouiller pour me laisser à Vincennes le plus de champ libre possible, tout en lui précisant que notre succès était relatif. Je voulais maintenir ma nasse toute la nuit, sans personne dans mon dispositif. J'avais besoin de gagner du temps.

Christian Prouteau n'a certainement pas chanté victoire auprès du secrétaire général de l'Elysée, M. Jean-Louis Bianco, ou du chef de l'État. Il est évident que je n'ai pas téléphoné au président de la République, Christian Prouteau étant en vacances en Vendée, François Mitterrand à Latché. La rédaction du communiqué — « deux arrestations jugées importantes ont été opérées aujourd'hui en France dans les milieux du terrorisme international... » — a dû souffrir des distances et des liaisons téléphoniques.

Par ailleurs, je ne comprends pas tout le bruit qu'on a fait autour de ce communiqué. N'oublions pas que, quinze jours plus tôt, le président de la République s'était engagé lui-même, directement, sur le terrain de la lutte antiterroriste. Ce communiqué montrait aux Français qu'en plein mois d'août, nous tenions cette promesse. J'aurais même préféré un communiqué plus précis, annonçant par exemple qu'un grave attentat avait été évité de justesse durant le week-end... c'était plus percutant !

Au début de la perquisition, des clés de consigne de gare avaient été trouvées, ainsi que des trousseaux de clés de voitures et de boxes. Je me suis dit que les explosifs se trouvaient peut-être dans ces consignes — pratique courante dans le milieu terroriste.

J'ai pris avec moi deux officiers de police judiciaire. Nous avons foncé vers les gares parisiennes, à coup de sirène deux tons et de gyrophares. A la gare du Nord, nous n'avons rien trouvé. A la gare Saint-Lazare, rien non plus. Enfin, gare Montparnasse, les clés, trois clés sur cinq, correspondaient aux consignes. Nous nous sommes mis à courir au milieu de la foule. J'étais sûr que j'étais près du but. Hélas ! ces trois consignes ne contenaient que des articles de presse français sur les récents attentats commis à Paris, de la documentation sur Action directe, et un sac de vêtements. Nous n'avions toujours pas trouvé. Il nous restait deux clés de consigne non identifiées. D'autres gares, sûrement en banlieue. Nous n'avons pas pu, le lendemain, chercher, car nous avons été dessaisis et malheureusement personne, après nous, n'a entrepris ces recherches.

Déçu, je suis retourné à la compagnie de Vincennes, où le commandant Beau interrogeait Plunkett et King. Je suis ensuite revenu à l'appartement. Personne ne s'y était manifesté. J'ai maintenu le dispositif très tard dans la nuit, mais aucun nouveau terroriste ne s'est montré. King avait été à nouveau fouillé dans les locaux de la compagnie et on avait trouvé sur lui, dans la doublure de sa ceinture, un morceau de papier roulé très finement, sur lequel étaient inscrits des noms et des numéros de téléphone codés. Personne ne tentera de décrypter ces inscriptions.

J'ai aussi téléphoné à Charles Pellegrini, patron de l'OCRB (Office central de répression du banditisme), lui demandant si cela l'intéressait de venir nous aider. Peut-être dans le capharnaüm de nos découvertes dans l'appartement de la rue Diderot trouverait-il un objet, un détail, qui lui rappellerait quelque chose. C'est lui, notamment, qui a trouvé un plan de Paris assez récent avec, en pointillés, un trajet Roissy-Place de l'Opéra. Plus tard, je suis allé voir place de l'Opéra. Effectivement, il y avait deux magasins anglais dans le quartier, dont Marks et Spencer. On peut imaginer que c'était un plan d'objectif pour un attentat. Mais, évidemment, ce n'était pas probant.

En quittant l'appartement, Pellegrini avait dit aux gendarmes : « Vous ne m'avez pas vu, hein ? » Ce qui était normal... car il était venu à ma demande.

Nous avons attendu plusieurs heures d'éventuels visiteurs. Nous n'avions pas retrouvé les bagages de Stephen King qui, lui, était effectivement arrivé. Mais nous ne savions pas s'il était venu seul. La vieille dame parlait d'un groupe de plusieurs visiteurs et d'une malle. Je pense sérieusement que l'appartement servait de relais, notamment en raison du nombre de matelas, au moins cinq, qui se trouvaient dans les pièces. Nous ne savions pas très bien qui nous attendions... On m'avait parlé de deux Arabes, mais était-ce vrai ? Nous n'avons pas pu le confirmer. Simplement, nos interlocuteurs irlandais des services antiterroristes laissaient entendre que plusieurs personnes allaient, peut-être, venir des Pays-Bas, d'Allemagne, pour réaliser un attentat.

Vers 1 h 30, j'étais appelé par radio, depuis l'appartement de la rue Diderot, par un de mes hommes. Il m'annonça : « Mon capitaine, nous sommes cernés. » Il voulait dire que, dans la rue, les équipes de télévision et de radio s'installaient, branchaient les caméras et les projecteurs. Notre planque était fichue. Nous pouvions lever notre dispositif. Même si de nouveaux visiteurs suspects se présentaient dans le quartier, la simple vue de ce groupe de

journalistes, des voitures garées un peu n'importe où, aurait suffi à les avertir du danger. J'ai seulement dit à mes hommes de ne quitter l'appartement que vers 6 h 30, au petit jour, et de ne pas se faire voir des journalistes. Je ne tenais pas à ce que les hommes du GIGN figurent en bonne place sur les photos de presse. Nous savions que notre coup était à l'eau et que nous n'arriverions plus à réaliser d'autres arrestations.

Le dimanche, vers 6 ou 7 heures du matin, j'étais allé dormir quelques heures chez moi et j'ai reçu un coup de téléphone du directeur de la gendarmerie ou, plutôt, de son cabinet. J'étais convoqué à la mairie d'Alfortville à 9 h 30 par le secrétaire d'État à la Sécurité publique, M. Joseph Franceschi. Je me suis retrouvé en présence de Robert Broussard, qui avait été nommé quelques semaines plus tôt conseiller technique auprès de M. Franceschi. A cette occasion, j'ai fait la connaissance de l'ancien directeur de cabinet de M. Franceschi, Frédéric Thiriez. J'ai toujours trouvé qu'il était l'énarque le plus intéressant de tout l'aréopage de la police et du ministère. C'est un type bien, énergique, qui comprenait bien les problèmes de police et d'enquête. Joseph Franceschi m'a accueilli avec sympathie et, tout de suite, il m'a expliqué qu'il fallait associer le ministère de l'Intérieur et les policiers à notre découverte de la rue Diderot.

Cela montre à quel point tout le monde était persuadé, en ce dimanche 29 août, que notre prise était sérieuse et que nous avions fait une belle capture. Il faut dire aussi que le communiqué de l'Elysée avait alléché la police et que son secrétaire d'État craignait de voir ses hommes, qui menaçaient de se mettre en grève, dépassés, ridiculisés. J'ai tout de suite refusé l'idée d'un communiqué qui aurait associé, en étroite collaboration, gendarmes et policiers.

L'affaire de la rue Diderot, c'était notre coup, c'était à nous. Je me suis même énervé vis-à-vis de Broussard, en lui disant : « Quand vous avez logé Jacques Mesrine, vous ne nous avez pas appelés ! » Devant l'insistance du ministre, j'ai quand même téléphoné à Prouteau, toujours en vacances en Vendée, en lui disant : « Ecoute, cette histoire commence à me dépasser. Ça prend l'eau de toutes parts, il y a beaucoup de rumeurs. Tout le monde en parle. Franceschi me demande d'associer la police au mérite des arrestations. Il faudrait que tu rentres tout de suite. Moi, cela me dépasse... » Prouteau a compris ce qui se passait. Il a pris un avion du GLAM. Il était à Paris à 14 heures.

De 14 h 30 à 16 heures environ s'est tenue dans le bureau du ministre une incroyable réunion. Tous les chefs de service de la police, des RG, de la DST, de la DGSE, étaient présents ainsi que le directeur de la gendarmerie, Broussard, un commissaire de la Brigade criminelle, un représentant de la justice, etc. Environ vingt personnes étaient debout autour du bureau de Joseph Franceschi et attendaient l'arrivée de Prouteau. Tous ces hommes avaient été rappelés d'urgence de vacances et cela montrait encore à quel point le ministère de l'Intérieur estimait que la prise était importante.

Lorsque Prouteau est arrivé, M. Franceschi l'a pris à part dans un bureau. Ils ont parlé quelques minutes ensemble. Prouteau est revenu, l'air très soucieux, il s'est dirigé vers moi. Il m'a tapé sur l'épaule en me glissant à l'oreille : « Boucle-la, ne parle pas ! Ne réagis pas ! Tu ne vas pas être content : je suis obligé d'offrir l'enquête à la police, de faire ce geste. La gendarmerie est dessaisie au profit de la Brigade criminelle. » Il a ajouté, comme si cela pouvait me reconforter : « Vous êtes associés à l'enquête. » J'ai pâli, je crois, comme jamais. J'étais furieux, et le directeur de la gendarmerie m'a murmuré : « Vous vous êtes fait avoir. Pourquoi vous êtes-vous laissé faire ? » Il avait entendu ce que Prouteau me disait et je crois que c'est la seule phrase sensée que j'ai entendu prononcer au cours de cette réunion. Pour une fois, j'étais d'accord avec le directeur de la gendarmerie.

Christian Prouteau pensait, sans doute, donner un bon exemple de coopération à la future mission à l'Elysée. Il se disait, et je lui donne raison, que s'il faisait un geste d'entrée quelques semaines après la création de cette cellule, cela serait bon pour l'avenir des relations entre la

police, le ministère de l'Intérieur et notre équipe. Il pensait que M. Franceschi serait obligé de lui revaloir cela.

Alors, Joseph Franceschi a expliqué que la gendarmerie était dessaisie et que l'enquête revenait, pour la deuxième moitié de la garde à vue, c'est-à-dire pendant encore vingt-quatre heures, à la Brigade criminelle dirigée par le commissaire Jacques Genthial. En même temps, j'apprenais que le parquet de Créteil était, lui aussi, dessaisi du dossier, confié au parquet de Paris. Et, effectivement, le substitut du parquet de Créteil, M. Touboul, avec qui nous étions en contact depuis la veille, avait désigné un juge d'instruction.

J'étais vraiment furieux. Je ne comprenais pas pourquoi on nous volait cette enquête.

J'ai fait un petit exposé sur l'INLA, TIRA, et j'ai très vite eu un accrochage avec le sous-directeur de la DST. Celui-ci affirmait que Plunkett, King et Mary Read étaient des gens connus de ses services, qu'ils étaient suivis depuis longtemps mais que ce n'étaient pas des gens dangereux. Non seulement il n'avait jamais réussi à les localiser rue Diderot à Vincennes, mais encore il oubliait la note de son directeur, Marcel Chalet, du 27 mai 1982, qui disait tout le contraire !

Chaque année, aux vacances, les services anglais communiquaient l'heure et le jour d'arrivée du ferry-boat en provenance d'Irlande à bord duquel se trouvait Mary Read. Et, à chaque fois, les Renseignements généraux ou la DST perdaient la filature de Mary Read. Seuls les noms de cette fille et de Plunkett étaient connus, mais aucun des services de police ne connaissait leur adresse. Ils s'étaient toujours fait « avoir » entre les côtes et la capitale.

Je me suis aussi permis de poser quelques questions à la cantonade à ces chefs de service de la police. Je leur ai demandé s'ils connaissaient l'INLA, s'ils savaient ce que l'IRSP signifiait.

Aucune réponse. Ils gardaient les yeux fixés sur leurs chaussures. J'ai demandé si quelqu'un connaissait Airey Naevé, un conseiller anglais qui avait été assassiné par les terroristes irlandais. Aucune réponse. Aucun de ces spécialistes de la lutte antiterroriste n'avait la moindre notion du problème irlandais. Et c'est à ce moment-là que je me suis dit qu'il faudrait faire passer une interrogation écrite à tous ces grands policiers qui sont censés protéger la population française des coups du terrorisme international. Les notes ne seraient pas fameuses !

Ils étaient furieux. En plus, ils avaient été rappelés de vacances, mis devant le fait accompli d'un succès des gendarmes. Ils assistaient, penauds, aux négociations, aux tractations diplomatiques qui devaient permettre à la police de sauver la face, de se récupérer, de se venger.

Je suis retourné à la compagnie de Vincennes et il a bien fallu que j'annonce à Beau qu'il était dessaisi du dossier. Il s'est mis dans une colère incroyable. Il a expliqué que si c'était cela, il refusait de coopérer. Il ne voulait plus jamais entendre parler de l'affaire des Irlandais. Il a appelé le major Wendel et lui a demandé de finir à toute vitesse la procédure. « Vous avez trente minutes pour me boucler ça, et je ne veux plus en entendre parler. » En fait, il avait quarante minutes devant lui, mais vous savez comment ça se passe dans l'armée : chaque échelon de la hiérarchie se prend un léger délai de garantie. Ça me rappelle les défilés du 14 Juillet, quand, à force de se couvrir, les officiers font venir les appelés à 6 h 30 du matin pour une manifestation qui commence à 11 heures.

Le major Wendel a bouclé la procédure en trente minutes. C'était catastrophique. Wendel est un bon garçon, mais il a été complètement débordé, perdu dans ses problèmes de procédure. Il fallait réunir les pièces, les auditions, les interrogatoires de la nuit. Il a utilisé des modèles de procédure désuets. C'est vrai que la hiérarchie n'a pas aidé Wendel ce jour-là. Quant à Beau, il ne voulait plus coopérer. Il était allé se coucher.

Ce que j'ai fait aussi quelques minutes plus tard. J'étais écœuré. J'ai refusé de me rendre à la Brigade criminelle et, vers 19 h 30, le commissaire Claude Cances est venu avec ses hommes

chercher les Irlandais et les documents que nous avions réunis. Inutile de préciser que les gendarmes leurs faisaient la gueule.

J'étais très en colère mais je pensais que nous avions suffisamment de débuts de pistes pour que la Brigade criminelle sauve quand même l'affaire. Mary Read avait commencé, dans un de ses interrogatoires, à parler. Elle avait notamment reconnu un pistolet trouvé sous le matelas. Elle parlait de Plunkett et de King. Je pense que nous tenions le bon bout et je me disais que les policiers, voleurs mais pas bêtes, allaient quand même s'en sortir avec un dossier qui nous paraissait, à Beau, à mes hommes et à moi, plein de promesses. Les policiers ont procédé à de nouvelles auditions avec une mauvaise volonté telle que les trois Irlandais, se rendant compte que c'était la pagaille, ont refusé de signer leurs dépositions. Commissaires et inspecteurs étaient beaucoup plus occupés à dénigrer le travail de la gendarmerie auprès des journalistes, confiant qu'il ne s'agissait pas de terroristes et que les pièces à conviction étaient des photos de famille.

La garde à vue n'était pas encore terminée, les Irlandais n'avaient même pas été présentés au juge d'instruction, Alain Verleene, que des fuites, hostiles à l'opération du GIGN, étaient organisées ! Avant même que débute l'instruction, le traditionnel secret volait en éclats. Je ne pense pas qu'on ait pu, un instant, imputer ces fuites à la gendarmerie, tout de même. Il faudra attendre au moins une année pour qu'on finisse par s'apercevoir au ministère de l'Intérieur que beaucoup de fuites orientées partaient de ces mêmes locaux de la Crim, et c'est le Premier ministre lui-même, excédé, qui imposera une purge parmi les chefs de service de la police. Il était temps !

La Brigade criminelle n'a eu d'autre souci que de démolir cette affaire et de mettre dans l'embarras l'Elysée en atteignant, de plein fouet, le tandem Barril-Prouteau huit jours seulement après la nomination officielle de la mission antiterroriste. D'entrée, les policiers ont fait courir des rumeurs de coup monté par les gendarmes pour justifier le choix du chef de l'État. Cela, surtout, m'a scandalisé car la meilleure preuve qu'il n'y avait aucun coup monté, aucune mise en scène préparée, c'est que toute l'opération avait été improvisée, réalisée en quelques heures, pour empêcher qu'un attentat ne soit commis. Le commandant Beau, le samedi à midi, ne savait toujours rien de cette affaire. Moi-même, je ne travaillais dessus que depuis deux jours. Un coup monté demande beaucoup plus de temps de préparation, et il y a des services spécialisés pour cela.

En ce qui concerne le dossier des Irlandais, il faut savoir qu'il y a une différence évidente entre les actes de procédure établis le samedi par l'équipe du commandant Beau et ceux que les policiers présenteront par la suite au juge Verleene.

Devant les gendarmes, Mary Read s'est mise à parler; elle a notamment reconnu une arme, un pistolet GP 35 (« ... le 28 août, explique-t-elle dans un procès-verbal, vers 9 heures du matin, lorsque je me suis levée, j'avais pour la première fois constaté la présence d'un pistolet qui se trouvait sur le plancher, à hauteur du pied du lit... »). Un peu plus tôt, dans un premier procès-verbal, la jeune femme avait précisé que son ami Plunkett et elle-même « se sentaient menacés par les services du SAS anglais, et l'arme était prévue pour leur défense ». Cette procédure a été annulée, mais les premiers aveux existent.

Plus tard, dans le cabinet du juge, Plunkett reconnaîtra d'ailleurs une autre arme de poing, un CL Wzor d'origine tchèque et de calibre 7,65 caché dans la cheminée. Cela fait donc deux armes reconnues par les suspects. Nous n'avons pas inventé ces aveux et pas contraint Plunkett et Mary Read à nous les faire.

C'était la preuve, déjà, que dès le samedi soir le dossier était sérieux et qu'on pouvait continuer au moins dans la même direction. Mais les trois prévenus ont refusé de signer la plupart des procès-verbaux de la seconde partie de leur garde à vue chez les policiers, et les membres de la Brigade criminelle se sont appuyés sur ces refus pour faire croire à l'opinion

publique que les Irlandais étaient innocents ou, en tout cas, qu'ils n'étaient pas les dangereux terroristes que nous supposions.

Mais, quand même, en plus des armes reconnues, Mary Read nous avait expliqué que depuis trois ans Plunkett vivait en France, « à cette adresse, car il était recherché par la police irlandaise pour avoir détenu des substances suspectes ». « Il avait quitté le pays, précisait-elle, pour ne pas être condamné par la cour spéciale, car il risquait quatorze ans de prison. » Autre fait qui aurait tout de même pu retenir l'attention des policiers, le lendemain : la jeune femme reconnaissait avoir pris de grandes précautions pour rejoindre son ami Plunkett en France, employant même un faux passeport.

La liste des pièces saisies est une véritable litanie : six faux passeports, un faux permis de conduire néerlandais, une fausse carte grise, une fausse carte de travail aux Pays-Bas, une fausse carte de séjour portugaise, trois cartes d'étudiant, trois cartes d'identité françaises vierges, cent quatre-vingt-dix-neuf photographies, cinquante-six films négatifs, neuf agendas téléphoniques, un récépissé de déclaration de perte de passeport au nom de James MacCabe, des comptabilités de livraisons d'armes, deux pistolets Vzor 70 de calibre 7,65 au numéro fraisé et avec chargeur, un automatique type GP 35 de marque Herstal, de nombreuses cartouches 7,65, 9 mm et 280 Remington, un pain d'explosif d'environ cinq cents grammes... Avec tout ce matériel, énormément d'enquêtes pouvaient immédiatement être entreprises pendant la garde à vue, et cela dans plusieurs directions.

C'est une chance, dans une opération judiciaire, de pouvoir saisir neuf carnets d'adresses avec des numéros de téléphone et des contacts dans toute l'Europe. C'est une imprudence énorme de la part de Plunkett, qui peut s'expliquer par le sentiment de sécurité qu'il ressentait en France depuis trois ans. Il était en effet bien caché. Il fallait mettre tout de suite une équipe sur ces carnets d'adresses ainsi que sur les numéros codés trouvés sur la personne de King. Si les policiers avaient fait leur travail, ils auraient compris que Plunkett était en relation à Paris avec de nombreux mouvements terroristes, ce qui aurait permis des interpellations ou observations fort intéressantes, par exemple parmi ses fournisseurs d'armes et ses financiers... Les policiers pouvaient très bien, avec leurs commissions rogatoires, interroger tous les contacts intéressants déjà à Paris, et perquisitionner dans au moins une dizaine d'endroits. C'était un moyen, sur le vif, de pénétrer dans la toile d'araignée de certains milieux activistes. Mais il aurait fallu agir très vite et perdre moins de temps à prévenir les journalistes. Le commandant Beau avait bien fait son travail. Il avait sélectionné de son mieux les photos qui lui paraissaient les plus intéressantes. Il avait fait préparer un dépliant photographique qu'il avait présenté aux occupants du 82 de la rue Diderot, et le résultat était très positif. Par exemple, King, qui affirmait être venu pour la première fois le samedi 28 août dans la maison, a été reconnu par un voisin. Celui-ci avait indiqué que King était déjà venu plusieurs fois. D'autres voisins confirmaient les va-et-vient dans l'immeuble depuis des mois et la prudence de ces inconnus dans les étages. De tous ces témoignages concordants, il ressortait très bien que l'appartement servait bien de planque à des clandestins, dont Hughes Sean et Brendan Rooney, les assassins en fuite de policiers irlandais, ainsi que Gabriel Clery et Paul Kavanagh, recherchés pour des attentats en Angleterre. Grâce à ces témoignages, je m'attacherai plus tard à suivre dans toute l'Europe l'une des personnes reconnues aussi dans l'immeuble, James Kerr, alias Anthony Herbert, un personnage très important dont je parlerai plus loin. Rien de sérieux n'a été fait durant la garde à vue. Aucune photo n'a été envoyée dans les différents services étrangers. La Criminelle s'est, en plus, bien gardée de demander communication de tous les dossiers existants sur les mouvements irlandais aux Renseignements généraux et à la DST, durant le week-end. De deux choses l'une : ou ces dossiers n'existent pas en France et je me demande alors sur quelles bases la Brigade criminelle a pu prétendre que les trois suspects n'étaient pas dangereux ; ou bien c'est volontairement que ces dossiers n'ont pas été transmis, et dans ce cas, il s'agit d'un délit grave.

Dès le début de l'enquête, on sait que Plunkett entretient des liens avec les milieux activistes français, puisque les cartes d'identité vierges saisies dans l'appartement appartiennent au même lot que celles que des membres d'Action directe détiennent depuis le hold-up de la perception de Condé-sur-Escaut. Je m'étonne d'ailleurs qu'on n'ait pas parlé de ce détail dans la presse car, dans un procès-verbal, toujours durant la garde à vue, un enquêteur de la Brigade criminelle, Bernard Rocher, établit en effet les ressemblances caractéristiques entre ces cartes d'identité.

On pourrait aussi évoquer le problème de la carte de séjour portugaise établie au nom de Mario Caetano, résidant à Paris. Un curieux procès-verbal qui, contrairement à tous les autres, ne porte pas mention du nom de son rédacteur, laisse entendre que les policiers se sont rendus au domicile de Caetano, mais sans rencontrer la personne en question. Je crois qu'ils n'y sont pas allés pendant la garde à vue. Je m'y suis rendu personnellement et moi, je l'ai trouvé chez lui, ce Caetano qui ne parlait pas un mot de français. Il aurait été intéressant de suivre aussi cette piste-là, tout de suite, car elle permettait peut-être de remonter à des fournitures d'armes faites en Irlande. Moi-même, je ne pouvais plus le faire, le lundi 30 août. La gendarmerie avait été dessaisie.

Cette procédure des policiers, toujours avant que le dossier soit remis au juge d'instruction, est pour le moins incomplète. Aucun procès-verbal de synthèse n'y figure. On pourrait imaginer que les enquêteurs ont manqué de temps, mais rien, absolument rien, ne permet de justifier deux des accusations suggérées à la presse. Ainsi, il a été dit que Plunkett et King n'étaient pas recherchés par les Irlandais ou les Britanniques. Or, dans un autre procès-verbal, M. Claude Cances, le numéro deux de la Brigade criminelle, confirme, après avoir interrogé les services étrangers concernés, que « Plunkett était bien recherché dans le cadre de l'attentat dirigé contre M. Airey Naeve », conseiller de Mme Margaret Thatcher (...) et que « King était recherché par les autorités irlandaises (sans autre précision à ce jour) ». Cances indique aussi que Plunkett était bien recherché pour « sa participation éventuelle à deux attentats contre l'armée britannique en RFA, les 24 et 25 novembre 1981 ».

Dernier point : comment peuvent-ils bien savoir, ces policiers de la Brigade criminelle, si King et Plunkett et Mary Read sont ou non des personnages dangereux, puisque aucun des trois prévenus, durant toute la seconde partie de la garde à vue, n'a répondu aux questions ni n'a signé les procès-verbaux ?

J'étais révolté à l'époque de voir de hauts fonctionnaires manipuler ainsi des journalistes le plus souvent de bonne foi. Le silence même des trois Irlandais, durant les auditions, aurait dû inquiéter les enquêteurs, car cette obstination à se taire, c'est la marque d'un sang-froid certain, d'une technique éprouvée depuis longtemps. Enfin, pourquoi n'a-t-on pas dit aux journalistes que les trousseaux de clés de voitures, d'origine britannique, et de boxes automobiles, avaient été donnés comme ayant été trouvés dans la rue par l'enfant de Mary Read ? Pourquoi un tel mensonge ?

La procédure criminelle des policiers n'a apporté aucun fait nouveau par rapport au travail effectué par l'équipe de Beau. Les gendarmes étaient parvenus, eux, à amener Mary Read à s'expliquer et, surtout, à se retrouver en complète contradiction avec Plunkett et King. Elle avait même accepté d'identifier les amis de Plunkett sur les photographies.

Or, le lendemain matin, tous les enquêteurs chargés de cette affaire ont changé. Les trois Irlandais ont très bien compris qu'il se passait quelque chose d'anormal et ils ont profité du transfert dans les locaux de la Brigade criminelle et, plus encore, de l'apparition de nouveaux enquêteurs — et de leur médiocre maîtrise du dossier — pour se reprendre, se taire, et refuser de signer quoi que ce soit. Une garde à vue ainsi tronçonnée est une erreur énorme qui ne peut bénéficier qu'aux personnes interpellées.

Cette erreur incombe aux hauts responsables de l'État, au secrétaire d'Etat Joseph Franceschi qui a exigé que le dossier des Irlandais soit donné à la Brigade criminelle, à des policiers qu'il ne dominait pas.

Nous, gendarmes, nous étions tous scandalisés par la tournure que prenait cette affaire et par les commentaires orientés de la presse. Heureusement, les deux procédures — celle des gendarmes et celle de la Brigade criminelle, qui n'est pas signée par Genthial, pourtant présent à Paris ! — ont très vite été présentées aux proches du chef de l'État. Chacun a ainsi pu comparer la valeur des deux dossiers. Tout de suite, j'ai décidé de faire mon enquête moi-même et dans toute l'Europe, s'il le fallait. J'ai immédiatement reçu carte blanche.

J'ai d'abord appris que deux enquêteurs de Scotland Yard, membres de la Spécial Branch chargée du terrorisme, étaient venus à Paris le lundi 30 août, à la Brigade criminelle. Et qu'ils en étaient repartis fort dépités, sans aucun document, sans les photographies et, surtout, sans avoir pu entrer en contact avec nous, malgré leur demande. Les enquêteurs de la Brigade criminelle les avaient poliment envoyés promener.

Dès le mardi, j'ai envoyé un jeu de cinquante « photos de famille » à la Spécial Branch, à la gendarmerie belge, à la police suisse et au BKA allemand. Cela a tout de suite donné des résultats positifs : la Spécial Branch les a tous identifiés. Au total, huit personnes recherchées en Angleterre ou en Irlande pour terrorisme ou meurtre.

Ce qu'il faut bien comprendre et que j'ai moi-même mis du temps à établir, c'est que Plunkett est le fondateur de l'IRSP (Parti socialiste républicain d'Irlande), parti qui a fusionné avec le Sinn Féin à partir de 1974. Mais il est aussi, selon mes renseignements, le coordinateur de la structure militaire liée à l'IRSP : l'INLA (Armée nationale de libération irlandaise), un groupe beaucoup plus restreint que la célèbre IRA — vingt personnes environ — mais aussi beaucoup plus jusqu'au-boutiste. Plunkett avait été auparavant membre du Parti communiste irlandais, puis il avait fondé ce mouvement politique, plus proche des courants internationalistes trotskistes.

En 1976, Plunkett avait été inculpé de participation à l'attaque d'un train postal, qui avait rapporté un butin de deux cent dix mille livres. Il avait bénéficié d'un non-lieu, faute de preuve suffisante. Il avait ensuite été arrêté le 7 avril 1979 à Dublin, en compagnie de trois autres membres de l'INLA et en possession d'explosifs. Remis en liberté provisoire, il avait disparu avant de comparaître. Lors de cette arrestation, des photos avaient déjà été retrouvées en sa possession, illustrant les différentes voies d'accès qu'empruntait la cavalerie royale. Un dossier d'objectifs qui allait être concrétisé en 1982, lors de l'attentat contre les Horse Guards. Attentat dans lequel mon propre neveu, âgé de quatorze ans, avait été légèrement blessé. Il était encore recherché depuis le 30 mars 1979 après l'attentat contre le conseiller privé de Mme Margaret Thatcher, M. Airey Naeve, revendiqué par l'INLA.

Certains de ses amis et lui-même ont toujours été soupçonnés par les Anglais d'être les responsables de cette action. M. Airey Naeve représentait une image de la vieille Angleterre, c'était un héros de la Seconde Guerre mondiale. Il avait été le premier officier britannique à s'évader de la forteresse nazie de Colditz et venait, en 1979, d'être nommé conseiller privé de Margaret Thatcher pour les Affaires irlandaises. C'est justement en souvenir de la mort d'Airey Naeve que le Premier ministre anglais n'a pas cédé, plus tard, aux grèves de la faim de Bobby Sands et de ses compagnons. Celui-ci avait également été le réformateur du MI 9, service d'information des SAS qu'il avait envoyés en Irlande. Ce même MI 9 avait été, toujours sous son influence, l'organisateur d'un complot destiné à renverser le colonel Kadhafi, le 15 mars 1970.

L'attentat du 30 mars 1979 était une formidable réussite technique. Il avait été réalisé directement à l'intérieur du parlement de Westminster '. La charge de vingt kilos d'explosifs avait été placée dans la voiture de M. Naeve avec un dispositif électronique spécialement mis au point. L'explosion devait avoir lieu, précisément, dans une légère montée à l'intérieur du

parking de Westminster. Le système de mise à feu qui fonctionnait au mercure s'est déclenché au moment précis où le véhicule allait emprunter la rampe : la boule de mercure s'est déplacée en provoquant la mise à feu. La Spécial Branch a mis longtemps à établir la culpabilité des onze complices, membres pour la plupart de l'INLA, dont Stephen King et Michael Plunkett. A partir de ce moment-là, les deux Irlandais ont dû quitter l'Irlande et la Grande-Bretagne pour vivre clandestinement sur le continent européen, afin d'échapper, comme ils nous le diront eux-mêmes dans la procédure de Vincennes, à la vengeance des SAS. Depuis 1979, les SAS n'ont en effet jamais caché leur intention de liquider physiquement tous les auteurs de l'attentat de Westminster.

Je les connais bien et, aujourd'hui encore, les hommes du GIGN ont des échanges fructueux avec les SAS. Moi-même, je suis toujours en contact avec leurs chefs. Je leur ai même expressément demandé de ne rien tenter contre King et Plunkett en France car, dans le marais des rumeurs policières françaises, s'il leur arrivait malheur, je serais le coupable tout désigné. Sur le plan du droit international, Plunkett et King sont de nationalité irlandaise : la police britannique ne peut donc pas demander leur extradition. Il n'existe aucun traité d'extradition entre la République d'Irlande et la France. Conclusion : la Grande-Bretagne ne peut pas accrocher judiciairement les deux Irlandais. C'est aberrant, mais c'est comme ça ! Maigre consolation tout de même : après les interpellations de Vincennes, les autorités britanniques ont félicité le gouvernement français et lord Cunningham a téléphoné à M. François Durant de Grossouvre. Un inspecteur et un superintendant de la Spécial Branch sont venus me voir. Je leur ai donné tous les détails qui étaient en ma possession. C'est avec eux que, discrètement, j'ai alors commencé mon enquête.

En Allemagne, un officier anglais, le colonel MacCoe, a été assassiné le 16 juin 1982 à Bielefeld. Cet attentat a été revendiqué par l'INLA. Mais ce n'est pas pour cela que le BKA recherchait Plunkett. Deux attentats ont été commis contre des casernes de l'armée britannique, le 24 novembre à Herford et le lendemain à Hambourg. En me rendant sur place, j'ai appris que, le 25 novembre 1981, la police des autoroutes allemandes avait arrêté une voiture pour excès de vitesse entre Sarrebruck et Mannheim. Le conducteur était un certain Joachim Stemler et son passager, Patrick G. Monaghan, dont le passeport numéro J260949 a été saisi le 28 août à Vincennes. Sur ce passeport figurait la photo de Plunkett. Les deux hommes, Stemler et Monaghan, ont poursuivi leur chemin, leurs papiers paraissant parfaitement en règle aux policiers de la route. Ce n'est que plus tard, après les attentats contre les casernes britanniques, que le BKA a soupçonné Stemler et Monaghan, membres, en fait, des RZ — les Cellules révolutionnaires, le groupe survivant du terrorisme ouest-allemand —, d'avoir commis ces attentats d'ailleurs revendiqués par l'INLA.

J'avais donné au BKA la photocopie de tous les documents saisis à Vincennes. Les Allemands sont très méticuleux, très précis dans la lutte antiterroriste. Ils ont eu la surprise assez incroyable d'y trouver trois textes internes, ultraconfidentiels, numérotés et émanant du BKA. Ces documents, traduits en anglais, renfermaient la synthèse des informations recueillies par le BKA sur les attentats de Hambourg et de Herford et sur les liens unissant l'INLA à Rudolf Raabe, membre des RZ, qui avaient été hébergées en Irlande de mai 1979 à juin 1980. Ce terroriste allemand avait échappé aux poursuites en RFA.

Le BKA a, depuis, établi que Raabe était un ami de Stemler et qu'il avait photocopié, le 16 juillet 1982, le dossier d'accusation du BKA contre lui, l'apportant peut-être lui-même rue Diderot à Paris. Le BKA ne pouvait laisser passer semblable vol et, après de nombreuses vérifications, il a engagé une procédure contre l'avocat Joachim Weider, le défenseur de Raabe, soupçonné d'avoir remis des documents ultrasecrets à son client. Les policiers allemands estiment aussi que King et Plunkett étaient les commanditaires de l'attentat contre l'ambassadeur britannique en Hollande, sir Richard Sykes, assassiné huit jours avant M. Naeve, meurtre revendiqué par l'INLA. Il ne faut pas oublier que, selon mes

informateurs anglais, Stephen King s'était installé à Amsterdam depuis l'attentat de Westminster et qu'il habitait un « squat » de cette ville.

L'INLA avait deux soucis principaux : commettre des actions chocs, notamment en Europe, et approvisionner en armes les combattants d'Irlande. J'ai pu reconstituer leur filière d'armes, limitée à trois types d'achats, surtout sur le marché parallèle belge : des Wzor 70, des Browning GP 35 et des pistolets mitrailleurs Uzi. D'ailleurs, il avait été récupéré dans des caches ou sur des membres de l'INLA vingt-neuf Wzor, entre avril 1980 et septembre 1981, dix GP 35 entre juillet et septembre 1981 et trois PM Uzi, entre octobre 1979 et mars 1981. Toutes ces armes avaient leur numéro de série effacé de la même manière, c'est-à-dire par la même fraiseuse. Exactement comme les trois armes récupérées à Vincennes.

L'INLA, toujours selon mes différents informateurs étrangers, avait tenté de faire passer en contrebande, depuis le Liban jusqu'en Irlande, des fusils d'assaut Kalachnikov et des explosifs. A la deuxième livraison, des passeurs avaient été interceptés et emprisonnés à Athènes.

De mes contacts avec les services espagnols spécialistes de l'ETA, j'ai aussi acquis la certitude que les séparatistes basques et les mouvements irlandais utilisaient la même filière d'approvisionnement en armes. Ce fait a d'ailleurs été illustré fin mai 1982 par la récupération de trois cents kilos d'armes et d'explosifs dans un camping-car découvert dans la région de Dax, dans les Landes.

Au cours de toutes ces recherches, James Kerr est certainement l'homme auquel j'ai consacré le plus d'attention, notamment pendant mes nombreux voyages en Suisse et en RFA. James Kerr ne ressemble pas aux jeunes activistes irlandais dont nous parlons généralement. C'est un homme d'une soixantaine d'années, ancien des Brigades internationales de la guerre d'Espagne et qui a, dans les milieux clandestins, un peu une influence de maître à penser. Membre lui aussi de l'INLA, il a été l'ami d'Henri Curiel et de Pierre Goldmann. Il entretient des relations étroites avec certains anciens membres influents du réseau Curiel et avec au moins l'un des animateurs d'Action directe. James Kerr, c'est quelqu'un que les policiers retrouvent souvent dans le sillage des principaux groupes activistes européens, irlandais bien sûr, puisque c'est sa nationalité, mais également basques, allemands et français. Il vit généralement à Bâle en compagnie d'une jeune Allemande fichée par le BKA et considérée comme une ancienne militante des RZ (Cellules révolutionnaires).

A Paris, on retrouve James Kerr fin janvier 1982 dans le sillage de Bruno Bréguet, ce Suisse membre de l'Organisation des révolutionnaires internationaux, proche du FDLP (Front démocratique de libération de la Palestine), arrêté par la police française quelques semaines plus tard. Sa libération a d'ailleurs été exigée par le terroriste Carlos, dans une lettre adressée à M. Gaston Defferre. Cette lettre, complaisamment remise à la presse par des policiers, à l'insu du ministre, a fait échouer une discrète négociation entre le gouvernement français et Carlos et a certainement une part de responsabilité dans l'attentat du train « Le Capitule » un peu plus tard. Bréguet, lors de son arrestation, transportait des explosifs et, surtout, un GP 35 provenant du même lot que le GP 35 de Vincennes. Ces deux armes avaient été fraisées par la même machine-outil. Cela sera confirmé par un rapport d'expertise balistique. Le pain de plastic de 500 g trouvé dans l'appartement a été analysé. Il est constitué à 95 % de pénitrite et à 5 % de tolite plastifié à l'aide de butadiène de didéylphthalate et de styrène. Les spécialistes britanniques ont précisé que ce type d'explosif n'a été retrouvé qu'à deux reprises, le 6 mars 1981 et le 8 septembre 1981 à Londonderry chez des militants de l'INLA.

Plunkett, King et Kerr se sont fait photographier ensemble devant une brasserie en Allemagne. La photo se trouvait au 82 de la rue Diderot. En 1982, lors du procès de Bruno Bréguet et de Magdalena Kopp, Me Vergés, leur avocat, s'est tourné vers le groupe du GIGN chargé de la sécurité de l'audience et, me désignant, a déclaré : « L'homme le plus dangereux dans cette salle, ce n'est pas Bréguet mais le capitaine Barril, terroriste d'extrême droite ! »

Mes investigations m'ont confirmé que le 82 de la rue Diderot était très largement lié au terrorisme international, en tout cas à ses ramifications européennes. Cet appartement servait de relais. J'apprendrai aussi qu'à Paris même, Plunkett se rendait dans un bar de la rue du Cygne, dans le 1er arrondissement. Ce bar est fréquenté notamment par Pierre Banzet, le Français arrêté au Havre sur un ferry-boat, le Saint Patrick II, alors qu'il tentait de passer de l'explosif en Irlande. On trouvait aussi dans ce café Billy Kelly, proche de l'IRA et arrêté le 25 août 1981 à l'aéroport d'Orly, en possession de faux papiers, à son retour d'un camp d'entraînement du Liban. Kelly avait été interpellé en compagnie de Denis Donaldson, membre du Sinn Féin. On a aussi retrouvé une photographie de Kelly au 82 de la rue Diderot. Sur cette photo, Michael Plunkett est très souriant.

Ce même bar était aussi fréquenté par Alain Friley, le seul Français à avoir été emprisonné en Irlande en 1978, pour complicité active avec l'INLA. Libéré, il a été à nouveau interpellé en août 1983 avec un transporteur anglais à bord d'un camion qui contenait cent kilos d'armes et d'explosifs. Une réunion avait été organisée à Paris, à la gare d'Austerlitz, le 26 mars 1982. Y participaient : Friley, James Kerr, Cavanagh, dont j'ai déjà parlé, et... Plunkett. Cette enquête m'a demandé plusieurs mois de travail. J'ai dû aussi me rendre, à plusieurs reprises, en Suisse, pour activer les services helvétiques et retrouver moi-même la trace de James Kerr. Mais comme Kerr ne commettait, bien sûr, aucun délit dans ce pays pour d'évidentes raisons de sécurité, les Suisses refusaient de le surveiller étroitement. Devant mon insistance et la fréquence de mes visites, les services de Berne ont alors alerté la DST, leur correspondant officiel. J'ai été convoqué début 1983 au ministère de l'Intérieur pour une franche et orageuse explication avec M. Marcel Chalet, alors directeur de la DST, sous l'arbitrage de M. Frédéric Thiriez. La DST appréciait assez peu que je marche depuis des semaines sur ce qu'elle considérait comme ses plates-bandes. J'ai répondu à Chalet que j'étais tout à fait prêt à m'effacer, à condition qu'il accepte de m'aider, notamment en me remettant le dossier de la DST sur les Irlandais.

Ce dossier, on nous l'avait caché en août 1982, ainsi qu'à la presse. Plunkett, il est vrai, n'avait jamais été logé par la DST ni par aucun autre service. Mais Marcel Chalet n'a pas inventé les éléments contenus dans sa note le 27 avril 1982 (référence 653492 B3), dans laquelle il soulignait le risque d'attentat « dans un proche avenir, de la part d'un groupe indéterminé ayant vraisemblablement des attaches avec les organisations terroristes irlandaises ».

La DST se moquait de nous lorsque, dans le bureau de M. Franceschi, le 29 août 1982, elle tentait de faire passer Plunkett pour un personnage insignifiant et, en tout cas, contrôlé par ses services.

Pendant ce temps, les policiers de la Brigade criminelle répondaient, bien sûr, aux commissions rogatoires du juge d'instruction, M. Verleene. Trop tard : la machine était grippée. Ils n'ont jamais poussé leur enquête aussi loin que moi. Ce n'était d'ailleurs pas du tout dans leur intérêt. Cela aurait été embarrassant de montrer brusquement que le personnage de Plunkett était beaucoup plus ambigu, beaucoup plus dangereux que ce qu'ils en avaient dit à la presse.

A partir du début de 1983, les défenseurs des trois Irlandais, étroitement épaulés par les militants de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et par une partie de la presse, multiplient les dénonciations de procédure. Mais jusqu'au 18 mai 1983, la Chambre d'accusation rejette les requêtes en annulation de procédure et les demandes de mise en liberté. Ce n'est que le 19 mai que l'affaire rebondit avec les accusations du gendarme Caudan. J'apprends cela à mon réveil d'une grave opération chirurgicale à la colonne vertébrale, le 17 mai, consécutive à un accident à l'entraînement. Depuis, les fautes de procédure ont permis de balayer le dossier et, dans le même élan, la cellule antiterroriste.

CHAPITRE XX

LORSQUE PAUL BARRIL ARRÊTE DES TERRORISTES D'EXTRÊME DROITE

Malgré toutes les tensions provoquées par l'affaire des Irlandais, l'opposition permanente de la Police nationale et les réticences du pouvoir politique, j'ai réussi une autre affaire dans le cadre de la cellule élyséenne. J'ai arrêté des militants d'extrême droite qui préparaient des attentats à l'aide d'explosifs. La scène se passait dans la bonne ville du ministre de l'Intérieur du moment, Gaston Defferre, Marseille.

Cette histoire a été étouffée. C'est encore un des effets de la guerre des polices, sinon de la jalousie que suscitait, à la fin de l'année 1982, le groupe de l'Elysée parmi les services de la police.

Lorsqu'un informateur m'a averti de l'existence d'un trafic d'explosifs dans le milieu de l'ex-SAC marseillais, je suis resté sceptique. De tels ragots sur les extrémistes de la cité phocéenne sont fréquents et souvent inexacts. J'ai même vexé mon agent de renseignement, qui avait plus ou moins partie liée avec ce milieu, et qui, quelque temps plus tard, m'a envoyé un colis par la poste. A l'intérieur, il y avait quatre kilos d'explosifs et des détonateurs. Il m'envoyait un échantillon, du sérieux, du concret... J'étais fou de joie. J'ai foncé à Marseille et mon indicateur m'a expliqué que le SAC local était en train de se reconstituer. Après le choc de l'affaire d'Auriol, ses membres préparaient activement des attentats en Corse et dans la ville pour le premier trimestre 1983.

Selon mon informateur, ils envisageaient d'imputer ces attentats à l'explosif au FLNC. Les attentats prévus ont bien eu lieu pendant le premier trimestre de l'année 1983 à Marseille, certains même ont été revendiqués, comme prévu, par l'organisation séparatiste corse. Je savais qu'environ cinquante kilos d'explosifs étaient arrivés à Marseille avec cent détonateurs et deux cents mètres de cordeau détonant. Je connaissais bien la filière utilisée. Les destinataires du lot s'appelaient Michel Fabrigoule, un homme de trente-huit ans qui s'était présenté à des élections législatives locales sous l'étiquette du RPR, ainsi que son garde du corps, un certain Albert Ménard, quarante-six ans, prêt à tout, bon à rien !

Depuis l'affaire d'Auriol, l'ex-SAC était surveillé par la police. Alors, par souci de prudence, ces personnages ne s'approvisionnaient plus à Marseille directement, mais plus haut, entre Sète et Montpellier, dans le milieu louche de certains dockers. Sète, c'est peu connu, est un port d'expédition d'armes. Il arrive souvent que des containers entiers disparaissent sur les docks. Sète est la ville de M. Honoré Gévaudan, ancien sous-directeur de la Police nationale. Peu après mon intervention, il avait voulu, un temps, se présenter à la députation et avait prévu d'utiliser les services de certains de ces dockers pour le collage d'affiches. L'affaire des explosifs l'en a certainement dissuadé.

Cela se passait en novembre 1982. Je suis rentré à Paris et j'ai prévenu Christian Prouteau, ainsi que le ministère de l'Intérieur, en précisant que je demandais l'autorisation d'être chargé personnellement de cette affaire très délicate. Je suis redescendu dans le Midi avec une équipe musclée du GIGN. J'avais appris que Fabrigoule et Ménard devaient réceptionner une livraison importante d'explosifs, environ cinquante kilos. Immédiatement après, ils devaient regagner Marseille.

L'ennui, pour moi, était que je ne connaissais pas les points de chute de Fabrigoule et de Ménard à Marseille. Alors nous avons pris la filature en amont, près de Sète, dans un petit village où nous savions que les deux personnages devaient venir déjeuner dans un restaurant

réputé. J'ai placé mes observateurs avec appareils-photos et postes radio. Nous avons pu assister ainsi à l'opération de chargement. Les explosifs ont été posés précautionneusement dans le coffre d'une R20 TS, les détonateurs placés à l'avant d'une autre voiture.

Comme nous savions que cette filature allait nous ramener à Marseille, j'avais pris la précaution de louer un appartement près du Vieux Port, dans lequel se trouvait un de nos hommes. Il était en liaison radio permanente avec les neuf membres du GIGN, répartis en plusieurs équipes en voitures et motos. Si l'un des groupes perdait la filature, il pouvait, très vite, en rendre compte à la permanence et rejoindre au plus vite le dispositif en le devançant même.

La filature s'est bien passée. Nous n'avons pas été semés, mais à la hauteur de l'hôpital Saint-Antoine, sur les hauteurs de Marseille, la voiture de Fabrigoule s'est arrêtée. Il est descendu, a traversé la chaussée avant de bondir dans une R30 verte, garée de la direction opposée. La voiture a démarré instantanément, mais l'adjudant Lambert l'a aussitôt prise en chasse et interceptée, les armes à la main, sur l'autoroute.

Mon équipe suivait la R20 TS dans laquelle avaient été chargés les explosifs. Quand son conducteur est entré dans un parking, j'ai décidé d'intervenir immédiatement. Nous ne pouvions pas prendre le risque de voir partir une grande quantité d'explosifs dans Marseille. Au cours du chargement, j'avais estimé que le colis pouvait en contenir une dizaine de kilos. Avec une telle quantité, il est possible de détruire un immeuble. Si notre opération avait échoué, ces sympathisants du SAC auraient pu commettre toute une série d'attentats particulièrement meurtriers. Une fois encore, avec le GIGN, nous avons agi de façon préventive. Il est évident que c'est moins spectaculaire que d'attendre que les attentats aient lieu et d'en arrêter, immédiatement après, les auteurs. La différence est qu'entre-temps, il n'y a pas de victimes innocentes, de morts inutiles.

Au moment où le conducteur de la R 20 TS est descendu de voiture, je me suis précipité sur lui, l'arme à la main. Je l'ai intercepté par surprise. Nous avons prudemment ouvert le coffre. Six kilos six cents d'explosifs étaient là, bien rangés, méthodiquement enveloppés. La fouille du conducteur nous a permis de constater qu'il s'agissait bien d'Albert Ménard qui, vieille habitude, nous a remis son carnet d'adresses.

J'ai pris contact, par radio, avec mes autres équipes. Fabrigoule avait été arrêté, sans incident, sur l'autoroute. Je suis allé les rejoindre et nous nous sommes tous rendus au domicile de Michel Fabrigoule, 8, route Nationale à Géménos, près d'Aubagne, dans les Bouches-du-Rhône. Nous avons alors découvert, en plus des soixante-quinze détonateurs qui avaient été déposés dans une voiture, un pistolet Herstal 6,35, dix-sept kilos d'explosifs, un rouleau de cordeau détonant, quatre rouleaux de mèche lente et vingt-neuf détonateurs. Tout l'explosif que nous avons saisi est du N40R, un type très particulier.

Le travail de la cellule élyséenne était alors terminé. La relève devait être prise par la Police judiciaire de Marseille.

J'ai décroché mon téléphone dans ma voiture et appelé le commissaire Sanguy, alors chef du Service régional de police judiciaire de Marseille. Je voulais absolument lui parler, lui annoncer l'arrestation de deux personnes que je tenais, bien sûr, à la disposition de la police marseillaise.

Ce que je craignais est arrivé. Les policiers ont été furieux d'apprendre que j'avais réalisé une opération dans la ville du ministre de l'Intérieur, et cela sans leur consentement. Crime de lèse-majesté! Seulement l'expérience m'a appris que lorsque la Police nationale était prévenue d'une opération de ce type, concernant des hommes d'extrême droite, d'une façon générale, les intéressés disparaissent mystérieusement et annulent momentanément leurs projets.

Le commissaire Sanguy a refusé de se déplacer personnellement. J'ai eu beau lui expliquer qu'il n'y avait rien d'illégal dans ma démarche, que j'avais simplement procédé à un flagrant délit sur les informations d'un agent de renseignement qui n'avait confiance qu'en moi. Il a

quand même refusé de venir. Il m'a envoyé une de ses équipes. Les policiers, corrects et sympathiques, sont arrivés à Aubagne. Ils n'étaient au courant de rien. Ils ont rapidement perquisitionné dans l'appartement de Ménard, où ils ont trouvé une arme.

Ils sont repartis avec Ménard et Fabrigoule. Pendant la garde à vue, Ménard est tombé dans le coma. Les médecins ont conclu à une crise d'épilepsie. Cette maladie subite lui a permis d'échapper à l'interrogatoire policier, d'esquiver les quarante-huit heures de garde à vue. De son côté, Fabrigoule a expliqué qu'il avait acheté des explosifs pour creuser les fondations d'un terrain de tennis. C'était faux, bien sûr. Dans mon rapport, j'ai expliqué qu'au cours d'un voyage précédent, Fabrigoule avait réussi à se procurer d'autres explosifs. Une fois saisi le stock que nous avions découvert, il devait encore en manquer une quarantaine de kilos. Je tenais absolument à ce que nous les découvriions, c'était indispensable. J'ai ainsi donné toutes mes informations aux policiers, pour qu'ils puissent poursuivre l'enquête. Je leur ai expliqué que le trafic venait de Sète, et qu'un dénommé Joël Lecomte, un type âgé d'une quarantaine d'années et qui avait dû être entendu au cours de l'enquête sur la tuerie d'Auriol, devait faire partie de la filière. En s'intéressant à lui, on pouvait certainement démanteler tout le trafic et retrouver les quarante kilos d'explosifs manquants. J'ai aussi donné aux policiers les adresses trouvées dans le carnet de Ménard : c'étaient celles de l'ex-SAC, beaucoup de noms connus d'extrémistes de droite, dont des personnages qui venaient de constituer un groupe d'extrême droite : « Unir, servir ». C'est tout ce que je pouvais faire. Je suis remonté à Paris.

Il n'y a eu aucune suite. Le juge d'instruction Françoise Laurence Guérin a hérité hélas d'un dossier tout à fait vide. Personne n'a cherché à pousser Fabrigoule et Ménard à se contredire, personne n'a recherché d'autres complices éventuels. Quant à Joël Lecomte, personne n'est allé lui poser la moindre question.

Ces quarante kilos d'explosifs, les policiers n'y ont pas cru, ils n'ont pas voulu s'en occuper. Pour eux, c'était une affaire sans importance, et je m'étais, à leurs yeux, mêlé de ce qui ne me regardait pas en venant arrêter Ménard et Fabrigoule à Marseille chez eux. J'avais pourtant expliqué dans mon rapport qu'ils avaient déjà payé, en plus, des gilets pare-balles, des cagoules, des gants et des 357 Magnum. Cela voulait dire qu'un hold-up ou un gros coup se préparait, et on aurait pu dans les semaines suivantes établir des rapprochements.

A Paris, j'ai attendu vainement que quelque chose bouge dans la presse sur ces affaires que je considérais comme intéressantes. Or, pas un mot. Les policiers ont fait le black-out total sur ces arrestations, et moi j'ai été le premier étonné de voir que l'entourage de Gaston Defferre, pourtant directement concerné, donnait l'impression de ne pas trouver la prise très importante. J'ai prévenu ma hiérarchie que je pensais qu'il y avait un risque très sérieux d'attentats extrémistes de droite dans les prochains mois à Marseille, mais à ma surprise personne ne m'a cru.

Le seul article qui paraîtra sera écrit près de six mois plus tard, par Jacques Bachelon, dans le *Matin* de Paris du 11 avril 1983. Les attentats tant redoutés ont eu lieu entre-temps. L'article est titré : « Attentats de Marseille, droite : la bonne piste. Des explosifs de même nature avaient été saisis lors de l'arrestation de deux hommes proches du SAC... »

L'expertise avait confirmé que l'explosif était du N40R. Cette même gomme avait été utilisée le 17 février 1983. Une cartouche avait été déposée dans un local de la mairie de Marseille situé au-dessous du bureau de Gaston Defferre. Le 26 février, trois cents grammes, toujours du N40R, avaient été découverts dans les toilettes du château des Fleurs, dans lequel devait se dérouler la fête juive du Pourim à laquelle Gaston Defferre n'était convié. Dans ces deux premiers cas, la gomme avait été découverte avant d'exploser. Le 8 mars, deux truands sautaient dans leur voiture près de la synagogue de Marseille. On parla beaucoup d'attentat antisémite ce qui était faux. Il ne s'agissait que d'une vulgaire affaire de racket qui avait mal tourné, mais on négligea le fait que l'explosif était encore de la gomme N40R. Et puis, le 13

mars 1983, un enfant maghrébin fut tué dans la banlieue de Marseille par des automobilistes qui avaient jeté un pain d'explosif sur un groupe.

Les expertises ayant prouvé que tous ces explosifs provenaient vraisemblablement du lot de quarante kilos que personne n'avait pris la peine de rechercher, Frédéric Thiriez, chef de cabinet de Gaston Defferre, m'a appelé; il m'a confirmé la provenance de tous ces explosifs et m'a présenté ses excuses, navré qu'on ne m'ait pas pris au sérieux à l'époque. Il m'a dit : « C'est vous qui aviez raison », avant d'ajouter : « Moi j'y croyais, mais pas le ministre. » Je me suis toujours demandé pourquoi le ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre, n'avait pas tiré parti de cette arrestation et du milieu dans lequel elle avait été réalisée. Car enfin Fabrigoule et Ménard appartenaient au milieu de l'ex-SAC, des extrémistes ! En fouillant un peu, on aurait pu remonter la filière, et faire ainsi la preuve qu'une partie marginale de la droite ne jouait pas forcément le jeu de la démocratie, se lançait dans la violence aveugle. Je n'ai, personnellement, jamais compris pourquoi cette affaire n'avait pas fait de vagues dans les journaux. Je pensais que cela devait nous attirer, à la cellule élyséenne, au moins un peu de gloire...

CHAPITRE XXI

L'OPÉRATION « PATRIARCHE »

La lutte contre le terrorisme ne peut être efficace que si le pouvoir politique fait preuve d'une volonté absolue, admet les échecs éventuels, apporte son soutien en cas de difficulté. Avant la création de la cellule élyséenne, la stratégie était simple : on laissait faire. La police suivait un certain nombre de « terroristes potentiels », faisait des rapports, désamorçait, si possible, les bombes avant qu'elles n'exploient. Il n'était pas encore question de faire de la lutte préventive.

Cette situation a été parfaitement illustrée par l'attentat de la rue Marbeuf. Une première bombe est déposée le 19 décembre 1981 devant l'immeuble du journal Al Watan Al Arabi. Par chance, elle est découverte à temps. La Brigade criminelle identifie le propriétaire de l'enveloppe qui contient la bombe, un diplomate syrien. Le 22 avril 1982, une nouvelle bombe est déposée. Cette fois elle explose, tuant un passant, blessant soixante-trois personnes. Immédiatement, deux diplomates syriens sont mis en demeure de quitter le territoire français par le gouvernement de notre pays. L'un d'eux est le propriétaire de l'enveloppe trouvée avec la première bombe.

Au lieu de faire surveiller ce diplomate, plus ou moins étroitement, le gouvernement français devait intervenir avec fermeté dès la première tentative d'attentat. L'intervention préventive évite que le sang soit versé.

Pour les enquêteurs, elle demande beaucoup plus de travail, nécessite une recherche du renseignement et l'autorisation d'agir légalement dans un minimum de temps, avec le droit à l'échec, de monter des opérations qui peuvent ne pas aboutir. Parmi nos interventions du GIGN, dans le cadre de la cellule élyséenne, une opération a été retenue contre nous : l'affaire du Patriarche. Elle a été critiquée par certains journalistes, et pourtant...

A l'époque, nous avions décidé de tout reprendre à zéro. Nous essayions de dresser un « catalogue » du terrorisme et en particulier de celui qui risquait de déferler sur la France. Les services de police officiels, qui obtenaient pourtant peu de résultats, refusaient

systématiquement de coopérer avec nous. Nous tentions de refaire le point sur les enquêtes en cours, de reprendre et de remonter les filières, d'infiltrer le milieu du terrorisme. Notre projet était ambitieux et, évidemment, il arrivait que des vérifications aboutissent à des impasses. A la mi-décembre 1982, l'adjudant Blancheteau, un fidèle parmi les fidèles, apprend que Theodor Heidemann, quarante et un ans, originaire de Cologne, évadé de prison, accusé de hold-up, d'escroqueries et surtout de liens avec les terroristes allemands, qui fait l'objet de deux mandats d'arrêt internationaux, est de passage à Paris. L'information vient du BKA, grâce à des relations personnelles entre Blancheteau et des sous-officiers allemands. Theodor Heidemann est de passage au Ritz, place Vendôme, à quelques mètres du ministère de la Justice. Comme Blancheteau est OPJ, territorialement compétent, je lui donne carte blanche pour l'arrestation. Simplement, il faut éviter le scandale à l'intérieur de l'hôtel. Blancheteau interpelle discrètement Heidemann, qui quitte sa chambre avec toutes ses affaires et règle sa note à la direction de l'hôtel. Au lieu de monter dans sa Mercedes 500, volée, il est embarqué, en douceur, dans un véhicule du GIGN, et emmené à la section des recherches de la brigade de Paris-Minimes. L'adjudant l'interroge en allemand. Theodor Heidemann n'a, semble-t-il, qu'un seul souci : ne pas être extradé en République fédérale allemande. A tout prendre, il préfère les prisons françaises et propose, pour obtenir de rester dans l'Hexagone, de « donner » un camp d'entraînement du terrorisme en France. Immédiatement, Blancheteau sonne le rappel, téléphone au commandant Jean-Michel Beau, qui dirige la section des recherches de Paris-Minimes, puis à moi-même.

L'interrogatoire reprend, moins d'une demi-heure plus tard. Nous jouons sur le point faible d'Heidemann et obtenons qu'en échange d'une inculpation devant une juridiction parisienne — ce qui lui assure une détention dans la capitale — il nous donne des renseignements sur le milieu terroriste. Il nous explique :

« Depuis de nombreuses années, dès que ça chauffe un peu trop pour moi, je me cache dans le Sud-Ouest, dans les centres de désintoxication pour drogués créés par le " Patriarche " Engelmaier. J'ai toujours pu y entrer parce que je connaissais beaucoup de monde. Je n'ai jamais été drogué, je ne me suis jamais piqué. Comme les terroristes, notamment espagnols, j'utilise ces lieux pour me cacher et me reposer. Je sais que les gendarmes locaux n'ont pas le droit de regard sur ces centres de désintoxication, que ceux-ci sont très tranquilles. En fait, on peut s'y cacher beaucoup mieux qu'ailleurs. C'est la planque rêvée. »

Heidemann nous explique aussi que quand il est là-bas, il roule en Mercedes 500 SE, qu'il vole puis restitue aux compagnies d'assurances contre une prime importante. Il se rend utile comme gestionnaire amateur, instructeur, animateur ! Il a en fait trouvé la solution idéale, une planque au milieu des toxicomanes. Il finit par nous donner le nom d'une petite amie à lui. Sigrid Ohmsteinmetz. Il l'a connue en Allemagne. Elle fait partie d'une mouvance terroriste proche de la bande à Baader.

Pour l'amener à nous fournir d'autres précisions, nous restons très sceptiques. Il nous dit qu'il peut entrer en contact avec cette jeune femme. Elle n'est pas à la ferme, d'où lui-même revient, mais dans un autre lieu, toujours propriété de l'association du Patriarche, dans le Sud-Ouest. Il lui suffit, affirme-t-il, de téléphoner sous un nom de code. Devant nous, il appelle et obtient Sigrid Ohmsteinmetz et s'entretient avec elle en allemand. C'est donc vrai, il y a bien une jeune fille qui porte ce nom et qui réside dans la ferme. Je communique alors le nom d'Ohmsteinmetz au service allemand, le BKA, qui nous répond très vite qu'elle n'est pas actuellement recherchée par leur service mais qu'en effet elle est liée à la bande à Baader, et plus précisément à la mouvance des RZ. Les Allemands sont très intéressés de savoir ce qu'elle devient et quelles sont ses relations. Ils ne la recherchent pas, parce qu'elle n'a pas commis d'actes répréhensibles précis sur le territoire allemand, mais cela ne veut pas dire qu'elle n'est pas « dangereuse ».

Theodor Heidemann nous explique aussi que Sigrid Ohmsteinmetz est une toxicomane, comme beaucoup de terroristes. Elle peut circuler librement dans ce centre, dont nous ne possédons pas l'adresse, mais qui devrait se situer dans une ferme à soixante kilomètres de La Bouère, le principal centre de désintoxication du Patriarche près de Toulouse. Nos renseignements commencent à prendre forme.

Le 19 décembre, Heidemann nous confie encore que la nuit où il a été emmené dans le camp d'entraînement, on lui a bandé les yeux. Cela explique qu'il ne puisse pas nous donner une adresse précise. Dans ce camp, il y a trois Basques, dont deux ingénieurs, deux Allemands, deux Belges et un Italien appartenant aux Brigades rouges et qui « préparent un coup ». C'est trop beau pour être vrai, mais enfin il faut vérifier.

Heidemann ajoute : *« Toutes les nuits, ils effectuent des marches. Ils disposent d'armes automatiques, de deux revolvers, de deux PM Uzi. Le soir, il y a des entraînements au tir dans un vieux bâtiment. »*

Tous ces renseignements sont très alléchants. Il faut, avant tout, arriver à localiser cette ferme. Je prends l'initiative d'envoyer les adjudants Blancheteau et Lambert, ainsi que deux gendarmes du GIGN, dans la zone de Mirande, dans le Gers. Ils localisent rapidement la ferme, à Bassoues. Ils apprennent qu'un pensionnaire de l'établissement a pris la fuite, quelque temps auparavant. Il a été poursuivi par les chiens bergers allemands de la propriété. Les gendarmes de la brigade locale ont récupéré le fugitif qui se trouve, depuis, à Paris. Je mets en piste deux autres gendarmes qui m'amènent ce jeune homme, deux heures plus tard, au drugstore des Champs-Élysées. Il est encore terrorisé par ce qu'il a vécu dans le Gers. Il précise qu'il y était tenu à part. Les autres pensionnaires, une dizaine, l'ont poursuivi lorsqu'il s'est enfui. Il est persuadé que, s'il avait été rattrapé, il aurait été tué. Sa seule explication est qu'il ne voulait pas toucher aux armes, ce qui lui a valu l'hostilité de tous ! Les gendarmes de la brigade locale, qui ont l'ordre de ne pas pénétrer dans cette ferme, sont encore intervenus il y a six mois environ. Un autre pensionnaire a eu le bras droit arraché lors d'une explosion. Les témoins ont expliqué que l'accident s'était produit alors qu'il voulait fabriquer de la poudre noire pour tuer les taupes. Pour moi, cela a immédiatement « percuté » : il y a de grandes chances pour qu'il s'agisse d'un accident au cours du maniement d'une grenade.

L'ensemble de ces éléments réunis, j'avertis ma hiérarchie. Il me semble que la seule solution est d'aller discrètement voir sur place. La justice est alertée. Le premier juge d'instruction de Paris, M. Maynial, ouvre une information et nous délivre une commission rogatoire, avec extension de compétence, pour faire cette dernière vérification. Dans le même temps, j'ordonne à l'adjudant Blancheteau de s'approcher le plus possible des bâtiments, d'effectuer une reconnaissance, de prendre des photos. Il est équipé d'appareils de vision nocturne, TRT, et d'un canon à son. Dans la nuit, en silence, il approche, mais brusquement il est forcé de battre en retraite : un troupeau d'oies — c'est le pays du foie gras — veille à la sécurité des hôtes du Patriarche.

Le 21 décembre, à 9 heures du matin, toute une équipe monte à bord d'un Transall, gros porteur de l'armée de l'air, à Villacoublay. Jean-Michel Beau dirige une section spéciale de la brigade des recherches de Paris-Minimes, alors que je commande un groupe action du GIGN.

Dans le Transall qui nous transporte sur les lieux, je passe en revue tous les éléments dont je dispose. Je suis largement couvert pour cette opération, puisque le ministère de la Défense m'a donné son autorisation, ainsi que le ministère de la Justice, avec un peu de retard, hélas ! Beau est muni d'une commission rogatoire. Il est avec moi. Le procureur de la République d'Auch a laissé sa place à son substitut, une jeune femme très charmante.

Arrivés à Tarbes, nous sautons dans des hélicoptères Alouette III de la gendarmerie qui attendent avec le commandant de compagnie de Mirande. Nous nous posons dans les environs

immédiats du village. Afin d'utiliser au maximum la surprise et pour approcher discrètement de la ferme, nous montons dans une bétailière chargée de paille odorante.

Je suis à l'intérieur du camion, avec mes gendarmes du GIGN, tout mon groupe action et les OPJ de Beau. Deux gendarmes, à l'avant du véhicule, se sont « déguisés » en paysans. Nous avons décidé d'entrer directement dans la ferme par surprise, de rabattre le panneau arrière de la bétailière et de foncer, arme à la main, dans toutes les cours et les bâtiments. Il faut absolument prendre tout de suite possession des issues de la ferme.

L'effet de surprise est complet. Les occupants, des jeunes, nous voient bondir. Ils sont complètement décontenancés. A ma vue, un garçon qui pousse tranquillement une brouette met instinctivement les mains sur la tête, totalement terrorisé. Il y a aussi des femmes, des enfants. Nous rassemblons en douceur tout le monde dans une grande pièce, vingt ou trente personnes, et nous commençons la perquisition.

Les oies qu'on gave à la ferme s'égaillent. Elles ont fait un bruit d'enfer dès notre arrivée. Peut-être ont-elles donné l'alerte ? Malgré la rapidité de notre intervention, l'un ou l'autre des occupants de la ferme a très bien pu s'échapper. Nous vérifions tout, visitons toutes les pièces, les hangars, les dépendances. Tous les gens présents ont des papiers en règle. Aucun d'eux n'est recherché. Nous ne trouvons rien sur place. Nous comprenons rapidement que ceux qui nous intéressent vraiment, les Espagnols, les Belges et les Allemands, ont quitté les lieux depuis au moins quarante-huit heures.

Cette affaire a peut-être fait sourire, mais nous aurions commis une imprudence beaucoup plus grande si nous n'étions pas allés vérifier sur place nos informations. La perquisition était tout à fait légale... Nous avons présenté nos excuses au Patriarche pour le dérangement... Nous avons toujours été persuadés, Beau et moi, que c'est le délai de déclenchement de l'opération qui nous a retardés et a provoqué l'échec. Entre le 17 décembre, jour de l'arrestation et de l'interrogatoire d'Heidemann, et l'action elle-même, cinq jours ont été perdus à procéder à des vérifications, à consulter notre hiérarchie pour obtenir l'autorisation de foncer. C'est beaucoup trop, et, dans une affaire de terrorisme, cela permet amplement aux suspects de s'échapper.

Cette idée des terroristes de s'infiltrer dans les stages et les séjours de jeunes toxicomanes, ce n'était pas bête du tout. A leur place, j'aurais agi de même. Se faire passer pour un toxicomane étranger, se faire inscrire et participer aux activités des centres du Patriarche, c'était, à coup sûr, échapper aux recherches de la police. Par tradition, ces jeunes toxicomanes en cure, qui s'efforcent d'échapper à la drogue, sont laissés tranquilles par les services de police. Très naturellement, il s'agit de ne pas trop perturber la vie de ces centres.

La leçon a pourtant porté ses fruits. Quelques mois plus tard, le Patriarche apportera à la gendarmerie locale une arme trouvée sur un pensionnaire douteux... Il demandera la conduite à tenir... En tout cas, le Patriarche n'a pas été scandalisé par notre descente. Il a même offert son livre dédié au directeur de cabinet de Christian Prouteau.

CHAPITRE XXII

L'INTÉRIEUR EST PARTOUT

Alors que nous portions l'essentiel de nos efforts sur la lutte antiterroriste, la guerre des polices se poursuivait.

Le 18 janvier 1983, cela a même failli tourner à l'incident. Le groupement de gendarmerie de la Seine-Saint-Denis disposait d'un renseignement : quatre individus armés devaient effectuer, deux jours plus tard, un hold-up dans un magasin Radar de Bagnolet. Un bon dispositif avait été mis en place, la gendarmerie avait fait appel au GIGN ainsi qu'à la section des recherches des Minimes. Le commandant de groupement avait décidé de monter seul cette opération, en respectant évidemment toutes les règles. Il en avait informé le procureur de la République, qui avait donné son accord. Pour être certain, bien sûr, de ne risquer aucun incident, ce commandant de groupement avait même prévenu le directeur des polices urbaines de la Seine-Saint-Denis et l'état-major de la Police judiciaire à Paris. Toutes les précautions étaient bien prises. Comme toujours, c'est à cause de cela qu'il y a eu fuite, mais la gendarmerie ne voulait rien avoir à se reprocher, en cas de pépin.

Le GIGN devait être en première ligne dans le magasin. Le chef d'escadron Beau, commandant la section des recherches de Paris-Minimes, se cacherait dans un local avec vue directe sur le supermarché et dissimulerait nos photographes ainsi que l'équipe groupement procédant au bouclage du bâtiment. Beau devait aussi être en mesure d'intervenir très vite, pour diriger la première phase de l'enquête judiciaire. Enfin, un hélicoptère se tenait prêt à décoller dans l'enceinte du fort de Noisy. De plus, nous avions prévenu la direction générale des magasins Radar, qui avait, la veille, participé à une réunion préparatoire. A l'issue de cette réunion, nous avons reconnu les lieux et les emplacements dans le magasin.

A l'heure dite, le 20 janvier, nous avons très vite repéré un individu suspect, de type maghrébin, qui se promenait à l'intérieur du magasin. Il correspondait très bien au signalement que nous avions de l'un des quatre malfaiteurs. Il semblait effectuer une reconnaissance des lieux, regardait s'il y avait des caméras, des policiers ou des gens en tenue. Il a bientôt été rejoint par une seconde personne. Ils ont discuté ensemble un moment, puis se sont éloignés dans la direction opposée.

Nous pensions que le coup était bon et que l'équipe de braqueurs allait venir dans les minutes qui suivaient. Effectivement, nous avons vu se garer une BMW de couleur verte. Trois hommes, eux aussi d'origine maghrébine, se tenaient à l'intérieur. Et puis, peu à peu, nous avons vu arriver d'autres personnages dans le magasin, sur le trottoir, dans la rue, à pied ou en voiture, en costume ou en blue jeans et baskets. Nous avons tout de suite reconnu certains hommes de l'antigang.

Un lieutenant Legorgius du GIGN s'est approché de l'un de ces visiteurs et lui a demandé ses papiers. C'était bien un policier. Nous avons demandé à tous les policiers de s'éloigner et de quitter les lieux, avec leurs voitures, de dégager le terrain. Ils n'ont rien voulu entendre. Ils sont restés là, en plein dans notre dispositif. Notre hiérarchie a rappelé l'état-major de la Police judiciaire pour lui demander si les consignes prévues avaient bien été respectées. Après un temps d'attente, la préfecture de police nous a affirmé que toutes ses voitures répondaient bien à l'appel et qu'aucune ne se trouvait sur les lieux !

Moi-même, derrière le rayon boucherie, j'ai neutralisé un inspecteur caché derrière des cageots. Je lui ai rendu son arme et sa plaque deux heures plus tard.

Face à ce déploiement de force et à la multiplication soudaine du nombre de clients d'un type très particulier, les truands, sentant le piège, sont partis. Il y avait beaucoup trop de monde. Us avaient senti la présence des policiers, mains dans les poches, sur les trottoirs. Ils n'ont pas osé tenter leur coup.

Le soir, les policiers nous ont « doublés ». Devant le magasin, ils avaient relevé le numéro de plaque minéralogique de la BMW. Ils ont arrêté une partie de la bande, qu'on a retrouvée au commissariat de Bagnolet. Faute d'éléments à charge, ils ont été forcés de les relâcher très rapidement. Pour conclure cette malheureuse affaire, le commandant du groupement de gendarmerie de Seine-Saint-Denis, dans son rapport, avec un tact tout administratif, s'est étonné que la discipline la plus stricte n'ait pas été appliquée par les différents services qui

contribuent aux missions de police dans le département. Toute intervention, même préparée minutieusement, comportait des risques de confusion, voire de méprise. Cela était joliment dit mais c'était, quand même, une critique adressée aux policiers. Ainsi, les truands peuvent avoir, sans s'en douter, des policiers pour alliés d'occasion.

Au rapport de la gendarmerie a été jointe une série de photos de policiers dans le supermarché. L'ensemble a été envoyé au ministère de l'Intérieur.

Notre tâche peut encore être compliquée à un autre niveau, celui de la hiérarchie.

Longtemps la direction de la gendarmerie a été confiée à des magistrats. C'était une tradition. J'ai connu MM. Perrier et Cochard, tous les deux issus de la magistrature. J'ai toujours eu de bons rapports avec eux. Ils étaient capables de prendre leurs responsabilités, de défendre leurs hommes, l'arme qu'est la gendarmerie.

Toutes les difficultés dans mes rapports avec les autres services de police, mais aussi avec ma hiérarchie, je les ai connues sous le règne de M. Barbeau. Ancien directeur de la Réglementation, il vient du ministère de l'Intérieur. Il a été placé à la tête de la gendarmerie par Valéry Giscard d'Estaing. Il a, longtemps, été le seul chef d'un grand service, maintenu par les socialistes.

J'ai toujours pensé et dit que, pour un poste de cette importance, il fallait un magistrat, hors des circuits politiques. Le directeur de la gendarmerie est le seul grand patron capable de « tenir » la France avec quatre-vingt mille hommes. Cet effectif qu'il dirige est tel que l'on peut considérer qu'il est le seul homme ayant la possibilité technique de réaliser un coup d'Etat : la gendarmerie possède en effet ses propres réseaux radio — 5 000 brigades et 130 escadrons de gendarmes mobiles, qui tissent une véritable toile d'araignée sur la France, elle contrôle tous les maires, toutes les collectivités locales.

A mes camarades et à moi-même, M. Cochard nous semblait être un directeur de la gendarmerie indépendant de tout pouvoir politique. Au mois d'août 1984, M. Charles Hernu a dû entendre mon appel. Il a nommé à la tête de la gendarmerie un magistrat, M. Renard-Payen auparavant chargé des problèmes judiciaires au ministère de la Défense. M. Barbeau est retourné à son ministère d'origine, l'Intérieur, comme chargé de mission pour les réformes de la police.

La gendarmerie a profondément ressenti la présence, au plus haut niveau, d'un homme parachuté du ministère de l'Intérieur, M. Barbeau. Celui-ci m'a souvent dit : « Mon capitaine, si tout va bien, venez me voir. » Bien sûr, quand ça allait mal, il ne fallait pas trop compter sur lui. Dernièrement, en pleine crise, avant que je ne me mette en disponibilité, il m'a bien prévenu : « Ce n'est pas moi qui recollerai les pots cassés. » Il n'a plus voulu me voir. A tout moment, et en particulier en cas de crise, en face de moi, je n'avais rien. Toujours très courtois, jamais une expression déplacée, jamais un mot plus haut que l'autre : un homme bien élevé, en somme. Il ouvrait toujours le parapluie ; bon administratif, il ne voulait surtout pas d'ennui. Je préfère le général, qui nous traite de haut et même nous insulte. Il tape sur son bureau, les rencontres peuvent être dures, mais il vous regarde dans les yeux. Un militaire, ça a besoin d'un chef de guerre, de chefs capables d'aller sur le terrain, pas d'un administratif. Je n'ai rien contre les technocrates, qu'on oppose trop souvent aux hommes d'action. Ce débat me paraît faux. Nous sommes complémentaires les uns des autres. Le tout est que chacun prenne ses responsabilités.

On a trop souvent voulu imputer mes ennuis à un sentiment antihiérarchique. Mais ce sentiment, tout relatif, ne déplaisait pas à tout le monde. Il trouvait un certain écho parmi les jeunes qui, comme moi, savent qu'il faut que la gendarmerie bouge, et aussi auprès de certains généraux. Bien souvent ils m'ont dit, avec nostalgie, que cela leur rappelait leurs débuts dans l'armée ou dans la gendarmerie.

Seulement, depuis la guerre d'Algérie, pendant laquelle des officiers de gendarmerie ont pris leurs responsabilités face à tous, y compris aux putschistes, l'armée en général et notre arme

en particulier ont beaucoup changé. Je pense qu'aujourd'hui, plus que jamais, les gens sont beaucoup plus préoccupés par la réussite de leur carrière que par leurs responsabilités d'homme. Ils ont appris la diplomatie, l'art de ne pas faire de vagues.

La gendarmerie est aussi victime de ce que nous appelons la « diplômite », la maladie des diplômes. Le sens du commandement ne s'apprend pas dans les manuels. Face à des problèmes de maintien de l'ordre, nous avons vu des officiers bardés de diplômes, qui ont passé une grande partie de leur vie à faire des études, faire preuve de leur incapacité à coller à la réalité, et se laisser complètement déborder.

La gendarmerie vit maintenant sous le règne des officiers d'état-major. Aujourd'hui il y a beaucoup plus d'officiers de gendarmerie dans les bureaux que sur le terrain. Il y a cent trente escadrons de gendarmes mobiles, donc cent trente capitaines. Ajoutez-y quatre cents compagnies, sur un total de trois mille officiers vous n'arriverez à compter que sept cents officiers vraiment engagés dans la réalité. Les autres sont des administratifs. Je connais des généraux qui n'ont pas quitté leur bureau depuis vingt ans, à la direction de la gendarmerie. Quand ils ont affaire à des subordonnés aux cheveux un peu longs, quand ils nous voient sans cravate, avec les hommes du GIGN en civil ou en tenue débraillée, ce qui est bien sûr indissociable de notre travail, ils sont scandalisés. Ces tracasseries administratives, je les ai toujours trouvées aberrantes. Ce n'est pas parce qu'un gendarme a les cheveux ras qu'il sera plus intelligent ou se montrera plus combatif. Tout cela est absurde. Mais il faut dire que, dans la gendarmerie, les hommes les mieux notés restent ceux qui ont les cheveux les plus courts, les mieux coupés, et les chaussures les mieux cirées.

Cette histoire de cheveux, au GIGN, nous a causé beaucoup de problèmes avec la hiérarchie. Nous avons fait de nombreuses interventions dans le milieu carcéral, la plupart du temps en remplaçant des gardiens pour qui nous nous faisons passer avec leurs tenues. Or les gardiens sont des civils et ils ont les cheveux comme tout le monde, pas comme les militaires. Un jour, un colonel a fait une réflexion à l'un de mes gendarmes, à qui j'avais dit de garder ses cheveux assez longs, entendez bien, sur les oreilles, la nuque pas vraiment rasée. J'ai été convoqué par ce colonel. J'ai essayé de lui expliquer la situation. Il m'a répondu : « Faites couper les cheveux de vos gens, vous leur ferez porter des perruques pour entrer dans les prisons. » Voilà ce qu'on nous répondait dans la hiérarchie. Le pauvre colonel, il aurait été horrifié en voyant l'armée israélienne où les militaires peuvent porter les cheveux comme ils le veulent. Les Israéliens sont-ils de mauvais soldats ? Cette histoire de cheveux a l'air ridicule, une anecdote, un détail. Mais, encore aujourd'hui, sur un escadron de gendarmes mobiles, il y a toujours cinq ou six punitions en moyenne pour des histoires de cheveux. En tant qu'homme de terrain, je suis, sans doute, plus reconnu par les jeunes gendarmes, les gendarmes mobiles et les jeunes officiers, que beaucoup de supérieurs de leur hiérarchie. Si demain des troubles devaient éclater dans la rue, même dans ma position d'exclu, d'exilé, je suis sûr que si je me « pointais » sur un théâtre d'opération, en blue jeans, les hommes me suivraient. Ça c'est ma fierté. « La récompense du capitaine n'est pas dans les notes de ses supérieurs mais dans les yeux de ses hommes. »

CHAPITRE XXIII

L'USURPATEUR

Robert Broussard connaîtra le sommet de sa popularité en Corse le 28 mars 1983, à l'issue d'une prise d'otages qui s'est bien terminée. Le Quotidien de Paris titrera : « Broussard le Corse, le superflic, a fait plier les gangsters de Calvi... » On peut lire plus loin : « ... policier superstar, Broussard a atteint l'apogée de la popularité en Corse... Ce bulldozer, à la modestie de violette, calme et précis, illustre aujourd'hui la force tranquille... »

L'ennui est que ce jour-là encore, comme pour l'arrestation de Jacques Robert, il a usurpé un succès, une gloire qui ne lui était pas totalement dus.

Le commandant de la compagnie de gendarmerie de Calvi est un homme bien informé ; certains éléments du FLNC viennent même lui faire des confidences. C'est ainsi qu'il apprend, au début de 1983, que le gardien du supermarché de l'Arche est susceptible d'avoir des contacts avec le FLNC et d'être mêlé à quelques mauvais coups. Les gendarmes vont lui rendre visite. Rien de très particulier. Ils poursuivent leurs recherches et font une perquisition à son domicile. Là, ils découvrent une arme, un pistolet pour lequel le gardien du supermarché n'a pas d'autorisation de détention.

Le gardien de magasin sait très bien qu'il s'agit d'un délit. Il tente de trouver un arrangement avec les gendarmes, voulant éviter de passer devant un tribunal correctionnel et perdre son emploi. Il donne une information. Un hold-up doit être commis, peu avant Pâques. Des malfaiteurs, plus ou moins liés au FLNC, doivent venir un matin pour s'emparer de la caisse du magasin. Il est incapable de donner des précisions sur la date, les noms des auteurs, les moyens qu'ils emploieront. Les gendarmes estiment que le renseignement est nettement insuffisant et tapent leur procédure.

Le gardien du supermarché fait alors une seconde révélation. Son arme lui a été vendue par un policier des Renseignements généraux d'Ajaccio. « Tu ne penses pas que l'on va croire cela », répondent en chœur les gendarmes, sceptiques. Et le gardien d'ajouter : « J'en ai la preuve, je l'ai payé deux mille cinq cents francs, par chèque. » Les gendarmes vérifient. Le renseignement est exact !

Le procureur est averti, un juge d'instruction saisi, le policier entendu ne peut pas nier face aux preuves, mais tout va s'arranger. Il se serait agi de moi, on me mettrait en prison. Un policier des Renseignements généraux vend une arme à un sympathisant du FLNC, et la justice se met d'accord avec les intéressés pour que le policier reprenne son arme et rende l'argent de la vente. Opération blanche, simplement la procédure reste dans un coin du bureau du juge d'instruction.

Le gardien du supermarché a quand même été forcé de donner quelques renseignements complémentaires sur ce hold-up qui menace la recette du magasin qu'il est censé protéger. A la date prévue, les gendarmes prennent position autour du bâtiment. Comme il ne se passe rien, le dispositif de gendarmerie est allégé au bout de quelques jours.

Le lundi, à 7 h 30, le directeur du magasin va ouvrir son établissement, lorsque deux hommes armés se portent à sa hauteur. Les gendarmes, en effectifs réduits, interviennent, mais les deux hommes parviennent à s'enfuir, emmenant en otages Gilbert Loisier, le directeur du supermarché, et Fatima Gares, une femme de ménage. Les gangsters sont montés à bord d'une Citroën CX. Des coups de feu sont tirés, les gendarmes crèvent les pneus du véhicule des malfaiteurs. Ceux-ci, après avoir brisé la lunette arrière de leur voiture, couvrent leur fuite en ouvrant le feu.

Devant le magasin, une autre équipe de gendarmes a eu le temps d'interpeller un automobiliste qui est conduit à la compagnie de gendarmerie. Il affirme n'être au courant de rien. Il passait simplement par là, par hasard.

La CX est immobilisée, les deux gangsters et leurs otages descendent, s'enfuient vers un pavillon en bordure de plage. La maison est louée par un officier du 2^e régiment étranger de parachutistes. Sa femme est là, avec ses deux enfants et trois amis. Les deux hommes, armés

de pistolets et de carabines, font irruption, tenant toujours leurs otages en respect, lançant : « Vous ne risquez rien, nous sommes du FLNC ! »

Les gendarmes cernent la villa. L'ÉLI — équipe légère d'intervention — d'Ajaccio arrive en renfort. Le GIGN est mis en alerte. En fin de matinée, j'arrive sur place, en même temps que le commissaire de la République et préfet de police de la Corse, Robert Broussard. Il est accompagné de son adjoint, Ange Mancini, un ancien de la Brigade criminelle à Paris. Je donne une poignée de main rapide à Robert Broussard. J'ai un peu la gorge sèche, lorsque je le vois.

Nous établissons un PC à deux cents mètres de la villa, et la discussion commence. Le colonel de gendarmerie Buster, commandant la Corse, le seul officier en fonction après avoir perdu un bras pendant la guerre, me donne carte blanche. Je vais trouver Robert Broussard et lui explique :

— L'équipe légère d'intervention risque de ne pas pouvoir faire face, s'il y a un coup dur, si les preneurs d'otages tentent de sortir en force. Je te demande de me laisser mettre en place, tout autour de la maison, des hommes du GIGN.

— Il n'en est pas question, réplique Broussard. Cela risque de faire monter la tension. Nous sommes une fois de plus en pleine guerre des polices, avec la vie de cinq otages en jeu. Furieux, je décide de passer outre aux consignes de Robert Broussard, tout en avertissant ma hiérarchie.

Le colonel Buster me confie sa voiture, une R16. J'appelle le chauffeur et lui dis de prendre trois imperméables et trois képis de gendarmes départementaux. Je lui ordonne d'aller à l'aéroport chercher trois de mes hommes du GIGN qui enfileront les imperméables et mettront les képis, cachant ainsi leurs tenues d'intervention. Au fond de la voiture, ils déposeront tout leur matériel. Par groupe de trois, faisant le nombre d'aller et retour nécessaires, ils relèveront les gendarmes déjà en position. Mes hommes passent dans la R16, au nez et à la barbe de Robert Broussard.

J'ai installé mon QG dans un garage à proximité de la villa. En une heure, la mise en place est faite, les liaisons radio établies entre mes hommes et moi. Les lieutenants du GIGN effectuent des reconnaissances approfondies. Nous avons tous les renseignements dont nous avons besoin. À l'aide des écoutes nous savons le nombre d'otages exact.

Le commandant de compagnie me rappelle alors qu'il a toujours dans les locaux de la gendarmerie l'automobiliste qu'ils ont interpellé le matin. Je monte le rejoindre. Devant le suspect, qui est très mal à l'aise j'annonce que le GIGN est en place, que nous avons carte blanche. Avec mes officiers, j'ai déjà monté un petit scénario. Je les appelle par radio et ils me confirment que les tireurs d'élite sont en place. « Pas de problème, nous voyons les deux gangsters avec leur cagoule, nous avons la possibilité de les abattre. »

Je fais faire un compte à rebours, une répétition d'ouverture de feu, je demande une estimation de probabilité pour les toucher à la tête tous les deux en même temps.

— Cent pour cent, je les vois, répond l'un de mes officiers.

— Très bien, dans un quart d'heure nous les abattons tous les deux.

À ce moment, notre suspect sort de son silence. Il s'effondre :

— Non, ne faites pas ça. Mon frère est là-bas. Appelez-le, que je lui parle. D'ailleurs, vous le connaissez. Il est policier, il travaillait encore, ces dernières semaines, comme auxiliaire au fichier du Service régional de police judiciaire d'Ajaccio.

On a commencé cette affaire avec un policier des Renseignements généraux qui vend un pistolet à un sympathisant du FLNC, on continue avec un auxiliaire du SRPJ d'Ajaccio mêlé à une prise d'otages après avoir tiré sur des gendarmes !

Nous appelons la villa par téléphone, notre complice parle aux gangsters :

— Ne faites pas les cons, rendez-vous, le GIGN est en position autour de vous. Vous ne pouvez pas vous en sortir. Ce sont des tireurs d'élite.

Ils mettent une balle à deux cent mètres dans une pièce de cinq francs en mouvement. Rendez-vous!

Je prends le combiné, me présente et leur annonce :

— Je vais descendre moi-même, nous allons parler. Nous allons faire ça entre hommes...

Au même moment, Ange Mancini, qui avait remarqué que j'avais quitté le groupe de commandement pour me rendre à la compagnie, entre dans la pièce. Il fait immédiatement demi-tour et va alerter Robert Broussard.

De son côté, le préfet de la Corse est entré en contact avec les gangsters par l'intermédiaire du père de l'un d'entre eux. Il a réussi à faire libérer la femme et les deux enfants. Il se présente directement devant la villa pour organiser la reddition et récupérer les lauriers.

Les deux gangsters, qui ont libéré tous leurs otages, sortent à leur tour. Les gendarmes du GIGN ont alors la surprise de voir Ange Mancini courir vers l'auxiliaire de police preneur d'otages, l'embrasser, le prendre par les épaules tout en lui disant : « C'est bien, mon petit, c'est bien. » L'adjoint direct de Robert Broussard embrasse un homme qui, quelques instants auparavant, a ouvert le feu sur des gendarmes. Il n'y a pas eu de victimes mais cela tient du miracle.

A partir de cet instant, Robert Broussard va organiser son succès, en professionnel, comme il en a l'habitude. Une conférence de presse est prévue. Je suis invité à y participer. Je donne mes conditions au colonel Buster. Si je suis présent, je dis tout, je dis que l'un des deux gangsters, Christian Léandri, est un auxiliaire de police, je parle du pistolet vendu par le policier des Renseignements généraux...

Je n'assisterai pas à la conférence de presse. Les journaux feront des comptes rendus dithyrambiques en faveur de Robert Broussard.

En repartant, les hommes du GIGN et moi-même avons au moins une satisfaction. Nous savons que nous avons évité le pire, et cela grâce à la peur qu'inspire le GIGN. Notre capacité de dissuasion est devenue notre meilleure arme.

Depuis, le colonel Buster a été muté grâce à l'intervention de Robert Broussard qui ne lui a pas pardonné la non-intervention des gendarmes alors qu'Ange Mancini et ses hommes étaient intervenus maladroitement au cours d'un enterrement corse FLNC. Quant au bulldozer, au superflic Robert Broussard, il peut se poser des questions sur la peur, qu'il inspire au FLNC. Des membres de cette organisation n'ont pas hésité à investir la prison d'Ajaccio l'été dernier pour y tuer deux hommes, régler leurs comptes. La force tranquille et la popularité de Robert Broussard impressionnent beaucoup plus certains journalistes que les Corses.

CHAPITRE XXIV

LE PIÈGE SE REFERME

Ce qui devait arriver arriva le 19 juillet 1983. Les coups bas donnés par la police ainsi qu'une campagne de presse savamment orchestrée ont fait que le ministère de la Défense — qui ne m'avait jamais défendu — et la cellule élyséenne m'ont définitivement lâché.

J'étais en convalescence dans les Hautes-Alpes lorsque j'ai reçu un télex m'annonçant ma suspension. Pour plus de prudence et bien montrer qu'il n'était pas question pour les politiques de se battre à mes côtés, la mesure prenait effet le 9 juin. Cette suspension rétroactive était tout à fait illégale, susceptible de faire l'objet d'un recours au conseil d'Etat.

La veille, le ministre des Armées, Charles Hernu, avait signé un communiqué annonçant une série de sanctions et de mutations au sein de la gendarmerie nationale. Le major José Wendels et le commandant Jean-Michel Beau venaient d'être inculpés dans le cadre de l'affaire des Irlandais. Je faisais partie de la même charrette de sanctions, par la grâce du véritable ministre de la Défense, le conseiller Jean-François Dubos, aujourd'hui membre du Conseil d'État. Il était intervenu contre moi, la rumeur entretenue par certains hauts fonctionnaires et journalistes m'attribuant, cette fois, un trafic d'armes et d'explosifs, de même qu'un compte bancaire en Suisse...

Mon successeur au GIGN, le capitaine Masselin, a appris sa nomination avant que je ne prenne connaissance de ma suspension... en écoutant une radio périphérique. Aucun officiel n'a osé venir me l'annoncer. On m'accusait évidemment d'un nouveau crime. Cette fois j'étais complice d'un hold-up.

En décembre 1982, dans le cadre de mes recherches sur le terrorisme, j'avais rencontré Alexandre Engrand, un type curieux, un peu barbouze, un ancien du SAC, un escroc touche-à-tout, mythomane, qui avait été trépané. Indicateur de police, il a été manipulé dans l'affaire de Broglie. Peu avant le procès des assassins du prince, il a mis en cause la doctoresse Nelly Azerad dans un trafic imaginaire d'uranium. Celle-ci a été emprisonnée. Ainsi, lors du procès, en décembre 1981, lorsqu'elle est venue témoigner devant la cour d'assises de Paris, Nelly Azerad, encadrée de gendarmes, a été complètement discréditée. Son témoignage n'a fait que sourire et a été l'objet d'incidents de diversion.

Comme certains renseignements donnés par mon informateur, Engrand, étaient bons, j'ai gardé des relations de travail avec lui. Il m'avait mis en contact avec ses associés, Jean-Marie Bermond, Claude Pussot et Michel Rocca, de curieux personnages, réunis au sein de la société Novimo. Ils traitaient toutes sortes d'affaires, au niveau national et international, entre autres de mystérieux marchés technologiques avec les pays de l'Est. Ces associés m'avaient notamment alerté sur un trafic de matériel électronique, provenant des USA, sous embargo, avec l'URSS. J'avais transmis le dossier au service compétent. Seules m'intéressaient les informations sur le trafic d'armes et le terrorisme qu'Alexandre Engrand possédait. C'est donc grâce à moi, et indirectement, que la police — et plus particulièrement la DST, plus que jamais jalouse de la cellule élyséenne — a eu, pour la première fois, des contacts avec la Novimo. Les escrocs ont d'abord rencontré l'inspecteur Gérard Mestre de la DST, puis l'inspecteur Monteil, de son vrai nom Lormier, toujours de la DST. Monteil, qui utilise le nom de code de Marbeuf, invitait régulièrement les animateurs de la Novimo à déjeuner avec son propre chef de service, pour parler de hauts responsables du commerce parallèle international, tels Lousky et Almory, en contact avec des ministres russes, mais aussi avec la société Novimo. Je pensais qu'ils tentaient de reconstituer des filières de trafic, n'imaginant pas que, dans le même temps, ils montaient un nouveau stratagème contre moi. Plusieurs mois auparavant, un vol d'or avait été réalisé chez un notaire d'Angoulême, surnommé l'oncle Picsou. Celui-ci cachait dans sa cave une cinquantaine de lingots non déclarés, dans des pots de peinture. Un jour, les lingots d'or ont disparu et le notaire est allé porter plainte. Le SRPJ local a été saisi et un juge d'instruction d'Angoulême chargé du dossier.

En juin 1982, un détenu de la prison de Fleury-Mérogis, Roger Blanchelin, écrit une lettre à Jean-Marie Bermond de la Novimo, pour lui demander sa part sur le vol des lingots ! Cette lettre est saisie par la censure de la prison et envoyée à Angoulême. Ce détenu est depuis toujours un indicateur connu de la police. Il fait volontairement passer la lettre par la censure, qui va, bien évidemment, réagir. Tous les truands qui veulent sortir discrètement un courrier de la prison savent éviter la censure, utilisant au besoin les services de leur avocat. La ficelle est un peu grosse, mais, comme le vol des lingots a bien eu lieu, les inspecteurs d'Angoulême se rendent le 15 juin 1983 à la Novimo pour entendre Jean-Marie

Bermond et perquisitionner. D'autres enquêteurs savent qu'ils trouveront des pièces à conviction bien différentes.

La police judiciaire d'Angoulême ne vient pas seule. La brigade financière les accompagne, ainsi que des policiers de la DST. La présence de ces derniers, grave erreur de leur part, signe le « coup monté ». Les policiers ne découvrent aucune pièce à conviction concernant le vol des lingots, mais Michel Rocca, dit « le Chauve », qui a souvent déjeuné avec l'inspecteur Monteil de la DST, lui confie qu'il possède, pour le compte de la société, un coffre dans la banque qui se trouve au bout de la rue. Les clés sont au café, juste à côté de l'entreprise. Les policiers vont à la banque et découvrent dans le coffre des documents concernant un coup d'État à Haïti, ainsi que trois bandes magnétiques.

La comédie de Bobigny se renouvelle. Une fois de plus, je suis mis en cause sur des enregistrements faits par des truands en col blanc, au profit des policiers de la DST. Sur l'une des bandes, Alexandre Engrand explique qu'il a reçu ma protection pour un hold-up, en échange des informations qu'il me communiquait. Une autre est un enregistrement d'une discussion entre Engrand et moi. Il me demande si j'ai des contacts au Moyen-Orient pour réaliser une affaire. A l'évidence, les différents associés de la Novimo s'enregistraient les uns les autres, offrant leurs renseignements à différents services de police, dont la DST. Le hold-up cité par Engrand, l'attaque à main armée d'un marchand de métaux précieux, à Paris, a été commis par Engrand et deux complices, Hubert Planchez et Christian Georges, le 22 mars 1983. Il a rapporté soixante mille francs aux trois malfaiteurs. L'affaire est particulièrement trouble, la victime ayant déclaré une somme bien supérieure, et on a pu se demander si elle n'était pas un peu complice de ses agresseurs afin de toucher une prime d'assurance. Engrand ne se contente pas de me mettre en cause. Il accuse aussi deux de mes fidèles compagnons, Maurice Blancheteau et Yannick Lambert, d'être ses complices et de l'avoir couvert, au moment du hold-up. Une information est ouverte à Paris par le juge Bruno Laroche.

Alexandre Engrand se brouille à mort avec ses autres associés, tout ce beau monde est en prison. Son seul moyen de défense consiste à affirmer qu'il travaillait pour moi, la cellule élyséenne. Le commissaire Richard, sous-directeur des Affaires criminelles, ayant entendu Alexandre Engrand, celui-ci s'est précipité pour lui serrer la main tout en confiant : « Vous comprenez, on a fait ça pour le service. »

Je suis dans les Hautes-Alpes, le 19 juillet 1983, soit un mois après la perquisition à la Novimo, lorsque je reçois une convocation de ce policier à Paris. Je ne sais absolument pas ce qui m'attend. Des amis m'ont seulement téléphoné pour me dire que tout allait très mal et que cette fois je risquais de me retrouver en prison, car j'étais lâché par tous, même par Prouteau, trop préoccupé par son avenir de préfet.

Quelques mois auparavant, au cours d'une séance d'entraînement, j'ai, une nouvelle fois, fait une chute d'une quinzaine de mètres. Les médecins m'avaient annoncé que je resterais paralysé, mais à force de volonté j'ai recommencé à marcher. J'ai été opéré par mes amis les professeurs Desgeorges et Jourdan du Val-de-Grâce, qui m'ont fixé des plaques de métal pour maintenir ma colonne vertébrale en place. Dans les Hautes-Alpes, en compagnie de ma famille, je fais de la rééducation, à ma façon. J'ai encore la jambe droite en partie paralysée. Malgré mon état de santé, mais aussi parce que je sais que cette fois on envisage de lancer un mandat d'arrêt contre moi, que le ministère de la Défense m'a totalement abandonné, tout comme Christian Prouteau, qui sent le vent tourner, et que la cellule antiterroriste déclare aux journalistes que je n'ai jamais travaillé pour l'Elysée, je me rends à Paris.

Le commissaire Richard m'entend les 21 et 22 juillet. Il me pose des questions sur mes contacts avec Engrand, la Novimo et ses associés, l'affaire d'Haïti, le hold-up. Pour une fois, un policier enregistre mes déclarations normalement, m'interroge à charge et à décharge.

Alexandre Engrand a expliqué qu'à une certaine époque, il déjeunait tous les jours avec moi. A ces mêmes dates, j'étais à Abou Dhabi, et je présente un ordre de mission qui le prouve. Dans le même temps, mes deux amis sous-officiers, Blancheteau et Lambert, sont entendus par le commissaire Tourre, qui a remplacé Jacques Genthial à la tête de la 6e section de la Police judiciaire. Cela se passe moins bien pour eux. Et pourtant, le jour même du hold-up, dans le même créneau horaire, ces deux gendarmes ont eu un accident de voiture qui les met à l'abri de toute accusation. Rien n'y fait. Blancheteau est suspendu de sa qualification d'officier de Police judiciaire et se retrouve muté en province. Toujours par peur du scandale, la direction de la gendarmerie et le ministère de la Défense le sacrifient, appliquant la devise de la maison : « Pas de creux, pas de vagues. ».

Le 21 juillet Engrand est inculpé pour le hold-up.

Ma suspension a été imputée à l'affaire des Irlandais par la presse. Il faut dire qu'avec toutes les affaires que l'on me met sur le dos, les journalistes ont le choix. Il faut attendre le 21 septembre pour que l'affaire Engrand soit révélée par le Canard enchaîné, qui a toujours eu un rôle déterminant dans les accusations portées contre moi et qui, à l'évidence, est particulièrement bien alimenté en informations par la hiérarchie policière, hiérarchie qui a tout intérêt à me détruire et joue depuis des années un rôle particulièrement douteux.

Dans le cas de l'affaire Engrand, les fuites ont été organisées par Gilles Ménage, directeur adjoint du cabinet de François Mitterrand, ami de certains journalistes. C'est bien plus tard que j'ai appris qu'en ce mois de juillet 1983 tout est venu de l'Elysée, qui accréditait les rumeurs circulant à mon sujet. Ma hiérarchie n'a fait que suivre, en me suspendant.

Une fois de plus, avant même que les vérifications qui s'imposaient dans une enquête n'aient été faites, j'étais sacrifié. Plusieurs mois d'instruction ont permis de prouver ce que j'ai affirmé dès ma première audition.

Au moins de juillet 1984, j'ai été entendu pour la première fois par le juge d'instruction Bruno Laroche, au Palais de Justice de Paris. Je suis j témoin, Alexandre Engrand est déjà revenu sur ses déclarations. Le juge est sur le point de transmettre le dossier au parquet, afin que l'affaire soit évoquée devant un tribunal. Avant de clore son instruction, il a organisé une confrontation générale entre les inculpés et moi-même. Dans son bureau, je me retrouve en face d'Alexandre Engrand qui ne peut que confirmer que je ne lui ai assuré aucune protection, en particulier lors du hold-up.

Pour moi, l'affaire serait terminée si je n'avais pas été suspendu par ma hiérarchie le 19 juillet 1983, si la cellule élyséenne ne m'avait pas répudié, si je n'avais pas, entre-temps, quitté la gendarmerie en me mettant en disponibilité.

Sans informateur, il n'est pas possible de travailler efficacement. Je me suis toujours méfié d'Alexandre Engrand. Par prudence, je lui faisais toujours taper à la machine à écrire et signer toutes les informations qu'il me fournissait. J'ai pu produire, le moment venu, les textes qui définissaient parfaitement le cadre de nos relations.

Engrand se présentait comme un ancien des services secrets français. En fait, il n'y avait jamais mis les pieds, bien sûr. Tout cela était faux, mais il fait partie des gens qui s'attribuent des titres qu'ils n'ont pas, parce qu'ils crèvent de ne pas avoir épousé telle profession ou telle fonction. Engrand rêvait de devenir agent spécial, et toute sa vie a été marquée par cette ambition. Alors, il se comportait en amateur bénévole dans les services, voulant montrer qu'il était capable de lever des lièvres. Il se branchait, tout seul, sur des affaires sans que personne ne lui ait rien demandé. Un peu mythomane, un peu escroc, avec en tête des rêves de baroudeur et d'espion. Il avait déjà eu de nombreux ennuis avec la justice, mais certaines de ses informations étaient vraiment intéressantes. Il fallait en prendre et en laisser, tout vérifier. J'ai décidé de travailler avec lui dans quelques cas. C'est lui, le premier, qui m'a raconté cette histoire de trafic de technologie avec les pays de l'Est. C'était tellement gros, et pourtant vrai. La Novimo était en relation avec des personnes importantes qui se proposaient de vendre des

ordinateurs américains aux Soviétiques, et de contourner le blocus imposé par Washington sur la vente du matériel informatique sophistiqué. Engrand proposait de livrer ces ordinateurs avec quelques défauts d'origine. Il pensait qu'un an ou deux après la fourniture du matériel, il serait appelé à Moscou pour des réparations. Ainsi, il pourrait faire de l'espionnage.

A plusieurs reprises, il m'a mis sur des affaires importantes, comme un trafic d'armes avec la Belgique. Il connaissait beaucoup de monde dans ces filières douteuses et j'ai pu constater, dans un fort de la région de Cormeilles-en-Parisis, où sur des docks, que des livraisons d'armes importantes et illégales transitaient bien par la France. J'ai travaillé sur ces affaires, en liaison avec le service des Douanes, mais trop tard.

Engrand m'avait surtout présenté un de ses amis belges, qui collaborait aussi avec les services de sécurité bruxellois, et qui, lui, m'avait mis sur une affaire d'armes et d'explosifs à destination de la Corse, au profit du FLNC. Si les policiers français ont raté cette livraison d'armes, une dizaine de GP 35 marqués discrètement par les policiers belges, c'est de la faute d'un commissaire de police.

En accord avec les Belges, ce commissaire de la 6e section devait surveiller et contrôler, à partir de la Belgique, la livraison des armes jusqu'aux destinataires. Mais il a agi avec une telle maladresse que les armes sont parvenues en Corse sans encombre. La voiture du trafiquant a bien été retrouvée à Paris, mais vide. Quelle responsabilité, si, demain, ces dix GP 35 servent à commettre des meurtres... ! Pour moi, il s'agit là d'une véritable « bavure ». Elle n'a pas eu de suite.

Engrand m'informait pour se sentir important, pour se valoriser vis-à-vis de ses petits copains de la Novimo... Il me connaissait... Je ne l'ai évidemment jamais rétribué, mais nous déjeunions parfois ensemble et je réglais l'addition. Comme d'autres indicateurs, Engrand devait simplement penser que la connaissance de tel ou tel policier pouvait lui servir un jour, en cas de pépin. C'est exactement ce qu'il a fait. Il m'a mis en avant le jour de son arrestation. Mais je ne lui ai jamais rendu le moindre service, du genre carte tricolore... Il le déplorait, d'ailleurs, car, dans le temps, il avait été membre du SAC. Il ne parvenait pas à tisser les mêmes relations avec la police que sous le septennat précédent.

J'étais entré en contact avec lui par hasard. Comme d'autres, il avait été attiré par la publicité faite autour de mon nom dans la presse ou à la cellule élyséenne. Beaucoup de gens venaient me voir avec quelque chose à vendre ou à me proposer. Des renseignements sur tout et n'importe quoi : coups d'État, attentats, trafics d'armes, explosifs, filières de faux papiers, drogue... et j'en passe.

En septembre 1982, par exemple, un certain Charles Miriel, d'origine chilienne, ressemblant beaucoup à Engrand, séduisant, parlant sept langues, mais espion escroc jusqu'au bout des ongles, s'est fait arrêter pour excès de vitesse à un péage de l'autoroute A 10, à Dourdan.

Avant même que les gendarmes ne vérifient en détail ses papiers, il leur a déclaré : « Je ne peux rien vous dire. J'ai des renseignements de la plus haute importance concernant le terrorisme en France et je ne les communiquerai qu'au capitaine Barril. » Il a ajouté précipitamment qu'il avait des faux passeports dans sa voiture, « sous ma moquette arrière ». C'était exact.

J'ai été appelé d'urgence et Miriel m'a annoncé des tentatives de coups d'État, un attentat contre le président de la République que préparaient des extrémistes de droite espagnols, des trafics d'armes, etc. C'était trop beau pour être vrai...

Comme je l'ai dit, Miriel ressemblait à Engrand, un mythomane, combinard. Il avait été garde du corps, à Téhéran, de Bani Sadr qu'il avait réussi à délester de plusieurs millions de centimes par une combine ingénieuse. Miriel était aussi un spécialiste du matériel électronique : micros et écoutes téléphoniques en tout genre. Heureusement, Blancheteau, qui m'avait accompagné au péage de l'autoroute, m'avait mis en garde devant ce trop-plein de bonnes dispositions et d'informations juteuses :

— Attention, mon capitaine. A mon avis c'est certainement un « torpédo » que vous envoie le ministère de l'Intérieur...

J'ai longuement interrogé Miriel avec le commandant Morel, patron de la section de recherche à Versailles, officier jeune, dynamique, aussi sincère que désintéressé... ce qui devient rare aujourd'hui. J'avais pris ma décision. A malin, malin et demi. J'ai dit à Miriel que j'étais d'accord pour utiliser ses services et je lui ai expliqué :

— Tu as toute la nuit, dans ce bureau de la gendarmerie, pour mettre par écrit tes renseignements. Voilà une machine, du papier, une bouteille thermos de café. Demain, je vérifierai...

Avec le commandant Morel, nous avons tout épluché, et sur dix tuyaux il n'y en avait même pas deux de bons, en tout cas exploitables. Ce doux dingue m'avait même avoué qu'il avait réussi un vol de documents secrets à l'ambassade du Zimbabwe. Il avait pris un tampon encreur, des papiers dans un coffre ouvert et cinquante-cinq francs dans la cagnotte de la secrétaire...

Mes contacts avec ce Miriel en sont restés là. Bien sûr, nous l'avons fait incarcérer pour vol et détention de faux papiers. Très souvent nous avons affaire à des mythomanes qui se disaient détenteurs de secrets d'État de la plus haute importance. Miriel m'en a beaucoup voulu... Il a même affirmé vouloir m'abattre, comme beaucoup d'autres, dès sa sortie de prison.

J'ai été obligé d'utiliser souvent les services d'indicateurs équivoques pour obtenir des résultats. J'en ai utilisé une cinquantaine, de tout milieu et de toute spécialité. Certains sont devenus de véritables amis... Parfois ces fréquentations étaient risquées, voire dangereuses ! Mais c'est la seule façon d'apprendre quelque chose sur le terrorisme. C'est même tout ce que nous avons, car la collaboration des différents services n'existait pas.

Il est impossible d'infiltrer les groupes terroristes, des groupes sérieux, structurés, organisés, commandés, j'entends, pas comme les marginaux d'Action directe en France. Les terroristes sont en effet peu nombreux, ils se connaissent tous d'un pays à l'autre, ils ont leur réputation, leur spécialité. Pour apprendre ce qu'ils préparent, il faut être à l'affût de leurs besoins, dans les marges de leurs activités, quand ils achètent des armes, recherchent des faux papiers, lorsqu'ils sont obligés de voyager et de rencontrer des personnes qui ne sont pas de leur milieu. Des hommes comme Engrand sont alors bien placés sur ces marges, parce qu'ils ont de nombreux contacts, des clandestins, des escrocs, des trafiquants. Ils touchent à tout. Tous les policiers du monde ont toujours utilisé les services de ces gens qui agissent à l'extrême limite de la légalité. Quand vous apprenez par l'un de ces magouilleurs qu'une personne discrète a acheté en payant cash quarante gilets pare-balles, sur le marché parallèle, l'information, en soi, est très intéressante. Cela veut dire qu'un groupe de truands ou de terroristes prépare une opération. Quand vous apprenez qu'un individu comme Miriel est en train de chercher dans tout Paris du matériel d'écoute très sophistiqué, des radio-cassettes avec micro HF, cela veut dire qu'une écoute privée, une écoute téléphonique se prépare quelque part.

Certains partis politiques, certains groupes de pression, certains truands, certains milieux marginaux disposent de techniciens qui peuvent poser des écoutes téléphoniques. Il n'y a pas que le gouvernement français qui pratique cet art. Je dirais qu'il y a certainement autant d'écoutes privées à Paris que d'écoutes sur commission roga-toire, et les écoutes administratives propres au gouvernement doivent approcher le millier...

Il est très difficile d'infiltrer les milieux du terrorisme international, voire impossible, si on n'est pas soi-même un terroriste avec de sérieuses références : attentats, braquages internationaux. Prenons le cas du groupuscule Action directe. Les membres sont des paranoïaques particulièrement prudents. Dans la rue, ils se retournent sans arrêt, il est difficile de les suivre, et ils se rendront très difficilement à un rendez-vous avec quelqu'un qui n'est pas

de leur milieu. A mon avis, l'un des seuls qui ait une possibilité de rencontrer Jean-Marc Rouillan en terrain favorable, c'est Carlos. Moi, Paul Barril, je n'ai aucune chance, pas plus qu'aucun autre policier.

Aucun gendarme, aucun policier ne pourra s'infiltrer, de toute façon. Ou alors, il faudrait, en profitant des circonstances, deux, trois années de présence constante, de formation à leurs côtés, de services rendus... Il faudrait commettre des attentats avec eux, leur donner confiance, et si cela arrivait vous ne seriez plus policier, vous deviendriez terroriste à votre tour, vous franchiriez le seuil. Il faut savoir faire la différence entre le compromis et la compromission. L'infiltration des milieux terroristes a toujours été un jeu très dangereux, et le seul moyen de s'informer sur eux est forcément la synthèse avec des moyens techniques très importants, à long terme.

Certains journalistes sont très bien informés sur des dossiers sensibles, parfois leurs articles contiennent des informations de première importance — je pense par exemple à Jeune Afrique et à son numéro spécial sur des commandos suicides islamiques du Liban. C'est surtout la discussion qui est intéressante avec les journalistes, car alors une confiance réciproque peut s'établir. Il arrive parfois que le journaliste, sans trahir ses engagements par rapport à ses sources, nous donne une ou deux informations, et en retour, le moment venu, il peut recevoir un scoop, la primeur d'une arrestation, des renseignements qui lui permettent de prendre quelques longueurs d'avance par rapport à ses confrères.

Ce n'est que du bout des doigts que les policiers touchent à des informateurs comme Engrand. En France, je ne vois que la DGSE, la DST et les RG, pour avoir recours aux renseignements de ces milieux. La manipulation de ces contacts est extrêmement délicate et on le voit bien dans mon affaire, il y a de nombreuses chausse-trapes à éviter. Les policiers, qui sont des hommes forts prudents, renoncent souvent, même très vite, à entretenir des contacts comme ceux que j'ai entretenus. La routine, l'administration, ne prend aucun risque : tel est le credo. Je suis sûr que si le ministre de l'Intérieur obligeait tous ses commissaires de police en fonction dans la région parisienne à avoir cinq ou six contacts chacun dans le domaine du terrorisme, nous aurions une masse d'informations énorme.

Mais ça ne se fait pas. Bruno Bréguet et Magdalena Kopp n'ont jamais été approchés en prison. Ces deux terroristes liés au groupe Carlos sont en effet détenus dans une prison française depuis trois ans et je sais, de source sûre, qu'on les laisse sans aucune manipulation, sans aucune surveillance particulière. Ces mêmes policiers — il s'agissait, dans cette affaire, de la DST — qui évitent avec prudence de prendre contact avec des terroristes ont, à l'inverse, très bien su me détruire. Us ne se sont pas contentés, soutenus par l'appareil de l'Etat, de faire filtrer de fausses informations sur le hold-up. Ils y ont ajouté des éléments concernant un projet de renversement du gouvernement haïtien.

L'histoire est simple : la Novimo avait réussi à intoxiquer Bernard Sansaricq, opposant haïtien à l'actuelle dictature de Duvalier. Sansa-ricq était en contact avec un responsable de la Novimo, Jean-Marie Bermond. Des relations de confiance s'étaient établies entre les deux hommes, grâce à un cousin de l'opposant haïtien installé en Allemagne de l'Ouest. Jean-Marie Bermond faisait croire à l'animateur du Parti populaire national haïtien (PPNH) que la Novimo pouvait l'aider dans son combat, devenir en quelque sorte son porte-parole en Europe, en France particulièrement. C'était faux, bien sûr. Cette société ne poursuivait qu'un but : en cas de coup d'État réussi, obtenir le contrôle des casinos et des lieux de plaisir. Ces mythomanes de la Novimo rêvaient de faire de Haïti un Havane de la fin des années 50...

La Novimo a causé un tort irréparable à Bernard Sansaricq, quand les policiers ont trouvé dans le fameux coffre de la banque des lettres de remerciements montrant que l'opposant avait entretenu des liens avec l'Elysée et le Parti socialiste.

La Novimo avait persuadé Sansaricq d'utiliser ses locaux comme boîte aux lettres. Avant d'envoyer son courrier, les associés le photocopiaient. Les policiers de la DST ont saisi ces documents et se sont empressés de les faire parvenir à la presse.

Des trois lettres de remerciements de Sansaricq, l'une est adressée à François Mitterrand, une autre à Régis Debray, la troisième à moi-même. Ces lettres, dans lesquelles Sansaricq nous remercie après avoir été reçu à l'Elysée, ont été publiées dans plusieurs magazines.

Ma hiérarchie m'avait demandé de protéger Bernard Sansaricq à chacune de ses venues en France. Je l'ai accompagné moi-même au siège du PS, rue de Solferino, à plusieurs reprises, ainsi qu'à l'Elysée. Bernard Sansaricq m'avait également demandé de lui donner mon avis sur un projet de coup d'Etat à Port-au-Prince. Il y a quelques années, il avait déjà fait une tentative, qui avait échoué dans un bain de sang, à l'île de la Tortue. Nous avions sympathisé, Sansaricq et moi, et il m'avait fait membre d'honneur des Forces armées de libération nationale (FALN), cette structure militaire créée dans la perspective d'un renversement du dictateur Duvalier par la force des armes. J'ai bénévolement servi de conseiller technique. Aujourd'hui, Sansaricq est plutôt en froid avec les autorités françaises. Pourtant il compte de nombreux amis parmi les socialistes, ce qui est parfaitement compatible avec la lutte qu'il mène. La publicité faite par la DST autour de ses séjours en France et de sa visite à l'Elysée l'a mis dans une position extrêmement délicate. Le 3 mai 1984, une grande partie des commandos fidèles à Sansaricq ont été arrêtés à l'entraînement dans l'île des Antilles françaises de Saint-Martin. Sansaricq a échappé de justesse au coup de filet. La police de l'air et des frontières de Saint-Martin est commandée par Gilles Kaehlin, un ancien inspecteur des Renseignements généraux, récupéré par le cabinet de François de Grossouvre au lendemain de mai 1981. François de Grossouvre est l'un des hommes qui tentent de tirer les ficelles pour tout ce qui est services spéciaux au sein du gouvernement. Mais les arrestations dans l'île Saint-Martin ont été opérées par les gendarmes, à l'insu de la police !

CHAPITRE XXV

LA CURÉE

Au mois de juillet 1983, je ne peux pas m'empêcher de penser que les terroristes qui ont posé des bombes rue Marbeuf, tué rue des Rosiers, assassiné rue Copernic, sont tranquilles. Ils peuvent se reposer au soleil, alors que c'est sur moi, qui ai lutté contre le terrorisme, que se concentre l'appareil policier et judiciaire du pays. L'incohérence, qui, pourtant, montre bien le fonctionnement pervers de notre système, est totale.

Diminué par la paralysie qui me touche après mon dernier accident, je retourne dans les Hautes-Alpes, auprès des miens, de ma famille. Je me terre. Je débranche le téléphone. Je veux du silence, profiter du calme de la montagne. Je fais le dos rond et j'attends, au milieu de mes amis.

La chasse à courre a été déclenchée. Je suis blessé. Je n'imagine pas que mes adversaires, que je ne rencontrerai jamais de front, iront jusqu'à la « curée ». Dès le mois de juin, alors qu'avec l'affaire des Irlandais j'étais la cible préférée, attaqué par journalistes interposés, j'avais senti tourner le vent. Personne ne me défendrait. La direction de la gendarmerie a un bureau de relations publiques. Pendant toute cette période difficile, aucun communiqué n'a été rédigé par les officiers de ce service. Je n'ai jamais été convoqué officiellement par ma hiérarchie pour faire le point de la situation et lancer une contre-offensive, mettre au point un plan d'attaque. La direction de la gendarmerie a toujours voulu que « la lumière se fasse »,

sans toucher à rien, en pensant qu'ainsi elle ne serait pas affectée par mes déboires. Cette attitude est particulièrement grave vis-à-vis des jeunes officiers ou gendarmes qui viendront derrière moi. Ils hésiteront avant de prendre des initiatives. Les ouvertures de feu, dans les situations les plus délicates, ne se feront pas sans que la hiérarchie s'engage, prenne ses responsabilités.

Avant de quitter Paris, j'avais retrouvé un camarade de faculté, Francis Szpiner, avocat, qui interviendra de nombreuses fois pour me défendre. Je suis officier de gendarmerie, tenu par l'obligation de réserve, mais rien ne m'empêche d'avoir un avocat qui, pendant cette dure période, sera mon porte-parole.

Avec l'été 1983 vient, pour moi, le moment de faire le point. La première affaire qui m'a été reprochée est le trafic d'armes de Bobigny. Dès cet instant j'ai pu constater que ma hiérarchie, et plus particulièrement la direction de la gendarmerie, jalouse du formidable travail réalisé par le GIGN, me soutiendra le moins longtemps possible.

Quelques mois plus tard, les accusations du juge d'instruction Boulouque sont tombées. Les charges de coup d'État et de trafic d'armes ont fondu comme neige au soleil. Tous les participants à ce trafic ont été condamnés. Les audiences devant le tribunal correctionnel de Bobigny ont mis en évidence l'existence de deux branches bien différentes dans ce trafic. D'un côté il y a les mercenaires qui alimentent un réseau, dans le sud-est et le sud-ouest de la France, pour l'extrême droite. Olivier Danet est la personnalité la plus importante de cette branche. Il a été récupéré à sa sortie de prison par le gouvernement socialiste et envoyé comme combattant au Tchad. De l'autre côté il y a les amateurs d'armes, les collectionneurs, dont mon ami Léonard. J'ai donné des détonateurs à cet ami afin qu'il puisse effectuer des travaux dans sa propriété. Il a été condamné à Bobigny à une peine de principe, sans inscription au casier judiciaire.

Mon cas a été disjoint du dossier. Ainsi, la presse a pu me mettre une nouvelle fois en cause lors du jugement de tous les complices. La justice et l'appareil de l'État ont pu continuer à faire pression sur moi, puisque je suis toujours inculpé pour avoir remis des détonateurs à un ami. Il est encore possible de faire ressortir mon dossier en cas de besoin. Personne ne voudra écouter mes explications sur le montage policier organisé par la 6e section de la Police judiciaire, dirigée par Jacques Genthial.

La seconde affaire est celle des Irlandais. Mes amis, le major Wendels et le commandant Beau, ont été inculpés. Je ne peux pas être tenu pour responsable du déroulement de la procédure, l'absence d'officier de police judiciaire. Cette faute, vénielle lorsqu'il s'agit de la Police nationale, crime lorsqu'il s'agit du GIGN et de la section des recherches de Paris-Minimes, ne peut m'être imputée. La seule possibilité consiste à faire planer la suspicion sur moi.

Je reste persuadé que l'arrestation des Irlandais a permis, de façon directe ou indirecte, d'éviter un attentat dans la capitale. De leur côté, la justice comme la police évitent de se rappeler que la publicité faite autour des arrestations, le cri de victoire trop vite poussé, ne venaient pas de moi, mais de la présidence de la République. Ce jour-là, dans le communiqué et les premiers commentaires, avant que cela ne tourne court, je n'étais rien. Mon nom n'était mentionné nulle part. Les hommes qui s'attribuaient le succès étaient François Mitterrand et son conseiller pour le terrorisme, Christian Prouteau. Je ne suis apparu que lorsqu'il y a eu des coups à prendre.

Depuis quelques jours, je suis mis en cause dans l'affaire Engrand. Ma complicité dans un hold-up minable est acquise, grâce à la DST, avant même que l'instruction ne soit ouverte. Évidemment, cette accusation de complicité va s'effondrer, mais, entre-temps, mon adjoint, Blancheteau, un homme courageux, a été sacrifié. Plus que jamais, je suis la cible idéale pour tous.

Malgré cette accumulation d'accusations fausses, en cet été 1983, je n'ai pas encore conscience que d'autres pièges vont m'être tendus. Je n'ai pas compris que je suis la victime idéale, des règlements de comptes internes du gouvernement, mais aussi de la police et éventuellement de la justice.

Jusqu'au 19 juillet 1983, j'ai été l'adjoint de Christian Prouteau, mon frère d'armes, avec qui j'ai souvent risqué ma vie. Jusqu'en 1982, je savais qu'en cas de coup dur, si je me faisais « descendre » au cours d'une prise d'otages, il était derrière moi, qu'alors il s'occuperait de ma famille.

Au mois d'août 1982, après le discours de François Mitterrand, j'ai reçu l'ordre de « casser le terrorisme ». Je me suis lancé tête baissée dans la bataille, me heurtant à tous les services de police, me jetant en première ligne. En touchant Barril, nos adversaires touchaient Prouteau et donc atteignaient la présidence. Aussi j'ai tout fait pour laisser Prouteau hors de l'arène. Lorsque j'étais atteint, ce n'était pas la peine de faire monter les responsabilités d'un cran. Pourtant, tout était compliqué, tout était flou. Rien n'avait été sérieusement défini, délimité. Comment, je le répète, a-t-on pu commettre une erreur aussi grave que de laisser Prouteau à la tête du GIGN après l'avoir nommé conseiller du président de la République en matière de terrorisme ? Toute faute du GIGN était immédiatement imputable à la présidence. La gendarmerie devenait la cible permanente des policiers jaloux de nos nouvelles prérogatives. Au sein même de la gendarmerie, ce rapprochement avec le pouvoir politique était très critiqué.

Christian Prouteau changeait. Comme aujourd'hui, il faisait essentiellement du « bureau et du restaurant ». Rapidement, il n'a plus été que le chef des gardes du corps de la présidence. Nos voies se sont séparées. Avec tout ce que nous avons fait ensemble, notre passé, c'est dommage.

Cet été 1982, j'ai aussi constaté que je devenais la manne pour tous les truands. Dès que l'un d'entre eux était arrêté, il déclarait me connaître, et mon procès s'organisait. Ma vocation, dans le cadre de la lutte antiterroriste, était d'aller au contact. Je l'ai toujours fait en prenant un minimum de risques, ne m'engageant pas vis-à-vis des gens que je rencontrais. Mais il est évident qu'il fallait que je fréquente un milieu particulièrement trouble, si je voulais obtenir des informations. Dès qu'un truand me mettait en cause, au lieu de concevoir que je ne le connaissais que dans le cadre du travail qui m'était imparti, la police, la justice, le pouvoir politique et la presse s'unissaient pour instruire mon procès.

Avec les prises d'otages et les forcenés, je n'embêtais personne ; bien au contraire, tous les responsables étaient bien contents de me trouver, avec mes hommes, face à des situations particulièrement périlleuses. Dès que j'ai touché au judiciaire, tout m'est tombé dessus, chacun défendant sa chapelle.

L'ensemble de la presse va se déchaîner contre moi en octobre 1983. Le détonateur sera la révélation d'une opération que j'avais tenté de monter pour permettre la reddition de Jean-Marc Rouillan, le principal animateur du mouvement dissous Action directe.

Le 15 octobre 1982 paraît dans le Matin de Paris une interview de Jean-Marc Rouillan recueillie par Jacques Bacelon dans laquelle il précise :

« En apprenant par la presse que j'étais recherché, nous étions tombés d'accord pour ma reddition, mais nous nous sommes vite rendu compte que l'État n'accepterait pas cette reddition. Des effectifs de police campent devant la porte du juge pour m'intercepter et m'empêcher d'y pénétrer librement... La campagne de personnalisation est un appel au meurtre. Dans ce contexte-là, je préfère attendre... »

A cette époque, le gouvernement est vainement à la recherche d'un succès dans la lutte antiterroriste. Les attentats-massacres que Jean-Marc Rouillan dénonce ont été commis par des organisations internationales, et il est peu vraisemblable que la police puisse en arrêter les

auteurs. Reste le « terrorisme français » qui s'est illustré par le dépôt de quelques bombes, le mitraillage maladroit de façades de ministères n'occasionnant que des dégâts matériels, et cela jusqu'en 1981, avant les élections présidentielles, l'arrivée de la gauche. Ces organisations sont assez bien pénétrées par les policiers, les principaux acteurs, comme Jean-Marc Rouillan, connus à défaut d'être localisés. Leur arrestation présente aussi l'intérêt de mettre le gouvernement de gauche dans une position fautive, ces groupes s'étant toujours situés politiquement à l'extrême gauche.

Aucun acte terroriste ou assimilé ne peut être commis, à l'époque, sans qu'immédiatement Jean-Marc Rouillan en soit rendu responsable. Plus de cent policiers de la préfecture de police sont à ses trousses et il préfère entrer dans la clandestinité. Cinq jours après qu'il a donné cette interview, un de ses amis, Eric Moreau, est aperçu par les policiers des RG et de la Brigade antigang, qui ouvrent le feu sur lui. La quinzaine de balles qui sont tirées ne le touchent pas, mais cela tient du miracle. Si le jeune homme, qui n'était pas armé, est encore en vie, c'est uniquement grâce à la vitesse à laquelle il a réussi à s'enfuir en courant.

Pour Jean-Marc Rouillan, il est évident qu'il risque d'être « *mesrinisé* », dès que la police aura réussi à le situer. Puisqu'il parlait de reddition, je prends contact avec le journaliste qui a recueilli l'interview. Je lui propose de me mettre en relation avec Jean-Marc Rouillan ou son intermédiaire pour tenter d'organiser la reddition de l'animateur d'Action directe. Je donne toutes les garanties de sécurité que peut apporter un groupe comme le GIGN. Après consultation, le journaliste me met en relation avec l'avocat de Jean-Marc Rouillan.

D'octobre à fin janvier 1983, nous allons nous rencontrer tous les trois, très souvent, pour tenter de mettre au point les modalités de la reddition. L'avocat me demande une garantie matérielle, au-delà de ma parole d'officier. Il veut, entre autres, la preuve que l'Elysée est effectivement au courant de nos entretiens et couvre l'opération. Au mois de novembre, je remets à l'avocat une lettre à en-tête de l'Elysée signée par Christian Prouteau. La reddition est prévue pour la fin de l'année, puis reportée. Pour mettre fin aux dernières hésitations, le 12 janvier, je donne une nouvelle lettre à l'avocat écrite de ma main et que je signe, tamponnée de l'Elysée. Finalement l'opération ne se fera pas.

Le 5 octobre 1983, les deux lettres sont reproduites dans le Canard enchaîné qui, une fois de plus, m'attaque.

Du côté de l'Elysée, la réaction est très violente. On veut absolument, malgré le caractère ridicule du raisonnement, que ce soit moi qui aie remis ces lettres au Canard enchaîné. La situation s'envenime. Les relations sont de plus en plus tendues.

Un résultat du GIGN est passé totalement inaperçu. Le 23 octobre 1982, trois jeunes gens qui circulaient à bord d'une 204 Peugeot sont interpellés dans le Val-de-Marne par le peloton de Fleury-Mérogis. Dans leur voiture, les gendarmes découvrent des tracts d'Action directe. J'ai fait diffuser une note à toutes les unités afin d'être alerté dès qu'une brigade de gendarmerie obtient un renseignement concernant ce groupe. Les jeunes gens sont mis en garde à vue. Ils ont de faux papiers, permis de conduire, carte grise et chèques volés. Blancheteau, le seul OPJ affecté au GIGN, rejoint les gendarmes qui ont procédé à l'interpellation. L'un des jeunes gens, Carpentier, a été victime d'une tentative d'assassinat six mois auparavant. L'enquête, confiée à la 12e brigade territoriale de la préfecture de police, n'avait pas abouti, Carpentier, blessé d'une balle dans le cou et d'une autre dans le thorax, refusant de donner le nom de son agresseur.

Blancheteau discute avec lui et l'amène peu à peu à se confier. Carpentier met en cause l'un des responsables du groupuscule Action directe, Régis Schleicher, l'accuse d'avoir tiré. Il s'agirait d'un règlement de comptes au sein des squats parisiens. Il refuse d'abord de signer sa déposition, puis cède. Il renouvellera ses accusations devant le juge d'instruction.

Lorsque Régis Schleicher est interpellé et accusé de port d'arme, au début de l'année 1984, le dossier Carpentier est ressorti. Régis Schleicher est aujourd'hui accusé d'une tentative de

meurtre qu'il nie. Discrètement mais efficacement, le GIGN a obtenu le seul résultat concret contre Action directe, sans bavure, sans tirer de coups de feu.

Au mois d'octobre 1983, l'affaire Engrand est rendue publique. Ce n'est plus la justice et ma hiérarchie qui me mettent en cause, mais la presse. Je suis complice d'un hold-up et j'ai manipulé une tentative de coup d'État à Haïti. Je ne peux plus ouvrir un journal sans y trouver mon nom...

Au mois d'octobre encore, pour que la curée soit complète, la presse, toujours bien renseignée par des policiers et des proches du pouvoir, me met en cause dans l'affaire corse, les retombées de la mort de Guy Orsoni, disparu le 17 août 1983.

Je connaissais son frère, Alain. Notre première rencontre avait été particulièrement violente. Il était détenu à Fleury-Mérogis. Une révolte avait été organisée dans les quartiers politiques par les Corses du FLNC. Le GIGN avait été appelé pour remettre les choses en ordre. Pendant l'assaut, j'avais saisi Alain Orsoni par les cheveux et je l'avais neutralisé. En janvier 1980, je l'avais retrouvé à l'hôtel Fesch, lors de la prise d'otages. A chacune de ces occasions, Alain Orsoni avait pu constater que je faisais mon travail, mais que j'agissais correctement.

Au début de 1982, Alain Orsoni, au nom du FLNC, a voulu remettre une lettre au président de la République. Ma rencontre avec Alain Orsoni a été précédée d'une communication téléphonique. Mon voyage en Corse a été des plus discrets. J'ai fait remettre la lettre au président. La police écoutait les lignes téléphoniques de la famille Orsoni et de ses amis. Mon numéro de téléphone a été identifié. Robert Broussard a appris que j'avais un contact avec Alain Orsoni. Il a immédiatement averti sa hiérarchie, persuadé de mon appartenance au FLNC.

Lorsque Guy Orsoni disparaît, je suis hospitalisé, immobilisé. Je téléphone au père d'Alain et de Guy, pour lui dire que je suis horrifié par ce qui se passe. Les écoutes fonctionnent plus que jamais et, une fois de plus, Robert Broussard estime que ma démarche est déplacée.

En Corse, le meurtre répond au meurtre. Le 11 septembre 1983, le beau-frère de Charles Pellegrini, alors chargé de la liaison entre la DGSE et le ministère de l'Intérieur, est tué d'une balle dans le dos. Le secrétaire général du département de Haute-Corse, Pierre Massimi, est exécuté le 13 septembre.

En septembre 1983, la Corse fait la une des journaux. Aussi, en toute logique, au mois d'octobre, lorsque la campagne contre moi bat son plein, les journaux associent mon nom à cette longue série de meurtres. Les journalistes font l'amalgame entre ma rencontre et mes contacts avec la famille Orsoni et les événements qui ont suivi. Les fuites sont organisées de partout. La lettre que j'ai fait remettre dans le plus grand secret au chef de l'Etat se retrouve en fac-similé dans un hebdomadaire. Je me sens, une nouvelle fois, trahi de tous les côtés. Ma vie est en danger. Je deviens gênant.

Plus récemment, le 7 juin 1984, la disparition de Guy Orsoni a été vengée par l'exécution, dans la prison d'Ajaccio, de Jean-Marc Leccia, arrêté le 31 décembre 1983 à Miami et considéré comme l'organisateur de l'enlèvement. L'ensemble de la presse a repris toute la chronologie de l'affaire. Des journaux ont même rappelé qu'un million de francs ont été versés au FLNC par la secrétaire d'État à la Sécurité publique, Joseph Franceschi. Il aurait ainsi « acheté » une trêve, le temps de la visite de François Mitterrand dans l'île de Beauté.

Bizarrement, il n'est plus question de moi. Je faisais les gros titres des journaux en octobre 1983, je ne mérite même plus un entrefilet en juin 1984. Cela n'est pas fait pour me déranger, mais entre-temps il s'est passé un événement qui explique que je ne sois plus l'homme à abattre. On n'a plus besoin de polariser toutes les attaques sur moi.

Le 1er mars 1984, j'ai demandé et obtenu ma mise en disponibilité pour cinq ans, je ne gêne plus personne.

Je me suis retiré après que l'on m'eut proposé de devenir conférencier. La direction de la gendarmerie aurait aimé que je transmette la bonne parole, fasse des exposés savants aux officiers. Un placard de luxe.

Dans le même temps, alors que je devais être à la tête du tableau d'avancement de ma promotion pour les services rendus — tant le gouvernement giscardien que le gouvernement socialiste m'avaient promis de me faire passer au grade de commandant —, je constatais qu'en 1984 le seul capitaine qui passait commandant était six rangs derrière moi. Je ne serai jamais commandant ou colonel de la gendarmerie française. Finalement, je préfère rester capitaine. C'est plus jeune, plus sympathique.

Je ne dois rien à personne, je me sens libre, très libre, de prendre contact avec qui je veux et d'aller où je veux. Peut-être que d'autres nations seront heureuse de mes services !

A l'heure du bilan, il me faut encore préciser que je n'ai jamais eu d'étiquette politique. Certains journalistes, certains flics, de tous niveaux, ont voulu me faire passer pour un extrémiste de droite. Je me suis insurgé, parce que c'est absolument faux. Je n'ai jamais appartenu à une organisation politique, et encore moins extrémiste. Je hais les nazis, je hais la violence d'extrême droite, je hais la torture des colonels. Je n'éprouve que du mépris pour la politique politicienne. Je suis un soldat, je suis aux ordres. J'aime la République et j'ai toujours eu envie de la servir. Je n'ai pas à faire un choix entre la gauche ou la droite. Le GIGN a servi, comme il le devait, les différents chefs d'État élus au suffrage universel.

J'en ai peut-être trop fait. J'ai peut-être pris trop de risques. Mais si j'en ai fait autant, ce n'est pas pour moi. Je l'ai fait parce que j'estimais que c'était mon devoir, pour lutter contre le terrorisme, pour éviter des carnages, pour éviter des rues Marbeuf. Je n'en ai tiré aucun profit personnel.

On n'a jamais pu me reprocher d'avoir touché de l'argent en dehors de ma solde d'officier, d'avoir gagné quelque somme que ce soit. Bien au contraire, j'ai tout donné de moi, en prenant des risques énormes, en mettant ma vie en danger, en investissant de mon temps au détriment de ma famille. J'étais prêt à mourir pour toute mission. Ma grande cause était la France, mon but, sauver des otages. Je disais toujours à mes hommes que notre vie vaut moins que celle d'un otage innocent.

Je n'avais pas compris le système. Il ne faut pas faire de vagues. Il faut faire son tennis comme tout le monde et tenir pendant vingt ans. Je suis surpris par la lâcheté des gens. Par moments, je me demande si tout cela valait la peine d'être fait. Il me reste quand même ce à quoi je tiens le plus, une formidable amitié entre des hommes qui se sont connus. Aujourd'hui, je suis grillé, carbonisé au lance-flammes, j'ai découvert la valeur de la vie.

TROISIEME PARTIE

UNE NOUVELLE LUTTE CONTRE LE TERRORISME

CHAPITRE XXVI

L'ÉVOLUTION DU TERRORISME

Le terrorisme est une guerre de substitution. Possédant l'arme atomique, les nations industrialisées, grandes pourvoyeuses d'armes, reculent face à une confrontation militaire traditionnelle et encore plus devant le risque d'une confrontation nucléaire. Chaque adversaire, chaque bloc, sait qu'en cas de conflit ouvert, même dans l'éventualité d'une victoire, ce qui est toujours incertain, le tribut à payer sera extrêmement lourd.

Le terrorisme est la solution de rechange. Une solution peu onéreuse, qui permet aux États de ne pas apparaître, de ne pas être impliqués directement. Les minorités qui se sentent opprimées sont manipulées d'une manière ou d'une autre. Les actions de ces minorités, qui portent toute la responsabilité apparente des attentats, sont terriblement efficaces. Elles mettent les gouvernements visés en porte-à-faux, soulignent leur faiblesse, déstabilisent tout le système de l'État.

Les États les plus visés par les terroristes sont naturellement les États faibles, les vraies démocraties porteuses de symboles de liberté comme peut l'être la France au travers de son histoire.

Le terroriste a le choix du lieu et du moment où il va intervenir. Momentanément, en provoquant un bain de sang au besoin, il est maître du jeu. Son but est de toucher l'opinion publique par l'intermédiaire des médias. Ainsi il fait parler de sa cause, la fait avancer, au risque de la ruiner. Cette finalité peut ne pas du tout être partagée par l'État qui alimente le terrorisme et qui, avec pragmatisme, utilise une minorité pour affaiblir son adversaire.

Dans ce contexte, il n'est pas nécessaire, pour les terroristes, de définir un plan global d'action. Chacun agit au coup par coup, en fonction de l'évolution politique. Face à cette situation mouvante, un État doit s'armer, montrer sa force.

A travers mon expérience, j'ai pu constater que la France était particulièrement démunie. Au lieu d'organiser des structures aptes à lutter contre ce fléau de la guerre moderne, notre société se repaît des maux qui la sclérosent. Les gouvernements multiplient les preuves de faiblesse, les incertitudes, les volte-face. Les services chargés de la sécurité ne savent qu'entretenir une guerre des polices préjudiciable à tous. Dans le même temps, la France est devenue le lieu de rendez-vous des terroristes mondiaux.

Mes années de lutte, très solitaire, me permettent de faire le point sur la situation actuelle et sur la nécessité de créer, au-delà des discours, un véritable organisme de lutte contre le terrorisme, basé sur la recherche du renseignement, la prévention, la dissuasion, et, en dernier recours, l'action.

Le premier acte terroriste de la guerre moderne, qui a marqué toute notre époque, date du 5 septembre 1972 à 4 h 15. Je rappelle, une nouvelle fois, rapidement les faits.

Des Palestiniens, alors rejetés du monde entier, toutes les grandes puissances voulant ignorer leur existence, prennent en otage neuf athlètes israéliens aux Jeux Olympiques de Munich.

Wadi Haddad, qui est actuellement encore l'un des grands dirigeants du terrorisme international, a conçu le coup de main. Il a été aidé par le représentant européen des Palestiniens, Hassan Salameh. Abou Daoud, qui sera arrêté en France en janvier 1977 et expulsé, est chargé de coordonner la réalisation de l'opération.

Les deux grands éléments du terrorisme sont contenus dans cette affaire. Les terroristes ont choisi le lieu et le moment, au cours d'une manifestation sportive qui symbolise la paix, pour lancer un nouveau type d'acte violent qui ne pouvait que provoquer un maximum d'émotion, donc de publicité. L'État, représenté par sa police, ne pouvait pas faire face à l'attaque, faute de disposer d'un groupe formé pour ce type d'opération, aucun renseignement n'ayant été recueilli, en temps voulu, pour provoquer la création d'unités aptes à lutter contre cette nouvelle forme de terrorisme.

Cette nouvelle forme de danger connue, des groupes spécialisés seront créés dans tous les pays industrialisés. Mais, le 5 septembre 1972, les terroristes ont fait la preuve qu'ils avaient

l'initiative des actions et il faut, aux États, montrer qu'ils peuvent évoluer aussi vite que les terroristes et ainsi lutter efficacement contre eux.

Lorsque les groupes d'action seront bien rodés, les terroristes constateront qu'ils doivent changer de technique. Les prises d'otages et les détournements d'avions vont devenir de plus en plus rares.

La première reconversion se fera avec l'enlèvement de personnalités du monde politique ou industriel. L'enlèvement suivi de l'assassinat du président du patronat allemand, Martin Schleyer, en octobre 1977, en est la parfaite illustration.

Les personnalités les plus marquantes sont aujourd'hui protégées, par les polices de leur pays, mais aussi grâce à la location de gardes du corps et l'utilisation de voitures blindées. De leur côté, les terroristes ont constaté que l'impact de leurs actions avait beaucoup diminué — l'ouvrier spécialisé à qui on annonce la disparition d'un patron ne se sent guère concerné.

Aussi les terroristes se sont-ils reconvertis dans l'anonyme, le populaire, l'horrible qui touche toutes les couches sociales. Les bombes, dirigées vers des objectifs plus ou moins précis, font le plus souvent des dégâts matériels, parfois quelques morts, rarement de véritables carnages — comme les quatre-vingt-cinq victimes dans la gare de Bologne le 2 août 1980 en Italie.

Face à cette manifestation du terrorisme, les groupes d'intervention, qui restent indispensables, ne peuvent rien faire. Ils sont devenus totalement inefficaces. Il ne reste plus qu'à compter les victimes, à moins de reconcevoir la lutte contre le terrorisme en prenant conscience qu'il faut toujours être en avance sur les auteurs des attentats.

La protection des aéroports a permis de limiter certains champs d'action. Il en est de même pour les gares et les trains. Mais il n'y a plus de limite dans le nombre d'objectifs à protéger.

Ce système de protection statique immobilise des forces de l'ordre considérables, sans empêcher l'acte terroriste, mais en le déplaçant simplement. Il n'y a pas de limite non plus dans le domaine de la violence terroriste. On peut craindre, dans les années, les mois à venir, que les objectifs choisis par les groupes les plus extrémistes soient de plus en plus meurtriers. Certains terroristes ont déjà sérieusement envisagé l'attentat du siècle. Il s'agit de faire un nombre maximum de victimes, en touchant toutes les couches sociales. L'un des objectifs potentiels est une tour du centre de Paris. Un véhicule piégé peut être garé dans le sous-sol avec cinq cents kilos d'explosif. Techniquement, ce type d'attentat est facile à réaliser. La tour peut être pulvérisée, les morts se comptent alors par centaines. Certaines tours abritent des centres informatiques qui seront détruits par la même occasion.

Le 23 août 1984, vingt-trois kilos d'explosifs ont été découverts dans une voiture garée avenue du Président-Wilson à Paris. On peut, dans cette opération, se poser la question des manipulations et de l'absence de désir réel de faire exploser la charge. Mais cette découverte a permis de révéler que huit cents kilos d'explosif ont été volés près de Bruxelles et se promènent, en partie au moins, à travers la France. Il serait plus intéressant de retrouver ces explosifs que de continuer des manipulations et des guerres des polices stériles.

CHAPITRE XXVII

LE TERRORISME QUI BLESSE LA FRANCE

La France est confrontée à deux types de terrorisme, le terrorisme international et le terrorisme interne. Le premier est, de loin, le plus redoutable. Tous les attentats-massacres de ces dernières années lui sont imputables.

De la rue Copernic à la rue Marbeuf en passant par l'attentat du Drugstore Saint-Germain, on retrouve toujours la main de mouvements étrangers choisissant la France comme terre de combat, dans le cadre des guerres qui les opposent, le plus souvent, à l'Occident. La situation particulièrement instable du Moyen-Orient, où les conflits armés sont permanents, explique que les sièges des mouvements internationaux de terrorisme soient essentiellement implantés dans ces pays.

Les grands mouvements terroristes se divisent en plusieurs groupes :

Les organisations islamiques :

- la *Jihad islamique*, organisation iranienne prokhoméiniste. Elle est composée de commandos suicides utilisés pour les actions ponctuelles ;
- l'*Organisation révolutionnaire iranienne pour la libération et la réforme*, rattachée à la *Jihad islamique* ;
- le *Mouvement de l'action islamique d'Irak*, organisation terroriste d'opposition chiite irakienne basée en Iran.

Les organisations palestiniennes :

- le *Groupe Abou Nidal*, organisation dissidente du Fatah, dont la lutte s'exerce tant contre les autres organisations palestiniennes que contre les Israéliens ;
- les *Brigades révolutionnaires arabes*, organisation palestinienne dissidente ;
- l'*Organisation de libération de la Palestine (OLP)*, liée au conflit israélo-arabe. Ses leaders sont Yasser Arafat et Abou Iyad ;
- le *Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP)*, luttant essentiellement contre le sionisme. Ses leaders sont Georges Habache et Ahmad Jibril ;
- les *Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL)*, apparues en novembre 1981, dont les revendications émanent de Beyrouth et qui s'attaquent aux intérêts américains et israéliens en France.
- l'*Organisation de la lutte arabe armée*, organisation contre le sionisme dont le leader est le célèbre terroriste Ramirez Sanchez Ilich, plus connu sous le pseudonyme de Carlos.

Les organisations arméniennes :

- l'*Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie (ASALA)*, créée en 1975 à Beyrouth, et qui s'est révélée comme la plus importante et la plus active des organisations arméniennes ;
- les *commandos des Justiciers du génocide arménien*.

Les groupes européens :

- la « *Bande à Baader* » ou *Rote Armée Fraktion (RAF)*, également connue en France sous le sigle *Fraction de l'armée rouge*. Ce mouvement, qui se situe à l'extrême gauche, a vu le jour à la fin des années 60. Son chef de file a été Andréas Baader, dont le « suicide » est contesté ;
- les *Brigades rouges*.

Tous ces groupes peuvent toucher directement ou indirectement la France. La fusillade de l'ambassade d'Irak à Paris n'a été que l'illustration directe de la guerre que ce livrent les Irakiens et les Palestiniens. Deux Palestiniens sont venus commettre un attentat dans

l'ambassade. L'opération s'est traduite par une prise d'otages puis une fusillade au cours de laquelle un policier français a trouvé la mort. Cet attentat a aussi donné naissance à toute une série de règlements de comptes politiques dont la première victime a été le représentant de l'OLP à Paris.

Ce terrorisme étranger se traduit le plus souvent par les exécutions dans les rues de Paris. Cela a été le cas pour le général Oveissy, ancien officier du shah d'Iran, et de son frère, tués le 7 février 1984, ou encore, le 8 février, avec l'assassinat de l'ambassadeur des EAU, Moubarack, un ami personnel. C'est aussi dans ce contexte que s'inscrivent les attentats contre l'attaché militaire des États-Unis, le colonel Rey, le 18 janvier 1982, contre un membre de l'ambassade d'Israël, Yacob Barsimentov, le 3 avril 1982, et contre un directeur adjoint de l'OLP, Fahd Dani, le 23 juillet 1982.

Les actes les plus sanglants sont à mettre sur le compte de ces mouvements terroristes internationaux. Parmi ces attentats on peut classer l'explosion d'une bombe dans le TGV, la nuit de la Saint-Sylvestre 1983, au moment même où le président Mitterrand prononçait son discours de fin d'année. L'objectif frappait un symbole de la technologie française. Pour faire bonne mesure, les terroristes ont déposé une bombe dans la gare de Marseille, la ville du ministre responsable de la police française, Gaston Defferre !

Le train avait déjà été, en France, la cible des terroristes. Le 29 mars 1982, une bombe a explosé dans le Capitole qui assure la liaison entre Paris et Toulouse. Cinq voyageurs ont été tués, vingt-sept blessés. Cet acte a été revendiqué par Carlos. Ce terroriste universellement connu avait envoyé une lettre à Gaston Defferre pour exiger la mise en liberté de Magdalena Kopp, arrêtée à Paris avec un autre terroriste, Bruno Bréguet, alors qu'ils circulaient à bord d'une voiture contenant des armes. Le jour où des policiers ont rendu cette lettre publique, en la donnant à la presse, ils ont pris, par des voies détournées, une lourde responsabilité. Carlos ne pouvait pas rester sans réagir, alors que le ministre de l'Intérieur ne lui donnait pas satisfaction. L'attentat du Capitole était pratiquement programmé.

Chacun des attentats les plus meurtriers commis en France débouche sur une piste étrangère. Les auteurs sont des éléments terroristes de passage dans notre pays. Le plus souvent ils ont repassé la frontière avant même que la bombe qu'ils ont déposée n'ait explosé.

L'un des derniers groupes ayant agi en France est l'ASALA. Les policiers suivaient les principaux activistes arméniens. A peine la bombe d'Orly avait-elle explosé qu'ils étaient en mesure de procéder à des arrestations. Aujourd'hui, on sait que le fabricant de la bombe a été arrêté, mais les auteurs de l'acte criminel ont disparu. Ils se sont réfugiés à l'étranger.

Ce terrorisme international peut encore toucher la France hors de ses frontières. L'exemple le plus cruel est l'attentat commis à Beyrouth, le 23 octobre 1983, par les Jihad islamiques contre les militaires français. Cinquante-huit parachutistes ont été tués pour obliger le gouvernement français à retirer ses troupes des zones de combat. A Berlin-Ouest, un attentat est passé beaucoup plus inaperçu, touchant notre ambassade et faisant deux morts.

Cette accumulation de morts conduit à une première conclusion : il faut cesser de subir, et prévoir les attaques des mouvements étrangers particulièrement dangereux. Pour cela il n'y a qu'une solution, faire du renseignement, aller chercher des informations à la source.

Depuis toujours, certains spécialistes ne veulent voir, dans l'organisation du terrorisme mondial, qu'une seule « internationale », avec des options à gauche ou à droite suivant les engagements politiques des personnes concernées. Au travers de mon expérience, à l'inverse, je pense qu'il y a une nébuleuse, beaucoup plus indifférenciée sur le plan politique qu'on ne veut l'imaginer, dans laquelle évoluent les terroristes.

Il est évident que des États, profitant des structures, y compris diplomatiques, qu'ils possèdent à travers le monde, soutiennent de façon plus ou moins directe des mouvements subversifs assimilés au terrorisme. Les grands trafics internationaux — d'armes, de renseignements, de technologies, de drogue — se recoupent et font partie d'un ensemble

organisé. Cela ne suffit absolument pas pour conforter l'hypothèse d'une internationale terroriste. Toutes ces connexions se rattachent, le plus souvent avec une extrême discrétion, aux systèmes d'Etat. Le terrorisme n'est composé que de petites cellules qui se rencontrent et se relaient.

Les groupes internationaux font appel aux mouvements internes aux pays, pour des raisons logistiques. Un terroriste venu de Beyrouth a toute chance d'être reçu par le membre d'un groupuscule en Europe. Encore faut-il que ce « correspondant » ne soit pas trop grillé auprès de la police de son pays. L'appui logistique que recevra l'envoyé de Beyrouth n'est pas subordonné à une demande d'explication. Le ressortissant national se contente d'héberger, de procurer les matériaux ou objets que l'on attend de lui. Il est totalement dépassé, tant politiquement que par l'acte lui-même.

Cette nébuleuse terroriste est par ailleurs bien illustrée dans certaines affaires. Selon un rapport des sénateurs français :

« L'attentat commis à l'aéroport de Tel-Aviv par des membres de l'Armée rouge japonaise offre un bon exemple de sous-traitance. On peut également citer l'arrestation à Paris le 26 février 1982 de Magdalena Kopp (une Allemande proche de la bande à Baader) et Bruno Bréguet (condamné en Israël pour trafic d'explosifs pour le compte de l'OLP) en relation avec un gauchiste français proche du FLNC et de l'un des leaders de celui-ci : c'est ce dernier qui avait servi d'intermédiaire pour l'achat de la voiture utilisée par les deux terroristes arrêtés pour lesquels Carlos déclara son intérêt ; c'est à son domicile que fut découverte une arme vendue à la Libye et faisant partie du même lot que celle possédée par Bruno Bréguet... Les relations entre les différents groupes sont évidemment facilitées par la formation identique qui leur est dispensée dans les camps d'entraînement spécialisés dont on sait que certains, parmi les plus importants, se trouvaient au Liban, notamment les camps d'enseignement terroristes de Chatila et Baddaoui... »

Ces camps d'entraînement font que les terroristes peuvent pratiquement se référer à une promotion ou à une autre, comme les militaires. On retrouve presque les amitiés de promotions dispersées à travers le monde.

Une idée de base qu'il faut aussi bien avoir présente à l'esprit est qu'il n'y a pas d'exclusive, dans le terrorisme. Les méthodes sont les mêmes, qu'il s'agisse de groupe de droite ou de gauche, cette notion étant particulièrement dépassée lorsqu'il s'agit de pays du Moyen-Orient en guerre. L'attentat le plus sanglant commis en Europe, celui de la gare de Bologne, est l'œuvre d'un groupe d'extrême droite, mais cela ne retire rien aux possibilités de l'extrême gauche.

Si, au niveau des groupuscules, les rencontres sont utilisées comme un bon carnet d'adresses pour obtenir du matériel, une filière pour la livraison des quelques armes indispensables pour une action, à la tête les hommes se connaissent aussi. Des contacts étroits existent entre Abou Nidal et Carlos, pour ne citer que deux des principaux personnages du terrorisme international. Là encore, en vue de réaliser une action précise, les chefs peuvent totalement oublier ce qui les oppose sur un plan strictement politique.

Les grandes puissances occultes n'existent guère. Elles ne dictent pas leur volonté aux groupes terroristes. Plus simplement elles les alimentent financièrement, les aident pour favoriser des projets de déstabilisation. Cela est vrai pour Cuba lorsqu'il aide certains mouvements dans les Caraïbes ou l'Afrique du Sud ; il en est de même pour Moscou vis-à-vis de certains pays arabes ou pour le bloc de l'Ouest vis-à-vis d'autres pays arabes. La situation ne diffère guère lorsqu'il s'agit, pour des pays européens, dont la France, de soutenir un régime ou des opposants dans des pays d'Afrique.

Un bon réseau de terrorisme doit savoir s'autoalimenter, comme un bon réseau de service de renseignements. Aussi n'est-il pas impossible de le retrouver à la frange des grands trafics internationaux d'armes et de drogue.

Le terrorisme interne à la France est dominé par les mouvements séparatistes. La France n'a pas connu, comme ses voisins l'Allemagne ou l'Italie, un terrorisme interne important et violent. Il n'y a eu que quelques poussées de fièvre. Le fait que notre pays ait été directement engagé dans des conflits armés en Indochine et en Algérie jusqu'en 1962 explique peut-être et en partie cette absence du grand mouvement de terrorisme interne. Pendant la guerre d'Algérie, les attentats ont été très nombreux, mais pour des motifs extrêmement spécifiques. A l'inverse, la France a toujours été une cible pour l'extérieur.

Les sénateurs retiennent deux grandes catégories de terrorisme interne : l'extrémisme de droite et l'extrémisme de gauche. Je cite leur rapport :

Les mouvements d'extrême droite :

« Dans une proportion qui est de l'ordre du tiers ou de la moitié suivant les années, les actions violentes revendiquées au nom de l'extrême droite l'ont été, pour la plupart, par des groupuscules à l'existence éphémère et qui, dans leurs appellations, se réfèrent aux thèmes traditionnels de l'extrême droite ou au racisme. Certaines dénominations telles que « Delta », « Charles Martel », « Honneur de la police » sont cependant utilisées depuis plusieurs années pour revendiquer des attentats. Les principaux groupuscules clandestins, encore que dans de nombreux cas il ne s'agisse pas à proprement parler d'organisations structurées mais plutôt d'appellations empruntées par des marginaux lors d'actions ponctuelles, sont par ordre d'apparition :

- *le Groupe d'intervention nationaliste (GIN);*
- *le club Charles Martel;*
- *le groupe Delta ;*
- *le réseau Honneur de la police ;*
- *le groupe Peiper et les néo-nazis d'Action.*

Hormis les organisations précédemment citées, qui se manifestent depuis de nombreuses années, un certain nombre d'appellations ont été utilisées pour revendiquer plusieurs actions violentes, telles que :

- *le Front de libération national français, en 1978;*
- *la Ligue des combattants français contre l'occupation juive, en 1979;*
- *Ordre et justice nouvelle et le Parti fasciste d'action révolutionnaire, en 1980;*
- *le Cercle Adolf Hitler, en 1981 ;*
- *les Brigades révolutionnaires françaises, en 1982 ;*
- *le sigle A.R., de signification inconnue, en 1983 ;*
- *le groupe Condor, en 1983 et 1984. »*

Les groupes d'extrême droite sont responsables de meurtres. Les plus connus ont été commis au nom d'Honneur de la police : Henri Curiel, Pierre Goldmann et plusieurs Nord-Africains en ont été victimes. Il faut aussi se rappeler que si ce mouvement a fait sa réapparition à la fin des années 70, il est issu de la période de l'Occupation et a été créé par un commissaire résistant qui a été déporté et a trouvé la mort dans un camp. Le sigle a alors été récupéré par un escroc, Joseph Joanovici, et ses hommes. Dès cette époque, sa finalité avait été pervertie.

Les mouvements d'extrême gauche :

« — Action directe :

Apparue, dès le 15 septembre 1979, lors de l'attentat par explosifs commis contre le ministère du Travail, l'organisation Action directe est un groupe anarcho-révolutionnaire qui s'est signalé en revendiquant des attentats par explosifs, des tirs de roquette, des mitraillages et des incendies criminels contre, notamment, des édifices publics ou des sociétés multinationales.

Cette organisation de fait, dont les principaux membres ont bénéficié de la loi d'amnistie votée à l'occasion de l'élection présidentielle du 10 mai 1981, a été dissoute par décret du 24 août 1982 pris en conseil des Ministres.

Les principaux dirigeants sont Jean-Marc Rouillan, Nathalie Ménigon et Régis Schleicher.

— Le Comité liquidant ou détournant les ordinateurs (CLODO) :

Cette organisation d'inspiration anarchiste est apparue depuis le 6 avril

1980, lors de la revendication d'un incendie criminel contre la société Philips Data System, à Toulouse. Elle s'est principalement manifestée dans la région toulousaine. A ce jour, aucun membre de ce groupe, en sommeil durant les années 1981 et 1982, n'a pu être formellement identifié. »

Pour Action directe, les opérations les plus meurtrières que la justice ait pu retenir contre des animateurs de ce groupuscule, qui ne comprend guère que les trois personnes citées par les sénateurs, sont la tentative d'assassinat de Carpentier par Schleicher, une affaire traitée par le GIGN et qui ne met en évidence qu'un règlement de comptes entre diverses mouvances, et une fusillade à l'issue d'un hold-up au cours de laquelle deux gardiens de la paix ont été tués. Au total, ces mouvements d'extrême gauche ne comprennent que quelques dizaines de personnes qui ont tendance, chacune, à créer son propre mouvement.

Des mouvements comme Action directe et ses satellites sont bien contrôlés par la police. On retrouve toujours leurs traces, on sait ce qu'ils font, même si on ne parvient pas à en arrêter les principaux animateurs, comme Jean-Marc Rouillan.

Pour moi, il n'y a jamais eu de grands ou de petits terroristes, mais des terroristes contre lesquels il faut lutter. Il n'en reste pas moins qu'il n'y a rien de commun entre les attentats-massacres et les actions de quelques groupuscules internes à la France. Il est tout aussi évident qu'il est plus facile de contrôler les actes de ces groupuscules que le terrorisme international et ses actions ponctuelles. Et pourtant, le seul communiste révolutionnaire, Frédéric Oriach, arrêté par la police n'a été condamné que pour délit d'opinion. Au mois de septembre 1984, il a eu quatre non-lieux pour une éventuelle complicité dans des attentats. La police, DST, PJ et RG confondus, n'arrête pratiquement pas de véritables terroristes.

Le terrorisme interne le plus important est celui des mouvements séparatistes. Les plus violents sont ceux qui se réclament du pays Basque et de la Corse ; le plus lointain est celui des Antilles et des Caraïbes ; le plus en sommeil, le mouvement breton.

Les sénateurs poursuivent le décompte de ces mouvements :

« Les Antilles :

— L'Alliance révolutionnaire caraïbe (ARC) :

Elle a revendiqué la nuit bleue du 28 au 29 mai 1983, durant laquelle 21 attentats ou tentatives ont été commis simultanément en Guadeloupe, Martinique, Guyane et à Paris. Cette nuit bleue coïncide avec le premier anniversaire de la création du MPGI (Mouvement populaire pour la Guadeloupe indépendante).

L'ARC a revendiqué par la suite d'autres attentats.

Le pays Basque :

— L'ETA :

Cette organisation est née en 1958, au Venezuela, de l'autodissolution d'un mouvement séparatiste basque clandestin, Ekin (Avec vous), constitué en 1958 par de jeunes militants nationalistes basques espagnols dissidents du PNB (Parti nationaliste basque) ayant décidé de commettre des attentats terroristes afin d'appuyer leurs revendications indépendantistes face à l'État espagnol.

L'ETA, ou plutôt les trois tendances majeures issues de diverses scissions qui se définissent comme des mouvements nationalistes basques prônant la lutte armée comme moyen d'accéder à l'indépendance totale du pays Basque réunifié (les quatre provinces basques espagnoles et

les trois provinces françaises). Il s'agit de : — l'ETA militaire; — l'ETApolitico-militaire, VIII^e assemblée Likis;

— Les Commandos autonomes anticapitalistes;

— Iparretarrak (ceux de l'ETA du Nord); Apparu pour la première fois en 1973, avec la mise à sac de l'institut

médico-pédagogique de Banca (Pyrénées-Atlantiques), Iparretarrak n'était jusqu'à un passé récent que l'un des divers groupuscules, né de la mouvance nationaliste basque française soutenant les réfugiés basques espagnols ainsi que l'ETA et se livrant épisodiquement à des actions violentes afin d'appuyer leurs revendications.

Toutefois, contrairement aux autres organisations qui n'eurent qu'une existence éphémère, ce groupe terroriste a poursuivi et développé ses actions violentes, au fil des ans, se signalant même comme le seul mouvement séparatiste évoluant sur notre territoire à ne pas observer de trêve consécutivement aux mesures d'amnistie de mai à juin 1981. »

La situation basque est très particulière. D'abord parce que le mouvement a ses assises sur deux pays. Cela a donné naissance à des incursions espagnoles en France, par des barbouzes, pour exécuter des Basques espagnols venus s'y réfugier après avoir commis des actes terroristes extrêmement violents dans leur pays. Cette situation nécessite des accords entre les États français et espagnol, et chaque entrevue des ministres de ces deux pays est marquée par une recrudescence du terrorisme. Il est très difficile d'entrevoir une solution au problème basque, alors que les attentats et les morts ne se comptent plus. Les Espagnols répondent depuis toujours à la mort par la mort. Les victimes de cette radicalisation de la lutte sont considérées comme autant de martyrs. Le gouvernement français a fait preuve de fermeté en extradant trois séparatistes basques le 26 septembre 1984. Par la même occasion, les socialistes innovaient et un grand risque de radicalisation de la lutte a été pris.

« La Bretagne :

— Le Front de libération de la Bretagne (FLB) et l'Armée révolutionnaire bretonne (ARB) :

Le sigle FLB a été remarqué pour la première fois à Pontivy, dans la nuit du 25 au 26 octobre 1963. Plusieurs fois démantelée, cette organisation a annoncé la reprise de la lutte, le 15 octobre 1983, en revendiquant un attentat, perpétré le jour même, contre la cité judiciaire de Rennes. Le 21 novembre 1983, elle a annoncé l'abandon du sigle FLB, l'ensemble de ses actions étant désormais authentifié par le seul sigle ARB et ses écrits. »

Sur le plan de la violence, la situation n'est absolument pas comparable à celle du pays Basque. Les attentats visent généralement des édifices à caractère symbolique. Les rares victimes sont des poseurs de bombes.

« La Corse :

— Les Brigades révolutionnaires corses (BCR) :

Groupuscules clandestins apparus le 11 décembre 1982, lors d'une tentative d'assassinat contre un gendarme surveillant la centrale thermique du Viaggio, à Ajaccio. Les BRC se proposent de « combattre le colonialisme français sous toutes ses formes, et plus précisément les forces d'occupation ».

— L'Armée de libération nationale corse (ALNC) :

Cette nouvelle organisation séparatiste s'est manifestée pour la première fois, le 1^{er} juillet 1983, en revendiquant deux attentats par explosifs, commis dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet, en réaction à l'enlèvement de Guy Orsoni.

Au total, ce mouvement a perpétré plusieurs attentats et un incendie criminel, depuis son apparition.

— Le Front de libération nationale de la Corse (FLNC) :

Il s'est manifesté pour la première fois en revendiquant 22 attentats commis au cours de la nuit du 4 au 5 mai 1976, en Corse et sur le continent. L'objectif final de ce mouvement est la " libération nationale de la Corse ". »

La violence des opérations rapproche la Corse du mouvement de libération du pays Basque. Toutefois, les règlements de comptes sont beaucoup moins nombreux, même si, depuis la disparition de Guy Orsoni, une vendetta s'est organisée.

Globalement, le terrorisme interne français est particulièrement violent lorsqu'il s'agit de séparatisme. Les racines sont profondes, le problème, politique, et il faudrait un État fort, capable de prendre des engagements et de les tenir face à des régions secouées par des actes de violence. Sur le plan purement politique, ces actes pourraient être assez aisément contrôlés, au moins à 95 %.

CHAPITRE XXVIII

LA LUTTE ANTITERRORISTE EN EUROPE

Tous les pays industrialisés, et les pays européens en particulier, se sont organisés pour lutter contre le terrorisme. Chaque gouvernement a créé des unités du type du GIGN, avec des particularités correspondant aux spécificités nationales. Par exemple, si les Allemands utilisent massivement l'ordinateur, les Belges ont innové en créant une unité de recherche parallèlement au groupe d'action. Il nous semble donc intéressant d'étudier ce qui a été fait par nos voisins.

L'Allemagne fédérale

L'Allemagne fédérale a connu un terrorisme intérieur très important. Il est né de la rupture des étudiants du SDS avec le Parti social démocrate (SPD), la proximité de l'Allemagne de l'Est faisant que le SPD, aux yeux des jeunes, s'enfermait trop dans l'anticommunisme. Cette même jeunesse, composée d'étudiants et de travailleurs, s'oppose de plus en plus violemment au système capitaliste, à la société de consommation. L'opposition est d'autant plus forte que cette jeunesse veut rejeter le passé nazi de l'Allemagne. La guerre du Vietnam sert de base au rejet des Américains. De cette jeunesse va se détacher toute une frange d'extrémistes qui, par idéologie, bascule dans le terrorisme.

En 1968, ces jeunes créent la Rote Armée Fraktion (RAF). L'escalade naturelle de la violence veut que ce groupe s'éloigne de plus en plus des partis politiques organisés, quitte les manifestations de masse, au cours desquelles sont défendus des objectifs qu'il estime avoir dépassés depuis longtemps. La rupture étant consommée, reste à réaliser la reconversion dans le terrorisme.

En 1972, l'Allemagne se retrouve en état de choc après la prise d'otages aux Jeux Olympiques de Munich, suivie par les actions violentes dues à des groupes révolutionnaires comme la RAF, et particulièrement, en 1977, l'enlèvement et l'assassinat du patron des patrons allemands, Schleyer.

Du côté des policiers, la lutte s'organise sur deux fronts. D'abord, pour éviter que ne se reproduise une prise d'otages du type de celle de Munich, par décret du 26 septembre 1972 est créé un groupe d'intervention, le GSG 9. Pour des raisons politiques, les Allemands ne veulent pas faire appel à l'armée pour créer cette unité d'élite. Elle crée une 9e section de la Bundesgrenzschutz, qui se situe, par rapport à la France, entre la douane et les CRS. Cette unité compte deux cent dix hommes dont quatorze officiers répartis dans autant d'unités de combat.

D'autres preneurs d'otages viendront en Allemagne récupérer trois terroristes ayant survécu à l'attentat de Munich et détenus dans les prisons allemandes. Le GSG 9 n'est pas encore entraîné, et le gouvernement préférera céder plutôt que de provoquer un nouveau bain de sang.

Depuis, le GSG 9, auquel le gouvernement allemand ne refuse rien, est devenu le nec plus ultra de la lutte antiterroriste. Son organisation a été calquée sur celle de groupes israéliens. Unité fédérale, elle intervient très rarement, chaque Land disposant de son propre service. Ainsi, le seul haut fait du GSG 9 est l'opération de Mogadiscio. Les hommes du GSG 9 qui sont morts en service ont été victimes soit d'accident de tir, soit de chute en descendant en rappel d'hélicoptère, toujours à l'entraînement. Unité particulièrement efficace et performante, elle ne sert pratiquement à rien, et de nombreux jeunes l'ont quittée au bout de trois ou quatre ans, faute d'avoir jamais connu autre chose qu'un entraînement particulièrement éprouvant. Au service action, s'ajoute le service de recherche, totalement indépendant, le Bundeskriminalamt (BKA), cet organisme fédéral de police créé en 1951. Il est chargé de la grande criminalité et, en toute logique, a hérité de la lutte contre le terrorisme. Trois cents spécialistes ont été regroupés dans un service totalement autonome. La base de leur travail est le renseignement.

A partir de 1972, le BKA a utilisé de façon intensive le traitement informatisé des renseignements. Dans un ordinateur Bef 7, il centralise les informations des polices locales et des services spéciaux, le Bundesnachrichtendienst. Chaque fiche comprend le nom, les empreintes et autres éléments techniques concernant la personne soupçonnée de terrorisme, ainsi que toute une série d'éléments sur ses lieux de résidence, sa vie, ses fréquentations, les endroits où elle est passée. Cela permet des recoupements immédiats. Bef 7 a été relié au système Pios, réservé à la grande criminalité. Pour le seul terrorisme, il traite soixante-dix mille fiches. Douze cents terminaux permettent une interrogation immédiate. Des terminaux interactifs portatifs sont actuellement opérationnels.

Ces services de police sont aidés par la population qui est encouragée à signaler tout ce qui lui semble suspect. Une émission télévisée est consacrée aux affaires judiciaires non résolues, pour demander une aide accrue à l'ensemble des Allemands. Les photos des terroristes recherchés sont affichées dans de nombreux magasins à grande surface, des primes très importantes versées aux informateurs.

Le procureur général auprès de la Cour fédérale de justice centralise les renseignements sur le terrorisme. Il peut poursuivre certaines procédures sur l'ensemble du territoire allemand. Les conditions de détention sont particulièrement difficiles pour les terroristes, tenus à un isolement total, observés en permanence. Ce sont ces conditions qui seraient à l'origine du suicide de Baader et de plusieurs de ses amis. Ce sont ces mêmes conditions, très draconiennes, qui permettent de penser qu'on a pu « aider » Baader et ses amis à se suicider. Ainsi, dès le début des années 80, la RAF est très sérieusement affaiblie. La dernière exécution revendiquée par ce mouvement date de 1981, la victime était un général américain. Depuis sont apparus les mouvements pacifistes que l'on accuse d'être trop proches du bloc de l'Est et de favoriser la politique soviétique en empêchant, entre autres, la mise en place de missiles américains en RFA. Entre 1982 et 1983, un millier d'attentats sont attribués à cette nouvelle mouvance dans laquelle se glissent les nouveaux porteurs de bombes appartenant aux Cellules rouges révolutionnaires, les RZ.

L'Autriche

Sa situation géographique place l'Autriche au carrefour de tous les débordements. Grâce à la politique du chancelier Kreisky, ce pays coincé entre les blocs de l'Est et de l'Ouest, ouvert sur le monde arabe, a jusqu'à présent su garder une grande neutralité qui lui a évité de trop nombreuses agressions.

L'Autriche est une terre d'asile pour les étrangers, où séjournent en nombre important aussi bien les terroristes que les agents spéciaux du monde entier, des États-Unis et de l'URSS en particulier. Cette neutralité, particulièrement délicate à préserver, lui a permis de reconnaître l'OLP tout en gardant de bonnes relations avec Israël. Vienne est entre autres le siège des conférences de l'OPEP.

Le gouvernement autrichien a toujours su faire preuve de diplomatie. Ainsi, en 1972, les Juifs libérés d'Ukraine passaient par un camp de transit au château de Schoenar, près de Vienne. Ils étaient protégés par un détachement de gendarmerie, baptisé Cobra et dirigé par le capitaine Joanes Pechner.

Le 28 septembre 1973, un terroriste palestinien s'attaquait à trois diplomates soviétiques dans le train Chopin Express, après avoir blessé le conducteur. L'unité Cobra intervenait, le terroriste disparaissait et peu de temps après le camp de réfugiés était fermé. L'unité Cobra s'installait alors dans le château de Schoenar.

Le 21 décembre 1975, Carlos prenait en otage des ministres de l'OPEP, lors d'une conférence. Le chancelier Kreisky négociait et, malgré un certain nombre de victimes, les terroristes pouvaient repartir.

Le 1er janvier 1978, l'unité Cobra devenait officiellement le commando de gendarmerie — arme qui dépend du ministère de l'Intérieur — chargé des interventions en cas de prises d'otages, d'opération antiterroriste. Des crédits considérables étaient alloués à cette unité de cent quarante hommes dont quatre-vingts affectés au groupe action. Il y a en permanence vingt stagiaires. Les gendarmes restent quatre ans au maximum dans cette unité avant de retourner dans leur corps d'origine. Pendant ces quatre années, les éléments du groupe action restent en alerte, au château, onze jours d'affilée, puis bénéficient de trois jours de permission dans leur famille. Le travail de préparation est le même qu'au GSG 9 ou qu'au GIGN. Joanes Pechner, passé colonel et toujours responsable du groupe, entretient d'étroites relations avec le GIGN.

Plaque tournante des trafics d'État, l'Autriche est un point de transit pour les armes. Ainsi, le 29 juillet 1981, des armes et des explosifs étaient découverts dans les bagages d'un ressortissant arabe. Celui-ci, diplomate de l'OLP, Ghazi Hussein, s'est présenté pour récupérer ses armes. Il n'y a pas eu d'incident. Le groupe Cobra était présent. Il a emporté les armes alors que le diplomate a été invité à quitter le territoire. Cette même année, un conseiller municipal de Vienne a été tué par balle. Quelques mois plus tard, un attentat était commis contre la synagogue de Vienne. L'un des tireurs, arrêté sur place, était en possession de l'arme qui avait servi à exécuter le conseiller municipal. Depuis, l'équipe de terroristes a été condamnée à la prison à vie.

Ces trois dernières années, aucun acte de terrorisme n'a été commis en Autriche. Ce pays n'a, par ailleurs, jamais eu de terrorisme interne, l'attaque des ministres de l'OPEP par Carlos avait été menée en compagnie de membres allemands de la RAF.

En plus de l'unité Cobra, la police possède une infrastructure dans tout le pays, disposant d'un ordinateur central et de terminaux au niveau des commissariats et des gendarmeries. A Vienne, trois bureaux centralisent les renseignements sur le terrorisme. Le premier bureau est spécialisé dans le terrorisme d'extrême gauche, le second dans le terrorisme d'extrême droite et les pays arabes, le troisième dans le trafic d'armes, de drogue et de faux chèques.

L'équilibre est maintenu : les terroristes trouvent en Autriche une terre de repli, le gouvernement les ignore tant qu'ils n'interviennent pas dans le pays.

La Belgique

Comme l'ensemble des pays européens, la Belgique a créé un groupe d'intervention après la prise d'otages de Munich.

La gendarmerie belge a une organisation calquée sur la gendarmerie française. En 1973, elle a été choisie pour la création du groupe d'intervention. L'unité qui a été sélectionnée est la Légion mobile de gendarmerie, comparable au groupement blindé de Versailles-Satory, en France qui sert de réserve de sécurité pour le Premier ministre. Cette légion, qui compte un millier d'hommes, est plus particulièrement affectée à la protection des organismes européens, du siège de l'OTAN et des ambassades. Au sein de cette formation a été institué l'Escadron spécial d'intervention, l'équivalent de notre escadron de parachutistes de la gendarmerie de Mont-de-Marsan — aujourd'hui à Paris sur ordre de M. Hernu. Enfin, à l'intérieur de cet escadron ont été sélectionnés des gendarmes pour fonder le groupe Diane, plus spécialement chargé d'intervenir contre le terrorisme et le grand banditisme. Par sa motivation, ses méthodes et ses structures, le groupe Diane est, au niveau européen, le plus proche du GIGN. L'entraînement est le même, s'effectuant souvent avec le GSG 9, plutôt qu'avec l'unité française. Il comprend de l'escalade, du tir, la manipulation d'explosifs, l'utilisation d'une piste de risque, des descentes en rappel d'hélicoptère...

A la différence de ce qui se passe en France, l'existence de ce groupe est pratiquement tenue secrète. Les officiers, le capitaine Lermignouse et le lieutenant Lievin, qui est d'ailleurs le seul officier qui ait fait les 100 kilomètres de cross à Millau avec moi, n'ont pas le droit de répondre à une interview. Les hommes, très jeunes, sont pour la plupart célibataires. Tout le monde est volontaire.

L'originalité de ce groupe Diane réside dans le fait qu'il est constitué de deux unités bien distinctes, dont une d'investigation. Cela en fait l'un des meilleurs groupes du monde, si ce n'est le meilleur. Personnellement, je le place, pour cette raison, avant le GIGN, car notre unité n'a pas de groupe de renseignement.

L'unité d'éclairage et de reconnaissance est uniquement chargée de rechercher des renseignements. Ses hommes, en civil, circulant à bord de voitures banalisées, équipées d'un matériel électronique très sophistiqué, font les planques, les filatures, les recoupements. Ils prennent des photos, font des montages de films ou de bandes vidéo. Dans le cadre de ces opérations, ils mettent au point de nouvelles techniques et de nouveaux matériels. Ils disposent d'un camion-laboratoire totalement autonome, avec des groupes électrogènes. Cette section d'une trentaine d'hommes ne doit, en aucun cas, intervenir. Son rôle est de préparer un objectif, le repérer, et d'y conduire le groupe action.

La seconde unité, beaucoup plus classique, intervient ensuite. Il s'agit de l'équipe action, qui travaille en étroite collaboration avec la section d'éclairage. Pour l'action, les structures sont très légères, avec des cellules de cinq hommes. Le système hiérarchique belge est plus rigide qu'en France.

Parmi les principales interventions de ce groupe, on peut retenir :

— En 1975, des détenus prennent des otages à la prison de Gand. Le groupe Diane intervient à l'aide de gaz et neutralise les détenus sans problème.

— Le 16 avril 1979, trois Palestiniens tentent d'attaquer un avion d'El Al sur l'aéroport de Bruxelles. Interceptés par les gendarmes, ils jettent des grenades sur les passagers en attente d'embarquement. Deux terroristes sont arrêtés, dont un qui est blessé.

— En 1979, des terroristes préparent une attaque pour libérer des Palestiniens détenus. Ils sont neutralisés avant même de mettre leur projet à exécution.

— Le 14 novembre 1981, trois jeunes gens se réclamant d'un groupe Elvis Presley prennent en otages les occupants d'un car. L'un d'eux est armé d'une carabine Winchester 30-30. Ils veulent aussi parler au roi des Belges. Au cours d'un transfert d'otages, les trois jeunes inconscients sont maîtrisés.

— En octobre 1981, le groupe Diane arrête quatre terroristes allemands d'extrême droite affiliés aux « Loups gris ». Ils ont participé à la mise au point de l'attaque d'une synagogue en Allemagne et à une fusillade à Munich.

Dans le cadre de la répression du grand banditisme, le groupe Diane est intervenu pour l'arrestation mouvementée d'un gangster belge. On dit que ce malfaiteur, une fois abattu, avait tellement de plomb dans le corps qu'il pesait deux fois plus lourd mort que vivant. En 1983, des détenus qui avaient organisé une prise d'otage dans leur prison ont été abattus.

L'Espagne

L'Espagne est le pays européen confronté au terrorisme intérieur le plus violent, avec les séparatistes basques. Il ne se passe pas de jour sans qu'il y ait un attentat, soit dépôt de bombe, soit attaque de banque pour alimenter les finances des terroristes, soit meurtre dans la rue. Le gouvernement a d'abord tenté de se battre sur le plan institutionnel, en proposant une réforme qui ne s'est pas révélée satisfaisante. Au lendemain de l'arrivée des socialistes au pouvoir, une amnistie a été décrétée. Peu après, face à la poursuite des actes terroristes, le gouvernement a décidé une première mesure d'exception. La garde à vue a été portée à dix jours, sous contrôle judiciaire, pour les affaires de terrorisme.

Sur le plan policier, la réorganisation a surtout été structurelle. Cette guerre intérieure durant depuis de nombreuses années, les polices sont organisées pour lutter contre les séparatistes. Le changement de structure a consisté à créer un commandement unique dépendant du ministre de l'Intérieur pour la lutte antiterroriste. Les services regroupés sous cette tutelle sont la police ainsi que les Renseignements généraux, d'un côté, la Guardia civil, l'équivalent de notre gendarmerie, et les Services de renseignement militaire, de l'autre. Démantelés par le changement politique et la répression, dès 1980, les GRAPO (Groupes de résistance antifascistes) ont été considérés comme anéantis.

Côté ETA, la lutte n'a jamais été aussi importante. Les autorités espagnoles estiment que dans le pays Basque espagnol il faut compter de quatre à cinq mille membres actifs ou sympathisants à la cause séparatiste ; dans le pays Basque français, le nombre de sympathisants serait de l'ordre de cinq cents. Des réseaux de trafic d'armes venant de Belgique ont plusieurs fois été démantelés. Ce qui n'empêche pas les attaques de banques. Cent quarante hold-up — représentant, selon les autorités, deux cents millions de dollars — sont imputés aux différents groupes ETA pour les dix-huit derniers mois.

Les seules solutions envisagées par le gouvernement espagnol passent par une action législative et une coopération plus étroite avec la France. L'extradition de trois séparatistes basques le 26 septembre 1984 est une première application stricte de la loi. Sur le plan législatif, il s'agirait d'aggraver la loi antiterroriste que les socialistes avaient promis de supprimer avant d'être élus. Le nouveau texte prévoirait l'aggravation du délit d'apologie du terrorisme.

Sur le plan des relations avec la France, il s'agit d'une partie de bras de fer permanente entre les deux gouvernements socialistes au sujet des extraditions de Basques espagnols installés dans l'Hexagone. Pour la France, c'est se heurter à sa propre population basque, avec tous les risques que cela comporte. Par ailleurs il y a un risque de gangrène, compte tenu de la situation en Espagne.

L'exécution par les Basques espagnols d'un sénateur socialiste, Enrique Casas Vila, en pleine campagne électorale, peut influencer les décisions à venir.

La Grande-Bretagne

La Grande-Bretagne est certainement le pays le plus touché par un terrorisme intérieur dont il est difficile d'évaluer le nombre des victimes. Pour la seule période 1970-1982, on estime que le terrorisme intérieur a fait deux mille cent morts et vingt-quatre mille blessés. Des attentats ont été commis tant en Irlande du Nord qu'à Londres — dans des grands magasins, à Hyde Park contre la Horse Guard, ou à Régent's Park, où une bombe a tué onze personnes et en a blessé cinquante et une. Dans ce bilan il faut inclure les assassinats de personnalités comme

lord Mountbatten ou sir Airey Naeve, le conseiller de Margaret Thatcher ainsi que l'attentat à l'explosif contre le Premier ministre anglais et son gouvernement, début octobre 1984 (2 morts, 34 blessés).

En comparaison de cela, les actes relevant du terrorisme international sont relativement limités. En 1978, un représentant de l'OLP a été tué ; en 1981, une prise d'otages a eu pour théâtre l'ambassade d'Iran ; en 1982, un attentat a été commis contre l'ambassadeur d'Israël en Grande-Bretagne; en 1983, un diplomate indien a été assassiné; en 1984, les Anglais sont entrés en conflit avec la Libye après qu'une femme gardien de la paix a été tuée devant l'ambassade libyenne à Londres, au cours d'une fusillade.

Pour lutter contre cette violence, les Anglais disposent d'abord d'une section spéciale de Scotland Yard, créée en 1883 pour s'opposer aux Irlandais, la Spécial Branch. Chacun des quarante-trois comtés comporte une unité de la Spécial Branch.

L'ensemble des services appelés à lutter contre le terrorisme est regroupé dans un même immeuble de Scotland Yard, à Londres. La Direction of Intelligence est spécialisée dans la recherche d'information concernant le terrorisme intérieur.

Le Secret Intelligence Service est spécialisé dans le terrorisme extérieur.

La liaison est permanente avec les organismes militaires, le MI 5 pour le contre-espionnage et le MI 6 pour les renseignements extérieurs. Ces deux derniers services dépendant du Premier ministre. Une brigade d'intervention spécialisée, constituée en 1971, complète cette organisation. La Bomb Squad compte cent policiers qui agissent sur renseignement de la Spécial Branch et sur ordre de Scotland Yard. Cette unité, entraînée aux actions commando, intervient en renfort des autres services de police. Il existe également une section de déminage.

La Spécial Branch est composée de quatre cent quatre-vingt-dix hommes, dont trois cent soixante-treize inspecteurs de police et cent dix-sept civils, sans compter l'effectif de la Bomb Squad. A l'ensemble de ces services s'ajoute le SAS, Spécial Air Service, connu pour ses interventions extrêmement violentes contre les terroristes. Ces hommes, dont l'identité est gardée secrète, agissent masqués. Ils éliminent physiquement les adversaires, si besoin est. Face à l'importance du terrorisme en Grande-Bretagne, les parlementaires anglais ont voté une loi d'exception, valable cinq ans, révisable chaque année. Cette loi prévoit l'interdiction des organisations IRA et INLA, la qualification de délit pour l'appartenance à ces ligues dissoutes, l'adaptation des procédures judiciaires applicables aux crimes terroristes avec la suspension des procès avec jury susceptibles d'être menacés, ainsi que l'extension du délai de garde à vue de quarante-huit à soixante-douze heures et éventuellement cinq jours pour une personne soupçonnée d'acte terroriste. La garde à vue peut être prolongée jusqu'à sept jours, sur décision du ministre de l'Intérieur.

Un organisme a été spécialement institué pour contrôler les conditions d'application des gardes à vue. Ce même organisme est le gardien des archives et des fichiers de la Spécial Branch.

Une section informatique est reliée aux services de l'immigration, comprenant des fiches sur les personnes mais aussi sur toutes les caractéristiques pouvant orienter les enquêteurs.

L'adaptation de la loi à une situation particulière, avec des droits étendus aux agents de la force publique pouvant procéder à une arrestation sans mandat pour tout acte ou présomption de terrorisme, suppose une police responsable : cette même police a créé un service de relations avec la presse, composé d'une cinquantaine de personnes, dont de nombreux anciens journalistes.

L'Italie

Le terrorisme italien a pour particularité d'être essentiellement intérieur et purement politique. Il n'est pas question de séparatisme mais seulement d'affrontement des idées face à une classe dirigeante accusée de corruption, à un pouvoir politique qui a collectionné les scandales.

Dans le même temps, le peuple italien connaît des difficultés de plus en plus importantes, le chômage touchant en priorité les jeunes de moins de vingt-neuf ans — ils forment les trois quarts des chômeurs, et des diplômés pour beaucoup.

L'action terroriste est particulièrement violente, d'autant que les mouvements extrémistes, tant de droite que de gauche, se rejoignent dans la rue pour poser des bombes.

Les mouvements de l'extrême droite sont Ordine nuovo et Ordine nero, ainsi que les Nuclei armati rivoluzionari (NAR). Les deux premiers tentent par leurs actions de provoquer un coup d'État, alors que le dernier s'efforce de répliquer au terrorisme de l'extrême gauche avec les mêmes armes.

L'ensemble de ces groupes trouve un soutien important à l'étranger, dans les pays d'Amérique latine entre autres.

Entre 1969 et 1980, la police leur impute quatre cent vingt attentats qui ont coûté la vie à cent soixante-quinze personnes. Les attentats les plus importants sont le déraillement d'un train, la Flèche du Sud, en 1970 : six morts et cinquante blessés; une explosion dans un train : douze morts et cent cinq blessés; l'attentat de la gare de Bologne, le 2 août 1980 : quatre-vingt-cinq morts et deux cents blessés.

L'extrême gauche regroupe les Brigades rouges, les Groupes d'action révolutionnaire, les Noyaux armés prolétariens (NAP) et Prima linea. Les Brigades rouges se sont surtout rendues célèbres par l'enlèvement et l'assassinat du président du Conseil italien, Aldo Moro, le 16 mars 1978. Paradoxalement, cet acte n'a pas permis aux Brigades rouges d'amplifier leur mouvement. Celui-ci a éclaté en divers groupuscules, alors que le pays prenait conscience de la violence et que la police s'organisait. La crise politique attendue n'a pas eu lieu.

Toujours d'après la police, entre 1970 et 1980, quatre cent cinquante attentats sont attribués aux groupes d'extrême gauche, entraînant la mort de cinquante-cinq personnes.

L'enlèvement d'Aldo Moro a décidé le système politique à donner à la police les moyens de lutter contre ce terrorisme intérieur, sous la responsabilité du général Dalla Chiesa, qui sera assassiné par la Mafia à Palerme, en 1982.

Les carabinieri sont organisés en groupes d'interventions spéciaux et ont accès aux résultats des recherches menées sur les mouvements terroristes.

De son côté, la police met en place un office central de répression du terrorisme. Carabinieri et policiers dépendent directement de la présidence du Conseil. Le conseiller qui dirige toutes les opérations, et qui bénéficie de moyens matériels très importants, a longtemps été le général Dalla Chiesa.

A cette même époque, deux lois ont été votées, permettant des réductions de peines pour les terroristes repentis. Il s'agit des terroristes qui fournissent des informations à la police, soit sur leurs compagnons, soit sur les organisations auxquelles ils ont appartenu, et qui sont ainsi démantelées.

Trois mille personnes sont actuellement détenues en Italie, accusées d'insurrection armée.

Autant les mouvements de gauche ont été pratiquement réduits à néant, autant les organisations de droite comptent encore un grand nombre de membres en liberté à travers le monde.

La Suisse

La Suisse est le seul pays qui compte autant de mini GIGN que de cantons, soit vingt six. Les autorités fédérales, conscientes du problème posé par cette multiplication de pouvoir de décision et d'action dans des moments de crise, ont fait procéder à un référendum et, le 3

décembre 1978, la population a voté contre un organisme unique et central qui aurait pu remettre en question une parcelle de pouvoir des cantons.

En 1969, une dizaine de passagers d'un avion d'El Al sont blessés au cours d'une prise d'otages par des Palestiniens, sur l'aéroport de Zurich. Un agent israélien abat un Palestinien, dont les complices sont arrêtés et jugés en Suisse.

Le 6 septembre 1970, un avion de la Swissair est détourné sur la Jordanie par le FPLP, et ses cent cinquante passagers sont pris en otages. Dans le même temps, deux autres avions sont détournés, un Boeing 707 de la TWA et un DC 10 de la BOAC. Les Palestiniens exigent la libération de leurs camarades arrêtés en 1969.

A partir de cette date, le Conseil fédéral suisse et le ministre de la Justice prennent deux décisions. Des agents de sécurité sont affectés dans les avions de la Swissair et des groupes sont mis en place sur les aéroports, au sol, pour protéger les appareils.

Il n'existe pas d'unité antiterroriste fédérale, mais des groupes dans chaque canton, affectés aux différents aérodromes, pouvant intervenir sur tout le territoire et dépendant uniquement de la police cantonale. Le problème du groupe unique est encore compliqué par celui de la langue, — le français, l'allemand ou l'italien, selon les régions.

En 1974, les différents instructeurs de la police s'informent, étudient les solutions adoptées dans les pays voisins et en particulier avec le GSG 9 et le GIGN. Des stages sont organisés, entre autres en France. Nous avons formé cent cinquante instructeurs, des chefs d'engagement, qui seront chargés de diriger des groupes en Suisse. Ces unités helvétiques portent le nom de bérets rouges. Au début, elles ne disposaient que d'un matériel très disparate, qui est aujourd'hui extrêmement bien adapté.

La formation antiterroriste est massive. Elle a été donnée à trois mille policiers par l'intermédiaire de plusieurs centaines d'instructeurs. L'entraînement est très sérieux. Les Suisses ont envisagé les différents types d'agression auxquels ils pouvaient être confrontés. Ils ont même organisé des prises d'assaut de trains...

La mission antiterroriste s'ajoute au travail habituel du policier. Un système d'alarme spécial permet de joindre en permanence les policiers chargés de la lutte antiterroriste. Un ordinateur central est relié au téléphone des bérets rouges; instantanément, tous les hommes peuvent rappelés en même temps.

Seule unité au niveau fédéral, un laboratoire étudie les différents matériels pouvant être affectés aux groupes d'intervention. C'est lui qui a mis au point un fusil de tireur d'élite couplé à un appareil photo Polaroid qui peut prendre quatre photos. A l'entraînement, dans n'importe quel lieu, le tireur peut simuler une intervention. Son objectif est photographié et l'on sait immédiatement si le tir est synchronisé et si les tireurs ont fait mouche.

Cette multiplication de petits groupes n'a pas posé de problème jusqu'à présent.

Le 14 mars 1978, l'unité de Zurich a arrêté un Italien qui avait détourné un avion, réclamant que ses enfants, confiés à leur mère, lui soient rendus. Au cours de l'assaut, le pirate s'est blessé avec son arme. Le 25 août 1978, le groupe genevois est intervenu avec succès, à la suite du détournement d'un Boeing de la TWA. Enfin, des Polonais avaient pris des otages dans leur ambassade à Genève. Les Suisses ont fait preuve d'imagination en utilisant des gaz alors qu'ils livraient des croissants à l'ambassade. Il n'y a pas eu un seul blessé : un succès total dans une opération délicate, face à un grand nombre d'hommes armés.

CHAPITRE XXIX

L'ORGANISATION DE LA LUTTE ANTITERRORISTE EN FRANCE

De nombreux services de police sont chargés de la lutte antiterroriste en France. Cette multiplicité est à l'origine de heurts en tout genre, la concurrence engendrant des luttes de clans qui ne profitent qu'aux terroristes au lieu d'encourager une émulation quelconque. Les services concernés par la lutte antiterroriste appartiennent à deux ministères, l'Intérieur et la Défense.

Au ministère de l'Intérieur, il y a la Direction de la surveillance du territoire, la Direction centrale de la police judiciaire, avec sa 6e section et la police judiciaire de la préfecture de police de Paris, la Direction centrale des renseignements généraux, avec une unité spécialisée des Renseignements généraux de la préfecture de police de Paris. A cela s'ajoute la police de l'air et des frontières.

Au ministère de la Défense, il y a la Direction générale de la sûreté extérieure, la Direction de la protection et de la sécurité de la défense, DPSD, ancienne SM, et la gendarmerie. La DST est le service de contre-espionnage français. En plus de ses tâches traditionnelles, il doit contrôler et exploiter tous les renseignements concernant les actions étrangères menées contre la France. Le terrorisme n'est que l'un des éléments traités par cette direction avec l'espionnage et les ingérences étrangères. Jusqu'à présent, la DST était surtout connue pour son activité contre l'espionnage des pays de l'Est. Elle répugne à s'occuper plus particulièrement du terrorisme, tout en s'évertuant à garder une prédominance dans ce domaine. Seul un groupe de vingt-cinq hommes est chargé de ce travail. Il est dirigé par un commissaire de police. Ce service est complètement débordé, ce qui ne l'empêche pas de participer activement à la guerre des polices, comme on a pu le voir avec l'affaire Engrand. En 1984, le gouvernement a alloué cinquante nouveaux postes à la DST, pour mieux structurer le service spécialisé dans le terrorisme. En fait, ces postes ont été affectés à l'ensemble des sections, ce qui montre bien la volonté de ne pas faire un effort accru. Au groupe antiterroriste s'ajoute un centre « ingérences », divisé en section B2, couvrant l'Europe et le Moyen-Orient, et section B3 pour le continent latino-américain. Ce centre, qui s'intéresse directement aux affaires de terrorisme et de contre-espionnage, est censé travailler en liaison avec les Renseignements généraux, la police judiciaire et la Direction générale de la sécurité extérieure.

La Direction centrale de la police judiciaire possède une section spécialisée, la 6e, également chargée des trafics d'armes. Cette 6e section compte une soixantaine d'hommes. Ils centralisent les renseignements fournis par les dix-huit centres régionaux répartis dans toute la France. Ces services sont, eux-mêmes, des antennes au sein des services régionaux de police judiciaire. A partir de là, on entre dans le flou le plus complet, la liaison étant plus ou moins bonne suivant les relations entretenues par la 6e section et les patrons, les hommes des SRPJ. Les policiers de la 6e section ont une compétence nationale, mais il est bien évident qu'ils sont en concurrence avec les policiers de tous les services. J'ai pu constater, à mes dépens, qu'ils sont parfaitement capables de monter un dossier, comme celui de l'affaire de Bobigny à mon sujet, pour faire « mousser » leur service.

La police judiciaire compte d'autres services spécifiques, chacun étant extrêmement jaloux de son autonomie. Nous touchons à la préfecture de police de Paris. Son service de police judiciaire, le 36, quai des Orfèvres, est le plus célèbre de France. Il est composé d'une équipe chargée des enquêtes, la Brigade criminelle, qui hérite de nombreuses affaires de terrorisme, en même temps que de tous les meurtres et attentats commis à Paris, et de la Brigade de

recherches et d'interventions. Comme son surnom l'indique, la brigade anti-gang est beaucoup plus spécialisée dans la recherche des gangsters que des terroristes.

En 1978, une Section antiterroriste a été formée à la Brigade criminelle. La « SAT » est composée de trois groupes qui comprennent au total vingt-cinq hommes.

La Brigade de recherches et d'interventions n'agit que de façon ponctuelle, à la demande de la Brigade criminelle, effectuant des travaux de filature et d'observation. En temps normal, ce type d'opération, dans le cadre de la lutte antiterroriste, ne peut employer qu'une petite dizaine d'hommes sur les cinquante policiers de la brigade.

La Direction centrale des renseignements généraux a, traditionnellement, un rôle politique. L'essentiel de son travail consiste à suivre l'évolution de la vie des provinces françaises. La lutte contre le terrorisme est une priorité au niveau du ministère, encore faut-il que cela puisse être répercuté sur les agents détachés dans toute la France. Au niveau de la direction centrale, une nouvelle sous-direction, dite « de recherche », a été mise en place le 1er février 1984. Elle a pour but de mieux contrôler les efforts dans le domaine du renseignement sur les menées subversives, et d'encourager les sections détachées à y participer plus activement. Cette nouvelle sous-direction coordonne aussi l'action, l'analyse et la documentation. Malgré l'effort annoncé, quelques dizaines de policiers de ce service, seulement, travaillent sur le terrorisme. Reste l'enclave de la préfecture de police, les RGPP. Un dixième des policiers de ce service s'occupent essentiellement des « menées subversives », soit soixante-dix policiers. Ils disposent de quatre-vingts lignes d'écoutes téléphoniques, qui seraient toutes consacrées à cette activité ! Depuis le 1er février 1984, une cellule d'étude et de lutte contre les phénomènes d'intégrisme religieux a été mise en place. Il est évident que c'est du côté de ces fanatiques que l'on peut attendre les attentats les plus meurtriers.

Dans l'ensemble, les hommes des Renseignements généraux ne sont pas des policiers « de terrain ». Ainsi, lorsque le militant d'Action directe, ou assimilé, Eric Moreau est aperçu par des inspecteurs sortant de chez son père — qui d'ailleurs est un policier —, un homme des Renseignements généraux tirera avec une telle précipitation depuis sa voiture qu'il en brisera la glace latérale et fera éclater le tympan de l'autre policier qui était assis devant. Eric Moreau court toujours.

La police de l'air et des frontières est chargée de la surveillance de 2 876 kilomètres de frontière terrestre, 3 035 kilomètres de frontière maritime. Elle contrôle 146 points de passage sur terre, 24 ports et 56 aéroports. Cela signifie que 724 points de passage sur route ne sont pas contrôlés, ainsi que de nombreux petits aéroports. Le passage des frontières européennes est pratiquement libre...

Trois cents millions de personnes ont franchi les frontières françaises en 1983. Sept millions de voyageurs venaient des pays du Maghreb ou de l'Afrique francophone. Il est évident qu'il n'est pas possible de parler de lutte antiterroriste quand ce type de contrôle est aussi réduit. Restent les services dépendant du ministère de la Défense.

La Direction générale de la sécurité extérieure est, en fait, le service d'espionnage français. Dans la bonne tradition internationale, on retrouve beaucoup de ses membres comme attachés militaires dans les ambassades de France à l'étranger. D'autres éléments sont plus discrets, appartenant à des sociétés commerciales. Le rôle de ces agents consiste avant tout à renseigner le gouvernement français sur les activités politiques, économiques, sociales, scientifiques ou militaires des pays dans lesquels ils sont envoyés. A cela s'ajoutent les opérations ponctuelles hors des frontières.

Dans ces conditions, le terrorisme est peut-être un souci pour ces hommes, mais en aucun cas une priorité. Sur ce plan, et certainement uniquement sur celui-là, ils rejoignent leurs homologues du contre-espionnage, la DST.

Les renseignements sur le terrorisme sont à décrypter parmi les six mille informations envoyées par la DGSE tous les trimestres à tous les services du gouvernement. Une sélection

de cinq cents renseignements est destinée à la présidence de la République, au Premier ministre, au ministère des Relations extérieures et au ministère de la Défense. Deux mille huit cents agents sont employés par ce service à travers le monde, pour une moitié des militaires et l'autre des civils. Fin 1981, alors que le directeur de la DGSE avait demandé un travail plus important sur le terrorisme, une structure spécialisée a été créée et rattachée au contre-espionnage. Il est évident que cette structure doit être autonome et posséder de gros moyens. La Direction de la protection et de la sécurité de la défense est née des cendres de la Sécurité militaire. On peut se demander s'il ne s'est pas agi d'un simple changement d'appellation pour un service que le gouvernement avait, soi-disant, décidé de supprimer. Dès 1982, la lutte contre le terrorisme a été définie comme la priorité de ce service. L'un des officiers qui le sert aujourd'hui le commandant Jean-Michel Beau est inculpé, et moralement cassé, dans l'affaire des Irlandais de Vincennes.

Ce service a pour vocation une recherche permanente du renseignement à l'intérieur des forces armées et dans leur environnement, ainsi que la protection du matériel et de l'armement. Il travaille en contact étroit avec les services allemands et américains installés en République fédérale d'Allemagne. De plus, il a des postes dans des points chauds comme Djibouti ou N'Djamena.

Reste la dernière grande force, la gendarmerie. Deux notes intérieures ont demandé aux gendarmes de faire un effort particulier en ce qui concerne la recherche de renseignements sur le terrorisme. En 1982, une cellule terrorisme a été rattachée à la section opération de la direction générale de la gendarmerie. Cette section, qui a été créée sur mon initiative, mon idée, centralise tous les renseignements collectés par les brigades.

L'unité de pointe de la gendarmerie pour la lutte contre le terrorisme était le GIGN. J'en ai été l'animateur. Depuis mon départ, plus rien n'est fait. Le GIGN a été reconverti en unité de gardiennage pour VIP en attendant de grosses actions.

Au total, il n'y a qu'une poignée d'hommes pour s'occuper de la lutte antiterroriste en France. Cette poignée d'hommes, plus ou moins motivés, plus ou moins fiers, est débordée de travail. Au delà des discours des responsables de l'État, il faut savoir que la France compte près de deux cent mille policiers, dont cent dix mille sont dans la Police nationale et quatre-vingt mille dans la gendarmerie. Un quart de ces effectifs travaille pour la sécurité, mais de façon statique. Il s'agit, pour eux, de garder des immeubles ou vivent des personnalités, des ambassadeurs. Leur présence, censée être dissuasive, n'empêche rien. Plusieurs ambassadeurs et responsables politiques ont été exécutés dans la rue, au moment où personne ne pouvait penser qu'ils seraient menacés. Le général Oveissy et son frère ont été tués alors qu'ils se promenaient rue de Passy à Paris, dans un quartier particulièrement fréquenté... Mon ami l'ambassadeur des EAU à Paris a été abattu le matin en sortant de son domicile.

Ces gardes statiques, que la gauche dénonçait avant d'être au pouvoir, ne font que déplacer le problème. Aujourd'hui, les personnes les plus menacées par le terrorisme sont les anonymes qui seront fauchés par les bombes posées dans des lieux de plus en plus fréquentes. Les terroristes savent qu'ils ne toucheront l'opinion publique qu'avec des attentats massacrés, qui atteignent toutes les couches sociales. Ce sont ces victimes potentielles qu'il faut aujourd'hui protéger, et pour cela il faut avant tout envisager une reconversion profonde des services de police. Il faut « réactiver » l'ensemble des policiers qui sont en garde statique, pour leur permettre de participer à la recherche et à la lutte contre le terrorisme.

Régulièrement la Direction de la sécurité publique de la préfecture de police recense dans un document l'ensemble des gardes statiques mises en place dans la capitale. Le document publié le 9 janvier 1984 donne la liste des « surveillances des édifices officiels français et étrangers, et des domiciles des personnalités françaises et étrangères, établis dans la capitale ».

Trois types de gardes sont prévus :

— « Les surveillances mobiles par patrouilles motorisées permanentes », les plans baptisés Anjou 7, 8 et 16.

— « La surveillance par gardes statiques », comprenant un gardien de la paix de jour et deux gardiens la nuit.

— « Une surveillance par gardes statiques par réserve d'intervention approchée » (RIA), comprenant, au choix ou combiné, des cars de police, des pelotons de gendarmerie ou des sections de CRS.

Un effort tout particulier est fait pour l'un des pays les plus visés par le terrorisme international, Israël. Au-delà des établissements de ce pays, de nombreux organismes juifs sont protégés dont des écoles et des synagogues.

La gendarmerie mobile contrôle vingt-cinq points, ce qui mobilise sept escadrons pour la journée et un huitième pour la nuit. Ces escadrons sont répartis devant les ambassades et consulats du Chili, des États-Unis, de l'Irak, de l'Israël, de la Pologne et de la Syrie, l'ambassade de l'URSS, le centre culturel et le bureau commercial de l'Irak et enfin le bureau de l'OLP. Une partie des effectifs est encore affectée au ministère de la Communication, à une compagnie aérienne et à la tour Eiffel.

Côté CRS, trois compagnies sont réparties sur trente points de surveillance Il s'agit essentiellement des ambassades du Liban et de la Turquie, des résidences des ambassadeurs d'Irak, d'Israël, du Liban, de Turquie et des États-Unis d'Amérique, d'un grand nombre d'établissements juifs, l'Agence juive, la Mission d'achat en Europe, l'office de tourisme d'Israël, du Centre communautaire de Paris, de la résidence du grand rabbin, d'organismes sociaux et de quatre écoles. A cela, il faut ajouter une compagnie aérienne, et, pour la Turquie, l'office de tourisme et des services commerciaux et financiers.

L'ensemble de ces gardes statiques mobilise un nombre considérable de policiers qui n'ont qu'un rôle passif, préventif. Cela n'empêche absolument pas les terroristes d'envisager des actions sur d'autres points publics, touchant l'ensemble de la population.

Les services de sécurité publique sont encore chargés de surveiller en permanence vingt-six personnalités dont le directeur du Figaro, le père du Premier ministre Laurent Fabius, le frère du président de la République Jacques Mitterrand, deux anciens ministres de l'Intérieur, Christian Bonnet et Raymond Marcellin, le président du CNPF, Chaban-Delmas, Valéry Giscard d'Estaing et Lucette de Andrade.

On peut se demander sur quelle base se fait le choix des personnalités à protéger. On constate que parmi les 248 bâtiments protégés, il y a la résidence de l'ambassadeur du Qatar, ce qui est parfaitement légitime quand on connaît ses liens privilégiés. Mais pourquoi alors des ambassadeurs amis de la France qui ont été abattus par des commandos ne faisaient l'objet d'aucune protection spéciale alors qu'eux étaient réellement menacés. S'il fallait protéger toutes les personnalités, la liste prendrait des proportions invraisemblables et aucune police ne pourrait faire face.

Cette immobilisation d'hommes faisant de la police passive et de surcroît particulièrement pénible, physiquement et moralement, coûte une fortune qu'il vaut mieux ne pas chiffrer. Le terrorisme nécessite d'autres dépenses tels les budgets exceptionnels versés aux services d'enquête. En 1982, 33 millions de francs ont été dépensés pour un plan de renforcement du matériel ; en 1983, 5 millions supplémentaires ont été versés pour les frais d'enquête à la DST, aux RG et à la PJ. Cette dotation a été reconduite en 1984. Cette année-là, il faut rajouter 12 millions versés à la DST en plus de son budget normal !

Le rapport des sénateurs fait ressortir les oppositions entre les services et tout particulièrement entre la DST et la DGSE. Selon les sénateurs : « Malgré toutes les déclarations officielles, il y a bien incompatibilité de traditions et de méthodes entre les deux services dont la complémentarité est évidente et la rivalité historique. Cette absence traditionnelle de

coopération est renforcée par les importants réseaux de relations personnelles qui se sont tissés entre les divers services de sécurité occidentaux agissant souvent de concert sur les difficiles affaires d'espionnage ou de terrorisme. Ces relations découlent autant de l'estime réciproque que se portent les personnels habitués à travailler ensemble par-delà les frontières, même si leurs sources ne sont jamais partagées. La DGSE n'est pas dans le circuit ; elle en est même soigneusement écartée. [...] Il est significatif de constater que lorsque la DST souhaite obtenir des renseignements, soit sur le terrorisme à l'étranger, soit sur les points d'appui du terrorisme international hors de nos frontières, elle s'adresse plus volontiers à certains services étrangers qu'à ses homologues de la DGSE. »

Tous les coups étaient bons entre les différents services de police en France. Les attentats se suivaient dans l'indifférence policière lorsque le chef de l'État, le 17 août 1982, a annoncé la nomination d'un secrétaire d'État chargé de la sécurité publique et la création d'une « mission de coordination, d'information et d'action contre le terrorisme » dirigée par le patron du GIGN, Christian Prouteau.

Le secrétariat d'État ne faisait que multiplier les divisions du côté de la Police nationale. Il ne pouvait que se retrouver en conflit avec son ministre d'État et le directeur général de la Police nationale, dépossédé d'une partie de son pouvoir.

Côté mission de coordination, l'attentat de la rue des Rosiers l'a fait rapidement transformer en cellule antiterroriste. Ce service spécial, auquel j'ai participé au nom du GIGN et de la gendarmerie, regroupait quatorze policiers des Renseignements généraux, de la Police judiciaire et de la DST, en plus de la gendarmerie. Il dépendait directement de la présidence de la République. Christian Prouteau se reposait sur le GIGN, c'est-à-dire moi, et sur la section de Paris-Minimes pour les opérations ponctuelles.

Au niveau de l'Élysée, de sérieux problèmes se posaient. Il est certain que la carte que jouait Gilles Ménage, conseiller de François Mitterrand, était différente de celle de la cellule dirigée par Prouteau. La cellule était plus coincée entre le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Défense qu'aidée par ces deux administrations. Si la gendarmerie n'était pas très satisfaite de voir un gendarme à côté du président, la police était tout à fait opposée à la présence d'un commissaire, Charles Pellegrini, pour faire la liaison entre la cellule antiterroriste, la DGSE et la DPSD. Chaque semaine se réunissait le bureau de liaison antiterroriste. Autour de la table, on trouvait tous les frères ennemis : la DST, la DGSE, la gendarmerie et les RG. Il est aujourd'hui reconnu que ces réunions tenaient beaucoup plus d'une partie de « poker menteur » que d'une réunion de travail. Il est évident que toute cette structure, sous le prétexte des Irlandais de Vincennes, mais au fond parce qu'elle remettait trop de rancunes en évidence, ne pouvait que voler en éclats. Ce qui est dommage pour moi, et quelques autres, c'est que nous avons sauté avec.

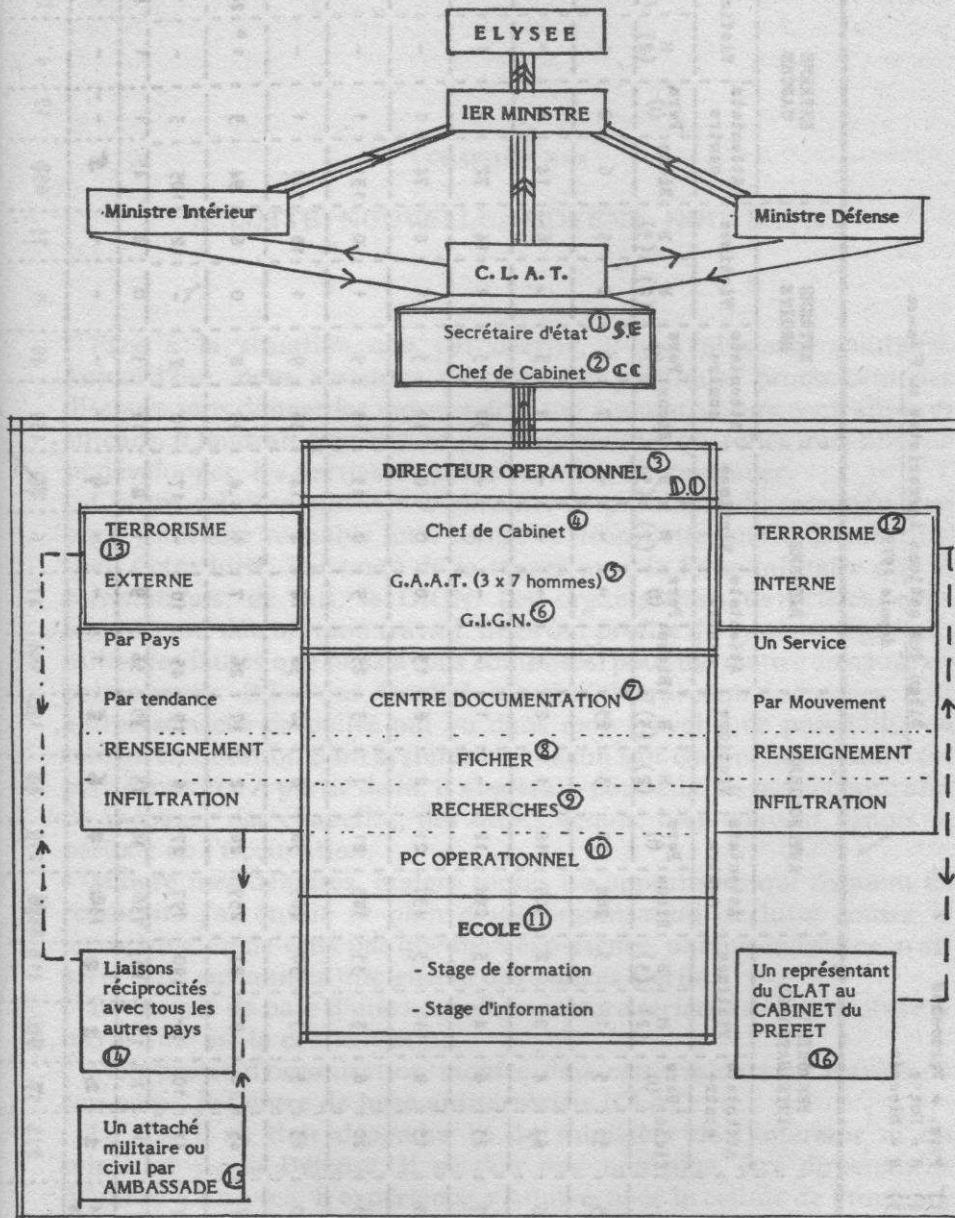
Depuis, la gendarmerie a récupéré son GIGN, inclus dans un groupement de sécurité et d'intervention de la gendarmerie nationale, chapeauté par un colonel. Tout est rentré dans l'ordre. Reste à espérer que les terroristes aient l'amabilité de ne pas trop se manifester. Toutes ces divisions ne font que leur offrir la France comme terrain de manœuvre. Les terroristes sont tellement tranquilles en France que même nos terroristes français ne fuient pas à l'étranger.

De 1981 à 1982, le nombre d'actes de terrorisme est passé de 665 à 1 270, le nombre des victimes de 65 à 311. Face à cela, les divisions à l'échelon des centres de décisions des services ne font que s'accroître. Des arrestations, il n'y en a pratiquement pas eu. L'autorité politique a poussé un cri de victoire, l'été 1983, lorsque des Arméniens ont été interpellés le jour même de l'attentat de l'ASALA dans un hall de l'aéroport d'Orly. Aujourd'hui, on sait que les personnes arrêtées ont, pour certaines, aidé de façon indirecte les poseurs de bombes. Mais ceux-ci sont partis. Quelques stocks d'armes ou d'explosifs ont été découverts en un endroit ou un autre, sans que cela permette d'identifier une filière.

La Brigade criminelle n'a jamais retrouvé les auteurs des meurtres de personnalités comme Curiel et Goldmann. Elle n'a jamais arrêté un seul terroriste international. La DST, confrontée à Carlos, rue Toullier à Paris, laisse deux morts et un blessé sur le pavé alors que le terroriste s'enfuit. Lorsque les policiers de ce service interpellent Abou Daoud, le gouvernement français est tellement embarrassé par cette bombe vivante qu'il préfère le reconduire à une frontière.

La seule décision importante prise par le gouvernement a été de déléguer deux policiers dans les régions les plus menacées. Robert Broussard dirige les opérations antiterroristes en Corse, Alain Tourre fait le même travail dans le pays Basque. Cela correspond à une parcellisation de la lutte. Tous les spécialistes s'accordent pour reconnaître qu'il existe des connexions entre les groupes terroristes, séparatistes et éventuellement internationaux, sans qu'il soit question d'une organisation terroriste internationale parfaitement structurée avec des filières organisées. Les Corses et les Basques ne reçoivent pas d'aide directe du terrorisme international, mais ils savent qu'ils peuvent compter sur des contacts, des soutiens logistiques, par exemple parfaitement avérés entre le pays Basque et l'IRA. Les filières de trafic d'armes peuvent servir aux uns comme aux autres. Le détachement de policiers comme Broussard et Tourre n'a donc de sens que s'ils dépendent d'une structure centrale forte — qui actuellement n'existe pas. La France subit le terrorisme. Il n'y a aucun résultat sérieux à attendre de multiples services qui se chevauchent sans se compléter. Avec la nomination de Pierre Joxe comme ministre de l'Intérieur, les réunions du Bureau de liaison antiterroriste n'ont même plus lieu. A la fausse coopération succède l'absence totale de coordination des différents services de lutte antiterroriste. Cet état de fait nous ramène à la situation de la France avant le 10 mai 1981.

CENTRE DE LUTTE ANTITERRORISTE



Personnel du C.L.A.T. : 250 hommes

DST RG . RGPP 6ème SECTION PAF DGSE DPSD GIE
DOUANE FINANCES AFFAIRES ETRANGERES MAGISTRATURE PSYCHOLOGUE

Organigramme du capitaine Barril

Bilan des actions terroristes en France
depuis 1975

(1) Pers. = Personnes
(2) M = Mortu
(3) B = Blessés

	TERRORISME INTERNATIONAL			AUTONOMISME			RACISME			EXTREME DROITE			EXTREME GAUCHE			TOTAL ACTUEL				
	Attentats contre			Attentats contre			Attentats contre			Attentats contre			Attentats contre							
	Pers. (1)	M : (2)	B : (3)	Pers. (1)	M : (2)	B : (3)	Pers. (1)	M : (2)	B : (3)	Pers. (1)	M : (2)	B : (3)	Pers. (1)	M : (2)	B : (3)					
1975	51	5	3	264	18	3	25	-	-	-	7	1	0	5	6	2	1	2	354	
1976	63	4	2	305	18	1	2	-	-	-	9	5	6	14	1	-	-	5	419	
1977	23	6	4	284	12	-	1	-	-	-	38	3	2	14	72	4	1	2	482	
1978	15	8	11	437	21	2	6	13	0	0	12	3	1	8	74	1	-	3	584	
1979	20	6	5	383	21	1	3	25	5	0	13	9	1	0	131	1	-	1	614	
1980	23	3	5	469	38	6	30	38	16	4	36	9	1	18	111	1	-	-	744	
1981	45	6	5	259	26	2	17	26	7	1	30	8	0	6	94	5	1	24	506	
1982	31	10	19	797	27	6	19	45	10	-	17	12	7	12	105	3	-	1	1047	
1983	0	7	15	105	30	15	39	36	9	1	8	12	3	0	45	1	-	1	395	
1984	1	2	3	134	7	6	8	1	-	-	4	-	-	-	5	-	-	-	148	
au 22/3	272	57	90	4194	212	45	180	184	47	6	70	169	48	5	73	657	19	4	30	5737
TOTAL																				

Bilan des actions terroristes depuis 1975.
A novembre 1984, plus de 6 000 attentats !

CHAPITRE XXX

A LUTTE NOUVELLE, MOYENS NOUVEAUX

Face à la situation que j'ai décrite, il y a plusieurs solutions. Aujourd'hui, nous assistons au pire. Les politiques prononcent des discours sans donner les moyens de lutter à une structure centralisée et efficace. Il faudrait commencer par empêcher les querelles intestines de se développer, les parties de poker-menteur de continuer.

L'autre solution consiste à affronter le problème du terrorisme en organisant une véritable lutte contre ce fléau, cette guerre de substitution. Cette lutte, j'ai tenté de la mener avec la force militaire que je commandais, de fait, le GIGN. Les organisations terroristes, avec logique, ont détruit mon travail. Elles ont profité du système législatif, utilisé les fautes que nous avons commises, pour me mettre en cause en permanence. Elles ont focalisé sur moi leurs contre-attaques. Les autres services de police ont vu dans mon travail une possibilité de remise en question d'un système où chacun sait comment défendre ses petits intérêts. A partir de là, il s'agissait, pour eux, de me détruire afin de ménager des chapelles, des droits acquis, bien souvent depuis la période de l'Occupation.

Malgré mes déboires, malgré toutes les oppositions qui risquent de ressurgir, j'ai étudié le plan d'une organisation de lutte contre le terrorisme. Je ne veux pas que mon expérience, unique en France, n'ait servi qu'à envenimer une guerre des polices stérile.

La donnée de base d'une nouvelle structure sérieuse de lutte contre le terrorisme est la centralisation.

Mon projet d'organisation montre déjà cette volonté au travers de son nom : le Centre de lutte antiterroriste (CLAT).

Le CLAT ne doit dépendre ni du ministère de l'Intérieur ni du ministère de la Défense. Il ne doit pas, non plus, être directement rattaché à l'Élysée. L'expérience a prouvé, avec la cellule de Prouteau, que cela multipliait les problèmes politiques tout en mettant directement en cause le chef de l'État. Il faut qu'il y ait un fusible entre le CLAT et le président de la République. Ce service nouveau dépendra donc directement du Premier ministre. Il sera dirigé par un secrétaire d'État nommé par le président de la République.

La création du CLAT doit être une décision politique. Il faut légalement terroriser les terroristes. Pour cela, le gouvernement doit adopter une stratégie face au terrorisme, une politique, une déontologie. Cette politique ne peut être que la fermeté dans les paroles et dans les actes. Le gouvernement doit s'engager à ce qu'il n'y ait aucune négociation avec les terroristes, aucune promesse. La France doit rester une terre d'asile, mais toute personne qui vient dans notre pays dépose les armes en entrant. Elle doit cesser toute activité subversive à partir de son lieu de refuge. Si cette règle n'est pas respectée, la personne est reconduite à la frontière, expulsée. Cette attitude du gouvernement s'accompagne d'une coopération véritable avec les autres nations victimes du terrorisme international.

En ce qui concerne le gouvernement, il doit faire preuve de constance et de courage. Un Premier ministre ne pourra pas « lâcher » ses hommes, comme je l'ai été, alors que je n'ai fait que mon devoir dans la lutte antiterroriste. Souvent, mes amis me confient qu'ils sont réticents vis-à-vis de toute forme de lutte nouvelle. Ils ont constaté que le pouvoir politique n'a pas fait face à ses responsabilités et ils craignent que cela se reproduise. Il est évident que la volonté politique doit s'accompagner d'une remise en confiance des hommes susceptibles de s'engager dans une lutte des plus dures.

Outre un secrétaire d'État comme seul responsable vis-à-vis du président de la République, le CLAT est composé d'un chef de cabinet, attaché au secrétaire d'État, qui s'entoure des représentants de chaque ministère et de chaque corps composant le CLAT. Ces représentants des diverses administrations seront chargés du contact permanent avec les services dont ils ont été détachés. Le cabinet est composé d'un représentant du ministère des Relations extérieures, de quatre représentants de la Police nationale (un membre de la DST, un autre des RG, un troisième de la police de l'air et des frontières, le dernier de la 6^e section de la police judiciaire), de quatre représentants de la Défense (un membre de la DPSD — la Sécurité militaire —, un de la DGSE, un de la gendarmerie, un du GIGN), et d'un représentant des douanes.

Le directeur opérationnel — qui peut être un fonctionnaire, soit civil, soit militaire — exécute les ordres du secrétaire d'État. Il est responsable de la bonne marche du CLAT. Son interlocuteur permanent est le chef de cabinet, chargé de l'animation et des liaisons avec le secrétaire d'État.

Le CLAT regroupe toutes les personnes chargées de la lutte antiterroriste. Cela peut représenter deux cent cinquante personnes. Chaque service détache un certain nombre de fonctionnaires. Par exemple, pour la DGSE ou la DST, qui ont affecté vingt-six fonctionnaires chacun à la lutte antiterroriste, le même nombre peut être détaché au CLAT. Le contact avec l'administration d'origine ne se fait plus alors que par l'intermédiaire du responsable attaché au cabinet du secrétaire d'État.

De son côté, le CLAT informe les hommes politiques. Des synthèses sont remises conjointement au Premier ministre, au ministre des Relations extérieures, au ministre de l'Intérieur et au ministre de la

Défense, une fois par mois. Elles doivent permettre aux hommes politiques d'orienter leurs discours et leurs interventions, mais aussi d'informer les pays voisins, facilitant ainsi nos relations avec eux.

Les deux cent cinquante hommes du CLAT sont protégés par le « secret Défense ». Ils peuvent, comme cela se fait à la DST, utiliser des pseudonymes dans le cadre de leurs enquêtes. Ils sont tous volontaires et ont prêté serment. Officiers de police judiciaire, ils sont habilités sur tout le territoire national, y compris les DOM-TOM, évidemment. Ils rédigent des procédures judiciaires au nom du CLAT.

Le Groupe action antiterroriste (GAAT) est composé de trois commandos de sept hommes chacun. En alerte permanente, ces commandos sont chargés des opérations spéciales, des arrestations en particulier.

L'autre élément essentiel du CLAT est le service de documentation, centralisé, unique. Cette documentation comporte les renseignements sur tous les groupes terroristes intérieurs ou extérieurs, avec l'historique de leurs mouvements, leurs passages dans les différents camps d'entraînement, les attentats que l'on peut leur imputer, les éléments, même mineurs, sur leur environnement qui permettent des recoupements. Il comporte encore tous les éléments sur les approvisionnements en armes, en faux papiers, les circuits financiers, les soutiens logistiques, les appartements, voitures dont profitent les terroristes. Toutes ces informations sont centralisées dans un ordinateur alimenté par tous les services du CLAT, par la gendarmerie pour le microrenseignement, et par l'ensemble de la police, obligée de collaborer. Une équipe, composée d'un magistrat, détaché et conseiller du CLAT, d'un psychologue et d'un spécialiste du mouvement terroriste concerné, accompagne systématiquement les hommes du GAAT. La présence du magistrat permet d'éviter toutes les erreurs de procédure et de faire la liaison avec le juge d'instruction local chargé d'ouvrir un dossier.

Ces magistrats du CLAT et le juge d'instruction peuvent contrôler l'utilisation des écoutes téléphoniques autorisées grâce à des commissions rogatoires.

Le GIGN peut être utilisé pour les grandes opérations ponctuelles, sur demande du secrétaire d'État.

Le CLAT comprend aussi une école interne de formation sur le terrorisme. Tous les cadres appelés à « travailler » sur le terrorisme passent par cette école. Elle doit permettre à chacun, après une vue d'ensemble de se spécialiser dans une lutte plutôt qu'une autre, dans le problème corse ou basque ou dans les pays arabes, par exemple.

Cette structure par région ou par pays se retrouve au niveau des sections de recherche. L'école a pour but de former tous les fonctionnaires chargés de la lutte antiterroriste et appartenant au CLAT, mais aussi — et en un temps minimum — les hauts fonctionnaires désignés pour prendre des postes dans des zones sensibles comme la Corse ou le pays Basque les DOM-TOM.

La liaison avec les préfetures est un souci permanent. L'ordinateur a un terminal dans chaque préfeture. Un représentant du CLAT détaché

dans la préfecture, appartenant au cabinet du préfet, assure les contacts avec cette administration et le secrétariat d'État chargé de la lutte antiterroriste.

Une implantation identique doit être faite au niveau international par l'intermédiaire de nos ambassades.

Chaque ambassade se trouvant dans un pays où sévit un mouvement terroriste dispose d'un spécialiste détaché soit du ministère de l'Intérieur, soit du ministère de la Défense, chargé de faire du renseignement sur le terrorisme. Il doit être en contact avec les militaires et policiers du pays concerné. Dans chaque ambassade se trouve un homme de terrain qui est passé par l'école du CLAT.

Sur le plan du renseignement, il faut prendre exemple sur les Israéliens, en mettant en place des agents à des points clés. Autant il est difficile et long d'infiltrer à haut niveau, autant il est possible d'entrer dans une filière d'armes ou de faux papiers. Le rôle du CLAT consiste, entre autres, à préparer des possibilités d'infiltration en se servant de personnes désireuses de coopérer ou, directement, d'agents. Actuellement, il n'y a pratiquement rien de fait sur ce plan : il faut créer une cellule d'infiltration, une cellule d'éclairage, en suivant l'exemple belge.

Toute l'orientation du CLAT est basée sur la prévention. Il faut un service fort, soutenu par le monde politique, de façon à décourager les terroristes. Il ne faut pas forcément chercher un succès au travers des arrestations spectaculaires quelques heures après un attentat meurtrier. Il vaut beaucoup mieux arrêter ces mêmes terroristes avant le passage à l'acte, même si les charges qui peuvent être retenues contre eux sont moins importantes. Notre rôle n'est pas de faire du spectaculaire mais de dissuader les terroristes de venir poursuivre leur guerre sur le territoire français.

Par ailleurs, remonter les filières est illusoire. Elles n'existent pas, du moins en ce qui concerne l'exécution des actes terroristes. Les responsables du terrorisme mettent sur le terrain des groupuscules. Un groupe se forme et se disloque pour une mission précise. Lorsqu'on laisse le groupuscule aller jusqu'à l'attentat, comme dans le cas de l'action de l'ASALA à Orly, la police ne peut que constater, au moment d'interpeller les coupables, qu'ils se sont évanouis dans la nature.

Le Code pénal et le Code de procédure pénale suffisent amplement pour sanctionner les terroristes. Il n'est absolument pas question de rétablir une Cour de sûreté de l'État ou un organisme similaire. Par contre, les magistrats informés par le CLAT ont toute latitude pour infliger les peines maximales prévues par les textes.

Il faut discréditer les terroristes dans l'opinion publique, les obliger à rester sur la défensive face à une activité particulièrement offensive du CLAT. Les terroristes qui abandonneront définitivement la lutte armée seront protégés par le CLAT.

A ces principes, il faut rattacher des mesures exceptionnelles. Tous les détenus pour terrorisme, qu'ils soient de France ou des DOM-TOM, sont regroupés dans une même centrale. Cela permet une surveillance plus étroite et, aussi, au service spécialisé de prendre contact avec eux,

pour mieux les connaître, éventuellement créer des contacts qui peuvent toujours être utiles après leur libération.

Comme pour les repentis italiens, il faut qu'officiellement des remises de peine soient possibles et même que des primes de recherches puissent être offertes. Afin de favoriser l'anonymat de certains informateurs, le CLAT a un numéro de téléphone ou il est possible de joindre un fonctionnaire vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Le terrorisme utilise l'information. Le CLAT doit s'inspirer de la méthode anglaise. Cinquante personnes, pour beaucoup d'anciens journalistes, assurent depuis Scotland Yard les contacts avec l'ensemble de la presse anglaise. Le CLAT lui aussi informe par l'intermédiaire de spécialistes. Cela peut aider le CLAT en faisant passer des messages, en étant en contact avec des journalistes accrédités, représentant chacun un organe de presse. Ces journalistes peuvent effectuer des stages à l'école du CLAT.

Lorsque Carlos a envoyé une lettre exigeant la libération de Magdalena Kopp, des policiers ont pris la responsabilité de la transmettre à des journalistes, qui en ont publié des éléments dans leurs médias respectifs. Résultat : Carlos, au pied du mur, a déclenché l'attentat du « Capitole ». Il faut que s'établissent des contacts suffisants entre la presse et le CLAT pour éviter le renouvellement de telles opérations.

Toute cette démarche envers la presse relève d'une information de l'ensemble des Français. Cette sensibilisation à la lutte contre le terrorisme devrait commencer dans les écoles.

Un organisme comme le CLAT peut permettre d'éviter le pire. Ainsi, lorsque cinquante-huit parachutistes français sont tués au cours d'un attentat à Beyrouth, que constate-t-on ? Nous savions à l'époque que des menaces sérieuses pesaient sur les forces françaises stationnées à Beyrouth. Le Liban est le centre du terrorisme international. Tout part de Beyrouth. De nombreux agents très spéciaux avaient été détachés à notre ambassade, mais ils n'étaient absolument pas en contact avec les troupes parachutistes françaises, ni avec un organisme centralisateur spécialisé dans la lutte antiterroriste à Paris. De leur côté, les parachutistes n'avaient aucune formation, aucune expérience de la lutte antiterroriste. Le gouvernement n'a jamais voulu envoyer un officier du GIGN au titre de conseiller antiterroriste.

On est loin de la lutte antiterroriste, en France, mais on est toujours dans un contexte d'incapacité contre lequel il faut réagir en créant un organisme central qui représente une puissance face aux terroristes qui s'introduisent dans notre pays. Il faut être offensif. L'affaire des Irlandais de Vincennes est à la base de ma remise en question par tous les pouvoirs et en particulier par le pouvoir politique. Tout le monde a oublié de constater qu'après l'affaire des Irlandais, pendant huit mois, la France ayant perdu son image de pays sacrifié, il n'y a plus eu d'attentats. Les terroristes ne s'attaquent qu'aux démocraties faisant preuve de faiblesse.

ANNEXE 1

Après les déclarations de l'ex-numéro 2 du G.I.G.N. disant avoir agi sur ordre
**L'Elysée : « Barril, connaît pas ! »
mais Hernu lance une enquête...**

France-Soir du 6-10-83

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

LAISSEZ-PASSER

donnant accès au Palais de l'Elysée

N° 545

Paris, le 30 août 1982



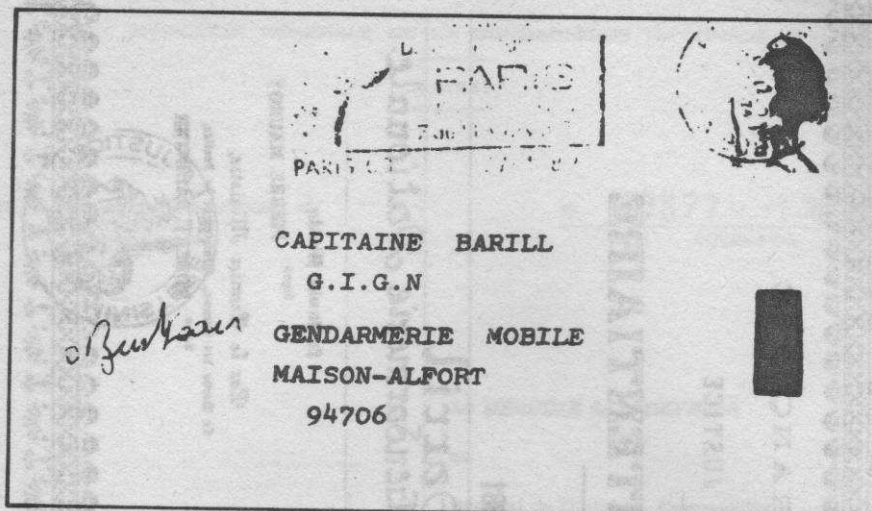
Nom et prénom : BARRIL, Paul

Date et lieu de naissance : 13 avril 1946 à
VINAY (38)

Qualité : Capitaine de Gendarmerie - Adjoin
au chef du G.I.G.N.

Nota : Dès qu'il cesse ses fonctions au Palais de l'Elysée, le
titulaire doit rendre son laissez-passer au secrétariat
du Commandant Militaire de la Présidence de la
République.

Laissez-passer du 30-8-82



NE CHERCHEZ PAS A EN SAVOIR PLUS DANS
VOTRE AFFAIRE SINON VOUS SEREZ LIQUIDE.
A BON ENTENDEUR.....

HONNEUR DE LA POLICE

La lettre anonyme d'Honneur de la Police, postée le 27 janvier 1982

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

MÉDAILLE PÉNITENTIAIRE

Le Premier Ministre,

Sur la proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

A décerné par Décret en date du

16 JUIL. 1981

la Médaille pénitentiaire à Monsieur Paul Darril
Capitaine au Groupe d'Intervention de la Gendarmerie Nationale

Paris le 25 JUIL. 1981

Pour copie conforme.

Le Président de l'Administration pénitentiaire,

Robert Badinter

Le Premier Ministre,

Signé : PIERRE MAUROY

Par le Premier Ministre,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

Signé :

ROBERT BADINTER

Diplôme signé conjointement par le Premier ministre Pierre Mauroy et le
Garde des Sceaux Robert Badinter

BM
REPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE

CABINET

35, Rue Saint-Didier, 75775 PARIS CEDEX 16
Télex : DIRGEND 870.178. F
Téléph. : 505.14.47
Poste :

N° 00877 - 1 JUIL 1982
DEF/Gend Cab.

Le MINISTRE de la DÉFENSE

au

Général de Division, Commandant
Régional de la Gendarmerie Nationale
à PARIS.

O B J E T : Commandement du G.I.G.N.

A compter du 1er juillet 1982, le Chef d'Escadron PROUTEAU est appelé à remplir, pendant une année, des fonctions à l'extérieur de l'Armée. Durant cette période il conservera officiellement le commandement du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale.

Toutefois, en raison des charges très lourdes qui pèseront sur cet officier supérieur, le commandement effectif du groupe sera assuré provisoirement à compter de la même date par le Capitaine Paul BARRIL.

Pour le Ministre de la Défense et par délégation
Le Directeur Central de la Gendarmerie Nationale



Charles BARBEAU

COPIE

au Chef d'Escadron PROUTEAU
Commandant le G.I.G.N.
MAISONS-ALFORT.

Paul Barril devient le véritable commandant du GIGN, le 1^{er} juillet 1982.

PARIS LE 25 JANVIER 1983

hs infob.

7 interpellation, le 17 août 1982 à CHERBOURG, de
Pierre BANZET, trouvé en possession de 432 mètres de cordeau détonant,
à mis en évidence les relations de l'intéressé avec des
membres de mouvements terroristes irlandais.

Le 17 août 1982, le contrôle d'un véhicule Renault 16, propriété
du ressortissant français :

- Pierre BANZET,
né le 20 mai 1954 à PARIS (18 EME),

en partance pour l'IRLANDE à bord du navire ST PATRICK II, a permis
aux fonctionnaires des Douanes de découvrir, camouflés dans les portières,
432 mètres de cordeau détonant.

Pierre BANZET, membre du "Comité IRLANDE" de PARIS, a indiqué
qu'il transportait cette substance explosive pour le compte d'un ressort-
issant irlandais, prénommé "JOHN", rencontré à trois reprises dans un
débit de boissons parisien "LE GOBELET D'ARGENT", sans toutefois savoir
exactement à quel mouvement irlandais elle était destinée.

BANZET a été inculqué le 19 août 1982, et est, depuis, placé
sous mandat de dépôt à la maison d'arrêt de CHERBOURG.

*

* *

La poursuite de l'enquête a été effectuée en exécution d'une
Commission Rogatoire délivrée par le Magistrat Instructeur à la Direction
Centrale de la Police Judiciaire. Les investigations se sont orientées
notamment dans deux directions :

- les recherches concernant le soi-disant "JOHN",
- celles relatives aux relations de BANZET, sa personnalité
et son appartenance à une organisation.

.../....

Les vérifications entreprises n'ont pas permis d'identifier le soi-disant "JOHN" ou même de confirmer son existence réelle. Toutefois, elles ont montré que "LE COBELET D'ARGENT" taverne irlandaise 11, rue du Cygne à PARIS (1er), était fréquenté par plusieurs extrémistes irlandais, proches ou membres d'organisations clandestines : "I.R.A." ou "I.N.L.A.".

C'est ainsi que plusieurs clients de cet établissement ont été reconnus sur photographies par le personnel. Il s'agit notamment de :

- Billy KELLY,
proche de l'"I.R.A.",
interpellé le 25 août 1981, en possession de faux
documents administratifs, alors qu'il revenait de BEYROUTH,

- Michaël PLUNKETT,

et - Mary REID,

membres de l'"I.N.L.A.", interpellés le 29 août 1982 à VINCENNES, par le "G.I.G.N.".

Il convient de signaler que cet établissement et ses employés étaient jusqu'alors inconnus de la Police Judiciaire et des services spécialisés.

*
* *

En ce qui concerne les relations de Pierre BANZET, l'examen de son carnet d'adresses a permis de relever les coordonnées à BELFAST des ressortissants irlandais :

- Denis DONALDSON,
membre du "SIN-FEIN" provisoire (branche politique
de l'"I.R.A."),
interpellé à ORLY en compagnie de Billy KELLY,

et - James DALY,
membre important du "Parti Républicain Socialiste
Irlandais" (branche politique de l'"I.N.L.A.").

Une photographie saisie au domicile de PLUNKETT, à VINCENNES, le représente en compagnie de ce dernier.

Toutefois, l'enquête effectuée n'a pas permis de savoir si l'intéressé a transporté cette matière explosive pour l'une de ces organisations ou l'une de "ses relations irlandaises" et il n'a pu être établi qui était le réel commanditaire de cette opération.

Par ailleurs, les auditions de PLUNKETT, REID et de leur complice KING Stephen actuellement détenus dans trois prisons de la région parisienne n'ont pas apporté d'informations complémentaires.

Enfin, il convient de noter que Pierre BANZET était en contact avec le militant anti-nucléaire :

- Philippe CHARDEUR,
fondateur du "Comité IRLANDE de CHERBOURG",

qui a été interpellé à son domicile le 16 novembre 1982. Il a été laissé libre à l'issue de sa garde à vue, aucun élément pouvant être en liaison avec les activités illégales de BANZET n'ayant été relevé à son encounter.

La France est restée une terre d'asile très particulière pour les Irlandais. Une note du 25 janvier 1983 de la DST fait état de l'arrestation d'un sympathisant à la cause irlandaise transportant des explosifs le 17 août 1982 au Havre. La police reparle de Michael Plunkett et Mary Reid. Les 15 et 16 août 1983, la presse française relate l'interception d'un camion au Havre, le 12 août, transportant des explosifs et des armes à destination de l'Irlande.

FRFR
FRA0814 4 0218 FRA /AFP-NG60
IRLANDAIS-VINCENNES FLT1

MICHAEL PLUNKETT: "MON ARRESTATION EST UN COUP MONTE PAR LES SERVICES SECRETS BRITANNIQUES"

PARIS, 21 MAI (AFP) - MICHAEL PLUNKETT, 31 ANS, L'UN DES TROIS IRLANDAIS ARRETE LE 28 AOUT DERNIER A VINCENNES ET LIBERE VENDREDI SOIR DE LA PRISON DE LA SANTE A, DES SA SORTIE DE L'ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE LORS D'UNE CONFERENCE DE PRESSE, ACCUSE LES SERVICES SECRETS BRITANNIQUES D'ETRE A L'ORIGINE DE SON ARRESTATION ET DE CELLES DE MARY REID ET STEPHEN KING.

LE JEUNE MILITANT IRLANDAIS, QUI AVAIT ETE PRESENTE LORS DE SON ARRESTATION COMME UN DANGEREUX TERRORISTE, EST APPARU VENDREDI SOIR A SA SORTIE DE LA PRISON DE LA SANTE, DETENDU MAIS FERME DANS SES CONVICTIONS NATIONALISTES IRLANDAISES: "CE QUI VIENT DE M'ARRIVER, SE PASSE TOUS LES JOURS EN IRLANDE DU NORD ET LES FRANCAIS, A LA LUMIERE DE MON EXPERIENCE VONT PEUT ETRE COMPRENDRE LA NECESSITE DE LA LUTTE ARMEE EN IRLANDE DU NORD".

POUR MICHAEL PLUNKETT, QUI SE RECLAME DU "PARTI REPUBLICAIN SOCIALISTE IRLANDAIS" (IRSP), LES SERVICES SECRETS BRITANNIQUES ONT PROVOQUE SON ARRESTATION PAR PROVOCATION, "POUR QU'UNE CAMPAGNE DE LUTTE ARMEE IRLANDAISE SE DEVELOPPE SUR LE SOL FRANCAIS". "LES NATIONALISTES IRLANDAIS, A-T-IL AJOUTE, NE SONT JAMAIS INTERVENUS EN FRANCE ET ILS N'ONT PAS L'INTENTION DE LE FAIRE".

SUIVRA
AFP 210144 MAI 83

RUMEURS D'ATTENTATS DE L'IRA EN FRANCE

Rumeurs d'attentats de l'IRA contre des intérêts britanniques en France
notamment les sociétés pétrolières - Présence sur le territoire français de mem-
bres de ce groupe terroriste.

Selon certains renseignements recueillis sur le territoire français, il apparaît que l'IRA serait susceptible de commettre des attentats en France contre des établissements britanniques et plus particulièrement contre les dépôts d'essence des sociétés pétrolières.

C'est ainsi notamment que les correspondants locaux des sociétés pétrolières de STRASBOURG, LYON, GRENOBLE et BORDEAUX, récemment avisés par les directions internationales de ces possibilités d'attentats, ont cru devoir saisir les services de police français.

D'autre part, le 21 août dernier un appel téléphonique reçu à la mairie de DEUVILLE émanant d'une personne se disant journaliste au "Sunday Express", a fait état d'attentats possibles : cours du festival du cinéma américain prévu en cette localité du 4 au 12 septembre prochain.

De même, à PARIS, la direction des magasins de confection "Marks et Spencer" a manifesté sa crainte de faire l'objet d'attentats à la bombe de la part des membres de l'IRA.

On rappellera que de novembre 1960 à novembre 61, onze attentats (*) ont été perpétrés contre des intérêts britanniques en France. Il convient cependant de remarquer que ces attentats ont eu lieu alors que se déroulait la campagne des grévistes de la faim dans les prisons irlandaises, campagne qui s'était soldée par 10 décès.

Parallèlement à ces rumeurs d'attentats, il convient de noter la présence en France selon les services anglais, de ressortissants irlandais, membres de l'IRA ou de l'ILRA tels Brendan MURPHY, Sean HUGHES, Betty O'BRIEN. La localisation des intéressés est en cours.

(*) Liste en annexe.

ATTENTATS LIES A LA SEPARATION DES IRLANDE DU NORD

- * - Le 4 mai 1981, à PARIS, attentat contre un magasin de la chaîne britannique "Marks and Spencer".
- Le 5 mai 1981, à TOULOUSE, attentat contre un dépôt de la société "Dunlop".
- Le 6 mai 1981, à BORDEAUX, découverte d'un incendiaire à proximité du Consulat de Grande-Bretagne.
- Le 15 mai 1981, à SANTA-MARIA-DE-OGGIU (Haut-Corse), attentat contre la résidence d'un diplomate britannique.
- Le 20 mai 1981, à TOULOUSE, attentat contre société "International Computers Limited" (I.C.L.).
- Le 24 mai 1981, à PARIS, attentat par engin incendiaire contre un garage concessionnaire "British Leyland".
- Le 9 juillet 1981, à TOULOUSE, attentat contre la "Midland Bank".
- Le 31 juillet 1981, à PARIS, tentative d'attentat contre un garage concessionnaire "Austin Morris".
- Dans la nuit du 2 au 3 août 1981, à MONTPELLIER, attentat par engin incendiaire contre un garage concessionnaire de marques automobiles britanniques (revendiqué par les "Brigades de la Colère" sigle inconnu jusqu'à ce jour).
- Dans la nuit du 17 au 18 août 1981, tentative d'attentat à PARIS contre la librairie britannique "WH Smith and Son".
- Le 2 novembre 1981, tentative d'attentat contre le navire britannique "Hecate" amarré dans le port de JUAN-LES-PINS. Action revendiquée par le "Groupe Bobby SANDS", dont c'est la seule manifestation à ce jour.

Deux documents qui prouvent que la DST mentait lorsqu'elle déclarait ne pas connaître Michael Plunkett, et que les Irlandais n'étaient pas dangereux. Dans le premier document, Marcel Chalet directeur de la DST situe Michael Plunkett dans le terrorisme international en partant des groupes qu'anime le trop célèbre « Carlos ». Le second document énumère les attentats commis en France par les Irlandais et précise que des rumeurs d'attentats circulent. C'était le 26 août 1982, deux jours avant l'arrestation des Irlandais de Vincennes.

Paris arrests linked with Airey Neave

By CHRISTOPHER HOUSE
Crime Correspondent

TWO members of the Irish National Liberation Army arrested by anti-terrorist police in France nine days ago were linked with the murder of Mr Airey Neave, the Conservative MP.

Scotland Yard's Special Branch and Anti Terrorist Squad established the link not long after a bomb exploded under Mr Neave's car as he was leaving the House of Commons on March 30, 1979.

They have wanted to question the two men, Michael Plunkett, 50, and Stephen King, 30, since then.

The disclosure has been made in spite of a statement last Tuesday by Mr Gilbert Keir and, Assistant Commissioner (Crime), which said: "The three Irish nationals who were arrested in Paris on Saturday in possession of firearms and explosives are not wanted by the Metropolitan Police."

"No interviews with these persons are being sought by us, but contact is being maintained with the French authorities."

It has also been disclosed, again, in spite of "no comments" and denials from within Scotland Yard, that two Special Branch detectives did go to Paris.

It was Scotland Yard's Special Branch which originally discovered evidence linking 11 people, including three women, with the murder of Mr Neave, who was a close friend of Mrs Thatcher and her adviser on Northern Ireland.

Plunkett who became a committee member of the newly-formed Irish Republican Socialist party—the military wing of the Irish National Liberation Army—in December, 1974, was one of the 11.

In April, 1975, he was elected to the executive committee of the Irish Republican Socialist party.

Before that he was a member of the Communist party of Ireland and of the official Sinn Féin, the political wing of the IRA.

Special Branch was able to trace the movements of Plunkett and 10 others in London, particularly at addresses in north west London, and in Eire, before and after Mr Neave was murdered.

It also discovered that key members of the group, including the two who are believed to have planted the bomb under Mr Neave's car, left Heathrow for Dublin the morning before the explosion.

The name of Stephen King was added later to the list, which became known to many police officers as "The Dirty Dozen." It is not known what other evidence police have on the 12.

Scotland Yard Special Branch and Anti-Terrorist Squad detectives do know, however, that the arrest of Plunkett and King

is potentially the first big breakthrough in the hunt for Mr Neave's killers. They know that both men have vital information which would help their investigation.

The problem facing Scotland Yard now is how it can, legally or unofficially through the help and goodwill of the French authorities, get to Plunkett and King.

Under French law the British police cannot question the men. As both are Irish nationals, they cannot ask for their extradition. And there is no extradition treaty between France and the Irish Republic, so Britain cannot get to them that way.

The only other possibility is to seek a Commission Rogatoire—a diplomatic move. It would involve Scotland Yard applying to the Director of Public Pro-

secutions, who in turn would go through the Foreign Office, but even then the French Government would still have to agree to it. The process could take six weeks or more.

Finally, it is possible that anything that Plunkett and King might say to the French authorities which related to the Neave killing or any other terrorist actions in Britain, would be passed on to the two Special Branch officers, although it has been suggested that the detectives were in Paris for only 24 hours and that they left "empty handed."

Mary Reid, 29, who was arrested with the two men, is also a member of the Irish National Liberation Army, but is not wanted concerning Mr Neave's killing.

All three were charged later with illegal possession of arms, explosives and false documents and could face up to ten years' imprisonment.

LES ARRESTATIONS DE PARIS LIEES AVEC AIREY NEAVE

Sunday Télégraph 5 septembre 1982

Par Christopher House
Correspondant auprès des services de police.

Deux membres de l'armée irlandaise de libération nationale arrêtés par la police anti-terroriste française il y a neuf jours sont liés au meurtre de M. Airey NEAVE le parlementaire conservateur.

La "Spécial Branch" de Scotland Yard et l'équipe anti-terroriste ont établi ce lien peu de temps après qu'une bombe ait explosé sous la voiture de M. NEAVE alors qu'il quittait la chambre des communes le 30 Mars 1979.

Ils voulaient interroger les deux hommes Michael PLUNKETT, 30 ans, et Stephen KING, 30 ans, depuis lors.

La divulgation en a été faite malgré les affirmations mardi dernier de M. Gilbert KELLAND, commissaire assistant qui déclara "les trois irlandais qui ont été arrêtés à PARIS samedi en possession d'armes à feu et d'explosifs ne sont pas recherchés par la police métropolitaine.

Nous n'avons pas souhaité interroger ces personnes mais le contact a été maintenu avec les autorités françaises. Il a été aussi divulgué à nouveau en dépit du "sans commentaires" et des dénégations de Scotland Yard, que les enquêteurs de la "Spécial Branch" ont été envoyés à PARIS.

C'est la "Spécial Branch" de Scotland Yard qui a été à l'origine de la découverte du lien entre 11 personnes dont 3 femmes et le meurtre de M. NEAVE qui était un proche de Madame TATCHER et son conseiller pour les affaires d'Irlande du Nord.

PLUNKETT devenu membre du comité du Parti Socialiste Républicain irlandais nouvellement formé - l'aile militaire de l'INLA- en décembre 1974 fait parti de ces 11.

En avril 1975 il fut élu au comité exécutif du Parti Socialiste Républicain Irlandais.

Avant il a été membre du Parti Communiste d'Irlande et du Sinn Fein officiel, la branche politique de l'IRA.

La "Spécial Branch" a été capable de suivre les mouvements de PLUNKETT et des 10 autres à travers LONDRES, en particulier à certaines adresses dans le Nord-ouest de LONDRES et dans l'EIRE avant et après le meurtre de M. NEAVE.

Elle a aussi découvert que les membres clés du groupe, y compris les deux supposés avoir posé la bombe sous la voiture de M'NEAVE, ont quitté HEATHROW le matin précédant l'explosion.

Le nom de Stephen KING était ajouté plus tard à la liste, qui fut connue par de nombreux officiers de police sous le nom de "sale douzaine" on ne sait pas si la police a d'autres preuves sur les 12.

Les enquêteurs de la "Spécial Branch" de Scotland Yard et de l'équipe anti-terroriste doivent savoir, cependant, dans quelle mesure l'arrestation de PLUNKETT et KING est la première percée dans la chasse aux assassins de M'NEAVE. Ils savent que les deux hommes ont des informations vitales qui pourraient les aider dans leur enquête.

Le problème auquel fait maintenant face Scotland Yard est de savoir comment il peut parvenir jusqu'à PLUNKETT et KING légalement ou par des moyens non officiels tels que la bonne volonté et l'aide des autorités françaises.

D'après la loi française, la police britannique ne peut pas interroger ces hommes. Comme les deux sont de nationalité irlandaise, elle ne peut demander l'extradition. Et comme il n'y a pas de traité d'extradition entre la République d'Irlande et la France, la Grande-Bretagne ne peut pas les atteindre ainsi.

La seule autre possibilité est de demander une commission rogatoire -un moyen diplomatique. Cela implique que Scotland Yard en réfère au Ministère Public, qui à son tour saisirait le Ministère des Affaires Etrangères, mais à ce moment là il faudrait encore que le Gouvernement français donne son accord. La procédure prendrait six semaines ou plus.

Finalement, il est possible que les révélations que PLUNKETT et KING pourraient faire aux autorités françaises au sujet de l'assassinat de NEAVE ou de toutes actions terroristes en Grande Bretagne soient transmises aux deux officiers de la "Spécial Branch", bien qu'il ait été suggéré que ceux-ci, restés à PARIS seulement 24 heures en soit repartis "les mains vides".

Mary REID, 29 ans, qui a été arrêtée avec les deux hommes est aussi membre de l'INLA, mais n'est pas recherchée pour le meurtre de M'NEAVE.

Plus tard, les trois ont été accusés de détention illégale d'armes, d'explosifs et de faux documents et ils peuvent être condamnés à 10 ans de prison.

Les réactions de la presse anglaise après l'annonce de l'arrestation des membres de l'INLA en France. Le *Sunday Telegraph* du 5 septembre 1982 accuse deux des Irlandais du meurtre du parlementaire conservateur Airey Neave.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

LA VOCATION

I. Les jeunes années	11
II. L'entrée en gendarmerie	17
III. La création du GIGN	24
IV. Le temps de l'enthousiasme	31
V. Les difficultés de l'unité	42
VI. La grande cavale de Pierrot Conti	49
VII. Les forcenés	54

DEUXIÈME PARTIE

LE GIGN SUR TOUS LES FRONTS

VIII. L'ambassade d'Irak	67
IX. L'expulsion de Klaus Croissant	74
X. Voyage sur un atoll	78
XI. Mission secrète au Salvador	83
XII. Un hôte embarrassant	91
XIII. Un détenu pas comme les autres : Jacques Mesrine	96
XIV. La guerre des polices	100
XV. L'hôtel Fesch	106
XVI. La mort d'un ami	117
XVII. Le GIGN à l'Elysée	125
XVIII. Comment la police fabrique des dossiers pour détruire le capitaine Barril	132
XIX. Le piège irlandais	154
XX. Lorsque Paul Barril arrête des terroristes d'extrême droite	180
XXI. L'opération « Patriarche »	185
XXII. L'Intérieur est partout	190

XXIII. L'usurpateur	195
XXIV. Le piège se referme	199
XXV. La curée	209

TROISIÈME PARTIE

UNE NOUVELLE LUTTE CONTRE LE TERRORISME

XXVI. L'évolution du terrorisme	219
XXVII. Le terrorisme qui blesse la France	222
XXVIII. La lutte antiterroriste en Europe	231
XXIX. L'organisation de la lutte antiterroriste en France	241
XXX. A lutte nouvelle, moyens nouveaux	251
ANNEXES	256



Paul Barril, l'Etat ne connaît pas. Nous sommes le 5 Octobre 1983, Max Gallo, porte-parole du gouvernement à cette époque, vient de nier l'existence de l'un des officiers de gendarmerie les plus prestigieux de ces dernières années. Un an s'est écoulé depuis la création par l'Elysée d'une cellule de lutte contre le terrorisme, confiée au commandant Christian Prouteau et à son adjoint le capitaine Paul Barril. A 38 ans, après des dizaines d'actions prestigieuses au service de la France, Paul Barril connaît la disgrâce.

Lâché par sa hiérarchie, livré aux soupçons de la presse, aux coups bas de certains policiers, harcelé par les convocations des juges d'instruction, il devient en quelques semaines la cible privilégiée des critiques adressées à l'organisation des services secrets français, la première victime importante de la guerre des polices.

On lui reproche indistinctement ses initiatives personnelles, son non-respect des règles de la procédure pénale dans quelques opérations secrètes exécutées à la demande de sa hiérarchie. On oublie aussitôt que « l'inconnu de la Présidence » a arrêté 113 personnes, participé à la reddition de 61 forcenés, neutralisé à mains nues 16 individus armés, libéré 500 otages, de l'Ambassade de France au Salvador, à la Somalie en passant par La Mecque dont il ne sera pas parlé ici.

Aujourd'hui Paul Barril livre ses réflexions sur une carrière interrompue contre son gré. Sans amertume, il règle quelques comptes. Il retrace son incroyable parcours au service de l'Etat, il décrit ses méthodes de combat, il évoque ses rencontres avec ceux qui ont fait l'actualité du terrorisme, d'Action Directe aux mouvements d'Extrême Droite, de Klaus Croissant à Charly Ching, des mouvements autonomistes corses à l'affaire de l'Ambassade d'Irak, à l'occasion de laquelle quatorze impacts de balles seront relevés sur la voiture qui lui a servi de bouclier. Il retrace ses missions contre le grand banditisme, de « Pierrot » Conti à Mesrine.

Acteur privilégié et média exceptionnel de toutes les formes de violence moderne, il propose aussi des solutions pour protéger la France contre des attaques qui peuvent être menées contre elle tant de l'extérieur que de l'intérieur. Paul Barril reste aujourd'hui le guetteur attentif et sans mélancolie de tous les grands courants politiques internationaux.



9 782258 013858

Prix T.T.C. 80 F

ISBN 2-258-01385-2

Atelier Pascal Vercken